



DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

8^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1986-1987

(85^e SÉANCE)

COMPTE RENDU INTÉGRAL

1^{re} séance du mercredi 17 juin 1987

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

1. Questions au Gouvernement (p. 2508).

DÉSÉQUILIBRE ENTRE DÉPARTEMENTS EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION (p. 2508)

MM. Charles Fèvre, Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

ANNIVERSAIRE DE L'ARRIVÉE DES AMÉRICAINS EN 1917 (p. 2509)

MM. Alain Griotteray, André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement.

PROBLÈMES DE LA PÊCHE ET POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE (p. 2509)

MM. Léonce Deprez, Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer.

ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE ET ATTAQUES CONTRE LES LIBERTÉS CHEZ RENAULT (p. 2510)

Mme Jacqueline Hoffmann, M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.

INSTAURATION DE PÉAGES POUR L'ACCÈS A PARIS (p. 2511)

MM. Gérard Bordu, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

RÉGIMES SOCIAUX : GESTION DISTINCTE POUR LES NATIONAUX ET LES ÉTRANGERS (p. 2512)

MM. Bruno Gollnisch, le président.

BIGAMIE ET COUVERTURE SOCIALE (p. 2512)

MM. Jean-Pierre Schienardi, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

REVALORISATION DES PRESTATIONS FAMILIALES (p. 2513)

Mmes Véronique Neiertz, Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.

SITUATION EN CORSE (p. 2514)

MM. Nicolas Alfonsi, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.

PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE (p. 2515)

MM. Raymond Douyère, Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

PRIVATISATION DE T.F. 1 (p. 2515)

MM. François Loncle, Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

SERVICES PUBLICS EN ZONES RURALES (p. 2516)

MM. Jean-Pierre Balligand, Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

PRÉRETRAITÉS ANCIENS MILITAIRES (p. 2517)

MM. Pierre Messmer, Jacques Chirac, Premier ministre.

TAUX DE LA T.V.A. APPLICABLE AUX FORAINS ET AUX PARCS DE LOISIRS (p. 2518)

MM. Michel Péricard, Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

APPRÉCIATIONS CRITIQUES DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE (p. 2519)

MM. Jean-Claude Dalbos, Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

ÉQUIPEMENT COLLECTIF EN MILIEU RURAL (p. 2520)

MM. Pierre Pascallon, Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Suspension et reprise de la séance (p. 2520)

PRÉSIDENTE DE M. CLAUDE LABBÉ

2. Déclaration de l'urgence d'un projet de loi (p. 2520).

3. Règlement définitif des budgets de 1984 et 1985. - Discussion de deux projets de loi (p. 2520).

M. Robert-André Vivien, rapporteur général de la commission des finances.

Suspension et reprise de la séance (p. 2522)

MM. le président, le rapporteur général.

M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement.

Discussion générale commune :

MM. Pierre Descaves, le président.

4. Modification de l'ordre du jour prioritaire (p. 2528).

5. Règlement définitif des budgets de 1984 et 1985. - Reprise de la discussion de deux projets de loi (p. 2528).

Discussion générale commune (*suite*) :

MM. Gilbert Gantier,
Alain Richard,
Paul Mercieca,
Georges Tranchant,
Christian Goux.

Clôture de la discussion générale commune.

Passage à la discussion des articles de chacun des deux projets de loi.

Règlement définitif du budget de 1984

Article 1^{er}. - Adoption (p. 2533)

Article 2 et tableau A. - Adoption (p. 2534)

Article 3 et tableau B. - Adoption (p. 2538)

Article 4 et tableau C. - Adoption (p. 2576)

Article 5 et tableau D. - Adoption (p. 2610)

Article 6 et tableau E. - Adoption (p. 2618)

Article 7 et tableau F. - Adoption (p. 2626)

Article 8 et tableau G. - Adoption (p. 2627)

Article 9 et tableau H. - Adoption (p. 2633)

Article 10 et tableau I. - Adoption (p. 2636)

Article 11 et tableau J. - Adoption (p. 2650)

Articles 12 à 15. - Adoption (p. 2654)

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

Règlement définitif du budget de 1985

Article 1^{er}. - Adoption (p. 2655)

Article 2 et tableau A. - Adoption (p. 2656)

Article 3 et tableau B. - Adoption (p. 2660)

Article 4 et tableau C. - Adoption (p. 2696)

Article 5 et tableau D. - Adoption (p. 2730)

Article 6 et tableau E. - Adoption (p. 2738)

Article 7 et tableau F. - Adoption (p. 2746)

Article 8 et tableau G. - Adoption (p. 2747)

Article 9 et tableau H. - Adoption (p. 2753)

Article 10 et tableau I. - Adoption (p. 2758)

Article 11 et tableau J. - Adoption (p. 2768)

Articles 12 à 14. - Adoption (p. 2772)

Article 15 (p. 2772)

M. Bruno Gollnisch.

Adoption de l'article 15.

Articles 16 à 17. - Adoption (p. 2772)

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

6. **Ordre du jour** (p. 2772).

COMPTE RENDU INTEGRAL

PRÉSIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

1

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions au Gouvernement.

Nous commençons par les questions du groupe Union pour la démocratie française.

DÉSÉQUILIBRE ENTRE DÉPARTEMENTS EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION

M. le président. La parole est à M. Charles Fèvre.

M. Charles Fèvre. Ma question s'adresse soit à M. le ministre de l'aménagement du territoire, soit à M. le ministre de l'intérieur.

Le Gouvernement socialiste a fait de la décentralisation l'une de ses priorités en 1982. Celle-ci est passée dans les faits. Sur le principe, l'unanimité est à peu près acquise. Seules les modalités et, surtout, les conséquences financières prévisibles ont alors fait l'objet d'âpres et longues discussions.

Nous avons eu raison, mes chers collègues, d'en discuter âprement, car on voit bien aujourd'hui l'un des défauts majeurs de la décentralisation, telle qu'elle a été mise en œuvre par le gouvernement de gauche. En conduisant, par des transferts de compétences aux collectivités locales, à un désengagement financier sensible de l'Etat, elle a fortement réduit le niveau de solidarité nationale qui, jusque là, compensait les handicaps d'un certain nombre de régions et surtout d'un certain nombre de départements et de communes.

Sans doute ces collectivités locales sont-elles aujourd'hui plus libres mais, étant moins aidées au plan national, elles sont plus dépendantes des ressources financières et du potentiel économique dont elles disposent plus ou moins. Il en résulte une aggravation des disparités géographiques. Les départements défavorisés dotés de faibles ressources le seront toujours plus, tandis que les autres renforceront leur position.

On sait que 30 p. 100 environ de nos départements, dont celui que je représente dans cette assemblée, sont vraiment défavorisés et que la conjoncture économique contribue encore à augmenter les distorsions. La décentralisation - à la mode socialiste - conduit ainsi, progressivement mais sûrement, à la création d'une sorte de quart monde géographique et économique dans notre pays.

Sans mesures financières prises au plan national en vue de rétablir une solidarité nationale bien ciblée, le handicap de ces départements deviendra insurmontable, *a fortiori* dans le contexte actuel de libération de notre économie. C'est pourquoi je pense que l'Etat doit intervenir pour atténuer les disparités départementales et pour remédier ainsi à une désertification et à une sorte de paupérisation qui guettent une trentaine de nos départements.

Trois questions en une : le Gouvernement compte-t-il agir pour endiguer, voire renverser cette redoutable tendance ; si oui, quand et comment compte-t-il le faire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales. Monsieur le député, votre analyse est parfaitement exacte. Le Gouvernement partage la volonté de décentralisation qui était celle du gouvernement précédent, mais il est nécessaire de réussir la décentralisation et, pour ce faire, de corriger les nombreuses imperfections des lois adoptées de 1982 à 1984.

Cette année, la situation est bonne sur le plan financier puisqu'il n'y a aucun désengagement financier de l'Etat à l'égard des collectivités locales mais, bien au contraire, une progression très positive des dotations. Celles-ci atteindront 134 milliards de francs hors fiscalité transférée, ce qui représente une différence notable par rapport aux années précédentes puisque 2,850 milliards de francs de pouvoir d'achat supplémentaire seront ainsi transférés aux collectivités locales.

De la même façon, ce soir, devant votre assemblée, un des éléments de correction de la décentralisation sera apporté par le vote de la loi sur la fonction publique territoriale.

Les problèmes que vous évoquez seront pris en compte dans une loi d'amélioration de la décentralisation qui comportera plusieurs aspects. J'ai déjà eu l'occasion de répondre à M. Charles Millon sur les nombreuses corrections prévues en ce qui concerne notamment les interventions économiques des collectivités locales.

Vous constaté est parfaitement juste et justifié. Les modalités de répartition de certaines dotations de l'Etat mises en place par nos prédécesseurs ont pénalisé fortement les collectivités locales les plus rurales et les moins peuplées, qui sont aussi les plus pauvres. Et on constate, en effet, un affaiblissement concret de la solidarité nationale en ce qui concerne la dotation globale d'équipement des départements et celle des communes.

Les départements les plus défavorisés bénéficient, vous le savez, d'une majoration de la deuxième part de la dotation globale d'équipement. En 1985, 135 millions de francs leur avaient été distribués à ce titre. En 1986, le gouvernement précédent a supprimé plus de la moitié de ces crédits, puisque 63 millions de francs seulement ont été distribués aux départements défavorisés ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Arthur Deheine. C'est vrai !

M. le ministre chargé des collectivités locales. Par ailleurs, une conception extensive et laxiste de la notion de département défavorisé a conduit à cette situation ridicule que 81 départements sont classés sous cette rubrique, c'est-à-dire 90 p. 100 des départements.

De ce fait, la Lozère, département le plus défavorisé de France, qui avait reçu 2,5 millions de francs en 1985 au titre de la majoration, n'a obtenu que 360 000 francs en 1986.

Dans votre département de la Haute-Marne, monsieur le député, c'est une diminution de 64 p. 100 de ces crédits de majoration qui a été constatée.

Cette situation est inacceptable. C'est la raison pour laquelle, dans le projet de loi d'amélioration de la décentralisation qui a été voulu par M. Charles Pasqua et moi-même (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)...

M. Michel Sapin. Cocorico !

M. le ministre chargé des collectivités locales. ... et arbitré par le Premier ministre, un certain nombre de mesures concrètes ont été prises. Ce texte prévoit que le nombre des départements « défavorisés » passera de 81 à 25. Voilà une véritable solidarité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

En outre, il sera tenu compte désormais de la notion de potentiel fiscal superficiaire, pour prendre en considération les charges liées à l'espace rural, notamment dans le domaine de la voirie.

Concrètement, alors qu'on donnait 63 millions de francs à 81 départements par le fait de la solidarité socialiste, c'est 82 millions de francs, c'est-à-dire 27 p. 100 de plus, qui seront alloués, en 1987, à 25 départements. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

Dans le cadre de la même loi d'amélioration de la décentralisation, les dotations de ces communes défavorisées que sont les communes rurales seront accrues, puisque 40 p. 100 du total de la dotation globale d'équipement communale devraient leur revenir à partir de l'année prochaine. Ainsi, nos communes rurales bénéficieront d'une augmentation de crédits de plus de 17 p. 100.

Voilà, monsieur le député, comment nous concevons la solidarité dans le cadre de la décentralisation non pas en théorie, mais en actes ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. Jean Beaufile. Ce sont des mots !

ANNIVERSAIRE DE L'ARRIVÉE DES AMÉRICAINS EN 1917

M. le président. La parole est à M. Alain Griotteray.

M. Alain Griotteray. Mesdames et messieurs les ministres, ma question au Gouvernement aura trois points d'interrogation.

Au moment de la discussion budgétaire, l'an passé, j'avais interrogé M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la façon dont la France avait l'intention de marquer le soixante-dixième anniversaire de l'entrée en guerre à ses côtés des Etats-Unis, en juin 1917.

Comme il ne reste plus beaucoup de *Sammies* aujourd'hui, cette occasion me semble presque la dernière de les associer à la célébration de l'amitié franco-américaine et de frapper ainsi la mémoire collective de la jeunesse de nos deux peuples. La mort pour la liberté est un symbole qui vaut mieux que les discours.

M. Philippa Vasseur. Très bien !

M. Alain Griotteray. Je craignais - et les événements semblent confirmer mes craintes - qu'une simple commémoration avec médailles, timbres et allocutions, comme celle qui est en train de se dérouler, ne suscite que quelques timides entre-filets dans la presse et de rares images à la télévision. Cela me semble bien peu de chose pour un tel sacrifice, et c'est dommage !

Est-il encore temps de suggérer quelques gestes propres à frapper l'imagination ? Par exemple, monsieur le Premier ministre, que de jeunes militaires américains défilent en tenue de *Sammy* avec les troupes françaises, le 14 juillet, sur les Champs-Élysées.

Autre geste significatif et deuxième point d'interrogation : lors de votre récent voyage aux Etats-Unis, qui coïncidait avec l'anniversaire de la réception du maréchal Joffre en 1917, laquelle provoqua, on le sait, une manifestation comme il n'y en avait jamais eu et comme il n'y en eut plus jamais - un million de New-Yorkais dans la rue pour un étranger - je vous avais suggéré de supprimer, en faveur des anciens combattants américains des deux guerres, le visa créé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Bien sûr, peu de *Sammies* en profiteraient, mais les *G.I.'s* du dernier conflit sont encore nombreux et, en 1944, on ne leur avait pas demandé de visa !

Enfin, le troisième point d'interrogation concerne toujours le souvenir, toujours la mémoire, toujours l'histoire qu'on se flatte en ce moment de remettre à l'honneur ! Pouvez-vous, messieurs les ministres, donner aujourd'hui une réponse à une question par laquelle nos collègues Bussereau et Rossi demandaient au Gouvernement, au nom de l'U.D.F., quand il déciderait la création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser tous les survivants de la guerre de 14-18 et qui disparaîtrait avec eux ? Ce serait une façon spectaculaire d'honorer, à travers eux, tous ceux qui sont morts et tous ceux qui ont combattu pour la liberté et l'indépendance de la France. L'empereur aurait apprécié un geste de ce genre (*Mouvements divers sur les bancs du groupe socialiste*), et les jeunes Français, d'origine ou non, sauraient un peu mieux ce que veut dire être Français et ce que leurs anciens ont fait pour eux.

Nous sommes nombreux, ici, à attendre, sur ces trois points, une réponse positive. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le député, je vous prie d'abord de bien vouloir excuser mon collègue Georges Fontes, retenu aujourd'hui à Béziers pour honorer le souvenir de Jean Moulin qui est né dans cette ville.

Vous avez eu raison d'exalter le souvenir des sacrifices communs qu'ont consentis, pour la défense de la liberté, les Etats-Unis d'Amérique et notre pays. Ils ont suscité une amitié durable et se sont traduits récemment par de nombreuses et importantes manifestations.

M. Jacques Chirac, Premier ministre, s'est rendu à la fin du mois de mars à New York. Il a annoncé l'adoption par la communauté française de la statue de Jeanne d'Arc et de celle de La Fayette. A Washington, il s'est rendu au cimetière d'Arlington, sur la tombe du soldat inconnu et sur celle du général Pershing.

Personnellement, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a accompli, au mois d'avril, une visite officielle aux Etats-Unis, intégralement consacrée aux manifestations de ce soixante-dixième anniversaire à New York, à Kansas City et à Washington. Il a présidé une table ronde historique organisée sur ce thème et a eu l'occasion de traduire la reconnaissance de la France envers les vétérans américains et français, en les décorant de la Légion d'honneur ou de l'ordre national du Mérite et en remettant aux vétérans américains près d'une centaine de diplômés d'honneur.

Le 14 juin, un membre du gouvernement des Etats-Unis a participé à la cérémonie nationale organisée au mémorial de l'escadrille La Fayette à Marnes-la-Coquette. Des personnalités françaises et américaines ont assisté à cette cérémonie au cours de laquelle des vétérans américains ont été décorés par M. André Giraud, ministre de la défense.

Début juin ont été organisées des commémorations régionales et locales, notamment dans l'Aisne, en Gironde, à Nantes et à Saint-Nazaire. D'autres manifestations sont prévues ce mois-ci. D'autres encore se poursuivront jusqu'à la fin de l'année.

Le secrétariat d'Etat aux anciens combattants a édité et diffuse une plaquette spéciale comportant des informations historiques et bibliographiques. Il a également organisé une exposition intitulée : « 1917, La Fayette, nous voilà ! ».

Le 13 juin, un timbre spécial a été émis. Un bureau de poste temporaire doté d'un cachet « premier jour » a été ouvert et une exposition philatélique a eu lieu à l'Institution nationale des Invalides.

Un concours scolaire a été organisé par les ministères de l'éducation nationale, de la défense et par le secrétariat d'Etat, avec la participation des professeurs, sur l'engagement des Américains en 1917 et 1918. Enfin, un colloque international, placé sous le haut patronage du Président de la République et sous la présidence d'honneur du Premier ministre, aura lieu les 22 et 23 septembre 1987 dans les salles de conférence de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, monsieur le député, vous souhaitez la participation de jeunes militaires américains au défilé du 14 juillet, la suppression du visa antiterroriste d'entrée en France pour les anciens combattants américains, la création d'un contingent spécial de croix de la Grande Guerre et une meilleure transmission médiatique des manifestations du souvenir.

Je puis vous dire que mon collègue, M. Georges Fontes, a engagé des pourparlers avec les ministères et les autorités compétentes pour pouvoir vous donner satisfaction sur les trois premiers points.

Quant au suivi médiatique des manifestations du souvenir, M. Fontes ne manque pas de le prévoir et de l'organiser à chaque manifestation. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Didier Chouet. C'est passionnant !

M. Jean-Pierre Michel. Voilà un gouvernement qui agit !

PROBLÈMES DE LA PÊCHE
ET POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Léonce Deprez.

M. Léonce Deprez. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'Etat à la mer, mais elle aurait pu s'adresser au ministre chargé des affaires européennes, car la réponse que je souhaite est d'abord politique.

La question des quotas de pêche provoque actuellement, dans certaines régions côtières de France, de très graves inquiétudes, car ceux fixés par la commission européenne risquent de mettre au chômage les pêcheurs artisans d'une partie du littoral français. En effet, alors que nous ne sommes qu'au milieu de l'année, l'épuisement des quotas est déjà envisagé pour les mois qui viennent, en tout cas bien avant la fin de l'année.

La question se pose de savoir comment le Gouvernement va réagir devant ce problème délicat, surtout dans une région comme le Pas-de-Calais, qui souffre déjà beaucoup de la crise économique. Le Gouvernement est-il prêt à remettre en question la décision des experts de Bruxelles ? S'il n'y parvenait pas, serait-il prêt à mettre en place des mesures comme celles prises pour les quotas laitiers ?

La question est également importante sur le plan social pour les cinq cents à mille familles concernées. Il serait donc tout aussi intéressant de savoir si le Gouvernement est disposé à consulter et à écouter davantage les responsables des organisations professionnelles parce que le malaise ne vient pas seulement de la fixation des quotas. Il tient également au fait que les pêcheurs artisans ont le sentiment que lorsqu'on parle Europe, on ne parle plus démocratie, mais technocratie. Il s'agit en effet d'un pouvoir qui leur échappe de plus en plus, et sur lequel ils n'ont plus de prise.

Si l'on veut gagner en 1992 et si l'on souhaite que la France se mobilise - comme l'a demandé à juste titre le Premier ministre - il est très important que nous sachions - c'est en cela que la réponse doit être politique - si le Gouvernement français est prêt à agir pour aboutir à une véritable démocratie européenne, ou si, jusqu'en 1992, prévaudra de plus en plus le sentiment que nous subissons les décisions d'une technocratie européenne.

De votre réponse, monsieur le secrétaire d'Etat, dépendra le moral des Français d'ici à 1992 et le dynamisme qu'ils mettront dans cette marche vers 1992. *(Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à la mer.

M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, votre question est double : elle s'adresse à moi-même, mais également à mon collègue M. Bernard Bosson, qui ne peut pas être présent cet après-midi. Je m'efforcerai donc de répondre au deuxième aspect que vous avez évoqué, après avoir traité la question de l'application des quotas de pêche, car ces derniers posent des problèmes parfois préoccupants.

Ainsi que vous le savez, les quotas ont été mis en place pour permettre une bonne gestion de la ressource marine. Leur fixation a été opérée sur la base d'études scientifiques remises à la commission des pêches, qui a présenté des propositions au conseil des ministres, lequel a arrêté les quotas. Cela a été fait à la fin de l'année dernière.

Je vous indique d'ailleurs que, pour la première fois, nous avons demandé à des représentants de la pêche artisanale française - il y avait en particulier un représentant du secteur de la Manche - d'être présents pour nous conseiller tout au long des discussions, lesquelles, comme chacun l'imagine, ont été difficiles.

Ces quotas ayant été déterminés, il faut respecter les engagements ainsi pris, mais en faisant en sorte qu'il y ait une bonne gestion des quotas. C'est pourquoi la commission *ad hoc* chargée de cette gestion s'est réunie à plusieurs reprises cette année.

Il est évident que la crédibilité de la politique communautaire dans le secteur des pêches passe par une bonne gestion de la ressource et par une adaptation des règles que nous nous sommes fixées à certaines circonstances particulières. Ainsi que vous l'avez indiqué, monsieur le député, tel est actuellement le cas en Manche. En effet, l'abondance exceptionnelle de cabillauds a permis de réaliser des pêches tellement fructueuses que la consommation des quotas est déjà très avancée, alors que nous n'en sommes qu'à la moitié de l'année.

Je suis intervenu lors de la dernière réunion du conseil des ministres des pêches pour appeler expressément l'attention de la commission sur la nécessité de revoir les quotas pour cette

année 1987. Encore faut-il - et vous en avez parlé - que les scientifiques nous appuient de leurs observations, afin que nous soyons suffisamment convaincants. Les quotas de la mer du Nord ont déjà fait l'objet d'une proposition de révision par la commission. Elle est justifiée, mais nous pensons que, dans la mesure où les problèmes sont liés, ceux de la Manche devraient faire l'objet de la même attention. En tout cas, nous nous battons pour cela, en liaison avec les professionnels concernés.

En fait, le problème que vous avez évoqué est celui de l'édification de l'Europe bleue à laquelle nous nous consacrons depuis de nombreuses années. C'est un élément de la construction européenne elle-même et je crois pouvoir dire, car les dernières discussions l'ont bien démontré, que la France occupe, dans ce domaine, une position centrale qui en fait le véritable pivot de l'Europe bleue. C'est en assumant pleinement ce rôle que nous assurerons le passage au grand marché unique européen à partir de 1992. Nous nous y préparons en concertation très étroite avec les professions concernées. En l'occurrence, vous le savez, nous entretenons des contacts très étroits avec le secteur de la pêche artisanale, que vous connaissez bien, pratiquée en Manche et dans la mer du Nord.

Pour ce qui concerne la deuxième partie de votre question qui, comme je l'ai indiqué, relève davantage des compétences de mon collègue et ami Bernard Bosson, tous les points que vous avez évoqués ont été, vous le savez certainement, très longuement traités ici même, hier après-midi et jusqu'à quatre heures du matin, lors du débat sur la déclaration de politique étrangère du Gouvernement. Je me bomerai à en reprendre certains aspects qui me paraissent particulièrement importants.

Ainsi que l'avaient voulu les pères fondateurs de l'Europe, la démarche consiste, dans cette construction européenne qui est engagée depuis longtemps, à avancer vers une Communauté toujours plus unie par la création de solidarités de fait, sans cesse plus nombreuses et plus étroites. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement met tout en œuvre pour progresser rapidement, parallèlement à la construction de l'Europe des hommes, dans les domaines du marché intérieur, de la recherche, de la monnaie en proposant le renforcement du S.M.E. et une meilleure utilisation de l'ECU dans la perspective du passage à la deuxième phase du S.M.E.

Par ailleurs, nous souhaitons plus que jamais un dialogue approfondi sur les problèmes de la défense dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale qui paraît le plus approprié. C'est ainsi que, jour après jour, l'Europe se construit. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe communiste.

ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE ET ATTAQUES CONTRE LES LIBERTÉS CHEZ RENAULT

M. le président. La parole est à Mme Jacqueline Hoffmann.

Mme Jacqueline Hoffmann. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et porte sur les droits et la dignité des salariés que le Gouvernement a attaqués au cours de la semaine dernière.

M. Charles Miossec. Et leurs devoirs ?

Mme Jacqueline Hoffmann. En ce qui concerne le droit de grève dans la fonction publique, le Gouvernement et sa majorité élargie à l'extrême droite ont rétabli une sanction financière contre les grévistes en retenant une journée de salaire pour une seule heure de cessation de travail. Après s'être attaqué d'abord, semi-clandestinement, aux seuls aiguilleurs du ciel, puis au secteur public, le Gouvernement déclare vouloir étendre cette mesure au secteur nationalisé, la majorité sénatoriale souhaitant restreindre l'exercice du droit de grève même pour les salariés du privé en systématisant la réquisition des grévistes.

Le droit de grève est un droit constitutionnel fondamental que les députés communistes entendent préserver dans sa totalité...

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Nous aussi !

Mme Jacqueline Hoffmann. Alors montrez-le !

M. Arthur Dehaine. Il y a aussi des devoirs !

Mme Jacqueline Hoffmann. Ces attaques frappent également un lieu hautement symbolique de l'action syndicale : la régie Renault.

Après les neuf délégués du personnel pris en otages par la direction, est maintenant licencié Claude Jaguelin, secrétaire de la section du parti communiste. Sont également menacés Daniel Michaud, élu C.G.T. et Anne-Marie Vierge, responsable du parti communiste, coupable d'avoir distribué un journal consacré à la paix le jour de la fête des mères, et surtout de s'être opposée au licenciement, pour cause de maladie, de Mme Plessis.

Le syndicat C.G.T. de chez Renault est condamné à payer 70 millions (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe communiste.*) pour avoir dénoncé une politique industrielle ayant entraîné 8 000 suppressions d'emplois et lutter contre elle.

M. Arthur Dehaine. C'est la loi !

Mme Jacqueline Hoffmann. Le Gouvernement et le patronat répriment impitoyablement tous ceux et celles qui relèvent la tête et s'opposent à leur politique de casse industrielle qui multiplie le chômage, précarise l'emploi, réduit le pouvoir d'achat.

C'est pourquoi la C.G.T. organise demain une manifestation de défense des droits de l'homme et des libertés dans les entreprises. (*Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Arthur Dehaine. Pub !

M. Jean-Paul Charié. Il n'y aura personne !

Mme Jacqueline Hoffmann. Monsieur le ministre, il est encore temps pour vous de reculer. (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Respectez le droit de grève et annulez les sanctions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.

M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je ne suis pas sûr que la séance des questions d'actualité doive être l'occasion de recommencer les débats qui ont eu lieu devant votre assemblée. (*Protestations sur les bancs du groupe communiste.*)

Mais puisque la question a été posée, je ne manquerai pas de vous rappeler ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire dans cette enceinte à la fin de la semaine dernière.

Je tiens d'abord à rappeler à l'ensemble des députés ici présents qu'il n'est nullement question de toucher en quoi que ce soit à l'exercice du droit de grève dans la fonction publique ou dans les services publics. (*Applaudissements sur divers bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Guy Ducloné. Bien sûr que si !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. Il s'agit seulement de revenir sur les dispositions de la loi dite « loi Le Pors ».

M. Guy Ducloné. Une bonne loi !

M. Marcel Rigout. Votée à l'unanimité !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. Or l'objet réel de cette loi était de permettre à la C.G.T. de déstabiliser en profondeur et la fonction publique et les services publics. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

M. André Lalgnel. Vos amis l'ont votée !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. L'opération a été menée rondement dans les services des P. et T. en 1983 et 1984.

M. Arthur Dehaine. Et à la S.N.C.F. !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. Ainsi de graves incidents se sont produits au centre de tri de Valence lorsque le parti socialiste tenait son congrès dans cette ville, puis à celui de Bourg-en-Bresse, encore quand le parti socialiste y était en congrès. Ce n'était sans doute pas un hasard. Il a fallu alors de laborieuses négociations entre le représentant du parti communiste au gouvernement, M. Le Pors, et le cabinet du Premier ministre pour essayer de trouver une solution. (*Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

Je vous rappelle également qu'en de nombreuses circonstances M. Mexandeau que j'aperçois ici (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) s'est inquiété publiquement dans des discours, et par écrit dans des lettres adressées aux personnels des P. et T. des dangers de cette loi et de l'usage pervers qui en était fait.

M. Louis Mexandeau. Vous déformez mes propos !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. C'étaient vos propres mots, monsieur Mexandeau ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jacques Roger-Machart. Vous faites de la provocation !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. Il s'agit en fait maintenant de rétablir une règle de comptabilité publique fort ancienne qui correspond à une tradition républicaine...

M. Arthur Dehaine. Eh oui !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. ... dont l'objet est de concilier le libre exercice du droit de grève avec un principe non moins fondamental, celui de la continuité du service public.

M. Guy Ducloné. Votre tradition date de 1961 !

M. le ministre chargé de la fonction publique et du Plan. Telles sont les intentions du Gouvernement.

Nous en avons débattu ici et nous aurons l'occasion d'en discuter prochainement devant le Sénat et je ne doute pas que la majorité saura rétablir ce qui est une règle clé du bon fonctionnement de l'administration. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

INSTAURATION DE PEAGES POUR L'ACCES A PARIS

M. le président. La parole est à M. Gérard Bordu.

M. Gérard Bordu. Monsieur le ministre des transports, les élus de l'U.D.F., du R.P.R. et du Front national...

M. Guy Ducloné. L'extrême droite !

M. Gérard Bordu. ... ont voté hier au conseil régional d'Ile-de-France l'instauration du péage sur la future autoroute A 14 qui reliera le département des Yvelines à La Défense.

Ce vote ouvre en fait la voie à la généralisation d'octrois moyennés aux accès autoroutiers conduisant à la capitale. Sont visées l'autoroute A 88, rocade des villes nouvelles ceinturant la capitale à trente kilomètres de celle-ci, l'autoroute A 5, qui traversera la Seine-et-Marne, et l'autoroute A 16 qui traversera le Val-d'Oise.

S'il est regrettable que le gouvernement Fabius ait cru devoir en son temps envisager de telles mesures (*Ah ! sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)...

Il y a de la continuité dans l'air !

...le rançonnement des usagers que vous préparez serait lourd de conséquences.

M. Guy Ducloné. Très bien !

M. Francis Delattre. Démagogues !

M. Gérard Bordu. Ce projet engraisserait les sociétés privées d'autoroutes alors que les moyens financiers existent pour assurer la gratuité de telles infrastructures.

Il faut pour cela distraire, par exemple, quelques milliards de francs à la course aux armements, faire payer les bénéficiaires réels du système des transports : promoteurs immobiliers, grandes surfaces commerciales, entreprises, etc.

Ce péage pénaliserait les millions d'automobilistes qui effectuent quotidiennement des déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail, que votre politique d'urbani-

sation accroît sans cesse, alors que les automobilistes sont déjà très lourdement taxés avec les taux prohibitifs de T.V.A. sur les acquisitions des véhicules et sur les carburants notamment.

Vous pouvez prélever davantage sur le rendement de ces taxes de la « vache à lait » automobile.

Cet « octroi » ringard rejeterait hors les autoroutes une part importante du trafic automobile, alors contrainte d'emprunter des trajets plus encombrés, y compris dans les centres-villes, ce qui ne peut manquer de provoquer de nouvelles files d'attente et, par là même, un environnement perturbé dans les quartiers.

Il risque simultanément d'aggraver les conditions déjà insupportables des transports collectifs sursaturés aux heures de grande utilisation.

Ces considérations appellent les questions suivantes, monsieur le ministre.

Tiendrez-vous compte de l'avis du Conseil économique et social qui condamne les péages urbains ?

Quelle est votre opinion sur ce principe des péages urbains ?

N'êtes-vous pas tenté par le futur, représenté par Mirapolis dans l'évolution du nombre des visiteurs et Disneyland, de profiter d'une manne prévisible au bénéfice des sociétés privées concessionnaires ?

Pouvez-vous vous engager à ne pas rançonner les usagers des autoroutes actuellement en service ?

Il vous a fallu, monsieur le ministre, reculer dans le passé devant la mobilisation des usagers en colère. Dès aujourd'hui, des milliers d'entre eux ont déjà signé des pétitions dirigées contre ces prétentions. Les usagers savent pouvoir compter sur les élus communistes pour les soutenir une fois encore (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. Monsieur le député, votre question ...

M. Guy Ducloné. Est intéressante !

M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. ... telle qu'elle est formulée a pour ambition d'entraîner la confusion dans l'esprit des usagers de l'automobile. J'espère bien qu'à la fin de ma réponse cette confusion aura disparu.

Il n'est pas question aujourd'hui, et il n'a jamais été question hier, d'instituer un quelconque péage sur des voies existantes ou sur des voies urbaines. Il est simplement question de changer le rythme de réalisation des travaux routiers dans la région Ile-de-France si l'on veut sortir des embouteillages et des encombrements qui augmentent à raison de 17 p. 100 par an.

L'ambition du Gouvernement est de faire passer le rythme de réalisation des travaux prévus pour les cinq prochaines années de 6,4 milliards de francs à 12 milliards de francs et ainsi de pouvoir terminer en cinq ans le second grand périphérique autour de la région parisienne afin d'aider les millions de familles...

M. Robert Montdergent. En les faisant payer ?

M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. ... qui perdent chaque jour de nombreuses heures dans les encombrements (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*) tout en pensant aux entreprises dont les conditions de travail ne sont pas bonnes compte tenu des difficultés de la circulation.

M. Robert Montdergent. Démagogie !

M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. La quasi-totalité de ce périphérique, monsieur le député, sera gratuite, grâce à un effort supplémentaire de l'Etat, à l'augmentation de la redevance sur les bureaux et aux concessions aux sociétés d'autoroute sans péage.

Sur cet ensemble, il n'y a que trois sections non urbaines qui seront à péage, offrant à chaque moment des solutions de substitution aux usagers. Ce sont deux sections que vous

connaissez bien : la A 88 et la A 14. Je vous rappelle que la A 13 restera, elle, gratuite et offrira donc en permanence une alternative gratuite aux usagers.

Je voudrais que l'on retienne qu'il n'y aura pas de péage sur les voies urbaines, ni sur le deuxième périphérique et que ces 12 milliards de francs de travaux vont changer la vie des habitants de la région Ile-de-France dans les cinq prochaines années. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. Guy Ducloné. Vous aurez encore accentué la confusion !

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe Front national (R.N.).

RÉGIMES SOCIAUX ;
GESTION DISTINCTE POUR LES NATIONAUX ET LES ÉTRANGERS

M. le président. La parole est à M. Bruno Gollnisch.

M. Bruno Gollnisch. Monsieur le président, avant de poser ma question, je fais appel à votre haute autorité.

Hier en Corse, l'assemblée régionale a été envahie. Cette nuit, le docteur Lafay, président de l'association d'aide aux victimes du terrorisme, a été lâchement assassiné par des terroristes.

M. André Lejoinie. Ce sont vos amis !

M. Bruno Gollnisch. Compte tenu de la gravité de ces événements, je vous prie respectueusement, monsieur le président, de bien vouloir demander à nos collègues d'honorer sa mémoire par une minute de silence.

M. le président. Monsieur Gollnisch, ce n'est pas du tout la coutume. Il est prévu d'observer une minute de silence à la mémoire de personnes de qualité précise. Cela n'empêche pas tous nos collègues, soyez-en certain, de penser fortement à cette innocente victime. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R., U.D.F., socialiste et communiste.*)

M. Bruno Gollnisch. Monsieur le président, le 6 décembre 1986, vous aviez suspendu la séance en signe de deuil à la suite de la mort d'un étudiant, Malik Oussekin, dans les émeutes du quartier Latin. Il y a donc deux poids et deux mesures !

M. André Lejoinie. Raciste !

M. Bruno Gollnisch. J'utiliserai donc mon temps de parole pour honorer, avec ceux de mes collègues qui le souhaitent, la mémoire du docteur Lafay. (*M.M. les députés du groupe Front national [R.N.] se lèvent et observent un instant de silence.*)

M. le président. Je vous en prie ! C'est une sorte de chantage qui n'est pas admissible !

M. Pierre Descazes. Bravo la présidence !

M. le président. La présidence sait se tenir ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R., U.D.F., socialiste et communiste.*)

Vous avez toujours la parole, monsieur Gollnisch !

M. Bruno Gollnisch. J'ai terminé, monsieur le président.

M. le président. Libre à vous !

BIGAMIE ET COUVERTURE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Schenardi.

M. Jean-Pierre Schenardi. Monsieur le ministre des affaires sociales et de l'emploi, le vendredi 5 juin, lors de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, notre collègue M. Savy avait déposé un amendement tendant à réformer sur un point précis la gestion de la sécurité sociale, en ne reconnaissant plus comme assurés ceux qui vivent dans la bigamie, la polygamie ou le multi-concubinage. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

Votre gouvernement, monsieur le ministre, avec la bénédiction des socialistes et des communistes, a repoussé cet amendement que, seul, le Front national a voté en compagnie de six députés R.P.R. et U.D.F.

Votre attitude est grave, monsieur le ministre.

Il faut que les Français sachent que, pour votre gouvernement, il est plus facile de faire baisser le pouvoir d'achat de millions de Français et de réduire leurs prestations sociales que de réformer en profondeur la gestion de la sécurité

sociale ! Il faut qu'ils sachent qu'il est plus facile de maintenir une disposition qui viole impunément l'ordre public français que de s'attaquer au gaspillage des fonds de la sécurité sociale.

Mais quand donc, monsieur le ministre, allez-vous vous attaquer aux vrais problèmes ? Quand donc allez-vous mettre fin à ce que vous appelez vous-même des errements critiques, sans préciser pour autant en quoi ils consistent ? Mon but est précisément de vous faire préciser votre pensée.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire si, oui ou non, les immigrés musulmans, mariés à plusieurs épouses, peuvent faire profiter ces épouses et leurs nombreux enfants, souvent restés à l'étranger, de la sécurité sociale française...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et Le Pen ?

M. Jean-Pierre Schenardi. ... dès lors que le chef de famille est en situation régulière ?

Les Français les plus défavorisés ont le droit de savoir.

Je vous demande, sans détour et sans vous cacher derrière de prétendus arguments juridiques ou moraux, de nous dire la vérité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, votre question, qui pourrait paraître d'actualité, est en réalité sans objet. *(Exclamations sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

En effet, les instructions données aux caisses d'assurance maladie sont, dans le domaine que vous venez d'évoquer, à la fois très claires et très anciennes. S'appuyant sur les règles définies dans un avis du Conseil d'Etat en date du 3 avril 1951, les caisses d'assurance maladie ne doivent accorder la qualité d'ayant droit qu'à une seule personne, à savoir l'épouse et une seule...

Plusieurs députés du groupe Front national [R.N.] Laquelle ?

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat. ... ou, à défaut, une personne et une seule vivant maritalement sous le toit d'un assuré.

Plusieurs députés du groupe Front national [R.N.] C'est faux !

M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat. Laissez-moi vous dire, monsieur le député, que, dans le domaine de la défense des valeurs familiales, le Gouvernement et la majorité n'ont pas de leçon à recevoir de votre groupe. *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.)*

Plusieurs députés du groupe Front national [R.N.] Oh, si !

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe socialiste.

REVALORISATION DES PRESTATIONS FAMILIALES

M. le président. La parole est à Mme Véronique Neiertz.

Mme Véronique Neiertz. L'union nationale des associations familiales déplore que le relèvement des prestations familiales de 1 p. 100 au 1^{er} juillet, que vous venez d'annoncer, ne corresponde pas à l'évolution des charges des familles, c'est le moins que l'on puisse dire. En effet, il n'y a pas eu de revalorisation des prestations familiales en janvier dernier. Par contre, depuis un an, les remboursements de sécurité sociale ont diminué et les cotisations payées par les familles auront augmenté, toutes cotisations confondues, de 1,3 p. 100.

Résultat ? Des centaines de milliers de familles de un, deux ou trois enfants, dont le revenu mensuel avoisine 6 500 francs, voient leur pouvoir d'achat nettement diminué par rapport à l'année dernière.

De 1981 à 1985, nous, nous avons revalorisé les prestations familiales deux fois par an !

M. Michel Barnier. Avec quel taux d'inflation ?

Mme Véronique Neiertz. Nous, nous avons augmenté le pouvoir d'achat des familles de 12 p. 100 ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

Vous, vous supprimez la revalorisation biannuelle des prestations familiales et vous ne tenez même pas compte de la hausse des prix !

Madame le ministre chargé de la santé et de la famille, ce sont les familles à revenus modestes qui, encore une fois, vont souffrir de votre politique puisqu'il y a six mois vous les avez déjà privées du bénéfice du complément familial, du bénéfice de l'allocation au jeune enfant, du bénéfice de la prime de déménagement !

Votre politique, madame le ministre, consiste à supprimer des prestations aux familles modestes ! Votre politique consiste à accroître les revenus des familles les plus aisées par vos mesures fiscales et vos exonérations de charges sociales !

M. Jean-Paul Charié. Vous ne croyez même pas à ce que vous dites !

Mme Véronique Neiertz. Madame le ministre, quand allez-vous mener une vraie politique familiale ? Quand allez-vous mener une politique familiale juste ? Quand allez-vous mener une politique qui soit au service de toutes les familles sans discrimination ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. le président. La parole est à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.

Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille. Madame Neiertz, vous m'interrogez sur la revalorisation des prestations familiales au 1^{er} juillet de cette année.

Permettez-moi de vous dire que, décidément, vous avez la mémoire courte et je vais vous le prouver. Je suis étonnée de votre persévérance dans votre hostilité à la politique familiale. Car, si j'ai bonne mémoire, vous étiez déjà contre la politique familiale de Mme Dufoix. Voilà une belle constance !

Vous le savez, j'ai annoncé à l'U.N.A.F., qui ne m'a pas fait part de son désaccord, la décision du Premier ministre d'augmenter de 1 p. 100 au 1^{er} juillet la base mensuelle des allocations familiales.

Le conseil d'administration de la C.N.A.F. a été saisi et doit bientôt se prononcer. Cette progression permettra, contrairement à ce que vous dites, de maintenir le pouvoir d'achat des prestations familiales...

M. Jacques Mahéas. Ce n'est pas vrai !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. ... en tenant compte de l'évolution constatée des prix à cette date. Pour vous le montrer, je vais revenir un peu en arrière.

En 1986, la base mensuelle de calcul des allocations familiales - contrairement à ce que vous venez de dire - a été revalorisée de 3, 4 p. 100 sur l'année, par deux revalorisations de 1,25 p. 100 chacune, l'une au 1^{er} janvier et l'autre au 1^{er} juillet, ce qui a permis une augmentation du pouvoir d'achat des familles ; je reviendrai sur ce point.

Ainsi, alors que le pouvoir d'achat avait baissé en 1984 - et je ne comprends pas que vous puissiez parler de plus 12 p. 100, c'est scandaleux ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*...

M. Jacques Mahéas. Ce sont les statistiques de l'I.N.S.E.E. ! Vous connaissez ?

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. ... alors qu'il avait stagné en 1985, nous, nous l'avons fait progresser en 1986...

M. Pierre Forgeas. Mais non !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. ... par une décision que nous avons prise après mars 1986. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. Jean-Paul Chérié. Très bien !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. Contrairement à ce que vous dites, madame, ceci était particulièrement sensible pour les familles nombreuses.

Les allocations familiales versées pour trois enfants ont enregistré un gain de pouvoir d'achat de 2 p. 100 en 1986 par rapport à 1985. Une famille de deux enfants, percevant l'allocation au jeune enfant a vu le pouvoir d'achat de ses prestations augmenter de 6,6 p. 100 et une famille de trois enfants de 5,3 p. 100.

M. Pierre Forgues. Ce n'est pas vrai !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. De ce fait, aucune revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales n'est intervenue au 1^{er} janvier.

M. Jacques Mahéas. Allez leur expliquer !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. Mais cette décision était en réalité inspirée par la volonté de ne pas pénaliser les familles. Si nous avions dû revoir en janvier 1987, nous aurions été conduits à baisser la base...

Mme Muguette Jacquaint. C'est scandaleux !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. ... et non pas à la laisser au stade de l'évolution des prix à cette époque.

Mme Yvette Roudy. Le pouvoir d'achat a baissé !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. Dans ces conditions, bien entendu, le Gouvernement n'a pas une minute envisagé cette solution. Il a pris la décision de maintenir le montant de la base mensuelle de calcul des allocations familiales au 1^{er} janvier 1987 au niveau atteint au 1^{er} juillet 1986.

A cette date, nous envisageons, en raison des prévisions de hausse des prix, de procéder à une augmentation de 0,87 p. 100 au 1^{er} juillet 1987. Si, en définitive, nous nous arrêtons à 1 p. 100, c'est pour maintenir le pouvoir d'achat sur l'ensemble de la période 1985-1987.

Mme Muguette Jacquaint. Il a baissé !

Mme le ministre chargé de la santé et de la famille. Il est clair qu'en fin d'année, si nécessaire, nous ajusterons la base de calcul des prestations familiales en fonction des constatations. Ce que nous avons fait depuis un an garantit notre loyauté à l'égard des familles. Je ne suis pas sûre, madame, pour employer un euphémisme, que vous puissiez en dire autant. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Mme Yvette Roudy. C'est faux !

SITUATION EN CORSE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Alfonsi.

M. Nicolas Alfonsi. Monsieur le ministre de l'intérieur, j'aurais souhaité rester à mon banc.

La Corse connaît une situation trop douloureuse pour que les mots n'y soient pas meurtiers. Je n'ignore pas les épreuves du gouvernement précédent. Je n'ignore rien de la discrétion dont a su faire preuve mon collègue de l'opposition à l'endroit de votre prédécesseur. J'ai souvent déclaré que mon programme serait épuisé, lorsque l'impact de cette île serait réhabilitée et qu'elle ne serait plus associée dans les médias nationaux à la violence.

Il est vrai que les années 1984 et 1985 l'avaient vu sortir de l'information nationale et que si le terrorisme n'était pas réduit son expression publique, qui est un élément dont il se nourrit, s'était effacée. Ce sera un des acquis de l'alternance d'avoir, dans l'intérêt de la communauté nationale tout entière, transformé en terrorisme un problème qui n'était pas perçu comme tel.

Je crois ne pas avoir été étranger à ces changements de terminologie. Vous comprendrez, dès lors, monsieur le ministre, mes scrupules à m'exprimer, mais n'y voyez aucun souci polémique.

Un homme est mort, il a achevé sa vie sous les balles des tueurs dans une flaque de sang devant la station F.R. 3. Nous nous inclinons devant cette victime innocente. La sanction de ce crime odieux doit être à la mesure de l'outrage fait aux institutions démocratiques. J'ajoute que si la victime n'était pas morte cette nuit, ses assassins n'auraient pas manqué de trouver dans l'avenir l'occasion ou le prétexte de commettre leur crime.

Pour autant, monsieur le ministre, faudra-t-il tout le temps improviser ? Quand cessera-t-on de succomber à l'enflure des mots et que n'avons-nous entendu ?

« Pantalonnade », nous dit-on, mais un homme est mort. L'ordre public est un attribut éminent de l'Etat. Mais qu'est-ce qui justifie alors ces appels aux Corses d'avoir à prendre en main leur destin ? Quel destin ? Pourquoi charger la communauté corse d'une obligation nouvelle, qu'il ne lui appartient pas d'assumer, elle qui puise dans son histoire des ressources de sagesse et de patience auxquelles il faut bien rendre hommage ?

Vous connaissez les terroristes, mais est-il indispensable de l'affirmer ? Est-il nécessaire de le dire si, en même temps, ceux-ci nous arguent ? Là où une analyse rigoureuse de la complexité corse serait nécessaire, là où la Corse exigerait rigueur, détermination et discrétion, on ajoute à la confusion en faisant des variations sur la place publique.

J'ai déjà dit qu'on ne réformerait pas la société corse par décrets mais qu'on le ferait par une action minutieuse, continue, exigeant l'application de la loi dans toute sa rigueur. Le Gouvernement de la République nous trouvera toujours derrière lui tant qu'il s'agira de combattre le terrorisme. Sa tâche est difficile, mais ne pourrait-il pas faire preuve, dans ce domaine, de plus de sobriété ? C'est la question que je vous pose. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, le Gouvernement, installé depuis mars 1986 et qui bénéficie du soutien de la majorité de l'Assemblée nationale, s'est engagé résolument, vous le savez, dans la lutte contre le terrorisme. Il l'a fait sans aucun complexe. Il a enregistré - je n'ai pas besoin de le rappeler - un certain nombre de succès dont il ne s'enorgueillit pas pour autant, mais qui ne donnent à personne le droit de lui donner des leçons.

Nous avons, grâce à la résolution, à la motivation, à l'efficacité des services de police, de sécurité et de nos services de renseignements, mis hors d'état de nuire le réseau terroriste d'Action directe dit « branche nationale ». Nous avons arrêté les responsables du réseau terroriste d'Action directe dit « branche internationale ». Nous avons mis hors d'état de nuire deux réseaux terroristes proches de la mouvance moyen-orientale.

En Corse - vous le savez aussi bien que moi -, grâce à la qualité des représentants de l'Etat nommés par le Gouvernement et auxquels je tiens à rendre hommage - le préfet de région, M. Thoraval, le préfet de Haute-Corse, M. Bessé, le préfet de police, M. Morin - nous commençons à enregistrer des résultats.

Nous avons arrêté les responsables des actions terroristes de la plaine orientale.

Nous avons arrêté et désorganisé un réseau du mouvement terroriste et séparatiste responsable des actions conduites dans la région d'Ajaccio et de Sagone.

Et vous avez pu apprécier comme moi, et encore plus que moi puisque vous vivez sur place, le fait que progressivement ce mouvement séparatiste, qui tombe de plus en plus dans le terrorisme et dans le gangstérisme, est coupé du soutien de la population. Or s'il est un domaine dans lequel le soutien populaire est déterminant, c'est celui de la lutte contre le terrorisme.

Que me reprochez-vous ? Qu'avez-vous l'air de me dire ? Ce que j'ai déclaré aux Corses est simple. Je leur ai dit qu'un pouvoir démocratique ne repose pas sur l'action des C.R.S. et des autres forces de police. Il repose sur le soutien populaire. J'ai donc appelé les Corses, comme nous avons appelé toute la population de France, à coopérer avec les services de police pour mettre hors d'état de nuire ceux qui utilisent la force et la violence pour imposer leur point de vue contre les lois de la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Un homme est mort. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Lionel Jospin. Pourquoi avez-vous parlé de « pantalonnade » ?

M. le ministre de l'intérieur. Ayez donc un peu de respect et un peu de dignité ! (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

L'incapacité dont vous avez fait preuve pendant cinq années (*Mêmes mouvements*) ne vous donne aucun droit à donner de leçons !

Nous n'amnistierons jamais des terroristes. Nous n'engagerons jamais aucune conversation avec eux. Nous les combattons, nous les mettrons hors d'état de nuire ! (*Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Raymond Douyère.

M. Raymond Douyère. Je regrette, monsieur Pasqua, que vous n'ayez pas répondu à M. Alfonsi. (*Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. Monsieur Douyère, il n'y a pas de réplique aux ministres !

Vous n'avez la parole que pour poser votre question.

M. Raymond Douyère. Monsieur le ministre de l'agriculture, vous venez de prendre connaissance, certainement comme nous tous, des déclarations de M. Teyssedou au congrès du C.N.J.A. la semaine dernière contre la privatisation de la Caisse nationale de Crédit agricole. Venant d'une voix aussi autorisée, qui parle au nom de jeunes qui constitueront l'agriculture de l'an 2000, ça nous paraît particulièrement intéressant et je pense que vous partagez notre avis.

Enfin, un responsable agricole ose prendre position contre ce projet dont chacun devrait avoir conscience qu'il est très grave pour l'avenir de l'agriculture française, car il indique clairement que le Gouvernement souhaite se désengager de l'agriculture.

En effet, la logique de la société anonyme issue de la privatisation serait inéluctablement celle du profit de l'entreprise, certainement pas celle de l'intérêt des agriculteurs.

De plus, les caisses les moins riches, celles des régions les moins favorisées seraient peu représentées au sein des conseils d'administration de cette société anonyme. Elles ne pourraient plus faire entendre leur voix.

Par ailleurs, chacun sait que, si l'on accordait aux agriculteurs trois quarts des sièges dans les conseils d'administration des caisses régionales, ce serait anticonstitutionnel. La privatisation de la Caisse nationale n'est-elle pas une vaste duperie visant à faire croire aux agriculteurs qu'ils conserveraient le contrôle de leur banque alors qu'en fait cela n'est pas possible dans le cadre d'une privatisation ?

Nous savions déjà que les réticences étaient nombreuses au sein du monde rural. Aujourd'hui, c'est le Sénat qui s'interroge. Monsieur le ministre, vous étiez toujours le patron des agriculteurs et personne n'osait vous résister. Enfin, une voix s'élève. Allez-vous l'écouter ? Allez-vous retirer ce projet dont on voit mal l'utilité car il n'apporte aucun avantage nouveau à l'agriculture ?

Alors, monsieur le ministre, occupez-vous donc d'obtenir des prix un peu plus substantiels pour les agriculteurs à Bruxelles. (*Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Jean-Paul Charlé. Vous devriez avoir un peu de pudeur !

M. Raymond Douyère. Consacrez-vous à cette tâche importante et chassez vos vieilles chimères idéologiques ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Raymond Douyère. Guillaume n'ose plus venir !

M. Georges Chevenes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, M. François Guillaume, actuellement retenu à Luxembourg, m'a demandé de bien vouloir le remplacer.

D'abord, je vous indiquerai que la concertation a été très complète aussi bien avec les chambres d'agriculture qu'avec la caisse nationale de mutualité et le crédit coopératif agricole et que nous avons entendu le message de M. Teyssedou, le président de la C.N.J.A.

Après cette étroite concertation avec toutes les parties prenantes, les caisses régionales et les organisations professionnelles agricoles, le Gouvernement a adopté le projet de loi

sur la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole. Il est actuellement soumis à l'examen du Sénat, et le Parlement aura à se prononcer.

Aujourd'hui, le Crédit agricole est un réseau à deux niveaux et à deux têtes : d'un côté, les caisses régionales, au nombre de 94, sont des sociétés coopératives indépendantes de l'Etat dont les parts sociales sont détenues par des acteurs de l'activité agricole et rurale ; de l'autre, coiffant le tout, la caisse nationale est un établissement public, totalement hors du contrôle des caisses régionales et placé sous la dépendance directe de l'Etat.

M. Jean Beaufils et M. René Souchon. On le sait !

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Le Gouvernement a voulu unifier le réseau en se dégageant de la caisse nationale et en donnant la propriété aux caisses régionales. Il sera ainsi mis fin à la double autorité sur le réseau, et les caisses régionales et leurs sociétaires géreront, comme il était prévu à l'origine, l'ensemble de l'institution.

Les agriculteurs administreront, par l'intermédiaire des présidents de caisse régionale qu'ils auront élus, la caisse nationale de crédit agricole qui restera l'organe central du réseau.

Il n'est pas possible aujourd'hui de dire ce que sera le prix de la caisse nationale puisqu'il appartiendra à la commission de privatisation, conformément à l'avis du Conseil constitutionnel, de déterminer sa valeur.

M. Raymond Douyère. Vous savez de quoi vous parlez ?

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Mais, hormis le fait que les caisses régionales ne seront nullement tenues d'acquiescer les actions de la caisse nationale, il faut souligner que des dispositions particulières ont été prévues pour permettre aux caisses régionales d'émettre des obligations et des certificats coopératifs d'investissement afin de faciliter le versement à l'Etat du prix des actions.

M. André Billardon. Vous avez déjà vu un paysan ?

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. J'ajoute que, dans la perspective de l'achèvement du marché européen en 1992, le Crédit agricole aura les armes dont disposent tous ses concurrents en Europe : le *statu quo* placerait le Crédit agricole en état d'infériorité par rapport à d'autres banques qui auraient la possibilité de s'allier entre elles. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Jack Lang. Quel ennui !

M. Jean Beaufils. Il n'a rien compris !

PRIVATISATION DE T.F.1

M. le président. La parole est à M. François Loncle.

M. François Loncle. Contre l'avis des téléspectateurs, contre l'avis des personnels de T.F.1, contre l'avis des dirigeants mêmes de T.F.1, enfin contre l'avis des Français dans leur grande majorité, vous vous lancez, monsieur le ministre de la culture et de la communication, pressé par votre collègue de l'économie et des finances, dans la seconde phase de la privatisation de la première chaîne de télévision française, T.F.1.

Pendant ce temps, Antenne 2, chaîne de service public, est pillée par le privé, menacée de perdre ses ressources et mal dirigée.

M. Philippe Legras. Cela ne change pas !

M. François Loncle. Lundi dernier, sans doute faute de programmes, Antenne 2 a stoppé sa diffusion à vingt-trois heures cinq, comme il y a plus de vingt ans !

La privatisation de T.F.1 a été et demeure une mauvaise action dont on mesure bien à présent les conséquences néfastes.

Depuis un an, vous avez désorganisé l'audiovisuel français. Le P.A.F., comme vous dites, c'est la pagaille audiovisuelle française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Arthur Dehaine. Vous dites cela parce que ce n'est plus à vous !

M. François Loncle. On assiste à une augmentation vertigineuse du nombre des films, téléfilms, séries et émissions américaines diffusés par les différentes chaînes au détriment de la production française.

La surenchère entre diffuseurs aboutit à des rémunérations indécentes pour les stars du petit écran. Le prétendu mieux-disant culturel est devenu le mieux-payant commercial. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

Non content d'avoir cassé l'audiovisuel français, vous êtes en train de casser aussi le cinéma français.

En privatisant T.F.1 pour des raisons purement idéologiques...

M. Arthur Dahaine. Vous savez ce que c'est !

M. François Loncle. ... vous avez complètement déstabilisé la télévision française en la soumettant à la seule loi de la recherche aléatoire du profit, au détriment de la qualité.

Allez-vous enfin cesser d'être le ministre du gâchis audiovisuel et du désordre culturel ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. *(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste. Léotard n'ose pas répondre !

M. Michel Sapin. Il n'a plus droit à la parole ?

Plusieurs députés du groupe socialiste. Léotard censuré !

M. Maurice Adevah-Pouf. On ne l'entend plus !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Léo ! Léo ! Léo !

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés,...

M. Michel Sapin. C'est la période probatoire.

M. le président. Ecoutons la réponse de M. le ministre d'Etat, s'il vous plaît.

M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine). C'est le goulag !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... la décision de privatiser T.F.1 a été une bonne décision. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Ah ! sur les bancs du groupe socialiste.)*

Le système français audiovisuel était un système beaucoup trop étatique *(Ah ! sur les bancs du groupe socialiste)* dont vous aviez vous-mêmes, en votre temps, mesdames et messieurs, commencé à préparer l'évolution, dans des conditions...

M. François Loncle. Excellentes !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... singulièrement confidentielles; permettez-moi de le rappeler *(Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R.)*...

M. Robert-André Vivien. Scandaleuses !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... donc tout à fait différentes de celles dans lesquelles nous avons procédé.

M. Clément Théaudin. Ça n'a rien à voir !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Mais si !

En ce qui concerne T.F.1, je voulais vous indiquer que le ministre de la culture et de la communication...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Qui c'est ?

M. Michel Sapin. Il est baïllonné !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... et moi-même avons décidé, en plein accord, que l'opération consistant à vendre les 50 p. 100 d'actions de T.F.1 encore détenues par l'Etat serait commencée le 29 juin prochain.

Je vous rappelle que, dans l'état actuel des choses, et depuis un peu moins de deux mois, si ma mémoire est bonne, l'Etat a vendu à un groupe d'investisseurs 50 p. 100 des titres qu'il détenait. Il a l'intention d'en vendre 40 p. 100 au public et il en vendra 10 p. 100 aux salariés dans des conditions préférentielles, encore plus que celles qui ont été appliquées dans les autres entreprises privatisées.

Le prix de ces 50 p. 100 restants sera fixé le vendredi 26 juin prochain par M. le ministre de la culture et de la communication... *(Qui ? sur les bancs du groupe socialiste)*

M. Michel Sapin. Rappelez-nous son nom ?

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... et moi-même, après l'avis de la commission de privatisation.

Nous attendons, lui comme moi, de l'heureux dénouement de cette opération, la conclusion d'une affaire commencée il y a un an lors du vote de la loi sur la communication audiovisuelle qui permettra de développer l'émulation, la concurrence et la liberté au sein de notre paysage audiovisuel. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. Michel Sapin. La bise ! la bise !

SERVICES PUBLICS EN ZONES RURALES

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Balligand.

M. Jean-Pierre Belligand. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'agriculture.

Le Gouvernement parle beaucoup ces derniers temps de l'aménagement rural, de la ruralité, annonçant à grand renfort de médias et de ministres les journées nationales sur ce sujet. Au vu de toutes ces déclarations, tout irait donc pour le mieux dans le monde rural.

Or, pour reprendre l'expression utilisée par le secrétaire d'Etat aux collectivités locales voici quelques instants dans cet hémicycle, qu'y a-t-il au-delà des discours ? Quelles sont les manifestations concrètes de la solidarité nationale à l'égard du monde rural, de ses communes et de ses habitants ?

Vous connaissez, monsieur le ministre, la caractéristique du monde rural, le taux de « tertiarisation » en milieu rural est de 20 p. 100 inférieur à la moyenne nationale. Dans le même temps, les décisions budgétaires prises lors du vote de la loi de finances pour 1987 entraînent, chaque semaine, des suppressions de recettes locales des impôts, des suppressions de perceptions dans tout le secteur rural, y compris dans les chefs-lieux de canton.

De la même manière, on voit disparaître dans ce milieu rural, des services voyageurs de la S.N.C.F., voire des lignes entières, ainsi que des classes primaires et de nombreuses classes dans les collèges, tandis que, dans le même temps, des cabines téléphoniques disparaissent également car elles ne sont pas rentables, dit-on. A quand le tour des bureaux de poste ?

Je souhaiterais donc savoir comment le Gouvernement peut concilier son discours sur le développement des zones rurales avec son action qui accélère la désertification de celles-ci. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

M. Georges Chevener, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Monsieur le député, nous organisons la semaine prochaine à Besançon les journées nationales du développement rural, car le Gouvernement entend faire jouer au maximum la solidarité en faveur de ce développement rural.

Ainsi, à plusieurs reprises, le Premier ministre a rappelé aux membres de son gouvernement qu'ils doivent veiller à ce que les impératifs de bonne gestion propres à chaque ministère n'aient pas pour conséquence la suppression de services publics indispensables à la vie des citoyens en milieu rural. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Des mesures pratiques ont d'ailleurs déjà été prises, notamment dans le secteur des télécommunications que vous avez évoqué. Il s'agit de maintenir dans les petites communes au moins une cabine téléphonique...

M. Louis Mexandau et M. Martin Malvy. C'est faux !

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. ... même si celle-ci n'écoule pas un trafic justifiant de son implantation, de poursuivre la politique de rééquilibrage des tarifs entre les villes et les zones rurales au profit de ces dernières - je rappelle que les tarifs ont encore baissé récemment - enfin, de permettre le maintien de certains bureaux de poste peu fréquentés.

A cet effet, des expériences de polyvalence ont été menées. Ainsi, près de 4 000 bureaux participent actuellement à des opérations de polyvalence en offrant des services comme l'affichage des offres d'emploi de l'A.N.P.E., la vente des vignettes automobiles, de timbres fiscaux ou la délivrance de cartes grises.

Ces opérations sont maintenant officialisées et pourront être étendues en tant que de besoin.

Enfin, le dernier comité interministériel de développement et d'aménagement rural, qui s'est tenu en novembre 1986, a élaboré de nouveaux moyens d'action.

C'est, d'une part, la politique dite des « chefs-lieux vivants » qui est en cours d'expérimentation et qui permettra d'assurer aux entreprises et aux hommes les services dont ils ont besoin.

C'est, d'autre part, la consultation qui fait suite aux conclusions du rapport de M. le sénateur Haenel sur les obstacles au développement rural et qui débute dans neuf départements. Cette consultation doit permettre d'ici à quelques mois de proposer des mesures destinées à adapter la réglementation aux contraintes du milieu rural. J'ai moi-même, à de nombreuses reprises, défendu la création d'emplois dans les zones rurales, notamment dans le cadre des petites entreprises de dimension humaine.

Enfin, l'essentiel du budget de mon ministère est consacré au développement rural : création de magasins multiservices, opérations de restructuration du commerce et de l'artisanat.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et les perceptions ?

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. En réalité, les administrations publiques sont confrontées à des problèmes de gestion. Elles ont, c'est vrai, une tendance permanente à rationaliser, c'est-à-dire à réduire leur implantation sur le terrain. Cette tendance peut se comprendre, mais elle doit être contrebalancée par le pouvoir politique. C'est le cas. Il faut en effet une volonté politique ferme et permanente pour maintenir les services publics indispensables...

M. Louis Mexandeau. Vous les supprimez !

M. le ministre chargé du commerce, de l'artisanat et des services. ... aux populations situées en zone rurale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe du rassemblement pour la République.

PRÉRETRAITÉS ANCIENS MILITAIRES

M. le président. La parole est à M. Pierre Messmer.

M. Pierre Messmer. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

M. André Bellon. C'est Léotard qui va répondre !

M. Pierre Messmer. Monsieur le Premier ministre, l'an dernier, pour respecter l'un des engagements que l'actuelle majorité de l'Assemblée nationale avait pris au cours de la campagne électorale, j'ai déposé avec mes collègues du groupe du R.P.R. une proposition de loi tendant à revenir sur les dispositions restrictives, administratives et financières, qui ont été imposées au cours de ces dernières années pour faire obstacle à la seconde carrière des militaires qui quittaient le service, et en particulier des sous-officiers dont certains quittent le service avant l'âge de trente-cinq ans.

M. Michel Sapin. Ce sont là les seules préoccupations du R.P.R. !

M. Pierre Messmer. Cette proposition de loi comporte deux dispositions essentielles.

L'une interdit l'inscription, dans les conventions collectives, de dispositions qui établissent une priorité de licenciement à l'égard de ceux qui bénéficient déjà d'avantages de retraite.

L'autre vise à revenir sur l'amendement qui avait été introduit dans le droit du travail en 1984 et qui a pour conséquence de réduire de moitié la retraite de ceux des anciens militaires qui sont placés en préretraite.

Le Gouvernement, la semaine dernière, a accepté et le Parlement a voté les dispositions qui sont relatives au premier point, c'est-à-dire à la non-inscription, dans les conventions collectives, de dispositions qui vont à l'encontre des droits des personnels militaires recevant déjà une retraite, et cela sur la proposition de notre collègue Pinte.

Monsieur le Premier ministre, le Gouvernement envisage-t-il de prendre des décisions s'agissant de la seconde disposition qui consiste à réduire de moitié la retraite des anciens militaires placés dans la situation de préretraite ?

Cette disposition me paraît conforme aux intérêts des armées, puisque celles-ci, pour disposer de cadres, et en particulier de sous-officiers jeunes, sont obligées de les placer en retraite au bout de quinze ans de service. Cette disposition me paraît également conforme aux intérêts des préretraités qui, pendant quinze ans ou plus, ont servi sous les armes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jacques Chirac, Premier ministre. Le gouvernement précédent a, de 1982 à 1985, adopté un certain nombre de mesures qui, par leurs effets cumulés, ont conduit à pénaliser gravement la carrière professionnelle à laquelle doivent pouvoir prétendre les officiers et les sous-officiers qui quittent l'armée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Mme Yvette Roudy. C'est un peu gros !

M. Jean-Pierre Michel. C'est scandaleux !

M. le Premier ministre. On a prétendu que ces mesures étaient inspirées par le souci de limiter le cumul entre différents revenus de remplacement...

M. François Loncle. C'est scandaleux !

M. le Premier ministre. ...et par celui de protéger des emplois devenus trop rares.

M. François Loncle. Vous en êtes réduit à cela ?

M. Jean-Pierre Michel. Vous êtes tombé bien bas !

Mme Yvette Roudy. C'est le « Café du commerce » !

M. le Premier ministre. Mais ces mesures se sont, à l'expérience, révélées, ainsi que vous venez de le souligner, monsieur le président Messmer, contraires à la fois à l'efficacité et à l'équité.

M. Jean-Pierre Michel. C'est lamentable !

M. François Loncle. C'est la fin de parcours !

M. le Premier ministre. Contraires à l'efficacité parce que notre armée doit, pour remplir au mieux les missions qui lui sont confiées, disposer en permanence d'un encadrement jeune et compétent. Cette exigence conduit inévitablement à interrompre relativement tôt la carrière militaire de nombreux officiers et sous-officiers.

M. François Loncle. Vous finissez très mal !

M. le Premier ministre. Contraires à l'équité également parce qu'il est juste que les militaires de carrière, contraints de quitter l'armée, puissent, en contrepartie, prendre un nouveau départ dans la vie civile...

M. Pierre Mauger. Très bien !

M. le Premier ministre. ... sans avoir à surmonter, outre les difficultés inhérentes à la recherche d'un emploi, des handicaps supplémentaires qu'une réglementation excessive s'est plu à leur imposer et, surtout, à imposer à eux seuls. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

De nombreux députés du groupe socialiste. C'est faux !

M. le Premier ministre. Faut-il rappeler que ces personnels débutent leur seconde carrière avec un retard minimal de quinze ans par rapport à leurs collègues civils ? Ce retard, qui se traduit tant en termes de rémunération que de perspectives d'avancement, se rattrape difficilement.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Il a pour légitime contrepartie la perception d'une pension militaire de retraite. (Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.)

M. François Loncle. Fin de carrière !

M. le Premier ministre. C'est précisément à cette compensation qu'a porté atteinte le décret du 20 avril 1984...

M. François Loncle. C'est indigne !

M. le Premier ministre. ... sur lequel vous venez d'appeler l'attention du Gouvernement. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Messieurs, je vous en prie. Ecoutez le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Monsieur le président, je vous remercie de votre intervention, mais, voyez-vous, la défense nationale est un sujet qui n'a jamais intéressé les socialistes... (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est minable !

M. Guy-Michel Chauveau. C'est trop ! C'est indigne d'un Premier ministre !

M. le Premier ministre. ... et nous avons bien vu dans notre histoire ce qui s'est passé chaque fois qu'on leur a confié le soin d'établir nos budgets militaires. (Vifs applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Guy Béche. Il parle comme Le Pen !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement français, lorsqu'il fut formé, s'en est encore aperçu face à un budget et à une situation de nos armées qui s'étaient dégradés de façon particulièrement alarmante et qui mettaient en cause la sécurité, l'indépendance et l'honneur de la nation. Alors, messieurs les socialistes, c'est un domaine sur lequel vous devriez avoir un peu plus de pudeur. (Vifs applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est scandaleux !

M. François Loncle. C'est lamentable !

M. le Premier ministre. Je reviens à la question.

Ce texte institue, en effet, sur la pré-retraite que perçoivent les salariés âgés lorsqu'ils sont licenciés, un abattement correspondant à la moitié de la pension de retraite dont ils bénéficient par ailleurs.

Dans la pratique, une telle disposition est doublement injuste. D'une part, elle frappe presque exclusivement les anciens militaires. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) D'autre part, elle ampute une pension qui n'est guère assimilable à un avantage vieillesse, mais constitue en réalité le dédommagement versé par la nation à ceux qui l'ont défendue...

M. François Loncle. C'est du poujadisme de bas étage !

M. le Premier ministre. ... puis ont accepté à sa demande d'interrompre prématurément à cinquante, quarante, voire à trente-cinq ans leur carrière.

Un député du groupe socialiste. Et les autres ?

M. le Premier ministre. Ce qu'un décret a fait, un autre peut et doit le défaire.

M. Gérard Bapt. Heureusement qu'on a un Président !

M. le Premier ministre. En conséquence, ce mécanisme d'abattement sera abrogé...

M. Georges Le Baill. Et l'impôt sur les grandes fortunes ?

M. le Premier ministre. ... par voie réglementaire dans les prochaines semaines. (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)

J'observe qu'avec la suppression de cette disposition le Gouvernement aura, conformément aux promesses faites avant le 16 mars, levé l'essentiel des obstacles qui avaient été mis à l'exercice d'une activité professionnelle civile par les anciens militaires.

M. François Loncle. Repos !

M. le Premier ministre. La loi portant diverses mesures d'ordre social du 30 décembre 1986 a déjà supprimé la contribution que devaient verser, outre leurs employeurs, les salariés titulaires d'une retraite qui exerçaient une activité professionnelle.

M. Michel Sapin. Nous allons publier votre réponse, elle est excellente ! Elle va nous faire gagner 3 000 voix !

M. le Premier ministre. Votre assemblée vient également d'amender le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social afin d'interdire dans les accords collectifs toute clause prévoyant en cas de licenciement le départ prioritaire des retraités au seul motif qu'ils bénéficient d'un avantage vieillesse

M. Gérard Bapt. On va gagner 3 000 voix sur M. Barre !

M. le Premier ministre. Ainsi, en ce domaine comme en d'autres, le Gouvernement et la majorité qui le soutient, ont réalisé, dans des délais relativement brefs, les engagements qu'ils avaient solennellement pris devant le pays à juste titre...

M. Jean Beauvils. Démagogie !

M. Martin Malvy. Pas à l'égard des chômeurs !

M. le Premier ministre. ... et parce qu'ils sont, eux, conscients des réalités et des exigences de l'armée française ! (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)

TAUX DE LA T.V.A. APPLICABLE AUX FORAINS ET AUX PARCS DE LOISIRS

M. le président. La parole est à M. Michel Péricard.

M. Jean Beauvils. Une question sur la communication peut-être ?

M. Michel Péricard. Non, mais en tant qu'expert en communication je vous signale que vous pouvez toujours crier, car cela ne s'entend pas à la télévision. Cela ne sert à rien ! (Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Ma question sera brève et précise, monsieur le ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

Monsieur le Premier ministre, M. Chirac, vous a confié une mission d'étude pour régler les différents problèmes qui concernent les forains, et notamment celui de la concurrence avec les parcs de loisir.

Il n'est pas utile que je rappelle le rôle irremplaçable des 50 000 entreprises et des 300 000 salariés qui travaillent à nous distraire, aussi bien dans les grands rassemblements, comme la Foire du Trône ou prochainement la Fête des Loges, que dans les petites localités qui essaient de maintenir le sens et le goût de la fête qui nous font - hélas ! - si souvent défaut depuis quelques années.

Parmi les problèmes soulevés, je soulignerai celui de la discrimination qui frappe les forains en matière de T.V.A. Ces forains sont frappés par des dispositions de l'article 22 de la loi de finances rectificative n° 86-1318 du 30 décembre 1986 visant les parcs d'attractions à vocation culturelle, qui les assujettissent à un taux réduit de 7 p. 100, alors que les forains traditionnels continuent à être soumis au taux de 18 p. 100. Compte tenu de l'implantation de nouveaux parcs d'attraction tels Mirapolis et bientôt Disneyland, les forains s'inquiètent vivement de cette concurrence qu'ils jugent déloyale.

Monsieur le ministre, je vous demande de nous éclairer sur la façon dont vous envisagez de conduire votre mission, sur les mesures que vous comptez prendre dans un avenir proche et de nous dire si vous souhaitez que les chances soient égales pour tous ? (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)

M. Arthur Dehaine. Même métier, même taux de T.V.A. !

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. Monsieur le député, votre question concerne la discrimination dont s'estiment victimes les forains en matière fiscale. Ce problème central, tout

à fait d'actualité, qui les préoccupe est celui de la concurrence déloyale entre les niveaux de T.V.A. différents sur les parcs de loisirs et sur les forains.

Les forains ont également d'autres préoccupations qui touchent à la reconnaissance de leur profession et à la pérennité de leurs activités.

Ainsi, comme vous l'avez rappelé, la fête foraine est un véritable secteur économique qui comprend 55 000 entreprises et emploie 300 000 salariés. Cette profession a, dans notre pays, une longue tradition qui remonte au Moyen Age. Elle fait partie de notre patrimoine culturel. Je sais que vous-même y êtes attaché, car vous avez dans votre commune cette fameuse Fête des Loges. Je comprends, comme beaucoup de Français, que vous attachiez une certaine importance à ces fêtes qui animent nos villes et nos villages. Mais encore faut-il que ces professions de la fête foraine soient à même de maintenir et de développer leur activité. C'est le sens de la mission qui m'a été confiée par M. le Premier ministre, et j'ai été amené, depuis déjà quelques semaines, à réunir à plusieurs reprises les représentants de cette profession.

Essentiellement, deux problèmes restent posés.

D'une part, celui des emplacements qui doivent se négocier avec les maires des 36 000 communes françaises. A ce sujet, nous avons entamé une négociation avec l'Association des maires de France et nous espérons pouvoir trouver une solution qui permette de réserver des emplacements pour ces entreprises foraines. D'autre part, celui de l'inégalité de traitement entre les parcs de loisirs et les forains. Cette question est actuellement à l'étude avec les ministères concernés, celui de l'intérieur, celui du budget et celui de la culture. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste.*)

Je reçois moi-même demain, après-midi les présidents des syndicats représentatifs de ces professions. Je remettrai dans les jours suivants à M. le Premier ministre les conclusions des travaux qui m'ont été confiés. J'espère donc que le Gouvernement pourra prendre des décisions dans les prochains mois. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Marc Bécam. Nous aussi !

APPRECIATIONS CRITIQUES DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES SUR LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Dalbos.

M. Jean-Claude Dalbos. Ma question s'adresse à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Monsieur le ministre d'Etat, les médias continuent à peser lourdement sur la vie politique française. Certains ministres - trop de ministres - réservent leurs informations à la presse, très souvent avant de les communiquer aux parlementaires.

La télévision est très importante pour les hommes politiques. Il suffit de les faire passer dans les grandes émissions médiatiques de la télévision comme *L'Heure de vérité*, *Sept sur Sept*, *Questions à Domicile* ! Ces émissions, lorsqu'elles sont réussies, permettent à certains de figurer en bonne place dans les sondages. La télévision, les journaux, la radio peuvent ainsi créer ou ressusciter les vedettes politiques du jour.

Or un homme politique de qualité, certes, qui fut deux fois ministre des finances et qui est aujourd'hui président de la Commission des communautés européennes a voulu ne pas se laisser oublier. Il a obtenu un droit de passage à l'émission *Le Grand Jury R.T.L. - Le Monde* du dimanche 14 juin.

M. Charles Plastre. Qu'est-ce que ça veut dire !

M. Jean Auroux. C'est la censure !

M. Jean-Claude Dalbos. Cette émission était importante pour lui parce que le poste qu'il occupe n'est pas spécialement médiatique. Il sait que la coupe de France présidentielle est assez proche et il voyait déjà ses petits camarades alignés sur la case départ : MM. Rocard, Chevènement, Jospin...

M. Jean Auroux. Barre !

M. Pierre Forgues. Léotard !

M. Jean-Claude Dalbos. ... - j'allais oublier M. Mauroy - sans compter les autres, qui m'en voudront de ne pas les avoir cités.

Lors de cette émission de radio, Jacques Delors s'est permis de porter des jugements sur la politique économique et financière menée par le Gouvernement...

M. François Loncle. Il a été très bon !

M. Jean-Claude Dalbos. ... avec l'appui de la majorité des Français. Aussi je vous demande, monsieur le ministre d'Etat...

M. François Loncle. La censure !

M. Jean-Claude Dalbos. ... si vous pensez qu'il est convenable qu'un homme...

M. Jean Beaufila. Léotard !

M. Jean-Claude Dalbos. ... ayant de lourdes responsabilités européennes oublie son devoir de réserve et formule des critiques...

M. François Loncle. Léotard !

M. Jean-Claude Dalbos. ... sur la politique intérieure d'un pays membre.

Je vous demande par conséquent, monsieur le ministre d'Etat, de profiter de cette question...

M. Guy Ducoloné. Téléphonée !

M. Jean-Claude Dalbos. ... pour faire les observations que nécessitent les propos tenus dimanche dernier par M. Jacques Delors.

M. François Loncle. Lamentable !

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est Léotard qui doit répondre à cette question !

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

M. François Loncle et M. Jean Auroux. Et de la censure !

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Monsieur le député, je ne vous cacherai pas que j'ai pris connaissance avec une certaine surprise des déclarations faites, dimanche soir, lors de l'émission *Le Grand jury R.T.L. - Le Monde*, par le président de la Commission des communautés européennes, qui a porté un jugement public...

M. François Loncle. Objectif !

M. Jean Auroux. Lucide !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. ... sur la politique économique de l'un des Etats membres de cette communauté, le nôtre, et sur les conditions dans lesquelles y est menée la politique de privatisation.

Il me semble me souvenir que le prédécesseur français de l'actuel président avait posé comme principe qu'il n'effectuerait jamais aucun commentaire sur la politique de l'un quelconque des Etats membres, quoi qu'il en pense, et ce principe, il l'avait respecté.

M. Arthur Dahaine. C'était un sage !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Je suis en désaccord, chacun peut le deviner, avec les appréciations qui ont été portées. Mais, malgré votre souhait, monsieur le député, je ne répondrai pas sur le fond.

M. Pierre Forgues. Car l'argumentation de M. Delors est imparable !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Le président de la Commission des communautés européennes n'a pas à porter des jugements publics sur notre politique nationale, qui ne le concerne en rien.

M. Claude Labbé. Très bien !

M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Ce n'est pas avec lui que j'ai à ouvrir un débat mais avec vous, mesdames, messieurs, chaque fois que vous le souhaitez ; vous l'avez souhaité dans le passé, vous le souhaitez sans doute à l'avenir, et je m'y prêterai, cela va de soi, très volontiers. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Je m'en tiendrai, pour ce qui me concerne, au respect de ce principe constitutionnel et je souhaiterais que tous les membres et tous les responsables de la Communauté économique européenne respectent eux aussi un usage, que je croyais bien établi, de réserve et de discrétion. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

EQUIPEMENT COLLECTIF EN MILIEU RURAL

M. le président. La parole est à M. Pierre Pascallon.

M. Pierre Pascallon. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

On sait combien le secteur du bâtiment et des travaux publics a été durement touché par la crise. On a pu à juste titre parler des années 1980-1985 comme d'une période de récession historique pour ce secteur fondamental pour l'activité économique nationale. En effet, durant cette période, il a perdu quelque 300 000 emplois, soit 20 p. 100 environ de ses effectifs. On sait aussi que le Gouvernement met tout en œuvre pour essayer de donner une nouvelle impulsion à ce secteur. C'est ainsi qu'à l'issue du comité interministériel du 13 avril dernier, le Premier ministre et vous-même, monsieur le ministre de l'équipement, avez rendu public un vaste programme d'accélération des travaux d'infrastructures privilégiant les autoroutes et le développement du réseau de T.G.V.

L'effort exceptionnel consenti par les pouvoirs publics sera en partie financé grâce aux surplus attendus des privatisations en 1987. Ce plan permettra à la France, et c'est heureux, d'avoir, au tournant du XXI^e siècle, une place équivalente à celle des grandes nations européennes en ce qui concerne ses équipements autoroutiers et la qualité de ses liaisons autoroutières et ferroviaires. Ces mesures ont d'ailleurs reçu un écho très favorable chez les professionnels des travaux publics.

Mais de nombreux artisans, de nombreuses petites et moyennes entreprises du bâtiment, en particulier en milieu rural, sont très inquiets pour leur avenir. Il est vrai que, depuis 1980, le secteur du bâtiment a vu son activité chuter de près de 25 p. 100. Les mises en chantier sont passées, de 1980 à 1985, de 400 000 à 295 000 par an. La loi Quilliot n'a pas été étrangère à ce marasme et l'on ne peut par conséquent que se réjouir, monsieur le ministre, que votre loi, en restaurant des rapports plus équilibrés entre locataires et propriétaires, ait ramené un début de confiance et, par là-même, la reprise des investissements privés dans ce secteur.

Pourtant, ne faudrait-il pas aller plus loin ? A côté du volet « grands travaux routiers et ferroviaires », ne serait-il pas utile, si les surplus de la privatisation le permettent, de développer également un volet permettant la rénovation des équipements collectifs en milieu rural. Ces équipements collectifs - écoles, hospices, etc. - sont souvent dans un état de délabrement préoccupant en zone rurale. Ne peut-on envisager un vaste programme de réhabilitation qui permettrait de faire travailler les artisans et les petites et moyennes entreprises du milieu rural, sans que ce plan mette en cause l'équilibre extérieur et relance l'inflation ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. Comme vous l'avez rappelé, monsieur le député, le secteur du bâtiment est effectivement engagé dans la voie du redressement. Après une diminution de 25 p. 100 en cinq ans du volume d'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, l'année 1986 s'est terminée par une croissance dans le secteur des travaux publics et une stabilisation dans le secteur du bâtiment. Les quatre premiers mois de l'année 1987 enregistrent une augmentation du nombre de logements engagés de l'ordre de 6 p. 100, qu'il s'agisse de constructions ou de logements autorisés. Cela devrait se traduire au cours du premier semestre par une augmentation de l'ordre de 3 p. 100 du volume d'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics.

C'est là un changement net de la conjoncture et, pour la première fois depuis huit ans, on parle d'embauche dans le secteur du bâtiment. Mais il est vrai que la situation varie beaucoup selon les régions. Ainsi, l'Île-de-France, la Pro-

vence-Côte d'Azur et la région Rhône-Alpes enregistrent une croissance si forte qu'elles rencontrent deux goulets d'étranglement : le manque de terrains disponibles et la difficulté de trouver des salariés qualifiés.

En revanche, les régions rurales connaissent encore une certaine stagnation qui rend nécessaire de prendre des mesures.

Nous avons d'abord augmenté de 29 p. 100 les crédits des primes d'amélioration à l'habitat - 450 millions de francs - afin qu'il n'y ait pas de files d'attente.

Deuxièmement, nous avons augmenté les moyens de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ce qui lui permettra d'augmenter de 15 p. 100 en volume les opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Troisième décision : nous consentons un effort important en matière d'infrastructures routières. Ainsi, le Puy-de-Dôme a de nouvelles perspectives d'avenir, car l'autoroute Paris-Clermont-Ferrand-Béziers permettra le développement de toute la région du Massif central.

Enfin, la politique d'aménagement du territoire est susceptible de donner une nouvelle impulsion à notre politique. La conjoncture du bâtiment et des travaux publics dépend pour une grande part de la situation économique régionale, et donc d'un nouvel élan, que j'estime nécessaire, de notre politique d'aménagement du territoire, qui permettra de localiser les activités économiques et de renforcer les infrastructures de communication dans les régions rurales. *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.)*

M. le président. Nous avons terminé les questions au Gouvernement.

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures cinquante, est reprise à dix-sept heures quinze sous la présidence de M. Claude Labbé.)

PRÉSIDENCE DE M. CLAUDE LABBÉ, vice-président

M. le président. La séance est reprise.

2

DÉCLARATION DE L'URGENCE D'UN PROJET DE LOI

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris le 17 juin 1987.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de l'article 45 de la Constitution, le Gouvernement déclare l'urgence du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale, déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 11 juin 1987.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération. »

3

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS DE 1984 ET 1985

Discussion de deux projets de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion :

Du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (nos 160, 779) ;

Du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (nos 568, 780).

La conférence des présidents a décidé que ces deux textes donneraient lieu à une discussion générale commune.

La parole est à M. Robert-André Vivien, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Robert-André Vivien, rapporteur général. Monsieur le président, monsieur le ministre chargé du budget, mes chers collègues, l'examen d'un projet de loi de règlement constitue un moment privilégié dans l'exercice de notre mission de contrôle. C'est un travail essentiel car il doit permettre au Parlement d'apprécier la portée de ses votes à l'occasion des lois de finances initiales en analysant les conditions de leur exécution.

C'est dans le cadre de cette conception classique des lois de règlement que je voudrais vous rappeler l'environnement économique en France et à l'étranger en 1984 et en 1985 ainsi que les prévisions et les résultats budgétaires pour ces deux années. J'analyserai ensuite la gestion des autorisations budgétaires pour 1984 et 1985.

Si vous le permettez, je serai plus bref sur les deux premières parties, pour lesquelles vous trouverez une analyse plus complète dans mes deux rapports écrits, de manière à consacrer aux questions proprement budgétaires les développements qu'elles me semblent mériter.

L'environnement économique du budget des années 1984 et 1985 est marqué par une croissance lente. Cette caractéristique est d'ailleurs plus nette en France qu'à l'étranger.

L'économie française dépend, chacun le sait, pour une large part, de l'évolution internationale, de l'environnement international.

Les projets de lois de finances sont donc accompagnés d'hypothèses économiques formulées à partir du jugement porté sur l'activité extérieure.

L'environnement économique international prévu pour 1984 pouvait se résumer ainsi :

Un lent redressement de l'activité ;

La persistance des problèmes de déficit public, de déficit d'investissement et d'emploi ;

La poursuite de la désinflation ;

Enfin, le redressement progressif du commerce international, accompagné d'un rééquilibrage des balances des paiements.

Pour 1985, le redressement de l'activité des pays industrialisés devait se poursuivre, mais à un rythme moins soutenu.

En matière d'emploi, des évolutions assez contrastées selon les pays étaient envisagées. Ainsi, il était escompté une amélioration sensible pour les Etats-Unis, une stabilisation pour le Japon et une stagnation préoccupante en Europe.

Quant aux prix, la consolidation de la désinflation était prévue comme devant être accentuée en Europe, tandis qu'une tendance à la hausse des prix était retenue pour les Etats-Unis.

Le commerce international laissait prévoir pour 1985 un infléchissement de sa progression dans la mesure où le redressement de la demande, hors O.C.D.E., risquait d'être insuffisant pour compenser le fléchissement du rythme de la croissance des pays industrialisés.

Cependant, toujours en 1985, la demande adressée à la France par le reste du monde devait demeurer plus soutenue que l'ensemble des échanges internationaux.

On voit que les hypothèses pour 1984 et 1985 touchant à l'environnement international étaient assez nuancées. Elles ont servi de base à la détermination des hypothèses économiques et financières pour la France.

En France, les prévisions économiques pour 1984 et 1985 furent inégalement avérées. Cette situation peut être analysée dans quatre domaines : celui de la croissance, celui des prix, celui des échanges extérieurs et celui de l'emploi.

Pour la croissance, l'année 1984 a fait apparaître une faiblesse moindre que celle qui avait été envisagée.

Pour 1985, la croissance prévue était de 1,8 p. 100. Le résultat observé a été de 1,2 p. 100.

Dans le même temps, les sept principaux pays de l'O.C.D.E. connaissaient une moyenne en volume de 2,7 p. 100 pour l'année 1985.

La croissance très lente en France des années 1984 et 1985 s'accompagna d'une moindre inflation.

Pour les prix, la prévision retenue pour 1984 correspondait à une hausse de 6,1 p. 100, en moyenne annuelle des prix à la consommation des ménages.

Le résultat observé a été de 7,5 p. 100.

Pour 1985, la prévision de hausse des prix était arrêtée à 5,2 p. 100. Elle a été en moyenne annuelle de 5,8 p. 100.

Pour les échanges extérieurs, le déficit était persistant.

En 1984, le solde des opérations sur biens et services devait être déficitaire, selon les prévisions, de 7,6 milliards de francs. En fait, en 1984, le déficit a été de 16,1 milliards de francs.

En 1985, la prévision retenait un excédent du commerce extérieur de 2,4 milliards de francs. En réalité, il y a eu un déficit des opérations sur biens et services de 19,3 milliards de francs pour cette année-là.

De la sorte, le besoin de financement de la nation qui était, en 1984, de 38,1 milliards de francs était encore de 37,8 milliards de francs en 1985, selon les données de la comptabilité nationale.

Dans le domaine de l'emploi, en raison de la faiblesse prévue de la croissance, les effectifs salariés occupés devaient baisser de 1,1 p. 100 en 1984, selon les prévisions d'alors. En réalité, la baisse des effectifs salariés a été en 1984 de 1,4 p. 100.

Pour l'année 1985, la baisse des effectifs occupés était prévue à moins 0,7 p. 100. En réalité, les effectifs salariés ont décréu de 1,2 p. 100 pour cette année-là.

En effet, en dehors des T.U.C., il n'y a pas eu, en 1985, de progression des effectifs occupés, mais simplement un ralentissement de leur diminution.

Ces données économiques internationales et françaises ont eu, comme à l'accoutumée, une grande influence dans le domaine budgétaire. Ce fut le cas en matière de recettes, comme en matière de dépenses, et, par conséquent, aussi, pour les déficits.

L'ensemble des recettes initiales prévues pour 1984, relatives au budget général, aux comptes d'affectation spéciale, aux budgets annexes et aux comptes spéciaux du Trésor, et comprenant les opérations de caractère définitif et celles de caractère temporaire, s'élevait, selon les prévisions, à 1 266 milliards de francs.

Les recettes constatées ont atteint 1 394,5 milliards de francs, soit un écart de 10,1 p. 100 par rapport aux prévisions initiales.

Mais il faut bien observer que cet écart est artificiel, accru par le fait que les prévisions initiales ne contiennent pas les recettes attendues des fonds de concours.

La question se pose alors de savoir s'il n'y a pas un artificiel dans l'absence totale - et hélas ! traditionnelle, monsieur le ministre - de prise en compte de ces ressources particulières au stade de la loi de finances initiale.

Or, cela est d'autant plus regrettable que les recettes effectivement constatées à ce titre, en 1984, s'élèvent à 35 milliards de francs et sont en forte augmentation car la recette effectivement observée en 1983 était de 23,8 milliards de francs.

La Cour des comptes observe, dans son rapport, que les fonds de concours ordinaires et spéciaux ont fortement progressé en raison notamment des fonds rattachés au budget des charges communes et, surtout, en raison du quintuplement observé pour le budget de l'urbanisme et du logement.

Pour ces deux budgets, une telle situation résulte de la création d'un fonds relatif à la rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux fonds collectés par les caisses d'épargne. Cela représentait 3,3 milliards de francs pour les charges communes et 4,1 milliards de francs pour l'urbanisme et le logement.

De même, la question se pose de savoir s'il est satisfaisant que la loi de finances initiale, traditionnellement là encore, ne prenne en compte que les soldes nets des comptes de commerce alors que les recettes en question correspondent en 1984 à 82,5 milliards de francs.

Je précise enfin que les recettes du seul budget général se sont effectivement élevées à 927 milliards de francs en 1984 contre les 896 milliards de francs initialement prévus.

Pour l'année 1985, le montant total des recettes était estimé à 1 369 milliards de francs. Il s'est en définitive élevé à 1 522 milliards de francs.

Les recettes du budget général ont été de 1 003 milliards de francs contre 954 milliards de francs prévus. L'écart est donc faible en valeur relative.

Un examen plus détaillé - que vous avez lu dans mon rapport écrit - montre que la faiblesse des écarts entre les prévisions et les constatations que l'on observe au niveau global est confirmée pour les recettes fiscales, pour les recettes non fiscales et pour les prélèvements sur recettes.

Mais il permet aussi de constater qu'à l'intérieur de ces trois grandes masses existent des divergences de sens opposé, qui ne sont pas négligeables, et qui s'annulent partiellement.

Pour les impôts directs, il faut noter encore que les sommes restant à recouvrer en fin d'année s'accroissent de 12,4 p. 100.

Cet accroissement est inférieur à celui observé en 1984, et il est comparable à celui des années antérieures.

Pour la T.V.A., les restes à recouvrer se sont accrus en 1985 deux fois plus vite que les droits constatés.

Au-delà du budget général, les budgets annexes comportent une prévision de recettes définitives de 240,5 milliards de francs et les résultats se sont finalement établis à 249,4 milliards de francs.

L'essentiel des recettes provient, chacun le sait, du budget annexe des P.T.T. pour 176 milliards de francs et du budget annexe des prestations sociales agricoles pour 63,9 milliards de francs.

La principale cause de l'écart entre prévision et résultat des recettes des budgets annexes est à rechercher précisément dans l'évolution du budget annexe des P.T.T.

Celui-ci a, en effet, bénéficié de l'extension en année plaine du relèvement des tarifs intervenus en 1984 et des aménagements mis en œuvre en 1985.

Au total, la description schématique des recettes de 1984 et de 1985 conduit à une vigilance nécessaire sur l'évolution des restes à recouvrer en matière d'impôts directs et en matière de T.V.A.

Dans le domaine des dépenses, la loi de finances initiale pour 1984 ouvrait des crédits au budget général pour un montant de 1 018,6 milliards de francs.

Pour l'ensemble des dépenses de caractère définitif et de caractère temporaire, le montant initial des dépenses totales était prévu pour 1 392 milliards de francs.

Les dépenses effectives du budget général ont atteint 1 075 milliards de francs.

On observe qu'elles sont supérieures aux prévisions de 56 milliards de francs, soit 5,5 p. 100 des dépenses initialement prévues.

Il s'agit, pour une large part, d'un décalage apparent qui résulte, pour l'essentiel, des fonds de concours. Nous nous en sommes déjà longuement entretenus, monsieur le ministre, avec M. le président d'Ornano.

Mais, en dehors des fonds de concours, c'est aussi le résultat des crédits nécessaires pour faire face à la dette publique.

Entre les crédits initiaux et les dépenses effectives, l'écart sur ce dernier poste est de 20,7 milliards de francs, soit une insuffisance égale à 29,7 p. 100 de la dotation initiale.

L'ensemble des dépenses effectives de 1984 concernant à la fois les opérations de caractère définitif et les opérations de caractère temporaire a atteint 1 552 milliards de francs. Les dépenses initiales étaient estimées à 1 392 milliards de francs, soit un écart de 160 milliards de francs correspondant à 11,5 p. 100.

Cette différence s'explique, pour une part, en raison de la prise en compte dans la loi de finances initiale des seuls soldes des comptes de commerce de règlement et d'opérations monétaires. Si l'on corrige cet aspect, la dérive des dépenses entre la prévision et l'exécution atteint plus de 70 milliards de francs, soit 4,8 p. 100 de la totalité des dotations initiales.

Pour l'année 1985, le projet de loi de finances était placé sous le signe des économies budgétaires.

Selon le rapport économique et financier, l'effort de compression des dépenses devait porter sur tous les domaines.

Il mentionnait plus particulièrement les moyens des services, les crédits d'intervention et les dépenses d'équipement.

Pour 1985, l'ensemble des dépenses a atteint 1 682 milliards de francs. Les dépenses étaient initialement estimées à 1 509 milliards de francs : l'écart est donc de 173 milliards de francs.

Mais l'écart réel, déduction faite de l'incidence de la présentation comptable de certains comptes spéciaux du Trésor, est de 79,6 milliards de francs, soit 5,3 p. 100 de la totalité des dotations initiales de 1985.

Monsieur le président, à ce point de mon intervention puis-je vous demander de bien vouloir suspendre la séance quelques instants ?

M. le président. Bien volontiers, monsieur le rapporteur général !

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures trente-cinq, est reprise à dix-sept heures quarante-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

Je remercie M. le rapporteur général de continuer à présenter son rapport en surmontant un léger malaise, qu'il doit à un passé que nous n'oublions pas.

M. Robert-André Vivien, rapporteur général. Je vous remercie à mon tour, monsieur le président, et je présente mes excuses à l'Assemblée.

Au moment où j'ai sollicité cette brève suspension de séance, je venais d'examiner les dotations de 1985 dans leur ensemble.

Pour le seul budget général, les crédits prévus s'élevaient initialement à 1 093,5 milliards de francs. Les dépenses effectives ont atteint 1 157 milliards de francs.

Là encore, il convient de souligner l'importance de l'écart constaté pour les crédits destinés à couvrir la charge de la dette et les dépenses de garantie. La dépense effective a excédé de 11,5 milliards de francs les prévisions.

Par ailleurs, les dépenses effectives en capital ont été légèrement inférieures aux prévisions : 151 milliards de francs au lieu de 154,7 milliards de francs.

Cette évolution d'ensemble recouvre une légère sous-estimation initiale des dépenses en capital des services civils : 84,6 milliards de francs au lieu de 83 milliards de francs prévus.

A l'inverse, il y a eu en 1985 une surestimation initiale des dépenses des services militaires : 66,4 milliards de francs de dépenses en capital au lieu de 71,7 milliards de francs initialement prévus.

A partir de ces recettes et de ces dépenses, les déficits de 1984 et 1985 ont dépassé, compte tenu de l'évolution de l'économie, les 3 p. 100 du produit intérieur brut, objectif initialement retenu.

Pour l'année 1984, le déficit initial était prévu à hauteur de 125,8 milliards de francs. Ce chiffre a été modifié par la loi de finances rectificative du 29 décembre 1984 puisqu'il a été augmenté de 18,6 milliards de francs. En exécution, le déficit de 1984 a, une nouvelle fois, été accru. Il atteint au total 157,4 milliards de francs, soit 31,6 milliards de francs de plus qu'il n'était prévu, en augmentation de 25 p. 100.

Ainsi le déficit de 1984 a-t-il atteint 3,6 p. 100 du P.I.B.

Le financement du déficit budgétaire, chacun ici le sait, doit être apprécié non pas selon le cadre comptable de l'exercice, mais selon la méthode dite « de la gestion ». Selon cette méthode, le déficit budgétaire de 1984, en dehors des opérations avec le Fonds monétaire international, s'est établi à 144 milliards de francs.

Les ressources obligataires nettes ont contribué à le financer à hauteur de 77,6 milliards de francs. Les obligations renouvelables du Trésor, qui sont, chacun le sait, un mécanisme de report de charges de la dette, ont été introduites en 1983 pour 1 milliard de francs et se sont fortement développées en 1984 pour 30,4 milliards de francs.

Le portefeuille des bons du Trésor de la Caisse des dépôts et consignations s'est accru de 22 milliards de francs en 1984.

Cette institution a, par ailleurs, mis provisoirement à la disposition du Trésor 14,2 milliards de francs provenant de la collecte des Codevi.

Au total, sur l'ensemble de l'année, l'accroissement des créances sur le Trésor a contribué à la création monétaire pour 18,7 milliards de francs en 1984, selon la Banque de France.

Pour l'année 1985, le déficit initialement prévu s'élevait à 140,2 milliards de francs. En exécution, il a atteint 159,4 milliards de francs. L'écart par rapport aux prévisions est ainsi

de 19,2 milliards de francs, soit une aggravation de 13,7 p. 100 de la prévision initiale. L'objectif consistant dans la limitation du déficit à 3 p. 100 du P.I.B. n'a pas non plus pu être atteint en 1985 puisque le déficit s'est élevé, en réalité, à 3,4 p. 100.

En gestion, le découvert 1985 s'établit à 157,6 milliards de francs en dehors des opérations avec le Fonds monétaire international. Sur ce total, le recours au marché financier a permis de trouver 89,5 milliards de francs. Les bons du Trésor ont apporté 22,2 milliards de francs. Les opérations effectuées avec les correspondants ont dégagé, quant à elles, 36,3 milliards de francs. Enfin, les concours de la Banque de France se sont élevés à 12 milliards de francs.

Ainsi, dans un cadre économique marqué plus particulièrement en France par une croissance lente, le déficit des finances publiques a continué de s'accroître en 1984 et 1985. Cette évolution constatée malgré les objectifs des lois de finances initiales montre, s'il en est besoin, l'ampleur de la tâche à laquelle le Gouvernement s'est attelé dès son arrivée aux affaires.

J'en viens maintenant à la gestion des autorisations budgétaires.

Dans un souci de clarté, j'aborderai successivement quatre domaines : le montant des crédits, les dépassements, les reports, la répartition des crédits. Et je me permettrai de regrouper, au sein de chacune de ces rubriques, mes observations sur l'exécution des deux budgets 1984 et 1985.

Pour ce qui est des modifications apportées au montant des crédits, mes remarques seront les suivantes :

D'abord, les exercices 1984 et 1985 me semblent marquer une double rupture.

Chacun se souvient que les modifications apportées au montant des crédits ont été très importantes en 1981. Puis, leur niveau a diminué en 1982 et 1983. Or, en 1984, les modifications apportées au montant des crédits ont été très supérieures à celles qui avaient été observées les deux années précédentes. Elles se sont élevées au total à 116 milliards de francs. La tendance générale s'est inversée. C'est la première rupture.

L'exercice 1985 est marqué par une seconde rupture. Comme en 1984, le niveau des modifications apportées au montant des crédits s'est élevé. Elles ont atteint 123 milliards de francs. Mais cette évolution globale a recouvert deux évolutions divergentes : une réduction importante des modifications d'origine législative et une augmentation sensible des modifications d'origine réglementaire.

Chacun comprendra que la seconde de ces évolutions ne témoigne pas d'une amélioration des conditions dans lesquelles le Parlement est amené à exercer son contrôle sur la gestion des autorisations budgétaires qu'il accorde.

Je voudrais également formuler deux observations qui portent sur des points plus précis, toujours dans le domaine des modifications apportées au montant des crédits.

La première touche aux fonds de concours. Ceux-ci ont atteint, pour les deux exercices considérés, des montants très élevés. Ils se sont établis à 36,74 milliards de francs en 1984 et à 41,77 milliards de francs en 1985.

Pour certains budgets, ils représentent une part très importante des ressources disponibles. C'est traditionnellement le cas pour le budget des services financiers. C'est le cas également pour le budget de l'urbanisme et du logement.

Or chacun sait quelle brèche représente la procédure du fonds de concours dans le contrôle parlementaire. Elle constitue une exception au principe selon lequel c'est au Parlement qu'il appartient d'accorder les autorisations budgétaires. De ce fait, elle ne devrait être utilisée qu'avec le plus grand discernement et entourée des garanties permettant au Parlement d'être correctement informé.

Or, ce n'est pas toujours le cas, il s'en faut, et ce n'est pas propre à la période 1981-1986. J'ai fait cette observation bien avant et je pourrais la reprendre aujourd'hui. L'examen de la mise en œuvre de cette procédure donne d'ailleurs régulièrement l'occasion à la Cour des comptes de formuler des critiques.

Elle a ainsi étudié avec beaucoup de vigilance les conditions de la mise en place en 1984, puis du fonctionnement du prélèvement effectué sur le fonds de réserve des caisses d'épargne. Elle a également condamné, dans son rapport sur l'exercice 1985, l'assimilation à des fonds de concours de prélèvements sur des recettes fiscales.

La publication depuis 1985 d'un « vert » budgétaire portant récapitulation générale des fonds de concours par budget constitue sans nul doute un progrès. Mais ce document comporte des imperfections d'ordre technique.

En outre, la récapitulation qu'il propose n'est apparemment pas si générale que cela est annoncé. C'est du moins ce qu'indique la Cour dans son rapport sur le budget 1985. Elle considère qu'il s'agit même là d'une « importante remarque ».

Ma seconde observation particulière porte sur les annulations de crédits. Je regrette d'abord qu'elles ne fassent pas systématiquement l'objet de documents explicatifs dignes de ce nom. Je crois ensuite qu'il serait souhaitable que les annulations dont la justification dépasse le simple ajustement technique des crédits aux besoins soient intégrées à part entière dans les projets de loi de finances rectificative. L'expérience a montré que rien ne s'opposait, bien au contraire, à ce que le Parlement se charge lui-même d'annuler des crédits.

J'en viens aux dépassements de crédits.

L'autorisation budgétaire délivrée par le Parlement en matière de dépenses revêt en principe un caractère limitatif. Cela ressort très clairement de l'ordonnance organique. Des exceptions sont prévues, mais leur mise en œuvre doit être limitée. Or on constate que le montant des dépassements de crédits est très élevé sur les deux exercices examinés.

En 1984, ils ont atteint 32,2 milliards de francs, en progression de 19,4 p. 100 par rapport à 1983. Cette évolution globale recouvre une diminution des dépassements sur le budget général et une forte augmentation des dépassements sur les budgets annexes et les comptes spéciaux du Trésor.

On ne peut nier que l'exercice 1985 ait été marqué par une amélioration pour ce qui est du volume des dépassements de crédits, lesquels ont été ramenés de 32,2 à 28 milliards de francs. Une fois n'est pas coutume, allais-je dire ! Encore le bilan doit-il être nuancé, car l'amélioration globale recouvre une diminution des dépassements constatés sur le budget général et les comptes spéciaux du Trésor, mais une augmentation considérable sur les budgets annexes.

Au-delà de ces tendances d'ensemble qu'il est important d'apprécier pour avoir une idée des conditions d'exercice du contrôle parlementaire dans ce domaine précis, je souhaite, monsieur le ministre, souligner un point particulier.

Il est évident que les dépassements les plus critiquables portent sur les crédits limitatifs. Or deux procédés, d'ailleurs relevés par la Cour des comptes dans son rapport sur l'exercice 1984, ont été utilisés à cette fin.

Il s'agit tout d'abord des autorisations de visa en dépassement. Ces autorisations sont délivrées à plusieurs fins. Elles servent parfois - nous en convenons - à corriger des erreurs de prévision de la loi des finances initiale, mais elles sont aussi utilisées pour engager des mesures nouvelles non prévues initialement. Elles servent enfin à corriger des erreurs d'annulation de crédits sur des chapitres insuffisamment dotés.

Ces autorisations constituent des violations graves et flagrantes de l'ordonnance organique. La Cour des comptes, dans son rapport sur l'exercice 1984, n'énumère pas moins de trois articles de ce texte qui les interdisent.

Elle revêtent des formes incertaines. Elles sont parfois signées par le ministre ; parfois, elles ne sont pas signées. Il faut sans doute voir dans cette incertitude la preuve d'un certain embarras, somme toute bien compréhensible.

Ces autorisations nuisent, en outre, à la bonne gestion des crédits, car elles conduisent à un certain laxisme dans l'estimation des dotations initiales et rendent difficile l'analyse des modalités réelles d'exécution des lois de finances.

Nous devons donc, comme la Cour et avec elle, les condamner sans appel.

Un second procédé est souvent dénoncé par la Cour des comptes. Il s'agit des reports de charges. Cette pratique a été utilisée pour alléger les charges de l'exercice budgétaire.

La Cour en a dénoncé l'utilisation dans son rapport sur l'exercice 1984.

J'insiste également pour qu'il soit mis fin à cette pratique abusive qui porte atteinte aux principes de l'annualité budgétaire et de l'autorisation parlementaire des dépenses.

Je souhaite conclure par quelques remarques sur les reports de crédits.

Vous savez tous que la règle de l'annualité budgétaire constitue le cadre non seulement de la prévision, mais également de l'exécution de la loi de finances. C'est le principe posé par l'article 17 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 qui prévoit, je le rappelle, que les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant.

Dependant des raisons qui peuvent être parfaitement légitimes - ce n'est pas exclu, je dirais même que cela arrive - peuvent conduire à une consommation seulement partielle des crédits ouverts. On trouve là la justification de l'existence des reports qui constituent une exception au principe que j'ai rappelé.

Comme il s'agit d'une exception, la logique voudrait que l'on y recoure avec parcimonie et précaution. Or, en 1984, le montant des reports de crédits s'est élevé à 41,4 milliards de francs. C'est une somme coquette pour une procédure dont le caractère exceptionnel n'est pas douteux. Je relève en outre, pour le déplorer, que ce chiffre traduit une progression de 32 p. 100 par rapport à l'année 1983.

En 1985, on a constaté une forte diminution du montant des reports. Ils ont été ramenés à 31 milliards de francs, soit un niveau voisin de celui de 1983. Je devais le souligner.

Quoi qu'il en soit de ces évolutions - et celle que je viens d'évoquer en dernier lieu est favorable - on conviendra que le montant des reports de crédits reste très élevé en valeur absolue, ce qui n'est pas satisfaisant au regard des règles définies par l'ordonnance organique.

Mais le montant atteint n'est pas la seule source de critiques. Je dois en effet, souligner, avec la Cour des comptes, le caractère beaucoup trop tardif des arrêtés de reports. Cela conduit notamment à une multiplication des arrêtés ponctuels, lesquels rendent plus difficile encore l'exercice du contrôle.

Je signale enfin la pratique des arrêtés mixtes de reports qui constitue un autre obstacle à la commodité de nos investigations. Cette pratique consiste, je le rappelle, à publier des arrêtés portant sur des crédits auxquels différentes règles de reports s'appliquent.

J'aborderai enfin - et ce sera ma dernière série de remarques - les modifications apportées à la répartition des crédits.

La répartition des crédits votés par le Parlement peut être, je le rappelle, modifiée par trois catégories de procédures.

Les virements de crédits qui conduisent à modifier, dans la limite du dixième de la dotation des chapitres intéressés, la nature de la dépense prévue par la loi de finances et qui résultent d'un décret pris sur rapport du ministre des finances.

Les transferts de crédits qui modifient la détermination du service responsable de l'exécution de la dépense sans changer la nature de cette dernière et qui résultent d'un arrêté du ministre des finances.

Les répartitions, enfin, qui consistent à ventiler, pour leur gestion, des crédits destinés à couvrir soit des dépenses éventuelles ou accidentelles, soit des dépenses dont la répartition par chapitre ne peut être déterminée au moment où ils sont votés.

Ces trois procédures ont un point commun. Elles constituent, en effet, des dérogations au principe de la spécialité des crédits budgétaires et méritent donc toute notre attention de ce fait. Je me limiterai ici à formuler plusieurs observations concernant les virements et les transferts et je me permettrai de vous renvoyer, mes chers collègues, à mon rapport écrit pour les crédits globaux auxquels je consacre une analyse très détaillée.

Pour ce qui est des virements de crédits, on ne peut parler d'excès au moins quant à leur volume. Ils ont représenté 0,16 p. 100 du total des crédits ouverts au budget général en 1985 comme en 1984. En revanche, les critiques portées par la Cour des comptes sur la mise en œuvre de cette procédure sont devenues d'usage.

Il est traditionnel de constater que les décrets interviennent tardivement. Par ailleurs, ils ont tendance à porter sur un petit nombre de budgets que l'on retrouve souvent d'une année sur l'autre. Surtout, les virements révèlent les difficultés de gestion et les erreurs commises dans l'appréciation des besoins lors de la fixation des dotations initiales. Il en est ainsi, selon la Cour, dans de nombreux cas.

Quant aux transferts, leur montant a eu tendance à s'accroître au cours des exercices examinés. Ils représentaient 7,57 p. 100 des crédits ouverts en 1983. Ce pourcentage était

de 8,03 p. 100 en 1984 et de 8,2 p. 100 en 1985. Le montant des transferts est ainsi nettement plus important que celui des virements, ce qui est normal s'agissant d'une procédure encore moins dérogatoire au droit commun. Pour eux aussi, les critiques relèvent de la tradition plus que de la découverte.

Je me bornerai à rappeler celle qui se fonde sur le fait qu'un certain nombre de transferts de crédits résultent pour partie d'inadéquations entre les structures administratives et les structures budgétaires.

J'ai fait part à la commission des finances des remarques dont j'ai rappelé ici l'essentiel et qui sont développées plus longuement dans mes deux rapports écrits.

J'ai ensuite, monsieur le ministre, invité la commission à adopter les deux projets de loi en précisant bien que l'adoption demandée avait un caractère strictement comptable et ne pourrait valoir en aucune manière approbation de la politique budgétaire menée au cours des deux exercices examinés.

Ma qualité de rapporteur général m'impose deux devoirs dont je souhaite m'acquitter devant vous.

Il m'appartient d'abord d'indiquer que la commission des finances ne m'a pas suivi.

Mais je dois aussi m'interroger sur le point de savoir si sa décision ne résulte pas d'un malentendu tenant au fait que l'importance de la précision sur le sens du vote que je lui ai demandé n'a pas été suffisamment perçue. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. Monsieur le rapporteur général, l'Assemblée a apprécié votre courage qui vous a permis de terminer la présentation de votre exposé.

La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement.

M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, les deux projets de loi de règlement des budgets de 1984 et de 1985 que le Gouvernement vous présente aujourd'hui, ne sont que la photographie de l'exécution d'une politique budgétaire, dont chacun sait qu'elle ne fut pas la nôtre. Je me suis assez souvent exprimé sur les méfaits de cette politique, pour faire l'économie d'une diatribe, qui n'aurait pas de portée concrète. Je m'en tiendrai donc à une analyse technique de ces documents.

Le débat que nous avons ce soir, n'est pas pour autant, à mes yeux, une simple formalité, car la loi de règlement appuyée par la déclaration générale de conformité et le rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances, dont je souligne la qualité, me paraît constituer une pièce essentielle du dispositif du contrôle parlementaire sur la dépense publique. Ce contrôle exige une information précise et complète sur les modifications apportées en cours de gestion aux lois de finances.

Il convient donc de constater les opérations réelles de l'année, d'ouvrir les crédits complémentaires, d'apurer les opérations particulières et de transférer les résultats au découvert du Trésor.

M. le rapporteur général vous ayant donné une vision d'ensemble du contenu de ces projets de loi avec la pertinence et la précision qui lui sont habituelles et que je tiens à souligner encore une fois, tout particulièrement dans le contexte de cet après-midi, je me bornerai à formuler quelques considérations.

Je dois avouer qu'il m'est plus facile de soumettre à votre vote le projet de loi de règlement pour 1984 et pour 1985 que cela n'aurait été le cas si j'avais eu à défendre la gestion des exercices 1981 à 1983 qui ont marqué une dégradation sans précédent - chacun le sait - de nos finances publiques. Alors que la loi de finances initiale pour 1981 avait été votée avec un déficit d'un peu plus de 29 milliards de francs, cette même loi de finances a été exécutée avec un solde réel en déficit de 80 milliards de francs, porté à 99 milliards en 1982 et 129 milliards en 1983. Je n'insiste pas sur cette progression exponentielle.

Les deux exercices budgétaires 1984 et 1985 marquent une amélioration par rapport à cette tendance, mais il n'en laisse pas moins apparaître une maîtrise encore insuffisante de

l'exécution des lois de finances. Les dépenses du budget général ont crû à un rythme élevé - 8,4 p. 100 en 1984 et 7,7 p. 100 en 1985 - en dépit d'un effort tardif de rigueur. Par comparaison, je le rappelle, le premier projet de budget qui a été présenté par l'actuel gouvernement à l'automne, dernier prévoit un taux de croissance de la dépense publique de 1,8 p. 100.

Les déficits d'exécution, hors opérations avec le Fonds monétaire international et hors mouvements enregistrés par le fonds de stabilisation - ce qui permet d'exclure les aléas dus aux variations des taux de change - ont dépassé, en 1984 et 1985, les prévisions initiales. Pour la première de ces deux années, le résultat s'établit à 146 milliards de francs contre 125,8 initialement prévus. La dérive ainsi apparue en cours de gestion conduit à un pourcentage de déficit par rapport au produit intérieur brut de 3,3, p. 100. L'année suivante, en 1985, le déficit, évalué de la même manière, s'élève à 153 milliards de francs à comparer à celui qui avait été initialement prévu c'est-à-dire 140,2 milliards de francs. Rapportée au produit intérieur brut l'exécution révèle un dépassement de la norme retenue à l'époque - 3 p. 100 - puisque ce déficit a représenté pour 1985, 3,41 p. 100 du P.I.B.

A contrario, je le rappelle là encore, la loi de finances pour 1986 dont l'exécution revient pour la plus grande part à notre gouvernement, a permis, grâce notamment aux économies réalisées par la loi de finances rectificative du printemps, de ramener le niveau de déficit, initialement prévu de 145,3 à 141 milliards de francs, soit à un montant égal à 2,87 p. 100 du P.I.B. Un mouvement de cette nature ne s'était pas vu depuis 1980.

Comme vous le savez, le Gouvernement s'est engagé à poursuivre dans cette voie sans céder aux tentations de la facilité.

M. le rapporteur général, dans son rapport écrit si bien documenté et dans son intervention, a fait état de certaines critiques relatives à l'insuffisance de la prévision des crédits nécessaires au paiement des charges de la dette publique, aux modifications réglementaires excessives, selon lui, apportées au montant des crédits, à l'information partielle du Parlement en matière de fonds de concours, à l'excès de la pratique du visa en dépassement, ainsi qu'au volume, exagéré, là encore, selon lui, des reports et transferts de crédits.

Je voudrais brièvement, messieurs les députés, tenter d'apporter quelques éléments de réponse et surtout quelques projections sur l'avenir sur chacun de ces points.

Je me range bien volontiers au côté de M. le rapporteur général pour regretter certaines pratiques comme le visa en dépassement. Afin d'accorder le geste à la parole, le Gouvernement s'est efforcé de n'y plus avoir recours. En 1986, à l'exception des crédits demandés dans le collectif de fin d'année pour assurer les traitements des personnels de l'éducation nationale qui ont donné lieu à un visa anticipant l'autorisation parlementaire de quelques jours, il n'y a eu aucune utilisation du visa en dépassement. En 1987, la même attitude rigoureuse s'est accompagnée du relèvement des dotations au titre des dépenses éventuelles accidentelles.

En matière de connaissance des fonds de concours, je tiens à préciser que l'information du Parlement a été améliorée et cela, une fois n'est pas coutume, est à mettre au crédit du gouvernement précédent puisque, depuis 1985, les recettes des fonds de concours sont récapitulées dans un document vert. Il est exact que la genèse de ce document explique largement les imperfections qui y sont encore constatées, par exemple l'absence de certaines recettes ouvertes par des textes réglementaires et ayant été publiés au *Journal officiel*. De façon à répondre au souci exprimé par votre commission des finances, je veillerai à ce que le document qui sera publié en 1988 marque un progrès sensible en la matière.

Plus généralement, M. le rapporteur général s'est interrogé sur l'opportunité d'une prise en compte des recettes de fonds de concours au stade de la loi de finances initiale. Sur ce point, je ne le suivrai pas entièrement, car il me semble qu'une telle proposition n'est pas conforme à l'article 19, alinéa 2, de cette ordonnance du 2 janvier 1959 qui, en matière de loi de finances, constitue notre bible. Le Conseil constitutionnel l'a d'ailleurs confirmé dans sa décision du 31 décembre 1981. En effet, si l'on suivait cette proposition, la dépense permise par le rattachement au fonds de concours pourrait être immédiatement engagée, dès le vote de la loi de finances, alors qu'elle doit rester conditionnée par la perception effective de la recette de fonds de concours.

L'observation concernant l'importance des crédits faisant l'objet d'un transfert en gestion mérite une brève explication. Près de 75 p. 100 du total des crédits ainsi transférés le sont en une seule opération, celle qui consiste, en début de gestion, à transférer les crédits de pension aux charges communes. Cette pratique traduit en fait le souci d'assurer au Parlement, dans le projet de budget, une information complète sur la répartition fonctionnelle et sectorielle des crédits. Mais en gestion, il est nécessaire, pour éviter la complication des circuits administratifs et donc permettre une gestion efficace du paiement des pensions, de regrouper ces crédits dans la section des charges communes, comme cela est fait par le transfert que j'évoquais.

Je terminerai ces considérations qui, je le reconnais, sont techniques et donc arides, en apportant quelques nuances aux regrets exprimés par M. le rapporteur général sur le montant des reports de crédits et la date tardive de parution des arrêtés de report.

En effet, l'ordonnance organique qui, je le disais à l'instinct, est notre bible, prévoit des exceptions notables au principe de l'annualité qui n'en perd pas pour autant sa valeur fondamentale. Une analyse fouillée de la structure des reports met en évidence le fait que ceux concernant des crédits reportables par nature, c'est-à-dire ceux des fonds de concours, des dépenses en capital et de l'état H à la loi de finances, représentent en fait l'immense majorité des reports. Les autres reports, qui sont également prévus par l'ordonnance organique, n'atteignent que 2 à 3 p. 100 du total.

Il n'en demeure pas moins vrai que leur niveau excessif en 1984 - 4 p. 100 - traduit une insuffisante maîtrise de la consommation des crédits budgétaires.

Le Gouvernement auquel j'ai l'honneur d'appartenir n'est pas resté insensible à votre appel concernant la parution tardive des arrêtés de report et a fait paraître, en 1986, les arrêtés de report avec un mois d'avance par rapport à l'année précédente.

Dans le même souci de clarté et de compréhension, j'ai décidé de publier, à compter de cette année, des arrêtés distincts pour chaque catégorie de report, comme le souhaitait M. le rapporteur général, alors qu'il n'y a pas d'obligation définie en la matière.

Monsieur le président, messieurs les députés, au lieu d'un procès qui aurait été facile à instruire car le verdict est déjà inscrit dans les chiffres qui sont sous vos yeux, j'ai préféré vous dire ce que nous avons d'ores et déjà entrepris pour garantir au Parlement l'information la plus complète possible par une transparence des procédures et une sincérité accrue des prévisions comme des résultats.

Ce que je vous demande maintenant, ce n'est certes pas de ratifier la politique budgétaire des années 1984 et 1985, mais d'adopter tout simplement les documents comptables que constituent ces deux projets de loi de règlement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. Dans la discussion générale commune, la parole est à M. Descaves.

Je prie chaque intervenant de bien vouloir respecter strictement son temps de parole.

M. Pierre Descaves. Monsieur le Président, monsieur le ministre, mes chers collègues, notre rapporteur général, après une étude détaillée des écarts constatés entre les prévisions et les comptes définitifs, a présenté quelques remarques relatives à la sincérité de ces comptes.

Je vais essayer de compléter l'information de nos collègues avec des indications contenues dans les rapports de la Cour des comptes.

Monsieur le ministre, vous avez essayé de défendre vos prédécesseurs, et c'est à votre honneur, mais chacun doit savoir ce qui s'est réellement passé dans ces comptes de 1984 et de 1985.

Le projet de loi soumis à notre vote est identique à celui déposé sur le bureau de la précédente législature le 18 décembre 1985. Il n'est donc l'œuvre ni du ministre d'Etat, ni du ministre chargé du budget qui nous le présentent aujourd'hui, ce qui est, pour eux, fort heureux.

Il nous est demandé d'approuver ce projet établi après examen du rapport de la Cour des comptes joint en annexe. En fait, ce rapport fait apparaître de telles anomalies pour ne pas dire de telles acrobaties comptables que, j'en suis persuadé, pas un seul des six experts comptables, présentés sur

divers bancs de cette assemblée, n'aurait accepté de les certifier après avoir constaté qu'ils comportent des irrégularités de forme, des irrégularités de fond et des illégalités.

Pour ce qui est de la forme, la Cour constate l'existence de manipulations de comptes ayant pour effet, on n'ose pas dire pour objet, de rendre complexe leur analyse et d'en obscurcir les résultats.

Alors que l'ancienne majorité se gargarisait de la transparence des comptes et des revenus des contribuables, il est pour le moins curieux de noter qu'elle n'était guère émue par l'occultation et par la manipulation des résultats des opérations publiques. Il n'était pas nécessaire de faire élire tant de professeurs pour aboutir à tant d'erreurs. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Anciant. N'importe quoi !

M. Pierre Descaves. Il est vrai que la connaissance théorique n'a rien de commun avec l'expérience et qu'il est plus facile de tromper celui qui croit tout savoir.

Je ne retiendrai que quelques exemples, mais la lecture intégrale du rapport de la Cour des comptes est particulièrement instructive, chacun d'entre nous a pu le constater.

La Cour relève :

« Une avance irrégulière du Trésor au budget annexe des P. et T. », page 102 ;

« Le caractère inadéquat du financement du service des alcools par des avances », page 112 ;

« Une gestion peu cohérente et peu claire des crédits », pages 160 et 167 ;

« Des laborieuses compensations au budget de l'agriculture », page 168 ;

« Une mauvaise évaluation des besoins prévisionnels à deux mois de la clôture de la gestion », page 169 ;

« Des décisions incompréhensibles : le compte 31-64 a été crédité de 1 million le 22 janvier 1985 alors qu'il restait disponible au 31 décembre 1984 7,8 millions de francs ; de même, au compte 31-96 le même décret ouvre un crédit de 1,5 million alors qu'il reste disponible au compte 94 millions de francs », page 191 ;

« Sur dix-huit chapitres majorés (décret du 17 décembre 1984), onze présentent e. fin de gestion des reliquats de crédits inutilisés, très supérieurs au montant des crédits reçus par répartition », page 197 ;

« L'intitulé des chapitres bénéficiaires n'est guère compatible avec la destination originelle de la loi de finances », page 202 ;

« Confusion avec la procédure de virement », page 203 ;

« Des dotations initiales surestimées par rapport aux besoins », p. 209.

Cette énumération partielle montre que l'énorme machine financière semble échapper à tout contrôle et que les décisions sont prises à la sauvette et en dépit du bon sens.

Ce n'est pas tout, le plus grave reste à venir !

Outre les irrégularités de forme, la Cour des comptes relève des irrégularités de fond affectant la présentation et le contenu des comptes.

La haute juridiction observe, en effet, que :

« La loi de finances initiale prévoyait, de façon irréaliste, l'égalité des recettes et des dépenses des comptes d'avances », page 109.

« L'amélioration du solde du F.D.E.S. par des remboursements anticipés de prêts », page 117 ;

« Des disponibilités de trésorerie du compte Fabrication d'armements qui ne reflètent pas sa situation véritable », page 122 ;

« Un équilibre fragile obtenu en comptabilité commerciale de l'U.G.A.P. par des profits dégagés en réévaluant le stock » - ce qui est interdit justement en comptabilité commerciale - « par des redressements sur des opérations antérieures à 1980 », page 126 ;

« L'ordonnement des crédits en fin d'année sans que les charges correspondantes soient débitées avant la clôture de gestion faisant ainsi apparaître un solde fictif de 2 690 millions de francs au lieu de 69,9 millions », page 127.

On est ici en présence d'un véritable trucage des comptes :

« Une taxe parafiscale est créée pour financer des dépenses normalement à la charge de l'Etat », page 165 ;

« Certains virements se répètent d'une année sur l'autre révélant une erreur systématique de l'appréciation des besoins dans la loi de finances initiale », page 188 ;

« Des charges sont volontairement reportées d'une année sur l'autre alors que les crédits existent pour les payer : 9,5 milliards de francs en 1983 et 22,5 milliards en 1984 », page 217.

C'est un véritable trucage des comptes annuels qui se traduirait en comptabilité commerciale par le rejet de la comptabilité.

Puis la Cour relève :

« Des reports de crédits non apparents », page 223, ce qui représenterait une véritable manipulation des comptes ;

« L'utilisation d'une procédure irrégulière, les "autorisations de visa en dépassement" qui aboutit à rendre particulièrement difficile l'analyse des modalités d'exécution de la loi de finances », page 243 ;

« Des reports de charges permettant de masquer des dépassements de crédit », page 244 - encore une forme de trucage des comptes - ;

« Pour justifier un report de charges, on n'hésite pas à modifier l'échéancier des dettes », page 246 - on est ici en plein dans les manœuvres les plus discutables de la manipulation des comptes - ;

« Les procédures de financement interministérielles par le biais de "budgets chefs de file" - ce qui veut dire, en bon français, les comptes "fourre-tout" - « nuisent à la clarté des informations budgétaires données au Parlement et sont souvent irrégulières », page 256 ;

« Les reports de charges et autres irrégularités ont été constatés aussi bien sur le budget de l'Etat que dans les budgets annexes et dans les comptes spéciaux du Trésor », pages 267, 273, 274.

La Cour relève que « toutes les administrations devraient vérifier les restes à engager sur les autorisations de programme pour déterminer les reliquats affectés à des opérations achevées », page 291.

On ne peut que s'étonner qu'un tel contrôle ne soit pas effectué de façon systématique à la fin de chaque exercice comptable.

Dans certains services, le désordre est tel que « la Cour n'a pas pu obtenir des informations précises et cohérentes sur la situation des autorisations de programme provisionnel », page 295.

« La Cour s'étonne aussi de voir imputer sur un compte d'avances des concours ayant le caractère de contributions à fonds perdus », page 296. En fait, il s'agit encore d'une manipulation destinée à remplacer une dépense par une opération de pure trésorerie.

Dans ses conclusions, la Cour relève :

« Les opérations ayant transité par le F.S.G.T. ont nui à la clarté des comptes et ont entraîné un affaiblissement des prérogatives du Parlement » - on y est habitué - page 300 ;

« Les reports de charges sur l'exercice 1985, dont 13,5 milliards identifiés », page 303 ;

Des « montages budgétaires complexes, souvent peu apparents et parfois irréguliers », page 303 ;

« L'utilisation de pratiques ayant pour objet de réduire les dépenses de l'exercice et ayant compliqué, et parfois perturbé, le fonctionnement normal des services, nuisant à la clarté des comptes et au contrôle », page 303.

J'ajoute que j'avais déjà relevé, en examinant les comptes de la nation pour 1984, au tome II, une erreur grossière de 2 milliards de francs résultant de l'addition d'une somme qui aurait dû être soustraite, tableau 129, puis la création d'un compte « Erreurs et omissions » de 844 millions de francs dans le tableau suivant. Je vous laisse imaginer ce qu'un vérificateur aurait fait dans un tel cas s'il avait constaté ce genre d'erreur dans la comptabilité d'un commerçant ou d'un industriel.

M. François Porteu de la Morandière. Eh oui !

M. Pierre Descaves. Sa comptabilité aurait été rejetée et il aurait été considéré comme un fraudeur car si les inspecteurs des finances ont droit à l'erreur, il n'en va pas de même hélas ! pour les contribuables, surtout les plus modestes.

Ces comptes, peu sûrs, peu clairs, inexacts et truqués ont été, au surplus, tenus, dans certains cas, de façon illégale. Les violations les plus graves de la loi organique ont été relevées par la haute juridiction :

« Le solde du budget annexe des prestations sociales agricoles n'a pas été reversé au budget de l'Etat », violation de l'article 1003-6 du code rural, page 103.

« Un détournement de procédure a été constaté », page 155.

« L'article 7 de la loi organique n'a pas été respecté », page 156.

« L'article 13 a fait l'objet d'une interprétation abusive », page 170.

« Les annulations en cours de gestion nuisent à la clarté budgétaire et rendent possibles des opérations d'une régularité discutable », page 171.

« La procédure des transferts a été utilisée en violation des dispositions de l'article 14 », pages 192 et 193.

« Des systèmes complexes de financement croisés ont été utilisés », page 194.

« Des crédits ont été ouverts postérieurement à la clôture de l'exercice afin d'en ajuster le montant à celui des dépenses, ce qui constitue une violation de l'article 11 », page 198.

« Des dépenses ont été payées au-delà de la limite des crédits disponibles à hauteur de 14,4 milliards », page 223.

« Des comptables ont été forcés par le secrétaire d'Etat au budget à commettre des irrégularités », page 231 - heureusement, monsieur le ministre, c'était votre prédécesseur !

M. Marc Bécam. Ouf ! (*Sourires.*)

M. Pierre Descaves. « Un établissement public, le F.S.G.T., a été substitué, pour certaines dépenses, à des crédits budgétaires », page 237 ;

« La pratique des " autorisations de visa en dépassements " " A.V.D. " dépourvue de fondement juridique, s'est développée en 1984 où elle a intéressé 11,5 milliards », page 234 ;

« La procédure des A.V.D. est irrégulière car contraire au principe d'universalité affirmé par l'article 2 et à la spécialisation par chapitre prévue par l'article 7 », page 240. Et la haute juridiction donne la raison de cette pratique illégale et de son développement en précisant : « La discrétion de cette procédure s'explique par son caractère irrégulier, c'est un moyen commode de procéder en dehors de la voie législative », page 242.

La Cour relève encore :

« De nombreuses imputations irrégulières », page 249 ;

« Le secrétaire d'Etat au budget a autorisé le rétablissement d'un article du budget de la mer en violation des dispositions des articles 7, 32 et 43-2 de la loi organique », page 253 ;

« Une imputation irrégulière de 10 millions a été opérée en violation des articles 12, 37 et 66 du décret de 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique », page 254 ;

« Même observation pour 116,2 millions », page 255 ;

« Des subventions de fonctionnement ont été qualifiées de subventions d'investissement », page 256.

Les procédures irrégulières de reports de crédits et de dépassements de crédits se retrouvent aussi, avec les A.V.D. dans les budgets annexes, comme dans les comptes spéciaux du Trésor.

Voilà, mes chers collègues, les comptes que l'on nous demande d'approuver. J'estime, pour ma part, que sur tous les bancs de cette assemblée siégent des élus qui ne pourront accepter ni le truquage des comptes ni les procédures illégales dont le but évident a été de les obscurcir et de rendre difficiles leur analyse critique et notre appréciation.

On a vu récemment que cette opacité permettait de dissimuler des opérations frauduleuses qu'aucun élu ne saurait couvrir.

De plus, ces procédures illégales ont pour effet, sinon pour objet, de réduire encore les droits du Parlement. Avec les « services votés », les élus ont perdu le contrôle de 90 p. 100 des dépenses budgétaires. Or, on a vu que les crédits sont mal évalués, bien souvent surestimés, qu'ils donnent lieu à des pratiques irrégulières sur les reports, les transferts et les virements. Les comptables ne vérifient même pas la raison de l'existence de certains soldes d'autorisations de programme non utilisés.

Avec les procédures des « A.V.D. », les dépassements de crédits, les virements, les annulations de crédits et l'utilisation de certains organismes hors budget, d'autres dépenses échappent encore au contrôle du Parlement.

Mes chers collègues, je suis désolé de le dire, si nous ne réagissons pas, nous n'aurons bientôt plus aucun pouvoir de décision et de contrôle en matière budgétaire.

Déjà la procédure irrégulière des « robots-clés » - ces clés que l'on tourne - a faussé nos votes réels dans l'illégalité la plus totale.

Le vote et le contrôle du budget, un des rôles essentiels du Parlement, font l'objet de manipulations et de truquages qui, sur le plan commercial, se traduiraient au pénal par la présentation de bilans inexacts et par une lourde condamnation des responsables légaux.

M. François Porteu de la Morandière. Bien entendu !

M. Pierre Descaves. C'est solennellement, au nom des contribuables qui en ont assez de voir dilapider le fruit de leur travail dans ce véritable tonneau des Danaïdes que constitue le budget de l'Etat, que je demande au Gouvernement de prendre l'engagement devant l'Assemblée de ne pas perpétuer les procédures illégales dénoncées par la haute juridiction et de faire apparaître loyalement la réalité des comptes.

A ce sujet, j'observe que la Cour des comptes avait déjà dénoncé les pratiques irrégulières relevées dans les comptes des exercices 1981 à 1983. Certains ne comprennent pas très vite !

Il ne me semble pas que les opposants de l'époque se soient élevés avec vigueur contre de tels agissements. Ce qui est sûr, c'est que le silence des médias, tant écrits qu'audiovisuels, a été total. Lorsque l'on constate que le moindre fait divers se traduit par des pages et des pages de commentaires...

M. Arthur Dehaine. C'est vrai.

M. Pierre Descaves. ... et par des flots de paroles, on ne peut que s'étonner d'un tel silence.

Faut-il considérer qu'il est plus important pour les médias de s'apesantir sur des fausses bavures policières que d'éclairer les contribuables sur les conditions dans lesquelles on dilapide les fonds qu'ils ont durement acquis par leur travail ?

Les prélèvements obligatoires sont devenus excessifs et ils ont continué à progresser en 1984 et 1985. Nous en étions à 36 p. 100 en 1973 ; nous en sommes aujourd'hui à 52 p. 100 réels, ainsi que l'a confirmé le conseil des impôts.

Il n'est pas bon, pour la démocratie, que le peuple trime et s'échine pendant que des copains, des amis ou des camarades amassent et se prélassent.

Il n'est pas bon, non plus, que les lois ne soient plus respectées ni par les élus, qui acceptent passivement la violation du règlement de l'Assemblée, ni par le Gouvernement, qui truque les comptes et utilise des procédures illégales.

Je ne sais si les électeurs tomberont dans le piège électoral qui vient d'être mis en place mais, à l'occasion de leur passage dans cet hémicycle, les élus du Front national...

M. Raymond Douyère. Espérons que ce sera un passage bref ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Pierre Descaves. Vous feriez mieux de vous taire messieurs, car ce n'est pas très beau tout ce que vous avez fait ! Si vous êtes fiers de vous, tant mieux ! Mais si vous revenez au pouvoir vous recommencerez et les contribuables, eux, recommenceront à payer ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

M. Marc Bécam. Il ne faut pas qu'ils reviennent au pouvoir !

M. Pierre Descaves. Les élus du Front national auront eu le courage de dénoncer les abus, de dévoiler les illégalités et les supercheries. Cela restera à leur crédit.

Des reproches analogues ont été formulés par la Cour des comptes au titre du budget de 1985. Les truquages de comptes, les reports de charges, les irrégularités et les illégalités ont persisté.

Au nom de tous les chefs de petites et moyennes entreprises, au nom de tous les commerçants et artisans dont on redresse les comptes pour des erreurs modiques et sans commune mesure avec les réalités, au nom de tous les contribuables que l'on pressure et dont on dilapide le fruit du travail (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste*) - ceux qui ont trafiqué dans le Carrefour du développement feraient mieux de se taire ! - notre groupe refusera d'approuver des comptes opaques, tronqués, truqués, irréguliers et illégaux.

J'engage tous nos collègues ayant gardé le sens de la dignité et le respect de leur mandat électif à en faire autant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

M. le président. Je rappelle à M. Descaves, à la suite d'une remarque qu'il vient de faire à la fin de son exposé, que le vote par un moyen technique, informatique, moderne et rapide est parfaitement conforme aux dispositions de la Constitution et du règlement de l'Assemblée. Il ne change rien à la responsabilité personnelle de chaque député ni au caractère personnel de son vote.

C'est la deuxième fois que je le rappelle, car il n'est pas bon de remettre en cause périodiquement ce système dont personne ne peut dire - et je m'insurge contre cette idée - qu'il est illégal.

M. Bruno Gollnisch. C'est la délégation qui l'est !

4

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR PRIORITAIRE

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le ministre chargé des relations avec le Parlement une lettre l'informant que la suite de la discussion de la proposition de loi relative à la profession de géomètre-expert est retirée de l'ordre du jour de ce soir.

L'ordre du jour prioritaire est ainsi modifié.

M. Bruno Gollnisch. Le Gouvernement change l'ordre du jour tous les soirs !

5

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS DE 1984 ET 1985

Reprise de la discussion de deux projets de loi

M. le président. Nous reprenons la discussion des projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1984 et 1985.

Dans la suite de la discussion générale commune, la parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Monsieur le ministre, monsieur le rapporteur général, mes chers collègues, l'examen des lois de règlement constitue un moment bien singulier de la vie du Parlement, surtout, comme c'est le cas aujourd'hui, lorsqu'il y a eu changement de majorité et que le Gouvernement a pour devoir de faire adopter la loi de règlement d'un budget que ses membres, à titre personnel, n'ont pas approuvé et qu'ils ont même souvent vivement critiqué.

Mes observations de fond porteront principalement sur quatre points : la structure du budget des charges communes, les dépassements de crédits, les reports et, enfin, les fonds de concours.

Mais avant d'y venir, je voudrais faire quelques remarques sur le sens du vote qui nous est demandé quand nous avons à connaître d'un projet de loi de règlement.

Je dois dire que l'exercice de style auquel nous sommes conviés me laisse sur un sentiment partagé. A son actif, il faut reconnaître que c'est un moment privilégié pour l'exercice de notre mission de contrôle.

L'examen d'un projet de loi de règlement nous permet au moins de voir ce que sont devenues nos autorisations budgétaires. Nous pouvons ainsi suivre l'exécution de la loi de finances, et notamment apprécier la portée des actes réglementaires, plus ou moins nombreux, plus ou moins importants, qui sont venus préciser ou modifier le texte que nous avons voté à l'origine.

Au passif, je mettrai essentiellement deux considérations.

Tout d'abord, le caractère tardif de l'examen du texte. En juin 1987, nous avons à statuer sur les exercices 1984 et 1985. Ce décalage est de nature à garantir une certaine sérénité du débat, même s'il y a parfois des exceptions à la règle. Mais cette sorte de sage lenteur ôte aussi à l'exercice une partie de

son intérêt. Sur cette question de délai, je crois, monsieur le ministre, que des progrès pourraient, peut-être, être accomplis.

M. Christian Goux. Prudent !

M. Gilbert Gantier. La deuxième ligne que j'inscrirai au passif de cette procédure touche plus au fond des choses. Notre travail est ici essentiellement comptable et je vois mal le sens que pourrait avoir un rejet de la loi de règlement. Je le regrette d'autant plus que je me suis efforcé de raviver, depuis plusieurs années, l'intérêt de l'Assemblée nationale pour le projet de loi de règlement. Je suis intervenu à plusieurs reprises pour que les conditions de notre contrôle soient améliorées.

Il reste qu'en l'état actuel des textes nous sommes confrontés à la nécessité pratique d'adopter purement et simplement les projets de loi de règlement. Cela n'est guère satisfaisant. Il est toujours dangereux de laisser un instrument de contrôle tourner au rite purement formel.

Alors que faire pour améliorer un peu les choses ? Je crois qu'il faudrait d'abord entreprendre - je l'ai dit - un effort sur les délais. Il serait bon de remédier aux retards constatés dans la remise des comptes. Je l'ai souligné en commission des finances lors de l'audition du premier président de la Cour des comptes. Je crois que sur ce point quelques résultats pourraient être obtenus.

M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset. Absolument !

M. Gilbert Gantier. Il faudrait ensuite faire en sorte que notre vote ne soit pas influencé à ce point par la nécessité pratique de l'adoption que j'évoquais tout à l'heure. Je me permets d'ailleurs d'interroger le Gouvernement sur les moyens qui pourraient être recherchés à cette fin. Je l'assure, par avance, de mon concours quant à leur mise en œuvre.

M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset. Il n'y en a peut-être pas !

M. Gilbert Gantier. J'en viens maintenant aux quelques questions spécifiques que je souhaite évoquer de manière plus précise à propos des projets de loi de règlement pour 1984 et 1985.

Le budget des charges communes - M. le rapporteur général l'a souligné tout à l'heure - retrace, à lui seul, plus du quart des dépenses du budget de l'Etat. Comme l'a indiqué l'un des magistrats de la Cour des comptes entendu par la commission des finances, il regroupe trois grandes catégories de crédits :

Les crédits représentant effectivement des charges communes ou ne relevant d'aucun ministère ;

Les crédits globaux destinés aux dépenses accidentelles ou éventuelles ainsi que ceux dont la répartition ne peut être déterminée au moment du vote ;

Enfin, et sur ce point je citerai textuellement le magistrat de la Cour des comptes, l'« ensemble hétéroclite des autres dotations gérées par le ministère des finances dont l'inscription originelle aux charges communes a comme seule justification une unité d'imputation souvent abandonnée par la suite. »

L'inscription aux charges communes de certaines dépenses me paraît justifiée.

On voit mal un éclatement des dépenses du titre I entre les autres fascicules, qu'il s'agisse de celles destinées à la dette publique ou de celles consacrées aux dégrèvements et remboursements d'impôts. On voit tout aussi mal à quel budget pourrait être rattaché le titre II.

En revanche, la plupart des autres rubriques, qui représentent environ le tiers de ce budget, pourraient trouver ailleurs leur véritable place. Je pense, par exemple, aux crédits destinés au logement et à l'emploi ou à ceux qui doivent couvrir les dépenses résultant des apports de la France à différents organismes internationaux.

Les charges communes doivent une bonne partie de leur succès, nous le savons bien, d'une part au ministère gestionnaire et, d'autre part, au fait qu'il est parfois tentant de noyer quelques centaines de millions dans plus de 310 milliards de francs.

De notre point de vue, qui est celui de l'institution investie d'une mission de contrôle, et, je le souligne après d'autres orateurs, ce n'est pas satisfaisant.

Il convient donc d'entreprendre l'effort nécessaire pour ramener les charges communes à leur juste place. Je serai d'ailleurs heureux de savoir ce qui est envisagé sur ce point par le Gouvernement pour l'an prochain.

Je souhaiterais à présent dire quelques mots sur les dépassements de crédits dont M. le rapporteur général a également parlé. Chacun sait que le principe est - et c'est heureux - que les crédits revêtent un caractère limitatif. C'est là le fondement même du consentement à l'impôt sur lequel repose, depuis ses origines, la démocratie.

L'ordonnance organique du 2 janvier 1959, qui a valeur constitutionnelle, prévoit toutefois des exceptions. C'est, en effet, indispensable pour certaines dotations dont le montant sera de fait dépendant d'une évolution de paramètres que l'on ne peut prévoir avec certitude. Tel est, par exemple, le cas de la dette publique.

Mais le caractère évaluatif d'un crédit ne seulement ne dispense pas de prévoir une dotation dans le projet de loi de finances initial mais impose encore d'essayer de l'ajuster le plus précisément possible à ce que l'on peut savoir des besoins. Or, on constate que les niveaux atteints par les dépassements des crédits afférents à la dette publique en 1984 comme en 1985 sont tels qu'ils ne peuvent résulter que d'une sous-estimation très probablement délibérée.

Il y a plus grave. La Cour des comptes a relevé, dans son rapport sur le budget de 1984, l'existence de dépassements de crédits limitatifs. Cette violation caractérisée de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 a pris la forme d'autorisations de visa en dépassement. Ce procédé viole au moins trois articles de l'ordonnance organique. Il présente, en outre, un caractère quelque peu clandestin qui en dit long sur la gêne de ceux qui l'utilisent.

Là encore, nous sommes en présence d'un obstacle à l'analyse très claire et très précise qui devrait constituer le premier temps de notre démarche dans le cadre de notre mission de contrôle budgétaire.

Je crois que notre condamnation doit être sans nuance sur ce point, comme c'est d'ailleurs le cas de celle de la Cour des comptes.

J'ai également relevé dans les rapports de la Cour des comptes l'importance considérable dans ces deux budgets des reports de crédits.

Là encore, nous nous trouvons devant une exception à un principe clairement exprimé par l'article 17 de l'ordonnance organique, qui veut que les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant.

L'exception peut, dans certains cas, se trouver justifiée. Il peut même y avoir de cette manière un moyen d'inciter à une meilleure gestion. Cependant, les chiffres atteints en 1984 comme en 1985 montrent que l'exception est largement - trop sans aucun doute - entendue. Les reports se sont élevés en 1984 à 31 milliards de francs et en 1985 à 41 milliards de francs.

On peut tout de suite constater, à la lecture de tels chiffres, que le déficit de 1985 aurait été augmenté de plus du tiers si l'on n'avait pas pris en compte ces reports tout à fait anormaux. Vous constaterez avec moi que d'un point de vue politique cela n'est pas indifférent.

Voilà, mes chers collègues, qui montre bien le peu d'intérêt des comparaisons parfois établies, et ce au million près, entre deux projets de loi de finances initiale d'une année sur l'autre. Il faut voir en fait ce qu'il en est advenu.

Je passerai rapidement pour ne pas être trop technique sur les irrégularités qui s'ajoutent à l'importance des masses. Je veux simplement souligner que les reports dont la prise en compte est indispensable pour l'exercice du contrôle parlementaire sont beaucoup trop importants.

Ma dernière observation portera sur les fonds de concours. Il s'agit ici encore, chacun le sait, d'une procédure dérogatoire au droit commun. Nous devons donc en surveiller l'emploi avec d'autant plus de vigilance. Or les montants atteints sont eux aussi considérables : près de 37 milliards de francs en 1984, près de 42 milliards en 1985. Les fonds de concours occupent une place très importante pour certains budgets. Je pense notamment à celui des services financiers.

Les fonds de concours sont traditionnellement l'objet de remarques de la part de la Cour des comptes et j'ai l'impression que tout n'est pas très clair sur cette procédure. En particulier, le document « vert » récapitulatif les fonds de

concours par budget comporterait, semble-t-il, quelques oublis. Cela est fâcheux. La publication de ce document a constitué un progrès. Mais on ne doit pas s'arrêter là.

Monsieur le ministre, mes chers collègues, la critique que nous portons sur la gestion financière de ces années 1984 et 1985 est ferme, mais mon vote et celui de mes amis de l'U.D.F. relevant du simple constat, nous adopterons les deux projets de loi de règlement pour 1984 et pour 1985.

M. Robert-André Vivian, rapporteur général. Très bien !

M. Pierre Desceves. Les comptes sont faux, donc il les approuve !

M. le président. La parole est à M. Alain Richard.

M. Alain Richard. Les deux projets de loi de règlement renvoient à des exercices éloignés dans le temps et à une conjoncture économique qui s'est depuis substantiellement modifiée. De surcroît, il y a eu entre-temps l'alternance politique.

J'observe avec satisfaction que le rapporteur général, se défendant de toute appréciation politique, s'est essentiellement appuyé sur des considérations comptables et sur une analyse financière de nature à rassembler tous ceux qui, dans cet hémicycle, s'intéressent aux finances publiques.

La majorité précédente avait eu aussi à contrôler un budget décidé avant sa venue au pouvoir et avait adopté cette même démarche. Essayons en effet sinon de nous convaincre, du moins de nous comprendre.

Ce travail de contrôle et de réflexion sur le bon emploi des fonds publics, sur l'ordre des finances publiques et sur la clarté des comptes peut donc être mené - plusieurs intervenants l'ont démontré - autrement que sous la forme d'imprécations un peu aveugles contre toute gestion publique et de comparaisons plus que sommaires entre la gestion d'un ministère, comme ceux de l'urbanisme ou de la défense, et la gestion d'une petite ou moyenne entreprise industrielle, aussi estimable et aussi difficile que soit cette dernière gestion.

Toutefois, il n'est pas possible à notre groupe de faire abstraction du contexte politique et notamment du vote, pour le moins malencontreux, émis par la majorité à la commission des finances contre ces lois de règlement. Nous observons néanmoins que les critiques rétrospectives de la politique économique et financière des années 1984 et 1985 se sont bien atténuées. Le constat nuancé, sinon amer, d'aujourd'hui, inspiré par l'expérience, contraste singulièrement avec l'assurance que manifestait l'opposition à cette époque-là sur l'efficacité et la pertinence des solutions qu'elle préconisait.

M. Raymond Douyère. C'est vrai !

M. Alain Richard. Je voudrais, en peu de mots, souligner pourquoi il y a aujourd'hui matière à une certaine pondération. Si l'on s'efforçait d'imaginer, en employant les mêmes critères, ce que pourrait être dans peu de mois l'appréciation sur la gestion des années 1986 et 1987, on retrouverait peut-être plusieurs des observations qui avaient été exprimées avec véhémence par l'opposition dans les années 1984 et 1985.

Un mot sur l'endettement. Il est vrai que les déficits des années 1983, 1984 et 1985 ont été lourds dans une période de faible croissance. Mais il est vrai aussi que ces déficits ont été financés dans des conditions dont, je crois, plus personne ne conteste l'orthodoxie. De plus, ils ont permis une valorisation du patrimoine public, qui peut aujourd'hui être constatée de façon éclatante grâce à l'opération des privatisations.

Si un historien fait plus tard l'analyse économique de fond de l'utilisation des fonds publics pendant cette période, il n'est pas du tout exclu - c'est une controverse que l'on pourra ouvrir un jour - qu'il constate que la technique de l'endettement a été employée de manière sinon optimale, du moins judicieuse, dans une période de dépression économique et après l'accumulation des retards d'investissements touchant un certain nombre de grandes structures économiques de notre pays.

Je pense aussi que les analyses parfois acerbes que l'on a pu entendre sur l'écart entre les prévisions et les réalisations peuvent aujourd'hui être nuancées, eu égard à l'exécution de la loi de finances pour 1986. Je me rappelle fort bien, et je pense ne pas être le seul sur les bancs de cet hémicycle, les prévisions alarmistes qui ont entouré à la fin de 1985 le vote du budget et aussi les premiers mois de son exécution. On n'entendait parler que du futur trou du budget.

Or, dès la première loi de finances rectificative et *a fortiori* à la fin de l'exercice 1986, le caractère relativement massif des plus-values fiscales, qui ne pouvaient avoir de support inflationniste car l'inflation réelle était exactement conforme aux prévisions, est apparu clairement et a fait justice de ces alarmes quelque peu fabriquées.

Il n'est pas sûr que l'exercice 1987 dont l'actuel Gouvernement et l'actuelle majorité portent la responsabilité de A à Z fasse apparaître un rapport prévision-exécution aussi favorable, sauf relance de l'inflation qui, hélas, n'est pas tout à fait à exclure.

Quand aux prélèvements obligatoires, ils se sont maintenus jusqu'en 1986 un peu au-dessus de la barre des 45 p. 100, malgré les efforts entrepris pour les faire baisser. Mais la comparaison entre taux annoncé et taux réel ne sera peut-être pas très favorable pour les années 1986 et 1987. Pour cette dernière année une remontée du taux des prélèvements obligatoires n'est pas écartée surtout si l'évolution de la production intérieure brute est aussi maussade que celle qui est prévisible en milieu d'année.

Enfin, en ce qui concerne la variation en cours d'année du contenu des lois de finances, il me semble que la technique employée par l'actuelle majorité et par le Gouvernement innove par rapport aux méthodes suivies par le passé. Il est vrai que, malgré l'intérêt affiché par le Premier ministre pour l'échéance de 1992, toute la gestion réelle exprime bien le choix d'un horizon à deux ans.

Cette nouvelle technique, c'est celle des chèques en blanc ! Il y a aujourd'hui une multiplicité d'engagements financiers qui pèsent déjà sur la préparation de l'exercice 1988, mais plus encore sur les exercices ultérieurs, qui, certes, laisseront relativement indemnes les comptes de l'année 1986 - cela est déjà clair - et sans doute ceux de l'année 1987, mais qui risquent de faire peser sur les finances publiques du pays, quels qu'en soient les gestionnaires, à partir de 1988, des fardeaux difficilement supportables.

L'accumulation des engagements pris en ce qui concerne la loi de programmation militaire, l'indemnisation des rapatriés qui est encore susceptible d'augmenter de quelques milliards d'ici à la fin de la session, les différentes formes de soutien à l'agriculture, l'action en faveur des départements d'outre-mer, cette accumulation, disais-je, est telle qu'il paraît presque cruel de la confronter avec les engagements pris en matière de baisse d'impôt.

Depuis la dernière occasion où nous avons eu à parler de ces questions, une des bombes à retardement au moins a été désamorcée, celle qui maniait avec quelque difficulté le garde des sceaux : le projet de prisons privées, opération de crédit-bail qui risquait d'être un véritable désastre pour les finances publiques. On a réussi à éteindre la mèche avant que l'affaire soit réellement partie, mais au prix d'engagements considérables en matière de construction d'établissements pénitentiaires. Si ces réalisations qui engagent de l'argent frais - devaient être tenues, elles seraient difficilement intégrables à quelque budget que ce soit.

Puisqu'il a été question de virements de compte à compte, permettez-moi, sans ironie excessive, de donner une appréciation un peu dubitative de votre approche des déficits. Certes, celui du seul budget de l'Etat diminue, mais si on y ajoute le déficit du budget social de la nation, l'analyse peut être quelque peu différente. Or un tel cumul ne saurait être considéré comme manquant de rigueur au moment où tout le monde s'accorde à envisager les prélèvements de façon globale. Nous venons d'en avoir, à la commission des finances, une illustration qui prêterait plutôt à sourire avec l'opération de réduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les médicaments qui présente un rendement, du point de vue de la modification comptable, assez négatif, puisque avec 400 millions de réduction de dépenses, à la charge de la Caisse nationale d'assurance maladie, on produit - si j'ose dire - 500 millions de pertes pour l'Etat. En effet, d'une part, cet avantage en T.V.A. bénéficie aussi à des médicaments qui ne sont pas remboursés par la sécurité sociale et, d'autre part, il existe un ensemble de facteurs comptables, notamment la présence des autres régimes, qui fait que la perte en fiscalité, et donc le déficit supplémentaire pour l'Etat est supérieur aux gains en déficit pour le régime général.

Voilà, je crois, les raisons fondamentales de la nette accalmie qui a marqué la sûreté de soi dont la majorité faisait preuve jusqu'ici pour apprécier les budgets de 1984 et 1985.

Cette prudence nouvelle est symbolisée, en fin de session de printemps, par l'absence de présentation d'un collectif de milieu d'année, qui pourtant aurait quelque justification, compte tenu des engagements financiers pris et qui, eux, auront des répercussions pour 1987. La raison de cette absence de présentation de ce collectif n'est pas mystérieuse : présenter une loi de finances rectificative en juin 1987 obligerait à afficher les résultats économiques prévisibles pour l'année 1987. Or, faire la toilette du budget de l'année 1987, ce serait laisser apparaître de mauvais chiffres en matière de prévisions de croissance, de désinflation, de solde extérieur qui, évidemment, contrediraient quelque peu la forfanterie avec laquelle on avait parlé de rétablir la confiance et de remettre la France en marche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Il me semble que la confrontation de nos expériences dans l'opposition et dans l'exercice des responsabilités pourrait nous amener à discuter autrement non seulement des lois de règlement, mais aussi des lois de finances initiales.

Le pays est aujourd'hui, du fait des désillusions des différentes majorités, plus mûr pour une approche des choix économiques et financiers faisant appel moins à la proclamation et davantage à la planification organisée autour des grands objectifs de société sur lesquels un consensus pourrait être trouvé, au premier rang desquels il faut placer la compétitivité à reconquérir pour garantir notre indépendance et notre place dans l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Paul Mercieca.

M. Paul Mercieca. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames et messieurs, les députés communistes avaient approuvé le projet de loi de finances pour 1984, mais ils avaient considéré, lors de sa discussion, qu'il s'agissait d'un budget qui recelait un certain nombre de risques, dont celui, fort clair, de prélèvements supplémentaires sur les salariés, tandis que, dans le même temps, les avantages fiscaux dont disposaient notamment les grandes fortunes étaient reconduits.

En ce sens, le budget pour 1984 était déjà en recul par rapport aux acquis des deux budgets précédents, tandis que s'affirmait avec plus de netteté l'infléchissement majeur de la politique gouvernementale.

Les engagements pris devant le pays continuaient à ne pas être tenus.

Les députés communistes avaient souligné les menaces telles que le prélèvement de 1 p. 100 sur le revenu imposable pour la Caisse nationale des allocations familiales, le prélèvement de 1 p. 100 pour l'assurance vieillesse, la surtaxe conjoncturelle et la suppression de l'exonération du foncier bâti.

Ainsi le budget 1984 posait-il plusieurs problèmes.

Tout d'abord en ce qui concerne les recettes : d'une manière générale, les revenus salariaux et les revenus non salariaux ne participaient pas également à l'effort national. A moins de 5 milliards de francs de mesures positives en faveur des contribuables correspondait un prélèvement de 20 milliards de francs sur les salaires.

Le taux de l'impôt sur les grandes fortunes avait été certes porté à 8 p. 100 mais nous étions encore loin du compte. Ce mouvement aurait dû s'amplifier afin que les revenus non salariaux apportent une contribution déterminante à l'effort national.

De même, nos renouvellements notre condamnation ferme de l'emprunt Giscard : en 1984, il coûtera 4,5 milliards de francs en intérêts versés ; au total, son montant dépassera largement le coût total des nationalisations !

Il s'agissait donc bien d'un emprunt désastreux pour les finances publiques, scandaleux par rapport aux autres intérêts versés, scandaleux aussi par rapport au véritable pillage des finances publiques qu'il occasionnait.

Nos amendements visant à faire participer les porteurs de l'emprunt Giscard à l'effort national ont été repoussés et nous le regrettons profondément. La reconnaissance par le Gouvernement de l'iniquité et du scandale que constitue l'emprunt Giscard devrait amener une meilleure prise en compte de nos propositions. En effet, il nous avait été dit à l'époque que la parole de l'Etat se trouvait engagée par rapport à l'emprunt Giscard ; nous avions regretté que ce thème ne soit pas pris en compte pour l'exonération sur le foncier bâti.

Nous avons dit notre opposition catégorique à cette mesure qui allait pénaliser gravement plusieurs millions de foyers, qui s'étaient engagés dans l'acquisition d'un logement à partir des assurances de l'Etat, même si les députés communistes obtenaient le maintien de l'exonération de la taxe sur le foncier bâti pour 1 300 000 propriétaires.

En ce qui concerne les dépenses, ayant accepté le choix des priorités, ayant voté les recettes, nous n'en demeurions pas moins préoccupés en ce qui concerne certains secteurs, notamment l'école, la santé et les anciens combattants pour lesquels nous continuions à souhaiter le rattrapage du rapport constant.

Ce rattrapage aurait été possible, si avaient été adoptées les propositions présentées par les députés communistes, qui auraient permis de dégager dix milliards de francs de recettes nouvelles, à partir principalement du relèvement du taux de l'impôt sur les grandes fortunes, de la réduction de l'impôt fiscal et des avantages scandaleux liés à l'emprunt Giscard.

La loi de finances rectificative pour 1984 mentionnait essentiellement trois arrêtés d'annulation de crédits, dont le plus important fut celui du 29 mars 1984, annulant onze milliards de francs, et cela, comme le soulignèrent les députés communistes, « trois mois seulement après le vote du budget de l'Etat par les élus de la nation ».

Le déficit était porté à 3,3 p. 100 du produit intérieur brut, traduisant de manière directe le coût du chômage qui dépassait 100 milliards de francs en année pleine. A l'intérieur de ce déficit, la dérive de la charge de la dette publique était de plus en plus inquiétante, puisque le projet proposait d'ajouter près de dix-huit milliards de francs aux soixante-dix milliards initialement prévus.

L'appréciation des députés communistes sur ce collectif budgétaire a été à l'époque ainsi formulée : « Ces choix traduisent une rigueur de plus en plus difficile à distinguer de l'austérité. Cette politique, qui se veut d'assainissement de nos finances et de retour aux grands équilibres, aboutit à des résultats qui infirment souvent les objectifs initiaux. »

Il n'est nul besoin de rappeler, dans le détail, les inquiétudes que le groupe communiste avait formulées à l'occasion des différents plans de rigueur et plans de réduction de nos capacités en matière de production sidérurgique. Nos craintes - et c'est clair aujourd'hui - étaient tout à fait fondées. La politique de rigueur contribue à creuser le déficit budgétaire, à limiter nos capacités productives, à augmenter le chômage, à compresser le pouvoir d'achat des salariés.

Ajoutons rapidement, avant que de passer au budget 1985, que le projet de règlement définitif du budget 1984 ne fait que confirmer la validité de cette analyse.

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1985, les députés communistes considéreront que les préoccupations majeures du peuple français, à savoir l'emploi et le pouvoir d'achat, ne trouvaient aucune réponse, autre qu'aggravante, dans le budget proposé.

Dans le même temps, la situation économique et sociale ne cessait de se dégrader : chômage en progression inquiétante, inégalités sociales plus marquées, nouvelle diminution du pouvoir d'achat des ménages, baisse du taux d'épargne, casse industrielle et abandons nationaux, tous les voyants étaient au rouge.

Quelles étaient les dispositions majeures de ce projet de loi de finances ?

Tout d'abord une baisse uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; nous avons fait la démonstration qu'une telle diminution était fondamentalement inégalitaire, entraînant une réduction négligeable pour ceux qui en auraient eu besoin, tandis qu'à l'autre bout la réduction était somptueuse ; 7 p. 100 des contribuables avait 50 p. 100 de la réduction totale, égale à dix milliards de francs !

Devant cette nouvelle injustice fiscale, réduction de 16,50 francs d'un côté pour plus de 500 000 francs de l'autre, les députés communistes avaient alors proposé de plafonner la réduction en fonction du revenu imposable, de manière à ce que les plus bas revenus puissent bénéficier d'une réduction importante. Ils n'ont pas été suivis.

Présentée dans le cadre d'un débat sur les prélèvements obligatoires, cette baisse uniforme ne pouvait, de par sa nature même, faire bénéficier les non-imposables d'une réduction ; là aussi, sans être suivis, nous avions proposé de réduire de 500 francs le montant de la taxe d'habitation des non imposables, mesure qui aurait bénéficié aux 2 500 000 non imposables acquittant la taxe d'habitation.

Ensuite, par une fausse symétrie, le Gouvernement proposait un nouvel allègement de 10 milliards de francs de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises.

De 1981 à 1984, plus de 37 milliards de francs ont été dégrèvés, auxquels s'ajoutaient l'allègement de 10 milliards de francs provenant de la cotisation nationale diminuée, puis supprimée en 1983, soit au total 47,4 milliards de francs.

Toutes ces diminutions, allègements et dégrèvements, n'ont malheureusement abouti ni aux créations d'emplois ni aux investissements nécessaires ; en revanche, il faut noter que les entreprises retrouvaient alors leurs marges brutes d'avant 1974 dans un contexte marqué, nous l'avons dit, par des suppressions massives d'emplois.

C'est pourtant le moment choisi par le Gouvernement pour accorder un nouvel et considérable avantage aux entreprises, sous la forme du fameux report en arrière, ou *carry back* ; les entreprises pourront, à partir de là, rappeler leur imposition à l'impôt en déficit sur les sociétés des cinq années qui précédent et détenir une créance sur le Trésor.

La justice fiscale et l'efficacité économique imposaient de revenir sur les avantages fiscaux dont bénéficient les revenus du capital. Or si nous avons obtenu, tant était grand le scandale, la réintégration des revenus de l'emprunt Giscard dans l'assiette de l'imposition, tous nos autres amendements de justice fiscale, notamment ceux visant à supprimer l'impôt fiscal et le prélèvement libératoire, ont été repoussés.

Le budget de 1985, c'est aussi le nouvel alourdissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; c'est aussi le trop fameux prélèvement sur la Caisse nationale de retraite des collectivités locales, auquel les députés communistes - un amendement et un scrutin public en font foi - ont été les seuls à s'opposer.

Sans qu'il soit possible dans le cadre de ce débat de revenir sur tous les budgets dépensiers, il faut noter que les progressions envisagées étaient toutes minimales, quand il s'agissait de progressions.

Le budget de 1985, c'est aussi la suppression de 5 000 emplois dans la fonction publique et de 15 000 au total dans le secteur public.

Les députés communistes, qui auront voté finalement contre ce budget initial pour 1985, auront néanmoins proposé par voie d'amendement plus de 18 milliards de francs de recettes supplémentaires, qu'il s'agisse d'un emprunt obligatoire sur l'emprunt Giscard, d'un doublement de l'impôt sur les grandes fortunes, de la suppression de l'impôt fiscal et du prélèvement libératoire ou encore le financement exclusif des prêts au logement par les banques.

Ces recettes supplémentaires auraient permis de rééquilibrer les budgets de la santé, de l'action sociale et combien d'autres que ce budget sacrifiait délibérément à la rémunération du capital.

Le projet de loi de finances rectificative pour 1984, présenté à la fin de 1985, confirmait l'appréciation générale négative des députés communistes sur le budget de 1984.

L'essentiel de ce projet tenait, ainsi que nous l'avions souligné, dans une progression inquiétante du déficit budgétaire qui avait largement dérogé à la norme présidentielle de 3 p. 100 du produit intérieur brut pour s'afficher à 3,27 p. 100. Encore, ne connaissait-on pas les chiffres définitifs maintenant en notre possession, qui le porteront à 3,6 p. 100 de ce même produit intérieur brut, soit 157,4 milliards de francs contre les 125,8 prévus ! La dette et son service progressaient également, traduisant un considérable enrichissement sur dette publique.

La révision des recettes fiscales illustre parfaitement l'orientation négative de ce budget.

D'abord, la part de l'impôt sur les sociétés dans les recettes fiscales totales était passée de 1981 à 1985 de 13,45 p. 100 des recettes brutes à 11,9 p. 100.

La part de l'impôt sur le revenu, en repli également, ne pouvait dissimuler l'ampleur de l'avantage accordé.

Enfin, c'était la T.V.A. et les taxes annexes qui effectuaient le bond en avant le plus spectaculaire : l'imposition indirecte, la plus injuste, la plus pénalisante pour les salariés pesait de manière toujours plus forte, tandis que le pouvoir d'achat continuait à diminuer.

Autrement dit, le budget de 1985 et sa loi de finances rectificative auront entériné une régression générale dans les domaines social, fiscal et économique.

Le projet de loi de règlement du budget de 1985 dont nous discutons aujourd'hui ne fait qu'arrêter les comptes et procéder aux ajustements nécessaires.

Il n'appelle donc pas de commentaire particulier si ce n'est pour rappeler son orientation tout aussi défavorable que le texte initial et que la loi de finances rectificative.

En conséquence, les députés communistes s'abstiennent sur le projet de règlement du budget de 1984. Ils confirmeront leur appréciation négative sur le budget de 1985 et la loi de finances rectificative en votant contre le projet de règlement du budget 1985. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Georges Tranchant.

M. Georges Tranchant. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'Assemblée nationale doit examiner aujourd'hui les lois de règlement définitif des budgets de 1984 et 1985.

L'actuel gouvernement se doit, pour clore les comptes, de présenter au vote du Parlement des lois de règlement concernant des budgets conçus et exécutés par le gouvernement socialiste.

M. Christian Goux. Le Gouvernement !

M. Gilbert Mitterrand. Le Gouvernement de la France !

M. Georges Tranchant. Ces budgets se sont caractérisés par de nombreuses irrégularités dénoncées par la Cour des comptes.

M. Louis Mexandeau. Vous parlez d'or !

M. Georges Tranchant. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous examinons en juin 1987 la loi de règlement relative au budget de 1984.

Il est utile de rappeler ici les « remarques » contenues dans le préambule du rapport de la Cour des comptes :

« Par ailleurs, et contrairement aux années précédentes, la déclaration générale de conformité ne donne pas d'indication sur l'incidence que devrait avoir sur le montant cumulé des découverts du Trésor, le transport à ces découverts de la somme de 174 967 225 702,23 francs tel qu'il est proposé dans le projet de loi de règlement. En effet, le montant de ces découverts n'est pas encore arrêté puisque la loi portant règlement définitif du budget de 1983 qui accroissait de 143 324 994 541,86 francs le montant antérieur des découverts a été déclarée non conforme à la Constitution par une décision rendue le 24 juillet 1985 par le Conseil constitutionnel. »

Vous vous êtes effectivement distingués, messieurs les socialistes qui avez gouverné la France : vous avez réussi à faire rejeter un budget par le Conseil constitutionnel ! Cela ne s'était encore jamais vu, mais c'était, je le rappelle, l'« année des ratures » dans les documents de la comptabilité publique.

La Cour des comptes, à la page 354 de son rapport, mentionne et dénonce des opérations à la limite ou en dehors du cadre légal.

Je ne reprendrai pas l'ensemble des errements de toute nature qui se sont traduits dans l'exécution des budgets du précédent gouvernement. Ils ont été soulignés dans l'excellent rapport de M. Robert-André Vivien, ainsi que par divers orateurs. Je ne reprendrai pas non plus les arguments techniques et modérés du ministre du budget, qui a rappelé ce qu'avaient été l'exécution de ces budgets et leur déficit.

Je me bornerai à rappeler que les déficits ont toujours été supérieurs aux prévisions ainsi qu'à la sacro-sainte limite des 3 p. 100 du produit intérieur brut fixée par le Président de la République.

Pour masquer cette situation, les ministres responsables ont, par divers moyens, allant de ratures dans les documents de la comptabilité publique jusqu'à des opérations condamnées par la Cour des comptes et le Conseil constitutionnel, transféré les déficits d'un exercice sur l'autre afin de minimiser chaque année l'échec d'une politique qui a fait régresser la France par rapport à ses principaux partenaires.

Il faut également souligner que le déficit du budget pour 1985 est le plus élevé que notre pays ait connu en temps de paix.

De nombreuses années d'efforts et de rigueur seront nécessaires pour rembourser les dettes engendrées par cette mauvaise gestion.

M. Raymond Douyère. N'importe quoi !

M. Georges Tranchant. Le budget de 1988 pourrait être équilibré s'il ne fallait supporter la charge écrasante, de près de 100 milliards de francs, que constitue aujourd'hui le service des intérêts de la dette, que paient l'ensemble des Français.

M. Jean Jaroaz. Et l'emprunt Giscard ?

M. Georges Tranchant. Vous comprenez aisément, monsieur le ministre, même si cette loi de règlement peut apparaître comme une formalité comptable, que le groupe R.P.R. ne puisse s'associer à la gestion du précédent gouvernement dont nous mesurons chaque jour les conséquences dans de nombreux domaines. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

C'est pourquoi nous ne voterons pas ces deux textes, marquant ainsi notre volonté de ne pas donner *quitus* à la détestable gestion de nos prédécesseurs.

M. Louis Mexandeau. Et c'est l'honnête M. Tranchant qui le dit !

M. Georges Tranchant. Le groupe R.P.R. ne participera donc pas aux votes sur ces deux lois de règlement.

M. le président. La parole est à M. Christian Goux.

M. Christian Goux. Je tiens à souligner en préambule que M. Descaves et M. Tranchant ont été tous deux excessifs. Leur réponse serait entrer dans leur jeu. Le jugement de nos collègues se sera fait de lui-même en les entendant.

M. Louis Mexandeau. Tout à fait !

M. Christian Goux. Le vote de la loi de règlement constitue un acte important de la démocratie parlementaire, puisqu'il est un des triples contrôles que nous exerçons sur les finances publiques : contrôle *a priori*, dans la loi de finances initiale et la loi de finances rectificative ; contrôle en cours d'exécution ; contrôle *a posteriori*, qui est l'objet même des lois de règlement.

Chacun s'accorde à reconnaître que cet acte essentiel n'est pas l'occasion de porter à nouveau un jugement d'opportunité sur la politique budgétaire.

Ce qui est important, c'est le rappel des conditions dans lesquelles le budget a été élaboré puis exécuté, et le constat de l'évolution économique qui le sous-tendait. Exercice difficile, car très souvent, trop souvent, la réalité contredit la prévision, et l'annexe au rapport économique et financier qui fonde les hypothèses budgétaires décrit souvent une réalité différente de celle que nous constatons.

Exercice également difficile car la gestion quotidienne des finances publiques a du mal à s'inscrire dans les limitations posées par l'autorisation budgétaire initiale et par les textes législatifs en vigueur.

Oserai-je le dire, le droit budgétaire n'est pas toujours adapté aux besoins évolutifs d'une gestion claire et efficace des finances publiques.

Quoi qu'il en soit, on ne peut passer sous silence, que l'on soit dans l'opposition aujourd'hui ou dans la majorité hier, des pratiques souvent contestables, et ce que je vais dire maintenant, j'aurais pu le dire, mes collègues le savent bien, de la même manière quand je présidais la commission.

En effet, je me suis efforcé, au cours des années passées, en liaison avec les ministres des finances de l'époque, de faire reculer des pratiques dont le but était de laisser une trop grande marge de manœuvre à l'exécutif, et donc d'empêcher le législatif d'exercer son contrôle dans les meilleures conditions, tant il est vrai que la démocratie ne peut s'exercer quand le maquis des pratiques obscurcit la perception des dépenses.

M. Michel Sapin. Très bien !

M. Christian Goux. Sans vouloir décerner un satisfecit au gouvernement et à l'administration qui a exécuté les budgets de 1984 et 1985, j'affirme que, dans les trois domaines où des pratiques contestables sont, hélas ! suivies depuis de très nombreuses années, nous avons fait évoluer l'exécutif. Et nous comptons sur le Gouvernement, aujourd'hui et demain, pour qu'il apporte lui aussi sa pierre à l'édifice d'un retour à la normale.

Examinons rapidement trois domaines essentiels : les fonds de concours, les dépassements de crédits, les décrets d'avances, sans oublier l'évolution des recettes.

En ce qui concerne les fonds de concours, comme M. le rapporteur général le déclarait lui-même dans son rapport, l'importance des ressources budgétaires tirées de ces fonds est à peu près constante depuis cinq ans. La manière dont cette procédure est utilisée pose donc les mêmes problèmes au contrôle budgétaire. Leur importance était de 3,4 p. 100 des ressources budgétaires en 1980 et a évolué entre 3 et 3,6 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Il faut d'ailleurs rappeler que c'est à la suite de la procédure de rattachement des fonds de concours décidée par le décret n° 81-393 du 24 avril 1981 que ces derniers ont été systématiquement recensés et codifiés par les gouvernements de la législature précédente. Cette volonté de transparence a bien été appliquée par les précédents gouvernements, en particulier par ceux de 1984 et 1985. Depuis 1985, le Gouvernement, sous la pression que nous avons exercée, monsieur le rapporteur général, et que vous ne manquez pas d'exercer à votre tour, a mis en place les documents budgétaires « verts » associés à la loi de finances votée, comportant une récapitulation générale des fonds de concours par budget.

Cela représente « un progrès significatif de l'information donnée au Parlement » et il apparaît donc que, cinq ans après l'instruction de 1981, qui a contribué à la mise en œuvre d'une clarification très sensible, il convient de franchir une nouvelle étape. Il vous appartient, monsieur le ministre, de continuer dans la voie engagée, de suivre les recommandations de la Cour pour éviter les irrégularités juridiques persistantes.

Il serait bon, comme le note le rapporteur général, que la récapitulation générale soit une récapitulation par budgets et sections de budget, et qu'elle permette de distinguer les vrais fonds de concours et les assimilés. Bref, que les parlementaires que nous sommes puissions y voir un peu plus clair !

Deuxième point : les dépassements de crédits traduisent la différence entre les crédits votés en loi de finances initiale et ceux inscrits en loi de règlement.

L'évolution de ces dépassements de crédits, en pourcentage du budget général, est éloquent et encourageante. Elle apporte un démenti cinquant aux oiseaux de malheur qui, avant mars 1986, doutaient de la sincérité de nos comptes.

J'ai les chiffres sous les yeux. Les dépassements de crédits ont atteint, en 1978, 2,97 p. 100 ; en 1979, 2,53 p. 100 ; en 1980, 0,85 p. 100 ; en 1981, 1,20 p. 100 ; en 1982, 1,13 p. 100 ; en 1983, 1,88 p. 100 ; en 1984, 1,30 p. 100 ; en 1985, 0,6 p. 100. Cette évolution est encourageante ; elle montre que les critiques adressées par le précédent rapporteur général du budget ont fini par porter. En effet, ces dépassements ont été divisés par cinq depuis 1978.

Mais, surtout, ces chiffres prouvent la sincérité des comptes de la précédente majorité. Comment concevoir que les crédits complémentaires enregistrés en loi de règlement par rapport à ceux votés en loi de finances initiale n'aient été que de 0,6 p. 100 en 1985 si les perspectives de dépenses, telles que le Gouvernement nous avait demandé de les voter fin 1984, n'avaient pas été empreintes de la plus grande rigueur ?

J'ai encore en mémoire, monsieur Tranchant, vos altercations polémiques sur les prétendus truquages de nos comptes. Vous avez devant les yeux la démonstration brutale de l'inexactitude d'affirmations beaucoup trop partisans.

M. Louis Mexandaeu. Et sommaires !

M. Christian Goux. J'attends avec intérêt, monsieur le ministre, les lois de règlement qui vont se succéder sur vos propres comptes. En ce qui nous concerne, si nous revenons aux affaires, nous jugerons les lois de règlement de 1986 et de 1987 avec la même sérénité que nous avons manifestée en 1981.

M. Louis Mexandaeu. Bien sûr !

M. Christian Goux. L'évolution des recettes fiscales a été supérieure de 0,5 p. 100 à nos prévisions et celle de l'ensemble des recettes de 4,8 p. 100, malgré une inflation moindre que prévue, ce qui était une bonne chose. Là encore, pas de trou, alors qu'on nous a accusés d'avoir surestimé les recettes, et je souhaiterais que nos plus vifs détracteurs aient l'élégance de le reconnaître.

J'en viens enfin aux décrets d'avances, dont votre prédécesseur, monsieur le rapporteur général, rappelait, lors de l'examen de la loi de règlement pour 1981 : « Cette procédure tend à perdre le caractère exceptionnel qui doit demeurer le sien ». Là aussi, les chiffres sont parlants. Entre 1970 et 1980, les décrets d'avances ont été multipliés par quatre, atteignant cette dernière année 4,3 milliards de francs, alors que le rapport de la Cour des comptes sur la loi de règlement de 1985 indique, page 9, qu'aucun n'a été pris en 1985.

M. Louis Mexandaeu. Très bien !

M. Christian Goux. Le temps passe, et M. le président désire certainement terminer l'examen des projets de loi de règlement. Je dirai simplement que le groupe socialiste est confiant dans ses collègues. Il espère que, après une manifestation passagère de mauvaise humeur, l'Assemblée adoptera, comme c'est normal, les projets de loi de règlement de 1984 et de 1985. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. Monsieur Goux, je vous remercie d'avoir abrégé votre intervention. Je pense, en effet, qu'il est de l'intérêt de tous de terminer maintenant cette discussion.

La discussion générale commune est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles de chacun des deux projets de loi, dans le texte au Gouvernement, est de droit.

Je rappelle que peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1984

M. le président. Nous abordons, en premier lieu, l'examen des articles du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984.

Article 1^{er}

M. le président. « Art. 1^{er}. - Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1984 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

DESIGNATION	CHARGES	RESSOURCES
A. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF		
<i>Budget général et comptes d'affectation spéciale</i>		
Ressources :		
Budget général (1).....	927 445 200 503,78	
Comptes d'affectation spéciale.....	10 238 800 936,70	
Total.....		937 684 001 440,48
Charges		
Dépenses ordinaires civiles :		
Budget général.....	850 481 919 748,18	
Comptes d'affectation spéciale.....	8 553 639 302,82	
Total.....	859 035 559 048,98	

DESIGNATION	CHARGES	RESSOURCES
Dépenses civiles en capital :		
Budget général.....	87 278 469 699,85	
Comptes d'affectation spéciale.....	1 108 097 531,84	
Total	68 384 567 231,69	»
Dépenses militaires :		
Budget général.....	136 998 496 762,76	
Comptes d'affectation spéciale.....	219 614 322,43	
Total	137 218 111 085,19	»
Totaux (budget général et comptes d'affectation spéciale).....	1 084 638 237 385,86	937 684 001 440,48
<i>Budgets annexes</i>		
Imprimerie nationale.....	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12
Journaux officiels.....	451 239 593,59	451 239 593,59
Légion d'honneur.....	129 583 473,59	129 583 473,59
Monnaies et médailles.....	668 734 480,42	668 734 480,42
Ordre de la Libération.....	3 511 421,00	3 511 421,00
Postes et télécommunications.....	157 248 081 222,77	157 248 081 222,77
Prestations sociales agricoles.....	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19
Essences.....	4 653 931 206,04	4 653 931 206,04
Totaux budgets annexes.....	225 158 746 479,72	225 158 746 479,72
Totaux (A).....	1 309 796 983 845,58	1 162 842 747 920,20
Excédent des charges définitives de l'Etat.....	146 954 235 925,38	
B. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
<i>Comptes spéciaux du Trésor</i>		
Comptes d'affectation spéciale.....	297 379 246,44	111 744 256,62
Comptes de prêts :	Charges	Ressources
H.L.M.....	»	628 086 759,59
F.D.E.S.....	1 279 721 431,83	4 866 646 480,13
Autres prêts.....	8 604 708 268,50	2 172 631 551,81
Totaux (comptes de prêts).....	7 884 429 700,13	7 667 364 790,52
Comptes d'avances.....	145 392 248 367,01	138 927 152 269,70
Comptes de commerce (résultat net).....	(-) 2 434 954 897,04	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (résultat net).....	(-) 225 654 078,39	»
Comptes d'opérations monétaires, hors F.M.I. (résultat net).....	6 302 767 933,31	»
Totaux (B).....	157 216 216 271,46	146 706 261 316,84
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B).....	10 509 954 954,62	»
Excédent net des charges (hors F.M.I.).....	157 464 190 880,00	»

(1) Après déduction des prélèvements sur les recettes de l'Etat (109 097 992 028,83 F) au profit des collectivités locales et des communautés européennes.

Personne ne demande la parole ?...
Je mets au voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2 et tableau A annexé

M. le président. - « Art. 2 - Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 1984 est arrêté à 927 445 200 503,78 F. La répartition de cette somme fait l'objet du tableau A annexé à la présente loi.

TABLEAU A

Règlement définitif des recettes du budget général 1984

Tableau A. - Règlement définitif

(En

DESIGNATION DES DROITS ET PRODUITS 1	EVALUATION des droits et produits 2	RESTES A RECOUVRER eu 1 ^{er} janvier 3	DROITS pris en charges 4
A. - Recettes fiscales :			
Produits des impôts directs et taxes assimilées	380 539 000 000	65 782 773 739,67	273 556 507 029,28
Produits de l'enregistrement	41 684 000 000	1 150 170 196,23	41 497 739 271,02
Produits du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	8 296 000 000	152 496 150,93	7 882 327 588,38
Droits d'importation, taxes intérieures sur les produits pétroliers et divers produits des douanes	77 851 000 000	26 753 528,66	126 114 861,30
Produits de la taxe sur la valeur ajoutée	415 800 000 000	17 845 751 234,45	293 657 167 862,64
Produits des contributions indirectes	24 228 000 000	120 344 896,41	17 405 286 197,45
Produits des autres taxes indirectes	1 639 000 000	18 782 845,57	2 237 378 719,24
Total des recettes fiscales	950 037 000 000	85 097 072 591,92	636 362 521 529,31
B. - Recettes non fiscales :			
Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	11 938 000 000	621 956,85	9 955 063 267,71
Produits et revenus du domaine de l'Etat	3 908 660 000	18 888 120,99	1 755 156 658,93
Taxes, redevances et recettes assimilées	8 313 833 000	2 592 103 414,69	11 367 475 332,60
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	10 804 030 000	1 033 426 814,84	5 680 703 254,55
Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	12 634 800 000	483 341 868,75	13 389 149 156,69
Recettes provenant de l'extérieur	2 370 000 000	125 588,59	2 412 901 476,98
Opérations entre administrations et services publics	696 983 000	156 710 517,18	919 614 317,71
Divers	3 335 700 000	1 826 483 706,87	6 924 740 080,94
Total des recettes non fiscales	54 002 006 000	6 111 701 988,76	52 404 803 546,11
C. - Fonds de concours et recettes assimilées	Mémoire	4 656 514 105,14	35 191 051 786,83
Total A à C	1 004 039 006 000	95 865 288 685,82	723 958 376 862,25
D. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 76 878 000 000	»	»
E. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des commu- nautés européennes	- 31 034 000 000	»	»
Total des recettes du budget général	896 127 006 000	95 865 288 685,82	723 958 376 862,25

des recettes du budget général 1984

(francs).

ANNULATIONS de prises en charge	TOTAL des droits constatés	RECOUVREMENT sur prises en charges	RESTES A RECOUVRER au 31 décembre	RECETTES eu comptant	TOTAL des recettes budgétaires
5	8	7	8	9	10
294 745 741,29	339 044 535 027,66	259 513 973 100,44	79 530 561 927,22	109 959 637 946,95	369 473 811 047,39
328 148 568,80	42 319 760 918,45	41 172 077 482,34	1 147 683 436,11	- 94 000 000,00	41 078 077 482,34
15 190 715,11	8 019 633 024,20	7 836 343 088,12	183 289 936,08	198 991 179,67	8 035 334 267,79
5 238 233,39	147 630 156,57	122 103 825,65	25 526 330,92	74 604 310 217,94	74 726 414 043,59
1 199 062 031,48	310 303 857 065,61	288 661 773 407,07	21 642 083 658,54	128 095 553 231,28	416 757 326 638,33
9 253 824,91	17 516 377 268,95	17 358 818 818,72	157 558 450,23	6 557 417 856,31	23 916 236 675,03
3 926 602,31	2 252 234 962,50	2 232 256 479,05	19 978 483,45	4 278 417,67	2 236 534 896,72
1 855 565 697,29	719 604 028 423,94	616 897 346 201,39	102 706 682 222,55	319 326 188 849,80	936 223 535 051,19
346 317,50	9 955 338 907,06	9 954 825 373,35	513 533,71	2 564 521 029,06	12 519 346 402,41
1 284 359,38	1 772 760 420,54	1 751 367 161,55	21 393 258,99	1 231 577 753,32	2 982 944 914,87
3 199 010 680,17	10 760 568 067,12	7 161 621 882,10	3 598 946 185,02	3 861 003 001,19	11 022 624 883,29
91 891 527,59	6 622 238 541,80	5 380 021 004,40	1 242 217 537,40	3 698 664 174,15	9 078 685 178,55
5 811 095,78	13 866 679 929,66	13 362 009 882,53	504 670 047,13	240 202 352,40	13 602 212 234,93
190,78	2 413 026 874,79	2 412 894 280,68	132 594,11	118 399 216,60	2 531 293 497,28
173 198,04	1 076 151 636,85	919 310 061,53	156 841 575,32	223 818 748,24	1 143 128 809,77
707 025 062,23	8 044 198 725,58	5 796 486 878,77	2 247 711 846,81	6 625 810 044,50	12 422 296 923,27
4 005 542 431,47	54 510 963 103,40	46 738 536 524,91	7 772 426 578,49	18 563 996 319,46	65 302 532 844,37
335 586 892,92	39 511 978 999,05	35 017 124 637,05	4 494 854 362,00	»	35 017 124 637,05
6 196 695 021,68	813 626 970 526,39	698 653 007 363,35	114 973 963 163,04	337 890 185 169,26	1 036 543 192 532,61
»	»	»	»	78 158 303 346,56	78 158 303 346,56
»	»	»	»	30 939 688 682,27	30 939 688 682,27
6 196 695 021,68	813 626 970 526,39	698 653 007 363,35	114 973 963 163,04	228 792 193 140,43	927 445 200 503,78

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 et le tableau A annexé.

(L'article 2 et le tableau A annexé sont adoptés.)

Article 3 et tableau B annexé

M. le président. - « Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau B annexé à la présent loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
I. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	172 343 993 309,78	9 878 909 403,54	1 053 460 245,76
II. Pouvoirs publics.....	2 588 954 000,00	»	»
III. Moyens des services.....	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69
IV. Interventions publiques.....	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 679 298 586,87
Totaux.....	850 481 919 746,16	14 285 731 354,28	5 530 644 421,12

TABLEAU B
Dépenses ordinaires civiles

Tableau B. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 080 606 754
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 080 606 754
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé. - Solidarité		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 027 350 349
	Variation prévisions dépenses	- 4 340 000
	Reports gestion précédente	714 523
	Transferts répartitions	629 172
	Fonds concours, dons, legs	1 862 027
	Total net des crédits	2 026 216 071
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 496 258 618
	Variation prévisions dépenses	- 60 317 000
	Reports gestion précédente	38 307 835
	Transferts répartitions	30 760 000
	Fonds concours, dons, legs	5 421 900
	Total net des crédits	25 510 431 353
Total pour le ministère	Crédits initiaux	27 523 608 967
	Variation prévisions dépenses	- 64 657 000
	Reports gestion précédente	39 022 358
	Transferts répartitions	31 389 172
	Fonds concours, dons, legs	7 283 927
	Total net des crédits	27 536 647 424
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail. Emploi		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 995 277 121
	Variation prévisions dépenses	1 922 000
	Reports gestion précédente	5 881 418
	Transferts répartitions	44 284
	Total net des crédits	3 003 124 823
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	46 754 458 921
	Variation prévisions dépenses	- 978 808 791
	Reports gestion précédente	2 733 636 584
	Transferts répartitions	2 998 619 315
	Fonds concours, dons, legs	1 596 194 596
	Total net des crédits	53 104 100 625
Total pour le ministère	Crédits initiaux	49 749 736 042
	Variation prévisions dépenses	- 976 886 791
	Reports gestion précédente	2 739 518 002
	Transferts répartitions	2 998 663 599
	Fonds concours, dons, legs	1 596 194 596
	Total net des crédits	56 107 225 448

ordinaires civiles

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	967 587 987,03			
Rétablissement crédits.....	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes.....	966 239 290,73	•	88 467 228,27	25 900 235
Ordonnances.....	967 587 987,03			
Rétablissement crédits.....	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes.....	966 239 290,73	•	88 467 228,27	25 900 235
Ordonnances.....	1 915 072 894,10			
Rétablissement crédits.....	- 662 225,79			
Dépenses nettes.....	1 914 410 668,31	•	110 498 849,69	1 306 553
Ordonnances.....	24 732 022 391,07			
Rétablissement crédits.....	- 3 098 376,78			
Dépenses nettes.....	24 728 924 014,29	9 267 006,00	737 026 902,71	53 747 442
Ordonnances.....	26 647 095 285,17			
Rétablissement crédits.....	- 3 760 602,57			
Dépenses nettes.....	26 643 334 682,60	9 267 006,00	847 525 752,40	55 053 995
Ordonnances.....	2 904 872 958,72			
Rétablissement crédits.....	- 5 608 302,26			
Dépenses nettes.....	2 899 264 656,46	0,03	98 506 737,57	5 353 429
Ordonnances.....	49 419 405 140,49			
Rétablissement crédits.....	- 22 092 286,74			
Dépenses nettes.....	49 397 312 853,75	1 393 922 669,32	25 069 212,57	5 075 641,228
Ordonnances.....	52 324 278 099,21			
Rétablissement crédits.....	- 27 700 589,00			
Dépenses nettes.....	52 296 577 510,21	1 393 922 669,35	123 575 950,14	5 080 994 657

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Agriculture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	5 344 480 523
	Reports gestion précédente	45 646 017
	Transferts répartitions	- 899 885 299
	Fonds concours, dons, legs	119 782 826
	Total net des crédits	4 609 924 067
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	24 196 965 808
	Variation prévisions dépenses	224 952 000
	Reports gestion précédente	2 788 735 893
	Transferts répartitions	88 423 636
	Fonds concours, dons, legs	679 658 096
	Total net des crédits	27 978 735 432
Total pour le ministère	Crédits initiaux	29 541 446 331
	Variation prévisions dépenses	224 952 000
	Reports gestion précédente	2 834 281 910
	Transferts répartitions	- 811 461 663
	Fonds concours, dons, legs	799 440 221
	Total net des crédits	32 588 659 499
Anciens combattants		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	932 631 612
	Variation prévisions dépenses	- 11 968 400
	Reports gestion précédente	36 552 018
	Transferts répartitions	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs	66 418 558
	Total net des crédits	814 271 544
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 120 173 232
	Variation prévisions dépenses	- 33 931 475
	Reports gestion précédente	6 411 400
	Fonds concours, dons, legs	71 539 596
	Total net des crédits	25 164 192 752
Total pour la ministère	Crédits initiaux	26 052 804 844
	Variation prévisions dépenses	- 45 899 875
	Reports gestion précédente	42 963 418
	Transferts répartitions	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs	137 958 153
	Total net des crédits	25 978 464 296
Commerces et artisanat		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	36 124 165
	Variation prévisions dépenses	- 565 823
	Reports gestion précédente	214 036
	Transferts répartitions	14 809
	Total net des crédits	35 787 187
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	369 137 465
	Variation prévisions dépenses	- 18 256 432
	Reports gestion précédente	13 405 000
	Transferts répartitions	34 315 000
	Total net des crédits	398 601 033
Total pour le ministère	Crédits initiaux	405 261 830
	Variation prévisions dépenses	- 18 822 255
	Reports gestion précédente	13 619 036
	Transferts répartitions	34 329 809
	Total net des crédits	434 388 220
Culture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 252 468 526
	Variation prévisions dépenses	- 45 779 400
	Reports gestion précédente	47 334 972
	Transferts répartitions	- 114 491 755
	Fonds concours, dons, legs	50 172 524
	Total net des crédits	3 189 722 867

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	4 491 033 915,73			
Rétablissem. crédits.....	- 14 753 705,88			
Dépenses nettes.....	4 478 280 209,85	0,02	108 532 595,17	25 111 282
Ordonnancées.....	26 482 878 262,43			
Rétablissem. crédits.....	- 402 223,64			
Dépenses nettes.....	26 482 476 038,79	381 504 014,54	6 669 260,75	1 871 094 147
Ordonnancées.....	30 973 912 178,16			
Rétablissem. crédits.....	- 15 155 929,52			
Dépenses nettes.....	30 958 756 248,64	381 504 014,56	115 201 855,92	1 896 205 409
Ordonnancées.....	756 511 554,04			
Rétablissem. crédits.....	- 20 100 322,37			
Dépenses nettes.....	736 411 231,67	»	27 849 059,33	50 011 253
Ordonnancées.....	24 826 993 959,15			
Rétablissem. crédits.....	- 5 486 815,51			
Dépenses nettes.....	24 821 507 143,64	67 685 748,03	404 628 017,39	5 743 339
Ordonnancées.....	25 583 505 513,19			
Rétablissem. crédits.....	- 25 587 137,88			
Dépenses nettes.....	25 557 918 375,31	67 685 748,03	432 477 076,72	55 754 592
Ordonnancées.....	29 943 476,22			
Rétablissem. crédits.....	- 18 640,28			
Dépenses nettes.....	29 924 835,94	»	5 682 661,06	179 690
Ordonnancées.....	390 065 902,40			
Rétablissem. crédits.....	- 230 000,00			
Dépenses nettes.....	389 835 902,40	»	2 313 930,60	6 451 200
Ordonnancées.....	420 009 378,62			
Rétablissem. crédits.....	- 248 640,28			
Dépenses nettes.....	419 760 738,34	»	7 996 591,66	6 630 890
Ordonnancées.....	3 004 128 465,34			
Rétablissem. crédits.....	- 2 465 481,40			
Dépenses nettes.....	3 001 642 983,94	357 484,45	137 622 669,51	50 814 698

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	2 498 146 319
	Variation prévisions dépenses.....	- 62 860 000
	Reports gestion précédente.....	1 146 771
	Transferts répartitions.....	285 000
	Total net des crédits.....	2 436 718 090
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	5 750 632 845
	Variation prévisions dépenses.....	- 108 639 400
	Reports gestion précédente.....	48 481 743
	Transferts répartitions.....	- 114 206 755
	Fonds concours, dons, legs.....	50 172 524
Total net des crédits.....	5 626 440 957	
Départements et territoires d'outre-mer		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	496 153 813
	Variation prévisions dépenses.....	7 311 470
	Reports gestion précédente.....	582 170
	Transferts répartitions.....	734 226
	Total net des crédits.....	504 781 679
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	496 153 813
	Variation prévisions dépenses.....	7 311 470
	Reports gestion précédente.....	582 170
	Transferts répartitions.....	734 226
	Total net des crédits.....	504 781 679
Départements d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	156 917 593
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 715 000
	Reports gestion précédente.....	1 548 461
	Transferts répartitions.....	9 008 167
	Fonds concours, dons, legs.....	44 256 669
Total net des crédits.....	202 015 890	
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	156 917 593
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 715 000
	Reports gestion précédente.....	1 548 461
	Transferts répartitions.....	9 008 167
	Fonds concours, dons, legs.....	44 256 669
Total net des crédits.....	202 015 890	
Territoires d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	185 433 679
	Variation prévisions dépenses.....	52 070 000
	Reports gestion précédente.....	364 825
	Transferts répartitions.....	16 880 000
	Total net des crédits.....	254 748 304
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	185 433 679
	Variation prévisions dépenses.....	52 070 000
	Reports gestion précédente.....	364 825
	Transferts répartitions.....	16 880 000
	Total net des crédits.....	254 748 304
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre I. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	Crédits initiaux.....	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses.....	19 977 600 000
	Transferts répartitions.....	- 29 800 000
	Total net des crédits.....	163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics.....	Crédits initiaux.....	2 587 954 000
	Transferts répartitions.....	1 000 000
	Total net des crédits.....	2 588 954 000

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	2 436 377 568,43			
Rétablissements crédits.....	- 34 000,00			
Dépenses nettes.....	2 436 343 568,43	31 175 010,00	21 449 180,57	10 100 351
Ordonnances.....	5 440 506 033,77			
Rétablissements crédits.....	- 2 519 481,40			
Dépenses nettes.....	5 437 986 552,37	31 532 494,45	159 071 850,08	60 915 049
Ordonnances.....	476 445 287,93			
Rétablissements crédits.....	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes.....	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnances.....	476 445 287,93			
Rétablissements crédits.....	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes.....	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnances.....	201 265 272,90			
Dépenses nettes.....	201 265 272,90	»	150 617,10	600 000
Ordonnances.....	201 265 272,90			
Dépenses nettes.....	201 265 272,90	»	150 617,10	600 000
Ordonnances.....	251 698 165,83			
Rétablissements crédits.....	- 245 551,46			
Dépenses nettes.....	251 452 614,37	»	1 215 689,63	2 080 000
Ordonnances.....	251 698 165,83			
Rétablissements crédits.....	- 245 551,46			
Dépenses nettes.....	251 452 614,37	»	1 215 689,63	2 080 000
Ordonnances.....	172 587 881 189,34			
Rétablissements crédits.....	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes.....	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnances.....	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes.....	2 588 954 000,00	»	»	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	45 433 011 308
	Variation prévisions dépenses.....	427 274 000
	Transferts répartitions.....	61 777 010 598
	Fonds concours, dons, legs.....	10 375 602 470
	Total net des crédits.....	118 012 898 376
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	68 798 997 351
	Variation prévisions dépenses.....	1 414 390 000
	Reports gestion précédente.....	2 738 372 461
	Transferts répartitions.....	9 817 571 904
	Fonds concours, dons, legs.....	3 379 778 359
Total net des crédits.....	86 149 110 075	
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	260 392 706 811
	Variation prévisions dépenses.....	21 819 264 000
	Reports gestion précédente.....	2 738 372 461
	Transferts répartitions.....	71 565 782 502
	Fonds concours, dons, legs.....	13 755 380 829
Total net des crédits.....	370 271 506 603	
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	28 554 033 154
	Variation prévisions dépenses.....	5 794 500
	Reports gestion précédente.....	152 229 056
	Transferts répartitions.....	- 4 896 838 149
	Fonds concours, dons, legs.....	5 078 504 834
Total net des crédits.....	28 893 723 395	
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	427 798 146
	Variation prévisions dépenses.....	14 770 000
	Reports gestion précédente.....	82 428 398
	Transferts répartitions.....	4 490 000
	Total net des crédits.....	499 946 544
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	28 981 831 300
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 975 500
	Reports gestion précédente.....	234 657 454
	Transferts répartitions.....	- 4 892 348 149
	Fonds concours, dons, legs.....	5 078 504 834
Total net des crédits.....	29 393 669 939	
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	123 194 939 193
	Variation prévisions dépenses.....	- 6 092 170
	Reports gestion précédente.....	13 300 396
	Transferts répartitions.....	- 15 781 576 939
	Fonds concours, dons, legs.....	195 961 154
Total net des crédits.....	107 616 531 634	
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	23 697 202 056
	Variation prévisions dépenses.....	24 954 500
	Reports gestion précédente.....	219 687 973
	Transferts répartitions.....	47 486 460
	Total net des crédits.....	23 989 330 989
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	146 892 141 249
	Variation prévisions dépenses.....	18 862 330
	Reports gestion précédente.....	232 988 369
	Transferts répartitions.....	- 15 734 090 479
	Fonds concours, dons, legs.....	195 961 154
Total net des crédits.....	131 605 862 623	

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	117 993 187 542,22			
Rétablissement crédits	- 1 695 922,19			
Dépenses nettes	117 991 491 620,03	386 407 574,33	407 814 330,30	
Ordonnances	74 732 886 169,58			
Dépenses nettes	74 732 886 169,58	2 019 702 527,75	149 330 673,17	13 286 595 760
Ordonnances	367 902 708 901,14			
Rétablissement crédits	- 245 383 801,75			
Dépenses nettes	367 657 325 099,39	12 283 019 505,62	1 610 605 249,23	13 286 595 760
Ordonnances	28 647 596 782,37			
Rétablissement crédits	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes	28 474 388 446,86	27 828 003,21	289 596 817,35	157 564 134
Ordonnances	433 030 219,12			
Dépenses nettes	433 030 219,12	36 977,21	10 088,09	86 943 214
Ordonnances	29 080 627 001,49			
Rétablissement crédits	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes	28 907 418 665,98	27 862 980,42	289 806 905,44	224 507 348
Ordonnances	107 575 950 353,42			
Rétablissement crédits	- 94 102 979,29			
Dépenses nettes	107 481 847 374,13	2 990,87	91 514 749,74	43 172 501
Ordonnances	23 808 166 665,10			
Rétablissement crédits	- 1 698 182,45			
Dépenses nettes	23 806 468 482,65	0,02	5 041 487,37	177 821 019
Ordonnances	131 384 117 018,52			
Rétablissement crédits	- 95 801 161,74			
Dépenses nettes	131 286 315 856,78	2 990,89	96 556 237,11	220 983 520

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	15 280 159 152
	Variation prévisions dépenses.....	- 17 270 000
	Reports gestion précédente.....	37 603
	Transferts répartitions.....	141 635 978
	Fonds concours, dons, legs.....	4 847 907
	Total net des crédits.....	15 409 410 640
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	2 224 205 135
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 600 000
	Reports gestion précédente.....	81 792
	Transferts répartitions.....	- 34 750 000
	Fonds concours, dons, legs.....	1 539 612
	Total net des crédits.....	2 182 476 539
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	17 504 364 287
	Variation prévisions dépenses.....	- 25 870 000
	Reports gestion précédente.....	119 395
	Transferts répartitions.....	106 885 978
	Fonds concours, dons, legs.....	6 387 519
	Total net des crédits.....	17 591 887 179
Environnement et qualité de la vie		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	260 842 784
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 530 117
	Reports gestion précédente.....	3 226 620
	Transferts répartitions.....	- 92 840 352
	Fonds concours, dons, legs.....	4 741 953
	Total net des crédits.....	173 440 888
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	79 980 165
	Variation prévisions dépenses.....	- 857 884
	Reports gestion précédente.....	1 306 045
	Transferts répartitions.....	31 422 000
	Total net des crédits.....	111 850 326
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	340 822 949
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 388 001
	Reports gestion précédente.....	4 532 665
	Transferts répartitions.....	- 61 418 352
	Fonds concours, dons, legs.....	4 741 953
	Total net des crédits.....	285 291 214
Industrie et recherche		
I. - Section commune		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses.....	27 887 485
	Reports gestion précédente.....	16 906 932
	Transferts répartitions.....	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs.....	431 184 593
	Total net des crédits.....	1 488 311 475
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses.....	27 887 485
	Reports gestion précédente.....	16 906 932
	Transferts répartitions.....	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs.....	431 184 593
	Total net des crédits.....	1 488 311 475
Industrie et recherche		
II. - Industrie		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	16 382 800
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 018 000
	Total net des crédits.....	13 364 800

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	15 360 544 226,49			
Rétablissementements crédits.....	- 5 315 177,27			
Dépenses nettes.....	15 355 229 049,22	835,98	51 529 404,76	2 653 022
Ordonnancées.....	2 167 221 788,09			
Rétablissementements crédits.....	- 7 201 917,27			
Dépenses nettes.....	2 159 419 870,82	»	400 386 ,18	22 656 282
Ordonnancées.....	17 527 766 014,58			
Rétablissementements crédits.....	- 13 117 094,54			
Dépenses nettes.....	17 514 648 920,04	835,98	51 929 790,94	25 309 304
Ordonnancées.....	166 484 556,03			
Rétablissementements crédits.....	- 39 740,36			
Dépenses nettes.....	166 444 815,67	»	3 983 117,33	3 012 955
Ordonnancées.....	111 612 226,33			
Dépenses nettes.....	111 612 226,33	»	238 099,67	»
Ordonnancées.....	278 096 782,36			
Rétablissementements crédits.....	- 39 740,36			
Dépenses nettes.....	278 057 042,00	»	4 221 217,00	3 012 955
Ordonnancées.....	1 397 200 071,49			
Rétablissementements crédits.....	- 7 372 240,79			
Dépenses nettes.....	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnancées.....	1 397 200 071,49			
Rétablissementements crédits.....	- 7 372 240,79			
Dépenses nettes.....	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnancées.....	13 364 800,00			
Dépenses nettes.....	13 364 800,00	»	»	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	8 112 962 117
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 267 780 000
	Reports gestion précédente.....	17 118 875
	Transferts répartitions.....	209 821 903
	Fonds concours, dons, legs.....	255 680
	Total net des crédits.....	7 072 378 575
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	8 129 344 917
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 270 798 000
	Reports gestion précédente.....	17 118 875
	Transferts répartitions.....	209 821 903
	Fonds concours, dons, legs.....	255 680
	Total net des crédits.....	7 085 743 375
Industrie et recherche		
III. - Recherche		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	14 324 953 386
	Variation prévisions dépenses.....	- 303 764 000
	Total net des crédits.....	14 021 189 386
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	511 966 345
	Variation prévisions dépenses.....	23 024 021
	Reports gestion précédente.....	5 000 000
	Total net des crédits.....	539 990 366
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	14 836 919 731
	Variation prévisions dépenses.....	- 280 739 979
	Reports gestion précédente.....	5 000 000
	Total net des crédits.....	14 561 179 752
Intérieur et décentralisation		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	26 128 448 398
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 620 963
	Reports gestion précédente.....	294 227 438
	Transferts répartitions.....	- 5 618 688 009
	Fonds concours, dons, legs.....	24 733 223
	Total net des crédits.....	20 818 100 087
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	11 670 488 524
	Variation prévisions dépenses.....	1 356 631 752
	Reports gestion précédente.....	3 268 169
	Transferts répartitions.....	5 355 000
	Total net des crédits.....	13 035 743 445
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	37 798 936 922
	Variation prévisions dépenses.....	1 346 010 789
	Reports gestion précédente.....	297 495 607
	Transferts répartitions.....	- 5 613 333 009
	Fonds concours, dons, legs.....	24 733 223
	Total net des crédits.....	33 853 843 532
Justice		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	8 963 835 417
	Variation prévisions dépenses.....	154 215 000
	Reports gestion précédente.....	11 216 756
	Transferts répartitions.....	- 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs.....	27 595 722
	Total net des crédits.....	8 152 898 346
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	900 170 356
	Variation prévisions dépenses.....	- 134 502 020
	Reports gestion précédente.....	253 824 719
	Total net des crédits.....	1 019 493 055
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	9 864 005 773
	Variation prévisions dépenses.....	19 712 980
	Reports gestion précédente.....	265 041 475
	Transferts répartitions.....	- 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs.....	27 595 722
	Total net des crédits.....	9 172 391 401

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	6 501 519 241,99			
Dépenses nettes.....	6 501 518 241,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnances.....	6 514 883 041,99			
Dépenses nettes.....	6 514 883 041,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnances.....	13 983 531 591,00			
Dépenses nettes.....	13 983 531 581,00	»	37 657 805,00	»
Ordonnances.....	520 549 861,09			
Dépenses nettes.....	520 549 861,09	»	14 040 504,91	5 400 000
Ordonnances.....	14 504 081 442,09			
Dépenses nettes.....	14 504 081 442,09	»	51 698 309,91	5 400 000
Ordonnances.....	20 320 018 588,46			
Rétablissement crédits.....	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes.....	20 313 060 213,94	0,01	380 834 751,07	124 205 122
Ordonnances.....	12 909 742 104,04			
Dépenses nettes.....	12 909 742 104,04	»	13 950 617,96	112 050 723
Ordonnances.....	33 229 760 692,50			
Rétablissement crédits.....	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes.....	33 222 802 317,98	0,01	394 785 369,03	236 255 845
Ordonnances.....	8 053 741 917,91			
Rétablissement crédits.....	- 9 229 168,56			
Dépenses nettes.....	8 044 512 749,35	58 958 133,52	148 882 317,07	18 461 413
Ordonnances.....	757 854 714,96			
Rétablissement crédits.....	- 130 958,00			
Dépenses nettes.....	757 723 756,96	»	0,04	261 769 298
Ordonnances.....	8 811 596 632,87			
Rétablissement crédits.....	- 9 360 126,56			
Dépenses nettes.....	8 802 236 506,31	58 958 133,42	148 882 317,11	280 230,711

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Mer		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	483 257 217
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 401 874
	Reports gestion précédente.....	837 293
	Transferts répartitions.....	- 7 374 773
	Fonds concours, dons, legs.....	13 925 034
	Total net des crédits.....	486 242 897
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	4 198 820 818
	Variation prévisions dépenses.....	- 24 196 000
	Reports gestion précédente.....	46 337 196
	Transferts répartitions.....	8 724 083
	Total net des crédits.....	4 229 686 097
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	4 682 078 035
	Variation prévisions dépenses.....	- 28 597 874
	Reports gestion précédente.....	47 174 489
	Transferts répartitions.....	1 349 310
	Fonds concours, dons, legs.....	13 925 034
	Total net des crédits.....	4 715 928 994
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	4 557 555 881
	Variation prévisions dépenses.....	53 245 046
	Reports gestion précédente.....	77 881 848
	Transferts répartitions.....	- 81 244 445
	Fonds concours, dons, legs.....	278 783
	Total net des crédits.....	4 612 717 113
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	4 300 466 656
	Variation prévisions dépenses.....	- 65 522 002
	Reports gestion précédente.....	20 671 068
	Transferts répartitions.....	37 762 985
	Fonds concours, dons, legs.....	64 602 658
	Total net des crédits.....	4 357 981 365
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	8 858 022 537
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 276 956
	Reports gestion précédente.....	98 552 916
	Transferts répartitions.....	- 43 481 460
	Fonds concours, dons, legs.....	64 881 441
	Total net des crédits.....	8 970 698 478
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	177 336 798
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 330 000
	Transferts répartitions.....	838 953
	Total net des crédits.....	176 845 751
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	4 998 291 818
	Variation prévisions dépenses.....	- 125 752 000
	Reports gestion précédente.....	114 638 759
	Transferts répartitions.....	152 668 491
	Fonds concours, dons, legs.....	948 977 782
	Total net des crédits.....	6 088 824 850
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	5 175 628 616
	Variation prévisions dépenses.....	- 127 082 000
	Reports gestion précédente.....	114 638 759
	Transferts répartitions.....	153 507 444
	Fonds concours, dons, legs.....	948 977 782
	Total net des crédits.....	6 265 670 601

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	475 309 153,84			
Rétablissement crédits.....	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes.....	465 280 422,18	»	20 128 172,82	834 302
Ordonnances.....	4 203 817 236,18			
Dépenses nettes.....	4 203 817 236,18	»	18 353 469,82	7 515 391
Ordonnances.....	4 679 126 390,02			
Rétablissement crédits.....	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes.....	4 669 097 658,36	»	38 481 642,64	8 349 693
Ordonnances.....	4 455 379 267,35			
Rétablissement crédits.....	- 14 795 079,83			
Dépenses nettes.....	4 440 584 187,52	»	75 791 697,48	96 341 228
Ordonnances.....	4 301 975 427,86			
Rétablissement crédits.....	- 7 391 640,59			
Dépenses nettes.....	4 294 583 787,27	»	7 967 730,73	55 429 847
Ordonnances.....	8 757 354 695,21			
Rétablissement crédits.....	- 22 186 720,42			
Dépenses nettes.....	8 735 167 974,79	»	83 759 428,21	151 771 075
Ordonnances.....	158 789 399,69			
Rétablissement crédits.....	- 303 345,50			
Dépenses nettes.....	158 486 054,19	0,07	18 359 696,88	»
Ordonnances.....	5 773 130 187,49			
Rétablissement crédits.....	- 3 977 067,35			
Dépenses nettes.....	5 769 153 120,14	»	13 734 804,86	305 936 925
Ordonnances.....	5 931 919 587,18			
Rétablissement crédits.....	- 4 280 412,85			
Dépenses nettes.....	5 927 639 174,33	0,07	32 094 501,74	305 936 925

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre III - Moyens des services	Crédits initiaux	1 866 972 221
	Variation prévisions dépenses	6 887 520
	Reports gestion précédente	11 572 419
	Transferts répartitions	- 244 672 785
	Fonds concours, dons, legs	29 262 136
	Total net des crédits	1 670 021 511
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	10 407 087 713
	Variation prévisions dépenses	25 772 534
	Reports gestion précédente	639 653 113
	Transferts répartitions	- 2 838 177 127
	Fonds concours, dons, legs	287 585 313
	Total net des crédits	8 521 921 546
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 274 059 934
	Variation prévisions dépenses	32 660 054
	Reports gestion précédente	651 225 532
	Transferts répartitions	- 3 082 849 912
	Fonds concours, dons, legs	316 847 449
	Total net des crédits	10 191 943 057
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre III. - Moyens de services	Crédits initiaux	39 363 074
	Variation prévisions dépenses	- 506 368
	Reports gestion précédente	119 223
	Transferts répartitions	638 346
	Total net des crédits	39 614 275
Total pour le ministère	Crédits initiaux	39 363 074
	Variation prévisions dépenses	- 506 368
	Reports gestion précédente	119 223
	Transferts répartitions	638 346
	Total net des crédits	39 614 275
Conseil économique et social		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	105 630 647
	Transferts répartitions	3 333 803
	Total net des crédits	108 964 450
Total pour le ministère	Crédits initiaux	105 630 647
	Transferts répartitions	3 333 803
	Total net des crédits	108 964 450
Commissariat général du Plan		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	85 328 764
	Variation prévisions dépenses	- 928 000
	Reports gestion précédente	48 214
	Transferts répartitions	332 354
	Fonds concours, dons, legs	328 500
	Total net des crédits	85 109 832
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	34 021 411
	Variation prévisions dépenses	- 196 259
	Total net des crédits	33 825 152
Total pour le ministère	Crédits initiaux	119 350 175
	Variation prévisions dépenses	- 1 124 259
	Reports gestion précédente	48 214
	Transferts répartitions	332 354
	Fonds concours, dons, legs	328 500
	Total net des crédits	118 934 984

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 644 671 290,97			
Rétablissements crédits.....	- 27 710 693,71			
Dépenses nettes.....	1 616 960 597,26	137 536,11	36 471 904,85	16 726 545
Ordonnances.....	7 562 103 582,26			
Rétablissements crédits.....	- 23 535 600,00			
Dépenses nettes.....	7 538 567 982,26	»	12 071 732,74	971 281 831
Ordonnances.....	9 206 774 873,23			
Rétablissements crédits.....	- 51 246 293,71			
Dépenses nettes.....	9 155 528 579,52	137 536,11	48 543 637,59	988 008 376
Ordonnances.....	39 500 587,09			
Rétablissements crédits.....	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes.....	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnances.....	39 500 587,09			
Rétablissements crédits.....	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes.....	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnances.....	108 509 450,00			
Dépenses nettes.....	108 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnances.....	108 509 450,00			
Dépenses nettes.....	108 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnances.....	75 394 115,71			
Rétablissements crédits.....	- 291 708,07			
Dépenses nettes.....	75 102 407,64	199,87	8 709 414,23	1 298 210
Ordonnances.....	33 915 211,70			
Rétablissements crédits.....	- 114 020,00			
Dépenses nettes.....	33 801 191,70	»	23 960,30	»
Ordonnances.....	109 309 327,41			
Rétablissements crédits.....	- 405 728,07			
Dépenses nettes.....	108 903 599,34	199,87	8 733 374,53	1 298 210

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Aménagement du territoire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	44 767 893
	Variation prévisions dépenses	- 22 662
	Reports gestion précédente	144 932
	Transferts répartitions	505 570
	Total net des crédits	45 395 733
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	48 363 395
	Variation prévisions dépenses	- 1 209 085
	Transferts répartitions	113 416 827
	Total net des crédits	160 571 137
Total pour le ministère	Crédits initiaux	93 131 288
	Variation prévisions dépenses	- 1 231 747
	Reports gestion précédente	144 932
	Transferts répartitions	113 922 397
	Total net des crédits	205 966 870
Economie sociale		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 930 672
	Variation prévisions dépenses	- 63 840
	Total net des crédits	3 866 832
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	8 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 200 000
	Transferts répartitions	1 431 000
	Total net des crédits	9 231 000
Total pour le ministère	Crédits initiaux	11 930 672
	Variation prévisions dépenses	- 263 840
	Transferts répartitions	1 431 000
	Total net des crédits	13 097 832
Temps libre, jeunesse et sports		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 307 893 113
	Variation prévisions dépenses	- 6 960 000
	Reports gestion précédente	1 081 323
	Transferts répartitions	- 284 867
	Total net des crédits	1 301 729 569
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	629 440 610
	Variation prévisions dépenses	- 15 747 000
	Transferts répartitions	31 386 877
	Total net des crédits	645 080 487
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 937 333 723
	Variation prévisions dépenses	- 22 707 000
	Reports gestion précédente	1 081 323
	Transferts répartitions	31 102 010
	Total net des crédits	1 946 810 056
Tourisme		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	154 434 773
	Variation prévisions dépenses	2 841 670
	Transferts répartitions	- 443 146
	Total net des crédits	156 833 297
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	42 151 061
	Variation prévisions dépenses	1 093 000
	Transferts répartitions	37 455 000
	Total net des crédits	80 699 061
Total pour le ministère	Crédits initiaux	196 585 834
	Variation prévisions dépenses	3 934 670
	Transferts répartitions	37 011 854
	Total net des crédits	237 532 358

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	38 995 703,99			
Rétablissements crédits	- 311 789,17			
Dépenses nettes	38 683 914,82	»	6 711 818,18	»
Ordonnances	158 267 043,44			
Rétablissements crédits	- 603,63			
Dépenses nettes	158 266 439,81	»	0,19	2 304 697
Ordonnances	197 262 747,43			
Rétablissements crédits	- 312 392,80			
Dépenses nettes	196 950 354,63	»	6 711 818,37	2 304 697
Ordonnances	3 031 498,97			
Dépenses nettes	3 031 498,97	»	652 553,03	182 780
Ordonnances	9 166 000,00			
Dépenses nettes	9 166 000,00	»	58 000,00	7 000
Ordonnances	12 197 498,97			
Dépenses nettes	12 197 498,97	»	710 553,03	189 780
Ordonnances	1 173 782 561,14			
Rétablissements crédits	- 78 162,36			
Dépenses nettes	1 173 704 398,78	»	128 024 661,22	509
Ordonnances	642 865 395,72			
Rétablissements crédits	- 1 138 128,00			
Dépenses nettes	641 727 267,72	»	2 927 219,28	426 000
Ordonnances	1 816 647 956,86			
Rétablissements crédits	- 1 216 290,36			
Dépenses nettes	1 815 431 666,50	»	130 951 880,50	426 509
Ordonnances	149 888 713,99			
Rétablissements crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	149 521 614,43	»	7 086 585,57	225 097
Ordonnances	79 316 082,00			
Dépenses nettes	79 316 082,00	»	32 979,00	1 350 000
Ordonnances	229 204 795,99			
Rétablissements crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	228 837 696,43	»	7 119 564,57	1 575 097

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	719 761 138
	Variation prévisions dépenses	- 9 240 214
	Reports gestion précédente	1 497 043
	Transferts répartitions	- 435 761 195
	Fonds concours, dons, legs	972 799
	Total net des crédits	227 249 571
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	637 140 000
	Variation prévisions dépenses	6 630 000
	Reports gestion précédente	5 847 548
	Total net des crédits	649 617 548
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 356 921 138
	Variation prévisions dépenses	- 2 610 214
	Reports gestion précédente	7 344 591
	Transferts répartitions	- 485 761 195
	Fonds concours, dons, legs	972 799
	Total net des crédits	876 867 119
Transports		
Aviation civile		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 879 934 629
	Variation prévisions dépenses	- 9 585 360
	Reports gestion précédente	8 609 345
	Transferts répartitions	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs	108 683 510
	Total net des crédits	1 792 537 332
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	241 497 797
	Variation prévisions dépenses	- 51 751 196
	Total net des crédits	189 746 601
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 121 432 426
	Variation prévisions dépenses	- 60 336 556
	Reports gestion précédente	8 609 345
	Transferts répartitions	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs	108 683 510
	Total net des crédits	1 982 283 933
Transports		
Transports intérieurs		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 187 634 507
	Variation prévisions dépenses	- 219 242 257
	Reports gestion précédente	158 412 426
	Transferts répartitions	- 85 962 868
	Fonds concours, dons, legs	406 970 153
	Total net des crédits	2 447 811 961
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	36 151 830 041
	Variation prévisions dépenses	- 237 333 190
	Reports gestion précédente	140 408 000
	Transferts répartitions	932 194 800
	Total net des crédits	36 987 099 651
Total pour le ministère	Crédits initiaux	38 339 464 548
	Variation prévisions dépenses	- 456 575 447
	Reports gestion précédente	298 820 426
	Transferts répartitions	846 231 932
	Fonds concours, dons, legs	406 970 153
	Total net des crédits	39 434 911 612

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS a demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	222 686 208,01			
Rétablissement crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	222 014 108,91	7 109 155,90	10 754 446,99	1 590 171
Ordonnances	643 791 345,77			
Dépenses nettes	643 791 345,77	,	3 500,23	5 822 702
Ordonnances	866 477 553,78			
Rétablissement crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	865 805 454,68	7 109 155,90	10 757 947,22	7 412 873
Ordonnances	1 748 551 241,72			
Rétablissement crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 719 890 753,51	,	63 814 963,49	8 831 615
Ordonnances	188 646 601,00			
Dépenses nettes	188 646 601,00	,	1 100 000,00	,
Ordonnances	1 937 197 842,72			
Rétablissement crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 908 537 354,51	,	64 914 963,49	8 831 615
Ordonnances	2 344 411 452,64			
Rétablissement crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	2 245 516 516,50	,	32 862 079,50	169 433 365
Ordonnances	36 986 527 797,85			
Dépenses nettes	36 986 527 797,85	,	71 853,15	500 000
Ordonnances	39 330 939 250,49			
Rétablissement crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	39 232 044 314,35	,	32 933 932,65	169 933 365

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Météorologie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	505 939 159
	Variation prévisions dépenses	- 3 412 877
	Reports gestion précédente	14 368 769
	Transferts répartitions	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs	61 052 384
	Total net des crédits	586 234 410
Total pour le ministère	Crédits initiaux	505 939 159
	Variation prévisions dépenses	- 3 412 877
	Reports gestion précédente	14 368 769
	Transferts répartitions	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs	61 052 384
	Total net des crédits	586 234 410
Urbanisme et logement		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	12 524 907 364
	Variation prévisions dépenses	58 358 249
	Reports gestion précédente	27 825 819
	Transferts répartitions	- 2 230 379 453
	Fonds concours, dons, legs	1 085 894 033
	Total net des crédits	11 466 606 012
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	12 593 775 359
	Variation prévisions dépenses	- 336 277 897
	Reports gestion précédente	251 175 733
	Transferts répartitions	45 144 000
	Fonds concours, dons, legs	10 330
	Total net des crédits	12 553 827 525
Total pour le ministère	Crédits initiaux	25 118 682 723
	Variation prévisions dépenses	- 277 919 648
	Reports gestion précédente	279 001 552
	Transferts répartitions	- 2 185 235 453
	Fonds concours, dons, legs	1 085 904 363
	Total net des crédits	24 020 433 537
RECAPITULATION		
Titre 1 ^{er} . - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre I)	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre II)	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 060 606 754

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	564 615 515,55			
Retablissements crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29		20 462 714,71	9 162 463
Ordonnances	564 615 515,55			
Retablissements crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29		20 462 714,71	9 162 463
Ordonnances	11 374 519 100,61			
Retablissements crédits	- 283 302 342,47			
Dépenses nettes	11 091 216 758,14	86 538,06	343 812 011,92	31 663 780
Ordonnances	12 543 829 735,35			
Retablissements crédits	- 27 762,00			
Dépenses nettes	12 543 801 973,35		974 435,65	9 051 116
Ordonnances	23 918 348 835,96			
Retablissements crédits	- 283 330 104,47			
Dépenses nettes	23 635 018 731,49	86 538,06	344 786 447,57	40 714 896
Ordonnances	172 587 681 189,34			
Retablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	
Ordonnances	172 587 681 189,34			
Retablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	
Ordonnances	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00			
Ordonnances	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00			
Ordonnances	967 587 987,03			
Retablissements crédits	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes	968 239 290,73		88 467 228,27	25 900 235

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité	Crédits initiaux.....	2 027 350 349
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 340 000
	Reports gestion précédente.....	714 523
	Transferts répartitions.....	629 172
	Fonds concours, dons, legs.....	1 862 027
	Total net des crédits.....	2 026 216 071
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail Emploi	Crédits initiaux.....	2 995 277 121
	Variation prévisions dépenses.....	1 922 000
	Reports gestion précédente.....	5 881 418
	Transferts répartitions.....	44 284
	Total net des crédits.....	3 003 124 823
Agriculture	Crédits initiaux.....	5 344 480 523
	Reports gestion précédente.....	45 546 017
	Transferts répartitions.....	- 899 885 299
	Fonds concours, dons, legs.....	119 782 826
	Total net des crédits.....	4 609 924 067
Anciens combattants	Crédits initiaux.....	932 631 612
	Variation prévisions dépenses.....	- 11 968 400
	Reports gestion précédente.....	36 552 018
	Transferts répartitions.....	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs.....	66 418 558
	Total net des crédits.....	814 271 544
Commerce et artisanat	Crédits initiaux.....	36 124 165
	Variation prévisions dépenses.....	- 565 823
	Reports gestion précédente.....	214 036
	Transferts répartitions.....	14 809
	Total net des crédits.....	35 787 187
Culture	Crédits initiaux.....	3 252 486 526
	Variation prévisions dépenses.....	- 45 779 400
	Reports gestion précédente.....	47 334 972
	Transferts répartitions.....	- 114 491 755
	Fonds concours, dons, legs.....	50 172 524
	Total net des crédits.....	3 189 722 867
Départements territoriaux d'outre-mer. - Section commune	Crédits initiaux.....	496 153 813
	Variation prévisions dépenses.....	7 311 470
	Reports gestion précédente.....	582 170
	Transferts répartitions.....	734 226
	Total net des crédits.....	504 781 679
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux.....	45 433 011 308
	Variation prévisions dépenses.....	427 274 000
	Transferts répartitions.....	61 777 010 598
	Fonds concours, dons, legs.....	10 375 602 470
	Total net des crédits.....	118 012 898 376
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux.....	28 554 033 154
	Variation prévisions dépenses.....	5 794 500
	Reports gestion précédente.....	152 229 056
	Transferts répartitions.....	- 4 896 838 149
	Fonds concours, dons, legs.....	5 078 504 834
	Total net des crédits.....	28 893 723 395
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux.....	123 194 939 193
	Variation prévisions dépenses.....	- 6 092 170
	Reports gestion précédente.....	13 300 396
	Transferts répartitions.....	- 15 781 576 939
	Fonds concours, dons, legs.....	195 961 154
	Total net des crédits.....	107 616 531 634

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 915 072 894,10			
Rétablissements crédits.....	- 562 225,79			
Dépenses nettes.....	1 914 410 668,31	»	110 498 849,69	1 306 553
Ordonnances.....	2 904 872 958,72			
Rétablissements crédits.....	- 5 608 302,26			
Dépenses nettes.....	2 899 264 656,46	0,03	98 506 737,57	5 353 429
Ordonnances.....	4 491 033 915,73			
Rétablissements crédits.....	- 14 753 705,88			
Dépenses nettes.....	4 476 280 209,85	0,02	108 532 595,17	25 111 262
Ordonnances.....	756 511 554,04			
Rétablissements crédits.....	- 20 100 322,37			
Dépenses nettes.....	736 411 231,67	»	27 849 059,33	50 011 253
Ordonnances.....	29 943 476,22			
Rétablissements crédits.....	- 18 640,28			
Dépenses nettes.....	29 924 835,94	»	5 682 661,06	179 690
Ordonnances.....	3 004 128 465,34			
Rétablissements crédits.....	- 2 485 451,40			
Dépenses nettes.....	3 001 642 983,94	357 484,45	137 622 669,51	50 814 698
Ordonnances.....	476 445 267,93			
Rétablissements crédits.....	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes.....	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnances.....	117 993 187 542,22			
Rétablissements crédits.....	- 1 695 922,19			
Dépenses nettes.....	117 991 491 620,03	386 407 574,33	407 814 330,30	»
Ordonnances.....	28 647 596 782,37			
Rétablissements crédits.....	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes.....	28 474 388 446,86	27 826 003,21	289 596 817,35	157 564 134
Ordonnances.....	107 575 950 353,42			
Rétablissements crédits.....	- 94 102 979,29			
Dépenses nettes.....	107 481 847 374,13	2 990,87	91 514 749,74	43 172 501

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	15 280 159 152
	Variation prévisions dépenses.....	- 17 270 000
	Reports gestion précédente.....	37 603
	Transferts répartitions.....	141 635 978
	Fonds concours, dons, legs.....	4 847 907
	Total net des crédits.....	15 409 410 640
Environnement et qualité de la vie.....	Crédits initiaux.....	260 842 784
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 530 117
	Reports gestion précédente.....	3 226 620
	Transferts répartitions.....	- 92 840 352
	Fonds concours, dons, legs.....	4 741 953
	Total net des crédits.....	173 440 888
Industrie et recherche. I. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses.....	27 887 485
	Reports gestion précédente.....	16 906 932
	Transferts répartitions.....	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs.....	431 184 593
	Total net des crédits.....	1 488 311 475
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	Crédits initiaux.....	16 382 800
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 018 000
	Total net des crédits.....	13 364 800
Industrie et recherche. III. - Recherche.....	Crédits initiaux.....	14 324 953 386
	Variation prévisions dépenses.....	- 303 764 000
	Total net des crédits.....	14 021 189 386
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	26 128 448 398
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 620 963
	Reports gestion précédente.....	294 227 438
	Transferts répartitions.....	- 5 618 688 009
	Fonds concours, dons, legs.....	24 733 223
	Total net des crédits.....	20 818 100 087
Justice.....	Crédits initiaux.....	8 963 835 417
	Variation prévisions dépenses.....	154 215 000
	Reports gestion précédente.....	11 218 756
	Transferts répartitions.....	- 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs.....	27 595 722
	Total net des crédits.....	8 152 898 346
Mer.....	Crédits initiaux.....	483 257 217
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 401 874
	Reports gestion précédente.....	837 293
	Transferts répartitions.....	- 7 374 773
	Fonds concours, dons, legs.....	13 925 034
	Total net des crédits.....	486 242 897
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	4 557 555 881
	Variation prévisions dépenses.....	58 245 046
	Reports gestion précédente.....	77 881 848
	Transferts répartitions.....	- 81 244 445
	Fonds concours, dons, legs.....	278 783
	Total net des crédits.....	4 612 717 113
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	177 336 798
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 330 000
	Transferts répartitions.....	838 953
	Total net des crédits.....	176 845 751
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	1 866 972 221
	Variation prévisions dépenses.....	6 887 520
	Reports gestion précédente.....	11 572 419
	Transferts répartitions.....	- 244 672 785
	Fonds concours, dons, legs.....	29 282 136
	Total net des crédits.....	1 670 021 511

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	15 360 544 226,49			
Rétablissement crédits	- 5 315 177,27			
Dépenses nettes	15 355 229 049,22	835,98	51 529 404,76	2 653 022
Ordonnances	166 484 556,03			
Rétablissement crédits	- 39 740,36			
Dépenses nettes	166 444 815,67	»	3 983 117,33	3 012 955
Ordonnances	1 397 200 071,49			
Rétablissement crédits	- 7 372 240,79			
Dépenses nettes	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnances	13 364 800,00			
Dépenses nettes	13 364 800,00	»	»	»
Ordonnances	13 983 531 581,00			
Dépenses nettes	13 983 531 581,00	»	37 657 805,00	»
Ordonnances	20 320 018 588,46			
Rétablissement crédits	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes	20 313 060 213,94	0,01	380 834 751,07	124 205 122
Ordonnances	8 053 741 917,91			
Rétablissement crédits	- 9 229 168,56			
Dépenses nettes	8 044 512 749,35	58 958 133,42	148 882 317,07	18 461 413
Ordonnances	475 309 153,84			
Rétablissement crédits	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes	465 280 422,18	»	20 128 172,82	834 302
Ordonnances	4 455 379 267,35			
Rétablissement crédits	- 1 795 079,83			
Dépenses nettes	4 440 584 187,52	»	75 791 697,48	96 341 228
Ordonnances	158 789 399,69			
Rétablissement crédits	- 303 345,50			
Dépenses nettes	158 486 054,19	0,07	18 359 696,88	»
Ordonnances	1 644 671 290,97			
Rétablissement crédits	- 27 710 693,71			
Dépenses nettes	1 616 960 597,26	137 536,11	36 471 904,85	18 728 545

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Secrétariat général de la défense nationale.....	Crédits initiaux.....	39 363 074
	Variation prévisions dépenses.....	- 506 368
	Reports gestion précédente.....	119 223
	Transferts répartitions.....	638 346
	Total net des crédits.....	39 614 275
Conseil économique et social.....	Crédits initiaux.....	105 630 647
	Transferts répartitions.....	3 333 803
	Total net des crédits.....	108 964 450
Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux.....	85 328 764
	Variation prévisions dépenses.....	- 928 000
	Reports gestion précédente.....	48 214
	Transferts répartitions.....	332 354
	Fonds concours, dons, legs.....	328 500
	Total net des crédits.....	85 109 832
Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	44 767 893
	Variation prévisions dépenses.....	- 22 662
	Reports gestion précédente.....	144 932
	Transferts répartitions.....	505 570
	Total net des crédits.....	45 395 733
Economie sociale.....	Crédits initiaux.....	3 930 672
	Variation prévisions dépenses.....	- 63 840
	Total net des crédits.....	3 866 832
Temps libre, jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	1 307 893 113
	Variation prévisions dépenses.....	- 6 960 000
	Reports gestion précédente.....	1 081 323
	Transferts répartitions.....	- 284 867
	Total net des crédits.....	1 301 729 569
Tourisme.....	Crédits initiaux.....	154 434 773
	Variation prévisions dépenses.....	2 841 670
	Transferts répartitions.....	- 443 146
	Total net des crédits.....	156 833 297
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	719 781 138
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 240 214
	Reports gestion précédente.....	1 497 043
	Transferts répartitions.....	- 485 761 195
	Fonds concours, dons, legs.....	972 799
	Total net des crédits.....	227 249 571
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	1 879 934 629
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 585 360
	Reports gestion précédente.....	8 609 345
	Transferts répartitions.....	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs.....	109 683 510
	Total net des crédits.....	1 792 537 332
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	2 187 634 597
	Variation prévisions dépenses.....	- 219 242 257
	Reports gestion précédente.....	158 412 426
	Transferts répartitions.....	- 85 962 868
	Fonds concours, dons, legs.....	406 970 153
	Total net des crédits.....	2 447 811 961
Transports. - Météorologie.....	Crédits initiaux.....	505 939 159
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 412 877
	Reports gestion précédente.....	14 368 769
	Transferts répartitions.....	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs.....	61 052 384
	Total net des crédits.....	586 234 410

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	39 500 587,09			
Rétablissement crédits	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnances	108 509 450,00			
Dépenses nettes	109 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnances	75 394 115,71			
Rétablissement crédits	- 291 708,07			
Dépenses nettes	75 102 407,64	199,87	8 709 414,23	1 298 210
Ordonnances	38 995 703,99			
Rétablissement crédits	- 311 789,17			
Dépenses nettes	38 683 914,82	»	6 711 818,18	»
Ordonnances	3 031 498,97			
Dépenses nettes	3 031 498,97	»	652 553,03	182 780
Ordonnances	1 173 782 561,14			
Rétablissement crédits	- 78 162,36			
Dépenses nettes	1 173 704 398,78	»	128 024 661,22	509
Ordonnances	149 888 713,99			
Rétablissement crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	149 521 614,43	»	7 086 585,57	225 097
Ordonnances	222 686 208,01			
Rétablissement crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	222 014 108,91	7 109 155,90	10 754 446,99	1 590 171
Ordonnances	1 748 551 241,72			
Rétablissement crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 719 890 753,51	»	63 814 963,49	8 831 615
Ordonnances	2 344 411 452,64			
Rétablissement crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	2 245 516 516,50	»	32 862 079,50	169 433 365
Ordonnances	564 615 515,55			
Rétablissement crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29	»	20 462 714,71	9 162 463

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	12 524 907 384
	Variation prévisions dépenses.....	58 358 249
	Reports gestion précédente.....	27 825 819
	Transferts répartitions.....	- 2 230 379 453
	Fonds concours, dons, legs.....	1 085 894 033
	Total net des crédits.....	11 466 606 012
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre III)	Crédits initiaux.....	306 869 932 393
	Variation prévisions dépenses.....	104 443 259
	Reports gestion précédente.....	971 532 177
	Transferts répartitions.....	29 024 997 392
	Fonds concours, dons, legs.....	18 101 179 339
	Total net des crédits.....	355 072 084 565
Titre IV. - Interventions publiques		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité.....	Crédits initiaux.....	25 496 256 618
	Variation prévisions dépenses.....	- 60 317 000
	Reports gestion précédente.....	38 307 835
	Transferts répartitions.....	30 760 000
	Fonds concours, dons, legs.....	5 421 900
	Total net des crédits.....	25 510 431 353
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail. Emploi.....	Crédits initiaux.....	46 754 458 921
	Variation prévisions dépenses.....	- 978 808 791
	Reports gestion précédente.....	2 733 636 584
	Transferts répartitions.....	2 998 819 315
	Fonds concours, dons, legs.....	1 596 194 596
	Total net des crédits.....	53 104 100 625
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	24 196 965 808
	Variation prévisions dépenses.....	224 952 000
	Reports gestion précédente.....	2 788 735 893
	Transferts répartitions.....	88 423 636
	Fonds concours, dons, legs.....	679 658 095
	Total net des crédits.....	27 978 735 432
Anciens combattants.....	Crédits initiaux.....	25 120 173 232
	Variation prévisions dépenses.....	- 33 931 475
	Reports gestion précédente.....	8 411 400
	Fonds concours, dons, legs.....	71 539 596
	Total net des crédits.....	25 164 192 752
	Commerce et artisanat.....	Crédits initiaux.....
Variation prévisions dépenses.....		- 18 258 432
Reports gestion précédente.....		13 405 000
Transferts répartitions.....		34 315 000
Total net des crédits.....		398 601 033
Culture.....		Crédits initiaux.....
	Variation prévisions dépenses.....	- 62 860 000
	Reports gestion précédente.....	1 146 771
	Transferts répartitions.....	285 000
	Total net des crédits.....	2 436 718 090
	Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....
Variation prévisions dépenses.....		- 9 715 000
Reports gestion précédente.....		1 548 481
Transferts répartitions.....		9 008 187
Fonds concours, dons, legs.....		44 256 669
Total net des crédits.....		202 015 890
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	185 433 879
	Variation prévisions dépenses.....	52 070 000
	Reports gestion précédente.....	364 625
	Transferts répartitions.....	18 880 000
	Total net des crédits.....	254 748 304

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans la projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	11 374 519 100,61			
Rétablissements crédits.....	- 283 302 342,47			
Dépenses nettes.....	11 091 216 758,14	86 538,06	343 812 011,92	31 663 780
Ordonnances.....	352 635 252 219,77			
Rétablissements crédits.....	- 819 514 949,59			
Dépenses nettes.....	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69	873 989 704
Ordonnances.....	24 732 022 391,07			
Rétablissements crédits.....	- 3 098 376,78			
Dépenses nettes.....	24 728 924 014,29	9 267 006,00	737 026 902,71	53 747 442
Ordonnances.....	49 419 405 140,43			
Rétablissements crédits.....	- 22 092 286,74			
Dépenses nettes.....	49 397 312 853,75	1 393 922 669,32	25 069 212,57	5 075 641 228
Ordonnances.....	26 482 878 262,43			
Rétablissements crédits.....	- 402 223,64			
Dépenses nettes.....	26 482 476 038,79	381 504 014,54	6 669 260,75	1 871 094 147
Ordonnances.....	24 828 993 959,15			
Rétablissements crédits.....	- 5 486 815,51			
Dépenses nettes.....	24 821 507 143,64	67 685 748,03	404 628 017,39	5 743 339
Ordonnances.....	390 065 902,40			
Rétablissements crédits.....	- 230 000,00			
Dépenses nettes.....	389 835 902,40	,	2 313 930,60	6 451 200
Ordonnances.....	2 436 377 568,43			
Rétablissements crédits.....	- 34 000,00			
Dépenses nettes.....	2 436 343 568,43	31 175 010,00	21 449 180,57	10 100 351
Ordonnances.....	201 265 272,90			
Dépenses nettes.....	201 265 272,90	,	150 617,10	600 000
Ordonnances.....	251 698 165,83			
Rétablissements crédits.....	- 245 551,46			
Dépenses nettes.....	251 452 614,37	,	1 215 689,63	2 080 000

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS		
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens	
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux.....	68 798 997 351	
	Variation prévisions dépenses.....	1 414 390 000	
	Reports gestion précédente.....	2 738 372 461	
	Transferts répartitions.....	9 817 571 904	
	Fonds concours, dons, legs.....	3 379 778 359	
	Total net des crédits.....	86 149 110 075	
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	427 798 146	
	Variation prévisions dépenses.....	- 14 770 000	
	Reports gestion précédente.....	82 428 398	
	Transferts répartitions.....	4 490 000	
		Total net des crédits.....	499 946 544
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	23 697 202 056	
	Variation prévisions dépenses.....	24 954 500	
	Reports gestion précédente.....	219 687 973	
	Transferts répartitions.....	47 486 460	
		Total net des crédits.....	23 989 330 939
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	2 224 205 135	
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 600 000	
	Reports gestion précédente.....	81 792	
	Transferts répartitions.....	- 34 750 000	
	Fonds concours, dons, legs.....	1 539 612	
	Total net des crédits.....	2 182 476 539	
Environnement et qualité de la vie.....	Crédits initiaux.....	79 980 165	
	Variation prévisions dépenses.....	- 857 884	
	Reports gestion précédente.....	1 306 045	
	Transferts répartitions.....	31 422 000	
		Total net des crédits.....	111 850 326
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	Crédits initiaux.....	8 112 962 117	
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 267 780 000	
	Reports gestion précédente.....	17 118 875	
	Transferts répartitions.....	209 821 903	
	Fonds concours, dons, legs.....	255 620	
	Total net des crédits.....	7 072 378 575	
Industrie et recherche. II. - Recherche.....	Crédits initiaux.....	511 966 345	
	Variation prévisions dépenses.....	23 024 021	
	Reports gestion précédente.....	5 000 000	
		Total net des crédits.....	539 990 366
	Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	11 670 488 524
Variation prévisions dépenses.....		1 356 631 752	
Reports gestion précédente.....		3 268 169	
Transferts répartitions.....		5 355 000	
		Total net des crédits.....	13 035 743 445
Justice.....	Crédits initiaux.....	900 170 356	
	Variation prévisions dépenses.....	- 134 502 020	
	Reports gestion précédente.....	253 824 719	
		Total net des crédits.....	1 019 493 055
	Mer.....	Crédits initiaux.....	4 198 820 818
Variation prévisions dépenses.....		- 24 196 000	
Reports gestion précédente.....		46 337 196	
Transferts répartitions.....		8 724 083	
		Total net des crédits.....	4 229 686 097
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	4 300 466 656	
	Variation prévisions dépenses.....	- 65 522 002	
	Reports gestion précédente.....	20 671 068	
	Transferts répartitions.....	37 762 985	
	Fonds concours, dons, legs.....	84 602 853	
	Total net des crédits.....	4 357 981 365	

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	74 732 866 169,58			
Dépenses nettes.....	74 732 866 169,58	2 019 702 527,75	149 330 673,17	13 286 595 760
Ordonnances.....	433 030 219,12			
Dépenses nettes.....	433 030 219,12	36 977,21	10 088,09	66 943 214
Ordonnances.....	23 808 166 665,10			
Rétablissements crédits.....	- 1 698 182,45			
Dépenses nettes.....	23 806 468 482,65	0,02	5 041 487,37	177 821 019
Ordonnances.....	2 167 221 788,09			
Rétablissements crédits.....	- 7 801 917,27			
Dépenses nettes.....	2 159 419 870,82	»	400 386,18	22 656 282
Ordonnances.....	111 612 226,33			
Dépenses nettes.....	111 612 226,33	»	238 099,67	»
Ordonnances.....	6 501 518 241,99			
Dépenses nettes.....	6 501 518 241,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnances.....	520 549 861,09			
Dépenses nettes.....	520 549 861,09	»	14 040 504,91	5 400 000
Ordonnances.....	12 909 742 104,04			
Dépenses nettes.....	12 909 742 104,04	»	13 950 617,96	112 050 723
Ordonnances.....	757 854 714,96			
Rétablissements crédits.....	- 130 958,00			
Dépenses nettes.....	757 723 756,96	»	0,04	261 769 298
Ordonnances.....	4 203 817 236,18			
Dépenses nettes.....	4 203 817 236,18	»	18 353 469,82	7 515 391
Ordonnances.....	4 301 975 427,86			
Rétablissements crédits.....	- 7 391 640,59			
Dépenses nettes.....	4 294 583 787,27	»	7 967 730,73	55 429 847

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	4 998 291 818
	Variation prévisions dépenses.....	- 125 752 000
	Reports gestion précédente.....	114 638 759
	Transferts répartitions.....	152 668 491
	Fonds concours, dons, legs.....	948 977 782
	Total net des crédits.....	6 088 824 850
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	10 407 087 713
	Variation prévisions dépenses.....	25 772 534
	Reports gestion précédente.....	639 653 113
	Transferts répartitions.....	- 2 838 177 127
	Fonds concours, dons, legs.....	287 585 313
	Total net des crédits.....	8 521 921 546
Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux.....	34 021 411
	Variation prévisions dépenses.....	- 196 259
	Total net des crédits.....	33 825 152
Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	48 363 395
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 209 085
	Transferts répartitions.....	113 416 827
	Total net des crédits.....	160 571 137
Economie sociale.....	Crédits initiaux.....	8 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 200 000
	Transferts répartitions.....	1 431 000
	Total net des crédits.....	9 231 000
Temps libre, jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	629 440 610
	Variation prévisions dépenses.....	- 15 747 000
	Transferts répartitions.....	31 386 877
	Total net des crédits.....	645 080 487
Tourisme.....	Crédits initiaux.....	42 151 061
	Variation prévisions dépenses.....	1 093 000
	Transferts répartitions.....	37 455 000
	Total net des crédits.....	80 699 061
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	637 140 000
	Variation prévisions dépenses.....	6 630 000
	Reports gestion précédente.....	5 847 548
	Total net des crédits.....	649 617 543
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	241 497 797
	Variation prévisions dépenses.....	- 51 751 196
	Total net des crédits.....	189 746 601
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	36 151 830 041
	Variation prévisions dépenses.....	- 237 333 190
	Reports gestion précédente.....	140 408 000
	Transferts répartitions.....	932 194 800
	Total net des crédits.....	36 987 099 651
Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	12 593 775 359
	Variation prévisions dépenses.....	- 336 277 897
	Reports gestion précédente.....	251 175 733
	Transferts répartitions.....	45 144 000
	Fonds concours, dons, legs.....	10 330
	Total net des crédits.....	12 553 827 525
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre IV).....	Crédits initiaux.....	315 492 148 509
	Variation prévisions dépenses.....	- 319 065 424
	Reports gestion précédente.....	10 123 376 418
	Transferts répartitions.....	11 781 695 321
	Fonds concours, dons, legs.....	7 079 820 589
	Total net des crédits.....	344 157 975 413

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	5 773 130 187,49			
Rétablissement crédits.....	- 3 977 067,35			
Dépenses nettes.....	5 769 153 120,14	»	13 734 804,86	305 938 925
Ordonnances.....	7 562 103 582,26			
Rétablissement crédits.....	- 23 535 600,00			
Dépenses nettes.....	7 538 567 982,26	»	12 071 732,74	971 281 831
Ordonnances.....	33 915 211,70			
Rétablissement crédits.....	- 114 020,00			
Dépenses nettes.....	33 801 191,70	»	23 960,30	»
Ordonnances.....	158 267 043,44			
Rétablissement crédits.....	- 603,63			
Dépenses nettes.....	158 266 439,81	»	0,19	2 304 697
Ordonnances.....	9 166 000,00			
Dépenses nettes.....	9 166 000,00	»	58 000,00	7 000
Ordonnances.....	642 865 395,72			
Rétablissement crédits.....	- 1 138 128,00			
Dépenses nettes.....	641 727 267,72	»	2 927 219,28	426 000
Ordonnances.....	79 316 082,00			
Dépenses nettes.....	79 316 082,00	»	32 979,00	1 350 000
Ordonnances.....	643 791 345,77			
Dépenses nettes.....	643 791 345,77	»	3 500,23	5 822 702
Ordonnances.....	188 646 601,00			
Dépenses nettes.....	188 646 601,00	»	1 100 000,00	»
Ordonnances.....	36 986 527 797,85			
Dépenses nettes.....	36 986 527 797,85	»	71 853,15	500,000
Ordonnances.....	12 543 829 735,35			
Rétablissement crédits.....	- 27 762,00			
Dépenses nettes.....	12 543 801 973,35	»	974 435,65	9 051 116
Ordonnances.....	323 810 640 299,62			
Rétablissement crédits.....	- 77 405 133,42			
Dépenses nettes.....	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 609 298 586,67	22 718 735 613

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
RECAPITULATION GENERALE		
Titre I ^{er} . - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	143 572 744 152 19 977 800 000 - 29 800 000 163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics.....	Crédits initiaux..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	2 587 954 000 1 000 000 2 588 954 000
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	306 869 932 398 104 443 259 971 532 177 29 024 997 392 18 101 179 339 355 072 084 565
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	315 492 148 509 - 319 065 424 10 123 378 418 11 781 695 321 7 079 820 589 344 157 975 413
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titres I à IV).....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	788 522 779 059 19 762 977 835 11 054 908 595 40 777 892 713 25 180 999 928 865 339 558 130

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	172 587 681 189,34			
Rétablissements crédits	- 243 887 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnances	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00	»	»	»
Ordonnances	352 635 252 219,77			
Rétablissements crédits	- 819 514 949,59			
Dépenses nettes	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69	873 989 704
Ordonnances	323 810 640 299,62			
Rétablissements crédits	- 77 405 133,42			
Dépenses nettes	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 609 298 586,67	22 718 735 613
Ordonnances	851 622 527 708,73			
Rétablissements crédits	- 1 140 607 962,57			
Dépenses nettes	850 481 919 746,16	14 265 731 354,28	5 530 644 421,12	23 592 725 317

Personne ne demande la parole ?...

Jc mets aux voix l'article 3 et le tableau B annexé.

(L'article 3 et le tableau B annexé sont adoptés.)

Article 4 et tableau C annexé

M. le président. - « Art. 4. - Le montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau C annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	33 448 860 354,97	0,50	43,53
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47
VII. - Réparations des dommages de guerre.....	10 199 372,94	»	0,06
Totaux.....	87 276 469 699,85	45 000,91	80,06

TABLEAU C
Dépenses civiles en capital

Tableau C. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	62 733 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 673 000
	Reports gestion précédente.....	67 160 376
	Transferts répartitions.....	1 142 000
	Total net des crédits.....	129 362 376
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	62 733 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 673 000
	Reports gestion précédente.....	67 160 376
	Transferts répartitions.....	1 142 000
	Total net des crédits.....	129 362 376
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé, solidarité		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	46 400 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 559 000
	Reports gestion précédente.....	35 930 197
	Transferts répartitions.....	3 087 756
	Total net des crédits.....	77 858 953
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 617 176 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 62 305 937
	Reports gestion précédente.....	89 172 595
	Transferts répartitions.....	4 952 500
	Fonds concours, dons, legs.....	710 377 408
	Total net des crédits.....	2 359 372 666
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 663 576 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 69 864 837
	Reports gestion précédente.....	123 102 792
	Transferts répartitions.....	8 040 256
	Fonds concours, dons, legs.....	710 377 408
	Total net des crédits.....	2 437 231 619
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail, Emploi		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	109 373 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 521 000
	Reports gestion précédente.....	28 028 557
	Transferts répartitions.....	1 780 000
	Total net des crédits.....	135 660 557
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	109 373 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 521 000
	Reports gestion précédente.....	28 028 557
	Transferts répartitions.....	1 780 000
	Total net des crédits.....	135 660 557
Agriculture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	240 670 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 15 978 000
	Reports gestion précédente.....	96 251 388
	Transferts répartitions.....	13 217 523
	Fonds concours, dons, legs.....	12 047 373
	Total net des crédits.....	336 208 284

civiles en capital

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	47 986 084,62			
Dépenses nettes.....	47 986 084,62	»	1,38	81 376 290
Ordonnancées.....	47 986 084,62			
Dépenses nettes.....	47 986 084,62	»	1,38	81 376 290
Ordonnancées.....	32 461 181,72			
Dépenses nettes.....	32 461 181,72	»	2,28	45 397 769
Ordonnancées.....	2 242 316 766,01			
Rétablissement crédits.....	- 13 183,99			
Dépenses nettes.....	2 242 303 582,02	»	0,98	117 069 083
Ordonnancées.....	2 274 777 947,73			
Rétablissement crédits.....	- 13 183,99			
Dépenses nettes.....	2 274 764 763,74	»	3,26	162 466 952
Ordonnancées.....	107 302 547,46			
Dépenses nettes.....	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnancées.....	107 302 547,46			
Dépenses nettes.....	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnancées.....	263 277 582,38			
Rétablissement crédits.....	- 2 564 392,69			
Dépenses nettes.....	260 713 189,69	0,11	1,42	75 495 093

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sans
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 386 965 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 15 357 290
	Reports gestion précédente.....	295 194 775
	Transferts répartitions.....	162 411 067
	Fonds concours, dons, legs.....	135 363 326
	Total net des crédits.....	1 964 576 878
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 627 635 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 31 335 290
	Reports gestion précédente.....	381 446 163
	Transferts répartitions.....	175 628 590
	Fonds concours, dons, legs.....	147 410 699
	Total net des crédits.....	2 300 785 162
Commerce et artisanat		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	72 680 000
	Variation prévisions dépenses.....	520 000
	Reports gestion précédente.....	69 719 320
	Transferts répartitions.....	- 5 628 500
	Total net des crédits.....	137 290 620
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	72 680 000
	Variation prévisions dépenses.....	520 000
	Reports gestion précédente.....	69 719 320
	Transferts répartitions.....	- 5 628 500
	Total net des crédits.....	137 290 820
Culture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	894 425 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 856 000
	Reports gestion précédente.....	370 065 239
	Transferts répartitions.....	19 365 000
	Fonds concours, dons, legs.....	209 387 772
	Total net des crédits.....	1 484 387 011
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 403 342 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 82 172 000
	Reports gestion précédente.....	318 586 803
	Transferts répartitions.....	10 780 000
	Total net des crédits.....	1 650 536 803
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	2 297 767 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 91 028 000
	Reports gestion précédente.....	688 652 042
	Transferts répartitions.....	30 145 000
	Fonds concours, dons, legs.....	209 387 772
	Total net des crédits.....	3 134 923 814
Départements d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	35 280 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 264 000
	Reports gestion précédente.....	6 412 324
	Total net des crédits.....	37 428 324
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	214 072 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 12 778 000
	Reports gestion précédente.....	124 461 037
	Transferts répartitions.....	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs.....	26 240 726
	Total net des crédits.....	347 731 763
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	249 352 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 17 042 000
	Reports gestion précédente.....	130 873 361
	Transferts répartitions.....	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs.....	26 240 726
	Total net des crédits.....	385 160 087

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 725 465 498,87			
Rétablissemments crédits.....	- 6 572 860,84			
Dépenses nettes.....	1 718 892 638,03	0,01	4,98	245 684 235
Ordonnances.....	1 968 743 081,25			
Rétablissemments crédits.....	- 9 137 253,53			
Dépenses nettes.....	1 979 605 827,72	0,12	6,40	321 179 328
Ordonnances.....	58 044 446,44			
Rétablissemments crédits.....	- 567 807,77			
Dépenses nettes.....	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnances.....	58 044 446,44			
Rétablissemments crédits.....	- 567 807,77			
Dépenses nettes.....	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnances.....	1 247 949 947,64			
Rétablissemments crédits.....	- 15 060,59			
Dépenses nettes.....	1 247 934 887,05	0,01	1,96	236 452 122
Ordonnances.....	1 339 167 107,96			
Dépenses nettes.....	1 339 167 107,96	»	3,04	311 369 692
Ordonnances.....	2 587 117 055,60			
Rétablissemments crédits.....	- 15 060,59			
Dépenses nettes.....	2 587 101 995,01	0,01	5,00	547 821 814
Ordonnances.....	14 526 963,36			
Dépenses nettes.....	14 526 963,36	»	0,64	22 901 360
Ordonnances.....	201 914 147,81			
Dépenses nettes.....	201 914 147,81	»	2,19	145 817 613
Ordonnances.....	216 441 111,17			
Dépenses nettes.....	216 441 111,17	»	2,83	168 718 973

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Territoires d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	4 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	9 765 000
	Reports gestion précédente.....	4 449 121
	Transferts répartitions.....	1 091 000
	Total net des crédits.....	20 105 121
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	126 882 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 750 000
	Reports gestion précédente.....	65 076 757
	Total net des crédits.....	181 208 757
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	131 682 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 985 000
	Reports gestion précédente.....	69 525 878
	Transferts répartitions.....	1 091 000
	Total net des crédits.....	201 313 878
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	3 554 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 500 000
	Reports gestion précédente.....	3 963 808 662
	Transferts répartitions.....	- 327 875 000
	Total net des crédits.....	7 185 433 662
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	4 743 790 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 206 624 000
	Reports gestion précédente.....	2 400 504 899
	Transferts répartitions.....	- 219 018 894
	Total net des crédits.....	6 718 652 005
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	8 297 790 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 211 124 000
	Reports gestion précédente.....	6 364 313 561
	Transferts répartitions.....	- 546 893 894
	Total net des crédits.....	13 904 085 667
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	218 584 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 31 350 474
	Reports gestion précédente.....	376 429 549
	Transferts répartitions.....	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs.....	437 361 988
	Total net des crédits.....	961 203 563
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	36 000
	Total net des crédits.....	36 000
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	218 620 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 31 350 474
	Reports gestion précédente.....	376 429 549
	Transferts répartitions.....	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs.....	437 361 988
	Total net des crédits.....	961 239 563
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 781 325 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 397 410 000
	Reports gestion précédente.....	223 765 324
	Transferts répartitions.....	23 824 870
	Fonds concours, dons, legs.....	16 620 443
	Total net des crédits.....	1 648 125 637

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	5 813 849,30			
Dépenses nettes.....	5 813 849,30	»	0,70	14 291 271
Ordonnancées.....	181 133 757,00			
Dépenses nettes.....	181 133 757,00	»	»	75 000
Ordonnancées.....	186 947 606,30			
Dépenses nettes.....	186 947 606,30	»	0,70	14 366 271
Ordonnancées.....	6 114 069 041,39			
Dépenses nettes.....	6 114 069 041,39	0,03	1,64	1 071 364 819
Ordonnancées.....	4 407 296 469,72			
Dépenses nettes.....	4 407 296 469,72	45 000,00	2,28	2 311 400 533
Ordonnancées.....	10 521 365 511,11			
Dépenses nettes.....	10 521 365 511,11	45 000,03	3,92	3 382 765 152
Ordonnancées.....	538 587 360,24			
Rétablissements crédits.....	- 69 932,63			
Dépenses nettes.....	538 517 427,61	»	0,39	422 686 135
Ordonnancées.....	5 000			
Dépenses nettes.....	5 000	»	»	31 000
Ordonnancées.....	538 592 360,24			
Rétablissements crédits.....	- 69 932,63			
Dépenses nettes.....	538 522 427,61	»	0,39	422 717 135
Ordonnancées.....	1 505 331 037,26			
Rétablissements crédits.....	- 5 306 823,42			
Dépenses nettes.....	1 500 024 213,84	»	2,16	148 101 421

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 786 940 000
	Variation prévisions dépenses	- 234 210 008
	Reports gestion précédente	117 656 985
	Transferts répartitions	- 10 298 000
	Fonds concours, dons, legs	639 621 108
	Total net des crédits	2 299 710 085
Total pour le ministère	Crédits initiaux	3 568 265 000
	Variation prévisions dépenses	- 631 620 008
	Reports gestion précédente	341 422 309
	Transferts répartitions	13 526 870
	Fonds concours, dons, legs	656 241 551
	Total net des crédits	3 947 835 722
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	317 100 000
	Variation prévisions dépenses	- 60 543 000
	Reports gestion précédente	203 779 113
	Transferts répartitions	3 465 000
	Fonds concours, dons, legs	33 090 000
	Total net des crédits	496 891 113
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 103 918 000
	Variation prévisions dépenses	- 97 841 000
	Reports gestion précédente	88 683 405
	Transferts répartitions	- 15 932 000
	Total net des crédits	1 078 808 405
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 421 018 000
	Variation prévisions dépenses	- 158 384 000
	Reports gestion précédente	292 442 518
	Transferts répartitions	- 12 467 000
	Fonds concours, dons, legs	33 090 000
	Total net des crédits	1 575 699 518
Environnement et qualité de la vie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	42 865 000
	Variation prévisions dépenses	260 000
	Reports gestion précédente	69 328 845
	Transferts répartitions	14 172 462
	Fonds concours, dons, legs	20 229 138
	Total net des crédits	146 855 445
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	411 245 000
	Variation prévisions dépenses	- 24 066 000
	Reports gestion précédente	31 816 904
	Transferts répartitions	- 53 887 397
	Fonds concours, dons, legs	577 290
	Total net des crédits	365 685 797
Total pour le ministère	Crédits initiaux	454 110 000
	Variation prévisions dépenses	- 23 806 000
	Reports gestion précédente	101 145 749
	Transferts répartitions	- 39 714 935
	Fonds concours, dons, legs	20 806 428
	Total net des crédits	512 541 242
Industrie et recherche		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	49 750 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 568 000
	Reports gestion précédente	82 388 070
	Transferts répartitions	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs	22 350 723
	Total net des crédits	154 389 793

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 941 578 204,49			
Rétablissement crédits.....	- 42 572,68			
Dépenses nettes.....	1 941 535 631,81	»	1,19	358 174 452
Ordonnances.....	3 446 909 241,75			
Rétablissement crédits.....	- 5 349 396,10			
Dépenses nettes.....	3 441 559 845,65	»	3,35	506 275 873
Ordonnances.....	371 691 737,75			
Rétablissement crédits.....	- 910 000,00			
Dépenses nettes.....	370 781 737,75	»	2,25	126 109 373
Ordonnances.....	1 080 126 419,13			
Rétablissement crédits.....	- 11 200 000,00			
Dépenses nettes.....	1 068 926 419,13	»	0,87	9 881 985
Ordonnances.....	1 451 818 156,88			
Rétablissement crédits.....	- 12 110 000,00			
Dépenses nettes.....	1 439 708 156,88	»	3,12	135 991 358
Ordonnances.....	97 207 877,96			
Rétablissement crédits.....	- 3 710,54			
Dépenses nettes.....	97 204 167,42	»	3,58	49 651 274
Ordonnances.....	303 265 054,08			
Dépenses nettes.....	303 265 054,08	»	1,92	62 420 741
Ordonnances.....	400 472 932,04			
Rétablissement crédits.....	- 3 710,54			
Dépenses nettes.....	400 469 221,50	»	5,50	112 072 015
Ordonnances.....	102 012 473,31			
Rétablissement crédits.....	- 364 533,00			
Dépenses nettes.....	101 647 940,31	»	0,69	52 741 852

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	49 750 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 568 000
	Reports gestion précédente.....	82 388 070
	Transferts répartitions.....	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs.....	22 350 723
	Total net des crédits.....	154 389 793
Industrie et recherche		
II. - Industrie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	10 919 452 000
	Variation prévisions dépenses.....	754 511 000
	Reports gestion précédente.....	84 504 968
	Transferts répartitions.....	98 960 000
	Total net des crédits.....	11 857 427 968
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	3 361 035 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 40 279 604
	Reports gestion précédente.....	357 032 300
	Transferts répartitions.....	45 893 200
	Fonds concours, dons, legs.....	240 672 730
	Total net des crédits.....	3 964 353 626
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	14 280 487 000
	Variation prévisions dépenses.....	714 231 396
	Reports gestion précédente.....	441 537 268
	Transferts répartitions.....	144 853 200
	Fonds concours, dons, legs.....	240 672 730
	Total net des crédits.....	15 821 781 594
Industrie et recherche		
III. - Recherche		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	19 697 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 187 000
	Reports gestion précédente.....	11 064 273
	Transferts répartitions.....	890 000
	Total net des crédits.....	28 464 273
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	9 832 330 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 571 720 670
	Reports gestion précédente.....	390 296 034
	Transferts répartitions.....	8 045 685 875
	Total net des crédits.....	16 696 591 239
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	9 852 027 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 574 907 670
	Reports gestion précédente.....	401 360 307
	Transferts répartitions.....	8 046 575 875
	Total net des crédits.....	16 725 055 512
Intérieur et décentralisation		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	342 030 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 11 455 000
	Reports gestion précédente.....	205 325 999
	Transferts répartitions.....	- 25 881 446
	Total net des crédits.....	510 019 553
Titre VI. - Subventions d'investissements accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	3 625 397 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 34 058 500
	Reports gestion précédente.....	508 268 066
	Transferts répartitions.....	57 983 584
	Fonds concours, dons, legs.....	510 000
	Total net des crédits.....	4 158 090 150

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	102 012 473,31			
Rétablissements crédits	- 384 533,00			
Dépenses nettes	101 647 940,31	,	0,69	52 741 652
Ordonnances	11 640 193 334,60			
Rétablissements crédits	- 2 502,78			
Dépenses nettes	11 640 190 831,82	0,07	1,25	217 237 135
Ordonnances	3 293 591 818,01			
Rétablissements crédits	- 3 998 913,42			
Dépenses nettes	3 289 592 904,59	,	2,41	674 760 719
Ordonnances	14 933 785 152,61			
Rétablissements crédits	- 4 001 416,20			
Dépenses nettes	14 929 783 736,41	0,07	3,66	891 997 854
Ordonnances	19 545 032,48			
Dépenses nettes	19 545 032,48	,	0,52	8 919 240
Ordonnances	16 548 315 137,00			
Rétablissements crédits	- 822 691,13			
Dépenses nettes	16 547 492 445,87	,	1,13	149 098 792
Ordonnances	16 567 860 169,48			
Rétablissements crédits	- 822 691,13			
Dépenses nettes	16 567 037 478,35	,	1,65	158 018 032
Ordonnances	363 377 671,05			
Rétablissements crédits	- 11 466 230,36			
Dépenses nettes	351 911 440,69	,	2,31	158 108 110
Ordonnances	3 503 761 433,62			
Rétablissements crédits	- 18 658,26			
Dépenses nettes	3 503 742 775,36	0,06	2,70	654 347 372

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	3 967 427 000 - 45 523 500 713 594 065 32 102 138 510 000
	Total net des crédits.....	4 668 109 703
Justice		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	358 670 000 - 14 169 000 102 568 136 - 1 510 000 17 638 662
	Total net des crédits.....	463 197 798
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	94 000 000 - 3 083 000 6 375 984
	Total net des crédits.....	97 292 984
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	452 670 000 - 17 252 000 108 944 120 - 1 510 000 17 638 562
	Total net des crédits.....	560 490 782
Mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	530 700 000 - 40 671 000 56 216 254 2 209 005 268 557 953
	Total net des crédits.....	817 012 212
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	1 931 043 000 3 583 800 000 705 679 908 - 35 885 000
	Total net des crédits.....	6 184 637 908
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	2 461 743 000 3 543 129 000 761 896 162 - 33 675 995 268 557 953
	Total net des crédits.....	7 001 650 120
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre VI. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	181 730 000 17 789 110 171 352 393 114 394 000 65 552 751
	Total net des crédits.....	550 858 254
Titres VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	79 270 000 5 340 932 52 231 030
	Total net des crédits.....	136 841 962
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	261 000 000 23 130 042 223 623 423 114 394 000 65 552 751
	Total net des crédits.....	687 700 216

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Duvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	3 867 139 104,67			
Rétablissemets crédits.....	- 11 484 888,62			
Dépenses nettes.....	3 855 654 216,05	0,06	5,01	812 455 482
Ordonnances.....	309 490 854,72			
Rétablissemets crédits.....	- 50 478,41			
Dépenses nettes.....	309 440 376,31	0,05	1,74	153 757 420
Ordonnances.....	71 525 119,67			
Dépenses nettes.....	71 525 119,67	0,09	0,42	25 767 864
Ordonnances.....	381 015 974,39			
Rétablissemets crédits.....	- 50 478,41			
Dépenses nettes.....	380 965 495,98	0,14	2,16	179 525 284
Ordonnances.....	761 483 516,52			
Rétablissemets crédits.....	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes.....	746 974 628,29	,	2,71	70 037 581
Ordonnances.....	5 614 438 795,59			
Dépenses nettes.....	5 614 438 795,59	,	0,41	570 199 112
Ordonnances.....	6 375 922 312,11			
Rétablissemets crédits.....	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes.....	6 361 413 423,88	,	3,12	640 236 693
Ordonnances.....	358 832 065,80			
Dépenses nettes.....	358 832 065,80	,	1,20	192 026 188
Ordonnances.....	76 727 342,67			
Dépenses nettes.....	76 727 342,67	0,07	0,40	60 114 619
Ordonnances.....	435 559 408,47			
Dépenses nettes.....	435 559 408,47	0,07	0,60	252 140 807

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	500 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 610 000
	Reports gestion précédente.....	7 948 095
	Transferts répartitions.....	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs.....	8 799 383
	Total net des crédits.....	14 037 478
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 271 550 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 787 403
	Reports gestion précédente.....	54 291 328
	Transferts répartitions.....	- 45 000 000
	Total net des crédits.....	1 276 053 923
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 272 050 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 397 403
	Reports gestion précédente.....	62 239 421
	Transferts répartitions.....	- 45 600 000
	Fonds concours, dons, legs.....	8 799 383
	Total net des crédits.....	1 290 091 401
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	9 815 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 749 000
	Reports gestion précédente.....	10 812 684
	Transferts répartitions.....	- 703 000
	Total net des crédits.....	16 175 684
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	331 665 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 500 000
	Reports gestion précédente.....	46 981 562
	Transferts répartitions.....	6 793 336
	Total net des crédits.....	387 939 898
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	341 480 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 249 000
	Reports gestion précédente.....	57 794 246
	Transferts répartitions.....	6 090 336
	Total net des crédits.....	404 115 582
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	31 588 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 332 000
	Reports gestion précédente.....	1 094 034
	Transferts répartitions.....	- 4 289 000
	Total net des crédits.....	23 061 034
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	31 588 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 332 000
	Reports gestion précédente.....	1 094 034
	Transferts répartitions.....	- 4 289 000
	Total net des crédits.....	23 061 034
Commissariat général du Plan		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	10 585 000
	Reports gestion précédente.....	3 908 382
	Transferts répartitions.....	3 000 000
	Total net des crédits.....	17 493 382
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	10 585 000
	Reports gestion précédente.....	3 908 382
	Transferts répartitions.....	3 000 000
	Total net des crédits.....	17 493 382

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	8 159 418,03			
Dépenses nettes.....	8 159 418,03	0,03	,	5 878 060
Ordonnances.....	1 114 244 035,81			
Dépenses nettes.....	1 114 244 035,81	0,04	0,23	161 809 887
Ordonnances.....	1 122 403 453,84			
Dépenses nettes.....	1 122 403 453,84	0,07	0,23	167 687 947
Ordonnances.....	12 118 947,72			
Rétablissement crédits.....	- 564 800,00			
Dépenses nettes.....	11 554 147,72	,	1,28	4 621 535
Ordonnances.....	341 896 940,80			
Dépenses nettes.....	341 896 940,80	,	0,20	46 042 957
Ordonnances.....	354 015 888,52			
Rétablissement crédits.....	- 564 800,00			
Dépenses nettes.....	353 451 088,52	,	1,48	50 664 492
Ordonnances.....	21 498 056,47			
Dépenses nettes.....	21 498 056,47	,	1,53	1 562 976
Ordonnances.....	21 498 056,47			
Dépenses nettes.....	21 498 056,47	,	1,53	1 562 976
Ordonnances.....	15 298 506,15			
Dépenses nettes.....	15 298 506,15	,	0,85	2 194 875
Ordonnances.....	15 298 506,15			
Dépenses nettes.....	15 298 506,15	,	0,85	2 194 875

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Aménagement du territoire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	72 707 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 775 000
	Reports gestion précédente.....	66 644 891
	Transferts répartitions.....	- 77 040 218
	Total net des crédits.....	58 536 473
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 909 903 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 143 984 000
	Reports gestion précédente.....	618 475 603
	Transferts répartitions.....	- 572 058 564
	Fonds concours, dons, legs.....	84 438 949
	Total net des crédits.....	1 894 776 988
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 982 610 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 147 759 000
	Reports gestion précédente.....	683 120 294
	Transferts répartitions.....	- 649 096 782
	Fonds concours, dons, legs.....	84 438 949
	Total net des crédits.....	1 953 313 461
Temps libre, jeunesse et sports		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	69 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 149 000
	Reports gestion précédente.....	12 674 954
	Transferts répartitions.....	- 1 797 000
	Fonds concours, dons, legs.....	3 922 161
	Total net des crédits.....	93 651 115
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	332 188 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 26 999 000
	Reports gestion précédente.....	7 670 892
	Transferts répartitions.....	- 1 310 000
	Total net des crédits.....	311 549 892
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	421 188 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 37 148 000
	Reports gestion précédente.....	20 345 846
	Transferts répartitions.....	- 3 107 000
	Fonds concours, dons, legs.....	3 922 161
	Total net des crédits.....	405 201 007
Tourisme		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	12 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 700 000
	Reports gestion précédente.....	4 650 781
	Transferts répartitions.....	- 5 152 064
	Fonds concours, dons, legs.....	362 242
	Total net des crédits.....	9 160 959
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées.....	Crédits initiaux.....	47 810 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 241 000
	Reports gestion précédente.....	29 956 467
	Transferts répartitions.....	15 665 091
	Total net des crédits.....	88 190 558
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	59 810 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 941 000
	Reports gestion précédente.....	34 607 248
	Transferts répartitions.....	10 513 027
	Fonds concours, dons, legs.....	362 242
	Total net des crédits.....	97 351 517

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	9 029 108,37			
Dépenses nettes	9 029 108,37	»	0,63	49 507 364
Ordonnances	1 201 115 556,15			
Rétablissements crédits	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes	1 171 668 967,12	0,04	0,92	723 108 020
Ordonnances	1 210 144 664,52			
Rétablissements crédits	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes	1 180 698 075,49	0,04	1,55	772 615 384
Ordonnances	86 742 836,74			
Dépenses nettes	86 742 836,74	»	1,26	6 908 277
Ordonnances	305 377 087,80			
Dépenses nettes	305 377 087,80	»	0,20	6 172 804
Ordonnances	392 119 924,54			
Dépenses nettes	392 119 924,54	»	1,46	13 081 081
Ordonnances	4 283 269,39			
Dépenses nettes	4 283 269,39	»	0,61	4 877 689
Ordonnances	70 505 538,88			
Dépenses nettes	70 505 538,88	»	1,12	17 685 020
Ordonnances	74 786 806,27			
Dépenses nettes	74 786 806,27	»	1,73	22 562 709

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	78 728 240
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 034 000
	Reports gestion précédente.....	14 797 363
	Transferts répartitions.....	- 14 574 250
	Total net des crédits.....	69 917 353
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	79 730 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 889 000
	Reports gestion précédente.....	19 789 761
	Transferts répartitions.....	- 1 650 000
	Total net des crédits.....	87 980 761
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	158 458 240
	Variation prévisions dépenses.....	- 18 923 000
	Reports gestion précédente.....	34 587 124
	Transferts répartitions.....	- 16 224 250
	Total net des crédits.....	157 898 114
Transports		
Aviation civile		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	2 458 600 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 152 524 000
	Reports gestion précédente.....	82 631 395
	Transferts répartitions.....	- 1 951 700 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 123 290
	Total net des crédits.....	441 130 685
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	12 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 700 000
	Reports gestion précédente.....	380 138
	Transferts répartitions.....	- 5 000 000
	Total net des crédits.....	4 680 138
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	2 470 600 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 155 224 000
	Reports gestion précédente.....	83 011 533
	Transferts répartitions.....	- 1 956 700 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 123 290
	Total net des crédits.....	445 810 823
Transports		
Transports intérieurs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	5 363 366 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 639 690 691
	Reports gestion précédente.....	1 311 462 147
	Transferts répartitions.....	- 40 576 569
	Fonds concours, dons, legs.....	3 704 055 875
	Total net des crédits.....	9 798 616 762
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	847 240 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 76 814 308
	Reports gestion précédente.....	146 516 470
	Fonds concours, dons, legs.....	- 60 030 000
	Total net des crédits.....	856 912 162
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	6 210 606 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 616 504 999
	Reports gestion précédente.....	1 457 978 617
	Transferts répartitions.....	- 100 606 569
	Fonds concours, dons, legs.....	3 704 055 875
	Total net des crédits.....	10 655 528 924

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	51 427 818,51			
Rétablissement crédits.....	- 541 713,10			
Dépenses nettes.....	50 885 905,41	»	0,59	19 031 447
Ordonnances.....	76 777 734,00			
Dépenses nettes.....	76 777 734,00	»	»	11 203 027
Ordonnances.....	128 205 352,51			
Rétablissement crédits.....	- 541 713,10			
Dépenses nettes.....	127 663 639,41	»	0,59	30 234 474
Ordonnances.....	381 778 223,68			
Rétabissements crédits.....	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes.....	376 308 386,01	»	2,99	64 822 296
Ordonnances.....	4 667 560,13			
Dépenses nettes.....	4 667 560,13	»	0,87	12 577
Ordonnances.....	386 445 783,81			
Rétabissements crédits.....	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes.....	380 975 946,14	»	3,86	64 834 873
Ordonnances.....	8 445 631 990,44			
Rétabissements crédits.....	- 2 921 583,81			
Dépenses nettes.....	8 442 710 406,63	0,07	3,44	1 355 906 352
Ordonnances.....	804 603 085,96			
Rétabissements crédits.....	- 7 914 202,68			
Dépenses nettes.....	796 688 883,28	0,08	0,80	60 223 278
Ordonnances.....	9 250 235 076,40			
Rétabissements crédits.....	- 10 835 786,49			
Dépenses nettes.....	9 239 399 289,91	0,15	4,24	1 418 129 630

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Météorologie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	95 309 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 836 000
	Reports gestion précédente.....	24 159 387
	Transferts répartitions.....	- 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 902 056
	Total net des crédits.....	114 793 443
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	95 309 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 836 000
	Reports gestion précédente.....	24 159 387
	Transferts répartitions.....	- 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 902 056
	Total net des crédits.....	114 793 443
Urbanisme et logement		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	376 664 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 631 384
	Reports gestion précédente.....	156 405 581
	Transferts répartitions.....	290 189 133
	Fonds concours, dons, legs.....	72 014 200
	Total net des crédits.....	898 904 298
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	14 136 559 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 245 610 544
	Reports gestion précédente.....	1 566 078 611
	Transferts répartitions.....	- 11 118 964 848
	Fonds concours, dons, legs.....	4 129 000 000
	Total net des crédits.....	8 467 062 219
Titre VII - Réparations des dommages de guerre.....	Crédits initiaux.....	17 450 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 501 000
	Reports gestion précédente.....	24 538 520
	Total net des crédits.....	37 487 528
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	14 530 673 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 246 480 150
	Reports gestion précédente.....	1 747 022 720
	Transferts répartitions.....	- 10 828 775 715
	Fonds concours, dons, legs.....	4 201 014 200
	Total net des crédits.....	9 403 454 045
RECAPITULATION		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité I - Section commune.....	Crédits initiaux.....	62 733 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 673 000
	Reports gestion précédente.....	67 160 376
	Transferts répartitions.....	1 142 000
	Total net des crédits.....	129 362 376
Affaires sociales et solidarité II. - Santé, solidarité.....	Crédits initiaux.....	46 400 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 559 000
	Reports gestion précédente.....	35 930 197
	Transferts répartitions.....	3 087 756
	Total net des crédits.....	77 858 953
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	240 670 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 15 978 000
	Reports gestion précédente.....	86 251 388
	Transferts répartitions.....	13 217 523
	Fonds concours, dons, legs.....	12 047 373
	Total net des crédits.....	336 208 294

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neutre	Montants et sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	106 764 787,45			
Rétablissement crédits.....	- 187 302,06			
Dépenses nettes.....	106 577 485,40	»	0,60	8 215 957
Ordonnances.....	106 764 787,46			
Rétablissement crédits.....	- 187 302,06			
Dépenses nettes.....	106 577 485,40	»	0,60	8 215 957
Ordonnances.....	577 127 671,93			
Rétablissement crédits.....	- 4 591 396,58			
Dépenses nettes.....	572 536 275,35	0,13	2,78	326 368 020
Ordonnances.....	7 247 836 342,53			
Rétablissement crédits.....	- 290 000,00			
Dépenses nettes.....	7 247 546 342,53	0,02	4,49	1 219 515 872
Ordonnances.....	10 199 372,94			
Dépenses nettes.....	10 199 372,94	»	0,06	27 288 155
Ordonnances.....	7 835 163 387,40			
Rétablissement crédits.....	- 4 981 396,58			
Dépenses nettes.....	7 830 281 990,82	0,15	7,33	1 573 172 047
Ordonnances.....	47 986 084,62			
Dépenses nettes.....	47 986 084,62	»	1,38	81 378 290
Ordonnances.....	32 461 181,72			
Dépenses nettes.....	32 461 181,72	»	2,28	45 397 789
Ordonnances.....	263 277 582,38			
Rétablissement crédits.....	- 2 564 392,69			
Dépenses nettes.....	260 713 189,69	0,11	1,42	75 495 093

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Culture.....	Crédits initiaux.....	894 425 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 8 856 000
	Reports gestion précédente.....	370 065 239
	Transferts répartitions.....	19 365 000
	Fonds concours, dons, legs.....	209 387 772
	Total net des crédits.....	1 484 387 011
Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	35 280 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 264 000
	Reports gestion précédente.....	6 412 324
	Total net des crédits.....	37 428 324
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	4 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	9 765 000
	Reports gestion précédente.....	4 449 121
	Transferts répartitions.....	1 091 000
	Total net des crédits.....	20 105 121
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux.....	3 554 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 500 000
	Reports gestion précédente.....	3 963 808 662
	Transferts répartitions.....	- 327 875 000
	Total net des crédits.....	7 185 433 662
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	218 594 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 31 350 474
	Reports gestion précédente.....	376 429 549
	Transferts répartitions.....	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs.....	437 361 988
	Total net des crédits.....	961 203 563
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	1 781 325 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 397 410 000
	Reports gestion précédente.....	223 765 324
	Transferts répartitions.....	23 824 870
	Fonds concours, dons, legs.....	16 620 443
	Total net des crédits.....	1 648 125 637
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	317 100 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 60 543 000
	Reports gestion précédente.....	203 779 113
	Transferts répartitions.....	3 465 000
	Fonds concours, dons, legs.....	33 090 000
	Total net des crédits.....	496 891 113
Environnement et qualité de la vie.....	Crédits initiaux.....	42 865 000
	Variation prévisions dépenses.....	260 000
	Reports gestion précédente.....	69 328 845
	Transferts répartitions.....	14 172 462
	Fonds concours, dons, legs.....	20 229 138
	Total net des crédits.....	146 855 445
Industrie et recherche. I. - Secteur commune.....	Crédits initiaux.....	49 750 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 568 000
	Reports gestion précédente.....	82 388 070
	Transferts répartitions.....	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs.....	22 350 723
	Total net des crédits.....	154 389 793
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	Crédits initiaux.....	10 919 452 000
	Variation prévisions dépenses.....	754 511 000
	Reports gestion précédente.....	84 504 968
	Transferts répartitions.....	98 960 000
	Total net des crédits.....	11 857 427 968
Industrie et recherche. III. - Recherche.....	Crédits initiaux.....	19 697 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 187 000
	Reports gestion précédente.....	11 064 273
	Transferts répartitions.....	890 000
	Total net des crédits.....	28 464 273

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	1 247 949 947,64			
Rétablissement crédits	- 15 060,59			
Dépenses nettes	1 247 934 887,05	0,01	1,96	236 452 122
Ordonnances	14 526 963,36			
Dépenses nettes	14 526 963,36	»	0,64	22 901 360
Ordonnances	5 813 849,30			
Dépenses nettes	5 813 849,30	»	0,70	14 291 271
Ordonnances	6 114 069 041,39			
Dépenses nettes	6 114 069 041,39	0,03	1,64	1 071 364 619
Ordonnances	538 587 360,24			
Rétablissement crédits	- 69 932,63			
Dépenses nettes	538 517 427,61	»	0,39	422 686 135
Ordonnances	1 505 331 037,25			
Rétablissement crédits	- 5 306 823,42			
Dépenses nettes	1 500 024 213,84	»	2,16	148 101 421
Ordonnances	371 691 737,75			
Rétablissement crédits	- 910 000,00			
Dépenses nettes	370 781 737,75	»	2,25	126 109 373
Ordonnances	97 207 877,96			
Rétablissement crédits	- 3 710,54			
Dépenses nettes	97 204 167,42	»	3,58	49 651 274
Ordonnances	102 012 473,31			
Rétablissement crédits	- 364 533,00			
Dépenses nettes	101 647 940,31	»	0,69	52 741 852
Ordonnances	11 640 193 334,60			
Rétablissement crédits	- 2 502,78			
Dépenses nettes	11 648 190 831,32	0,07	1,25	217 237 135
Ordonnances	19 545 032,48			
Dépenses nettes	19 545 032,48	»	0,52	8 919 240

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	342 030 000
	Variation prévisions dépenses	- 11 455 000
	Reports gestion précédente	205 325 999
	Transferts répartitions	- 25 881 446
	Total net des crédits	510 019 553
Justice	Crédits initiaux	358 870 000
	Variation prévisions dépenses	- 14 169 000
	Reports gestion précédente	102 568 136
	Transferts répartitions	- 1 510 000
	Fonds concours, dons, legs	17 638 662
Total net des crédits	463 197 798	
Mer	Crédits initiaux	530 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 40 671 000
	Reports gestion précédente	56 216 254
	Transferts répartitions	2 209 005
	Fonds concours, dons, legs	268 557 953
Total net des crédits	817 012 212	
Relations extérieures. I - Services diplomatiques	Crédits initiaux	181 730 000
	Variation prévisions dépenses	17 789 110
	Reports gestion précédente	171 392 393
	Transferts répartitions	114 394 000
	Fonds concours, dons, legs	65 552 751
Total net des crédits	550 858 254	
Relations extérieures II - Coopération	Crédits initiaux	509 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 610 000
	Reports gestion précédente	7 948 095
	Transferts répartitions	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs	8 799 383
Total net des crédits	14 037 478	
Services du Premier ministre - Services généraux	Crédits initiaux	9 815 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 749 000
	Reports gestion précédente	10 812 684
	Transferts répartitions	- 703 000
Total net des crédits	16 175 684	
Secrétariat général de la défense nationale	Crédits initiaux	31 588 000
	Variation prévisions dépenses	- 5 332 000
	Reports gestion précédente	1 094 034
	Transferts répartitions	- 4 289 000
Total net des crédits	23 061 034	
Aménagement du territoire	Crédits initiaux	72 707 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 775 000
	Reports gestion précédente	66 544 691
	Transferts répartitions	- 77 040 218
Total net des crédits	58 536 473	
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	89 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 147 000
	Reports gestion précédente	12 614 954
	Transferts répartitions	- 1 797 000
	Fonds concours, dons, legs	3 922 161
Total net des crédits	93 651 115	
Tourisme	Crédits initiaux	12 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 700 000
	Reports gestion précédente	4 650 781
	Transferts répartitions	- 5 152 064
	Fonds concours, dons, legs	362 242
Total net des crédits	9 160 959	
Transports - Section commune	Crédits initiaux	78 728 240
	Variation prévisions dépenses	- 9 034 000
	Reports gestion précédente	14 797 363
	Transferts répartitions	- 14 574 250
Total net des crédits	69 917 353	

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Natura	Montants et sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	363 377 671,05			
Rètablissements crédits.....	- 11 466 230,36			
Dépenses nettes.....	351 911 440,69	»	2,31	158 108 110
Ordonnances.....	309 490 854,72			
Rètablissements crédits.....	- 50 478,41			
Dépenses nettes.....	309 440 376,31	0,05	1,74	153 757 420
Ordonnances.....	761 483 516,52			
Rètablissements crédits.....	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes.....	746 974 628,29	»	2,71	70 037 581
Ordonnances.....	358 832 065,80			
Dépenses nettes.....	358 832 065,80	»	0,20	192 026 188
Ordonnances.....	8 159 418,03			
Dépenses nettes.....	8 159 418,03	0,03	»	5 878 060
Ordonnances.....	12 118 947,72			
Rètablissements crédits.....	- 564 800,00			
Dépenses nettes.....	11 554 147,72	»	1,28	4 621 535
Ordonnances.....	21 498 056,47			
Dépenses nettes.....	21 498 056,47	»	1,53	1 562 976
Ordonnances.....	9 029 108,37			
Dépenses nettes.....	9 029 108,37	»	0,63	49 507 364
Ordonnances.....	86 742 936,74			
Dépenses nettes.....	86 742 936,74	»	1,26	6 903,277
Ordonnances.....	4 283 269,39			
Dépenses nettes.....	4 283 269,39	»	0,61	4 877 689
Ordonnances.....	51 427 618,51			
Rètablissements crédits.....	- 541 713,10			
Dépenses nettes.....	50 885 905,41	»	0,59	19 031 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	2 458 600 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 152 524 000
	Reports gestion précédente.....	82 631 395
	Transferts répartitions.....	- 1 951 700 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 123 290
	Total net des crédits.....	441 130 685
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	5 363 366 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 539 690 691
	Reports gestion précédente.....	1 311 462 147
	Transferts répartitions.....	- 40 576 569
	Fonds concours, dons, legs.....	3 704 055 875
	Total net des crédits.....	9 798 616 762
Transports. - Météorologie.....	Crédits initiaux.....	95 303 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 636 000
	Reports gestion précédente.....	24 159 387
	Transferts répartitions.....	- 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 902 056
	Total net des crédits.....	114 733 443
Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	376 664 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 631 384
	Reports gestion précédente.....	156 405 581
	Transferts répartitions.....	290 183 133
	Fonds concours, dons, legs.....	72 014 200
	Total net des crédits.....	898 904 298
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre V).....	Crédits initiaux.....	28 188 488 240
	Variation prévisions dépenses.....	- 555 426 671
	Reports gestion précédente.....	7 814 121 343
	Transferts répartitions.....	- 1 904 984 298
	Fonds concours, dons, legs.....	4 901 016 010
	Total net des crédits.....	38 442 214 624
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.		
Affaires sociales et solidarité II. - Santé, Solidarité.....	Crédits initiaux.....	1 617 176 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 62 305 837
	Reports gestion précédente.....	89 172 595
	Transferts répartitions.....	4 952 500
	Fonds concours, dons, legs.....	710 377 408
	Total net des crédits.....	2 359 372 666
Affaires sociales et solidarité III. - Travail, Emploi.....	Crédits initiaux.....	109 373 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 521 000
	Reports gestion précédente.....	28 028 557
	Transferts répartitions.....	1 780 000
		Total net des crédits.....
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	1 386 965 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 15 357 290
	Reports gestion précédente.....	295 194 775
	Transferts répartitions.....	162 411 067
	Fonds concours, dons, legs.....	135 363 326
	Total net des crédits.....	1 964 576 878
Commerce et artisanat.....	Crédits initiaux.....	72 680 000
	Variation prévisions dépenses.....	520 000
	Reports gestion précédente.....	69 719 320
	Transferts répartitions.....	- 5 628 500
		Total net des crédits.....
Culture.....	Crédits initiaux.....	1 403 342 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 82 172 000
	Reports gestion précédente.....	318 586 803
	Transferts répartitions.....	10 780 000
		Total net des crédits.....

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	381 778 223,68			
Rétablissement crédits.....	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes.....	376 308 386,01	»	2,99	64 822 296
Ordonnances.....	8 445 631 990,44			
Rétablissement crédits.....	- 2 921 583,81			
Dépenses nettes.....	8 442 710 406,63	0,07	3,44	1 355 968 352
Ordonnances.....	106 764 787,46			
Rétablissement crédits.....	- 187 302,06			
Dépenses nettes.....	106 577 485,40	»	0,60	8 216 957
Ordonnances.....	577 127 671,93			
Rétablissement crédits.....	- 4 591 396,58			
Dépenses nettes.....	572 536 275,35	0,13	2,78	326 368 020
Ordonnances.....	33 498 399 540,84			
Rétablissement crédits.....	- 49 539 185,87			
Dépenses nettes.....	33 448 860 354,97	0,50	43,53	4 994 354 226
Ordonnances.....	2 242 316 766,01			
Rétablissement crédits.....	- 13 183,99			
Dépenses nettes.....	2 242 303 582,02	»	0,96	117 068 083
Ordonnances.....	107 302 547,46			
Dépenses nettes.....	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnances.....	1 725 465 498,67			
Rétablissement crédits.....	- 5 572 860,84			
Dépenses nettes.....	1 718 832 638,03	0,01	4,96	245 684 236
Ordonnances.....	58 044 446,44			
Rétablissement crédits.....	- 567 807,77			
Dépenses nettes.....	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnances.....	1 339 167 107,96			
Dépenses nettes.....	1 335 167 107,96	»	3,04	311 368 692

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	214 072 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 12 778 000
	Reports gestion précédente.....	124 461 037
	Transferts répartitions.....	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs.....	28 240 728
	Total net des crédits.....	347 731 783
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	126 882 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 750 000
	Reports gestion précédente.....	65 076 757
	Total net des crédits.....	181 208 757
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux.....	4 743 790 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 206 624 000
	Reports gestion précédente.....	2 400 504 899
	Transferts répartitions.....	- 219 018 894
	Total net des crédits.....	6 718 652 005
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	36 000
	Total net des crédits.....	36 000
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	1 786 940 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 234 210 008
	Reports gestion précédente.....	117 658 985
	Transferts répartitions.....	- 10 298 000
	Fonds concours, dons, legs.....	639 821 108
	Total net des crédits.....	2 299 710 085
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	1 103 918 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 97 841 000
	Reports gestion précédente.....	88 663 405
	Transferts répartitions.....	- 16 932 000
	Total net des crédits.....	1 078 808 405
Environnement et qualité de la vie.....	Crédits initiaux.....	411 245 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 24 066 000
	Reports gestion précédente.....	31 816 904
	Transferts répartitions.....	- 53 887 397
	Fonds concours, dons, legs.....	577 290
	Total net des crédits.....	365 685 797
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	Crédits initiaux.....	3 361 035 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 40 279 604
	Reports gestion précédente.....	357 032 300
	Transferts répartitions.....	45 893 200
	Fonds concours, dons, legs.....	240 672 730
	Total net des crédits.....	3 964 353 626
Industrie et recherche. III. - Recherche.....	Crédits initiaux.....	9 832 330 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 571 720 670
	Reports gestion précédente.....	390 296 034
	Transferts répartitions.....	6 045 685 675
	Total net des crédits.....	16 696 591 239
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	3 625 397 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 34 068 600
	Reports gestion précédente.....	508 268 068
	Transferts répartitions.....	57 983 684
	Fonds concours, dons, legs.....	510 000
	Total net des crédits.....	4 158 090 150
Justice.....	Crédits initiaux.....	94 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 083 000
	Reports gestion précédente.....	6 375 984
	Total net des crédits.....	97 292 984

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	201 914 147,81			
Dépenses nettes.....	201 914 147,81	»	2,19	145 817 813
Ordonnances.....	181 133 757,00	-		
Dépenses nettes.....	181 133 757,00	»	»	75 000
Ordonnances.....	4 407 296 469,72			
Dépenses nettes.....	4 407 296 469,72	45 000,00	2,28	2 311 400 533
Ordonnances.....	5 000,00			
Dépenses nettes.....	5 000,00	»	»	31 000
Ordonnances.....	1 941 578 204,49			
Rétablissement crédits.....	- 42 572,68			
Dépenses nettes.....	1 941 535 631,81	»	1,19	358 174 452
Ordonnances.....	1 080 126 419,13			
Rétablissement crédits.....	- 11 200 000,00			
Dépenses nettes.....	1 068 926 419,13	»	0,87	9 881 985
Ordonnances.....	303 265 054,08			
Dépenses nettes.....	303 265 054,08	»	1,92	62 420 741
Ordonnances.....	3 293 591 818,01			
Rétablissement crédits.....	- 3 998 913,42			
Dépenses nettes.....	3 289 592 904,59	»	2,41	674 780 719
Ordonnances.....	18 548 315 137,00			
Rétablissement crédits.....	- 822 691,13			
Dépenses nettes.....	18 547 492 445,87	»	1,13	149 098 792
Ordonnances.....	3 503 761 433,82			
Rétablissement crédits.....	- 18 858,28			
Dépenses nettes.....	3 503 742 775,36	0,06	2,70	854 347 372
Ordonnances.....	71 525 119,67			
Dépenses nettes.....	71 525 119,67	0,09	0,42	25 787 864

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Mar.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	1 931 043 000 3 583 800 000 705 679 908 - 35 885 000 6 184 637 908
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Total net des crédits.....	79 270 000 5 340 932 52 231 030 136 841 962
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	1 271 650 000 - 4 767 403 54 291 326 - 45 000 000 1 278 053 923
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	331 665 000 2 500 000 48 981 582 6 783 336 387 939 899
Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	10 585 000 3 908 382 3 000 000 174 . 2
Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	1 . 03 000 - 34 000 475 803 672 058 564 84 438 949 1 894 776 968
Temps libre, jeunesse et sports.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	332 188 000 - 28 899 000 7 670 892 - 1 310 000 311 549 892
Tourisme.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	47 810 000 - 5 241 000 29 958 487 15 885 091 88 190 558
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	79 730 000 - 9 889 000 19 789 781 - 1 850 000 87 980 781
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	12 000 000 - 2 700 000 380 138 - 5 000 000 4 680 138
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	847 240 000 - 76 814 308 148 518 470 - 80 030 000 856 912 162
Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	14 136 559 000 - 245 810 544 1 586 078 811 - 11 118 984 848 4 129 000 000 6 487 062 219

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	5 614 438 795,59			
Dépenses nettes.....	5 614 438 795,59	»	0,41	570 199 112
Ordonnances.....	76 727 342,67			
Dépenses nettes.....	76 727 342,67	0,07	0,40	60 114 619
Ordonnances.....	1 114 244 035,81			
Dépenses nettes.....	1 114 244 035,81	0,04	0,23	161 809 887
Ordonnances.....	341 896 940,80			
Dépenses nettes.....	341 896 940,80	»	0,20	46 042 957
Ordonnances.....	15 298 506,15			
Dépenses nettes.....	15 298 506,15	»	0,85	2 194 675
Ordonnances.....	1 201 115 556,15			
Rétablissement crédits.....	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes.....	1 171 668 967,12	0,04	0,92	723 108 020
Ordonnances.....	305 377 087,80			
Dépenses nettes.....	305 377 087,80	»	0,20	6 172 804
Ordonnances.....	70 505 536,88			
Dépenses nettes.....	70 505 536,88	»	1,12	17 685,020
Ordonnances.....	76 777 734,00			
Dépenses nettes.....	76 777 734,00	»	»	11 203 027
Ordonnances.....	4 667 560,13			
Dépenses nettes.....	4 667 560,13	»	0,87	12 577
Ordonnances.....	804 603 085,96			
Rétablissement crédits.....	- 7 914 202,68			
Dépenses nettes.....	796 688 883,28	0,08	3,80	60 223 278
Ordonnances.....	7 247 836 342,53			
Rétablissement crédits.....	- 290 000,00			
Dépenses nettes.....	7 247 546 342,53	0,02	4,49	1 219 515 872

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sans
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VI)	Crédits initiaux.....	50 878 724 000
	Variation prévisions dépenses.....	877 358 768
	Reports gestion précédente.....	8 140 814 571
	Transferts répartitions.....	- 3 793 980 550
	Fonds concours, dons, legs.....	5 966 801 537
	Total net des crédits.....	61 869 718 328
Titre VII. - Répartition des dommages de guerre		
Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	17 450 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 501 000
	Reports gestion précédente.....	24 538 528
	Total net des crédits.....	37 487 528
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VII)	Crédits initiaux.....	17 450 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 501 000
	Reports gestion précédente.....	24 538 528
	Total net des crédits.....	37 487 528
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	28 188 488 240
	Variation prévisions dépenses.....	- 555 426 671
	Reports gestion précédente.....	7 814 121 343
	Transferts répartitions.....	- 1 904 984 298
	Fonds concours, dons, legs.....	4 901 016 010
	Total net des crédits.....	38 443 214 624
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	50 878 724 000
	Variation prévisions dépenses.....	877 358 768
	Reports gestion précédente.....	8 140 814 571
	Transferts répartitions.....	- 3 793 980 550
	Fonds concours, dons, legs.....	5 966 801 537
	Total net des crédits.....	61 869 718 328
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre.....	Crédits initiaux.....	17 450 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 4 501 000
	Reports gestion précédente.....	24 538 528
	Total net des crédits.....	37 487 528
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titres V à VII).....	Crédits initiaux.....	79 084 662 240
	Variation prévisions dépenses.....	117 431 097
	Reports gestion précédente.....	15 979 474 442
	Transferts répartitions.....	- 5 698 964 848
	Fonds concours, dons, legs.....	10 887 817 547
	Total net des crédits.....	100 350 420 478

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	53 878 297 451,74			
Rétablissements crédits.....	- 60 887 479,80			
Dépenses nettes.....	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47	8 052 353 318
Ordonnances.....	10 199 372,94			
Dépenses nettes.....	10 199 372,94	,	0,06	27 288 155
Ordonnances.....	10 199 372,94			
Dépenses nettes.....	10 199 372,94	,	0,06	27 288 155
Ordonnances.....	33 498 399 540,84			
Rétablissements crédits.....	- 49 539 185 87			
Dépenses nettes.....	33 448 860 354,97	0,50	43,53	4 994 354 226
Ordonnances.....	53 878 297 451,74			
Rétablissements crédits.....	- 60 887 479,80			
Dépenses nettes.....	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47	8 052 353 318
Ordonnances.....	10 199 372,94			
Dépenses nettes.....	10 199 372,94	,	0,06	27 288 155
Ordonnances.....	87 386 896 365,52			
Rétablissements crédits.....	- 110 426 665,67			
Dépenses nettes.....	87 276 469 699,85	45 000,91	80,06	13 073 995 699

Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix l'article 4 et le tableau C annexé.
 (L'article 4 et le tableau C annexé sont adoptés.)

Article 5 et tableau D annexé

M. le président. - « Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section conformément au tableau D annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits complémentaires
III. - Moyens des armes et services	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20
Totaux	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20

TABLEAU D
Dépenses ordinaires militaires

Tableau D. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre III. - Moyens des armées et services	Crédits initiaux.....	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 17 300 000
	Reports gestion précédente.....	36 515 627
	Transferts répartitions.....	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs.....	1 625 074
	Total net des crédits.....	14 844 634 294
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 17 300 000
	Reports gestion précédente.....	36 515 627
	Transferts répartitions.....	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs.....	1 625 074
	Total net des crédits.....	14 844 634 294
Défense		
Section Air		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux.....	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses.....	106 500 000
	Reports gestion précédente.....	70 574 816
	Transferts répartitions.....	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs.....	92 169 389
	Total net des crédits.....	13 955 667 154
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses.....	106 500 000
	Reports gestion précédente.....	70 574 816
	Transferts répartitions.....	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs.....	92 169 389
	Total net des crédits.....	13 955 667 154
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux.....	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses.....	522 188 000
	Reports gestion précédente.....	6 175 149
	Transferts répartitions.....	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs.....	38 680 074
	Total net des crédits.....	23 157 596 213
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses.....	522 188 000
	Reports gestion précédente.....	6 175 149
	Transferts répartitions.....	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs.....	38 680 074
	Total net des crédits.....	23 157 596 213
Défense		
Section Marine		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux.....	12 091 818 000
	Variation prévisions dépenses.....	161 900 000
	Reports gestion précédente.....	11 040 172
	Transferts répartitions.....	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs.....	8 090 155
	Total net des crédits.....	12 363 531 021
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	12 091 818 000
	Variation prévisions dépenses.....	161 900 000
	Reports gestion précédente.....	11 040 172
	Transferts répartitions.....	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs.....	8 090 155
	Total net des crédits.....	12 363 531 021

ordinaires militaires
BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984
ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	23 866 393 772,30			
Rétablissements crédits.....	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes.....	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnances.....	23 866 393 772,30			
Rétablissements crédits.....	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes.....	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnances.....	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits.....	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes.....	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnances.....	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits.....	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes.....	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnances.....	23 728 764 178,58			
Rétablissements crédits.....	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes.....	23 188 629 556,58	68 578 335,01	18 926 223,43	20 618 788
Ordonnances.....	23 728 764 178,58			
Rétablissements crédits.....	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes.....	23 188 629 556,58	68 578 335,01	18 926 223,43	20 618 788
Ordonnances.....	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits.....	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes.....	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 058
Ordonnances.....	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits.....	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes.....	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 058

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
RECAPITULATION		
Titre III. - Moyens des armes et services		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 300 000
	Reports gestion précédente	36 515 827
	Transferts répartitions	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs	1 625 074
	Total net des crédits	14 844 634 294
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses	106 500 000
	Reports gestion précédente	70 574 816
	Transferts répartitions	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs	92 169 369
	Total net des crédits	13 955 667 154
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses	522 166 000
	Reports gestion précédente	6 175 149
	Transferts répartitions	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs	38 666 074
	Total net des crédits	23 157 596 213
Défense. - Section Merine	Crédits initiaux	12 091 816 000
	Variation prévisions dépenses	161 900 000
	Reports gestion précédente	11 040 172
	Transferts répartitions	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs	8 090 155
	Total net des crédits	12 363 531 021
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titre III)	Crédits initiaux	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses	752 066 000
	Reports gestion précédente	124 305 764
	Transferts répartitions	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs	144 738 642
	Total net des crédits	78 475 775 045
RECAPITULATION GENERALE		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses	752 066 000
	Reports gestion précédente	124 305 764
	Transferts répartitions	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs	144 738 642
	Total net des crédits	78 475 775 045

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits.....	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes.....	12 141 986 306,48	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnances.....	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits.....	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes.....	12 141 986 306,48	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnances.....	23 366 393 772,30			
Rétablissements crédits.....	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes.....	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnances.....	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits.....	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes.....	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnances.....	23 728 764 178,56			
Rétablissements crédits.....	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes.....	23 188 629 556,58	68 576 335,01	18 926 223,43	20 616 768
Ordonnances.....	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits.....	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes.....	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 056
Ordonnances.....	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits.....	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes.....	12 141 986 306,48	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnances.....	87 026 853 948,06			
Rétablissements crédits.....	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes.....	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 735 530
Ordonnances.....	87 026 853 948,06			
Rétablissements crédits.....	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes.....	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 735 530

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sans
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titres III et IV).....	Crédits initiaux.....	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses.....	752 086 000
	Reportis gestion précédente.....	124 305 764
	Transferts réparations.....	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs.....	144 738 542
	Total net des crédits.....	76 475 775 045

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	87 028 853 948,06			
Rétablissement crédits.....	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes.....	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 733 530

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5 et le tableau D annexé.

(L'article 5 et le tableau D annexé sont adoptés.)

Article 6 et tableau E annexé

M. le président. - « Art. 6. - Le montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section, conformément au tableau E annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Equipement	60 568 173 689,12	0,17	18,05
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	200 080 331,84	»	1,16
Totaux	60 768 254 020,96	0,17	19,21

TABLEAU E
Dépenses militaires en capital

Tableau E. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section communs		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	18 432 500 000
	Variation prévisions dépenses	47 000 000
	Reports gestion précédente	1 961 573 213
	Transferts répartitions	- 7 824 696 000
	Fonds concours, dons, legs	30 341 531
	Total net des crédits	12 646 718 744
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	212 100 000
	Reports gestion précédente	63 831 795
	Transferts répartitions	5 000 000
	Total net des crédits	280 931 795
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 644 600 000
	Variation prévisions dépenses	47 000 000
	Reports gestion précédente	2 025 405 008
	Transferts répartitions	- 7 819 896 000
	Fonds concours, dons, legs	30 341 531
	Total net des crédits	12 927 650 539
Défense		
Section Air		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	18 644 800 000
	Variation prévisions dépenses	55 000 000
	Reports gestion précédente	1 270 417 855
	Transferts répartitions	1 988 967 498
	Fonds concours, dons, legs	333 824 258
	Total net des crédits	20 293 009 609
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 644 800 000
	Variation prévisions dépenses	55 000 000
	Reports gestion précédente	1 270 417 855
	Transferts répartitions	1 988 967 498
	Fonds concours, dons, legs	333 824 258
	Total net des crédits	20 293 009 609
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	18 206 800 000
	Variation prévisions dépenses	43 000 000
	Reports gestion précédente	187 813 019
	Transferts répartitions	5 920 000
	Fonds concours, dons, legs	149 026 360
	Total net des crédits	18 592 559 379
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 206 800 000
	Variation prévisions dépenses	43 000 000
	Reports gestion précédente	187 813 019
	Transferts répartitions	5 920 000
	Fonds concours, dons, legs	149 026 360
	Total net des crédits	18 592 559 379
Défense		
Section Marine		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	13 876 800 000
	Reports gestion précédente	508 637 359
	Transferts répartitions	- 287 330 000
	Fonds concours, dons, legs	26 980 829
	Total net des crédits	14 127 088 288

militaires en capital
 BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984
 ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	11 265 598 387,73			
Rétablissements crédits.....	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes.....	10 907 704 778,94	0,01	5,07	1 739 013 960
Ordonnances.....	200 080 331,84			
Dépenses nettes.....	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnances.....	11 465 678 719,57			
Rétablissements crédits.....	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes.....	11 107 785 110,78	0,01	6,23	1 819 865 422
Ordonnances.....	19 787 008 186,41			
Rétablissements crédits.....	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes.....	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnances.....	19 787 008 186,41			
Rétablissements crédits.....	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes.....	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnances.....	16 370 025 467,25			
Rétablissements crédits.....	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes.....	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnances.....	16 370 025 467,25			
Rétablissements crédits.....	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes.....	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnances.....	13 828 797 755,06			
Rétablissements crédits.....	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes.....	13 605 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et aens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	13 876 800 000 508 837 359 - 287 330 000 28 980 929
	Total net des crédits.....	14 127 088 288
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre V. - Equipement.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	1 227 000 000 - 34 400 000 145 372 117
	Total net des crédits.....	1 337 972 117
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	1 227 000 000 - 34 400 000 145 372 117
	Total net des crédits.....	1 337 972 117
RECAPITULATION		
Titre V. - Equipement		
Défense. - Section commune.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	18 432 600 000 47 000 000 1 961 573 213 - 7 824 896 000 30 341 531
	Total net des crédits.....	12 646 718 744
Défense. - Section Air.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	18 644 800 000 56 000 000 1 270 417 855 1 988 967 498 333 824 258
	Total net des crédits.....	20 293 009 609
Défense. - Section Forces terrestres.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	16 206 800 000 43 000 000 187 813 019 6 920 000 148 026 380
	Total net des crédits.....	16 592 559 379
Défense. - Section Marine.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	13 876 800 000 508 837 359 - 287 330 000 28 980 929
	Total net des crédits.....	14 127 088 288
Défense. - Section Gendarmerie.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	1 227 000 000 - 34 400 000 145 372 117
	Total net des crédits.....	1 337 972 117
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre V).....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	88 367 900 000 110 800 000 4 073 813 583 - 8 117 138 504 542 173 076
	Total net des crédits.....	84 997 348 137
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Défense. - Section commune.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	212 100 000 63 831 795 5 000 000
	Total net des crédits.....	280 931 795

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	13 638 797 755,06			
Rétablissement crédits.....	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes.....	13 415 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496
Ordonnancées.....	1 178 419 631,87			
Rétablissement crédits.....	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes.....	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées.....	1 178 419 631,87			
Rétablissement crédits.....	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes.....	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées.....	11 265 598 387,73			
Rétablissement crédits.....	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes.....	10 907 704 778,94	0,01	5,07	1 739 013 960
Ordonnancées.....	19 787 008 186,41			
Rétablissement crédits.....	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes.....	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnancées.....	16 370 025 467,25			
Rétablissement crédits.....	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes.....	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnancées.....	13 638 797 755,06			
Rétablissement crédits.....	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes.....	13 415 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496
Ordonnancées.....	1 178 419 631,87			
Rétablissement crédits.....	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes.....	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées.....	62 239 849 428,32			
Rétablissement crédits.....	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes.....	60 568 173 689,12	0,17	18,05	4 429 174 430
Ordonnancées.....	200 080 331,84			
Dépenses nettes.....	200 080 331,84	»	1,18	80 851 462

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et aens
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre VI).....	Crédits Initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	212 100 000 63 831 795 5 000 000 280 931 795
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Equipement.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	66 387 900 000 110 600 000 4 073 813 563 - 6 117 138 504 542 173 078 64 997 348 137
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	212 100 000 63 831 795 5 000 000 280 931 795
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titres V et VI).....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	66 600 000 000 110 600 000 4 137 645 358 - 6 112 138 504 542 173 078 65 278 279 932

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 et le tableau E annexé.

(L'article 6 et le tableau E annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neturs	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	200 080 331,84			
Dépenses nettes.....	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnances.....	62 239 849 426,32			
Rétablissement crédits.....	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes.....	60 568 173 689,12	0,17	18,05	4 429 174 430
Ordonnances.....	200 080 331,84			
Dépenses nettes.....	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnances.....	62 439 929 760,16			
Rétablissement crédits.....	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes.....	60 768 254 020,96	0,17	19,21	4 510 025 892

Article 7 et tableau F annexé

M. le président. - « Art. 7. - Le résultat du budget général de 1984 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes.....	927 445 200 503,78 F
Dépenses.....	1 074 756 886 208,77 F
Excédent des dépenses sur les recettes	147 311 685 704,99 F

La répartition de ces sommes fait l'objet du tableau F, annexé à la présente loi.

Tableau F
Résultat définitif du budget général de 1984
(En francs)

GRANDES CATEGORIES DE RECETTES	MONTANT DEFINITIF des recettes du budget général de l'année 1984
RECETTES	
A. - Recettes fiscales.....	936 223 535 051,19
B. - Recettes non fiscales.....	65 302 532 844,37
C. - Fonds de concours et recettes assimilées.....	35 017 124 637,05
D. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 78 158 303 348,56
E. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes.....	- 30 939 688 682,27
Total général des recettes.....	927 445 200 503,78
GRANDES CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT DEFINITIF des dépenses et des recettes du budget général de l'année 1984
DEPENSES	
<i>Dépenses ordinaires civiles</i>	
Titre I ^{er} . - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	172 343 993 309,78
Titre II. - Pouvoirs publics.....	2 588 954 000,00
Titre III. - Moyens des services.....	351 815 737 270,18
Titre IV. - Interventions publiques.....	323 733 235 166,20
	850 481 919 746,16
<i>Dépenses civiles en capital</i>	
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	33 448 860 354,97
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	53 817 409 971,94
Titre VII. - Réparation des dommages de guerre.....	10 199 372,94
	87 278 469 699,85
<i>Dépenses ordinaires militaires</i>	
Titre III. - Moyens des armes et services.....	76 230 242 741,80
	76 230 242 741,80
<i>Dépenses militaires en capital</i>	
Titre V. - Equipement.....	60 568 173 669,12
Titre VI. - Subvention d'investissement accordées par l'Etat.....	200 080 331,84
	60 768 254 020,96
Total général des dépenses.....	1 074 756 886 208,77
Report du total général des recettes.....	927 445 200 503,78
Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1984.....	147 311 685 704,99

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 7 et le tableau F annexé.
(L'article 7 et le tableau F annexé sont adoptés.)

Article 8 et tableau G annexé

M. le président. - « Art. 8. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services civils), rattachés pour ordre au budget général, sont arrêtés, pour 1984, en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau G annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Imprimerie nationale.....	1 674 444 950,12	119 012 538,61	44 814 513,49
Journaux officiels.....	451 239 593,59	6 851 038,34	7 949 222,75
Légion d'honneur.....	129 563 473,59	14 500 525,24	16 414 583,55
Monnaies et médailles.....	668 734 480,42	36 904 371,97	16 350 279,59
Ordre de la Libération.....	3 511 421,00	737 107,28	737 107,26
Postes et télécommunications.....	157 246 081 222,77	2 183 513 638,49	1 733 957 082,72
Prestations sociales agricoles.....	60 331 240 132,19	1 672 594 412,69	260 354 280,50
Totaux.....	220 504 815 273,68	4 034 113 632,62	2 080 577 079,94

Tableau G

Règlement définitif des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de 1984 (services civils)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Imprimerie nationale.....	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12
Journaux officiels.....	451 239 593,59	451 239 593,59
Légion d'honneur.....	129 563 473,59	129 563 473,59
Monnaies et médailles.....	668 734 480,42	668 734 480,42
Ordre de la Libération.....	3 511 421,00	3 511 421,00
Postes et télécommunications.....	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77
Prestations sociales agricoles.....	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19
Totaux.....	220 504 815 273,68	220 504 815 273,68

1^{re} PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1984	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1984	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés
1	2	3	4	5
<i>Imprimerie nationale</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 599 441 175	1 616 390 804,35	1 618 390 804,35	»
2 ^e section. - Equipement.....	15 302 036	56 054 145,77	56 054 145,77	»
Totaux.....	1 614 743 211	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12	»
<i>Journaux officiels</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	449 170 368	449 702 093,14	449 702 093,14	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	1 537 500,45	1 537 500,45	»
Totaux.....	449 170 368	451 239 593,59	451 239 593,59	»
<i>Légion d'honneur</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	129 134 397	129 563 473,59	129 563 473,59	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	»	»	»
Totaux.....	129 134 397	129 563 473,59	129 563 473,59	»

BUDGETS ANNEXES 1	EVALUATION des produits 2	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1984 3	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1984 4	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés 5
<i>Monnaies et médailles</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	661 210 710	651 333 883,18	651 333 883,18	»
2 ^e section. - Equipement.....	6 011 419	17 400 597,24	17 400 597,24	»
Totaux.....	667 222 129	668 734 480,42	668 734 480,42	»
<i>Ordre de la Libération</i>				
1 ^{re} section. - Recettes ordinaires.....	3 511 421	3 511 421,00	3 511 421,00	»
<i>Postes et télécommunications</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	136 480 348 933	137 218 967 012,31	137 218 967 012,31	»
2 ^e section. - Equipement.....	19 182 675 000	20 027 114 210,46	20 027 114 210,46	»
Totaux.....	155 663 023 933	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77	»
<i>Prestations sociales agricoles</i>				
1 ^{re} section. - Recettes ordinaires.....	58 919 000 000	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19	»
Totaux pour la situation des recettes.....	217 445 205 459	220 504 815 273,68	220 504 815 273,68	»

2^e PARTIE

Situation des dépenses

2^e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES 1	CREDITS initiaux 2	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses 3	En liaison avec la réalisation de certaines ressources 4	Au titre de mesures d'ordre réglementaire			
				Reporta de la gestion précédants 5	Transferts et répartitions 6	Fonds de concours et dons et legs 7	Mesures diverses 8
<i>Imprimerie nationale</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 553 864 036	»	7 147 175	28 375 302	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	44 732 000	»	9 000 000	13 916 500	»	»	»
Total	1 598 596 036	»	16 147 175	42 291 802	»	»	»
<i>Journaux officiels</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	376 982 974	»	57 807 394	»	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	14 400 000	»	»	4 415 037	»	»	»
Total	391 382 974	»	57 807 394	4 415 037	»	»	»
<i>Légion d'honneur</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	87 226 820	»	1 362 577	11 356	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	40 545 000	»	»	12 806 118	»	»	»
Total	127 771 820	»	1 362 577	12 817 474	»	»	»
<i>Monnaies et médailles</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	659 258 269	»	13 860	»	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	7 950 000	»	»	15 057 160	»	»	»
Total	667 208 269	»	13 860	15 057 160	»	»	»
<i>Ordre de la Libération</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	3 511,421	»	»	»	»	»	»
<i>Postes et télécommunications</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	113 278 798 514	938 300 000	1 689 419	107 374 494	»	67 143 336	»
2 ^e section. - Equipement.....	42 373 036 000	1 121 000 000	9 500 000	5 763 150 515	»	187 171 242	»
Total	155 651 834 514	2 059 300 000	11 189 419	5 870 525 009	»	254 314 578	»
<i>Prestations sociales agricoles</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	58 919 000 000	»	»	»	»	»	»
RECAPITULATION							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	174 878 622 034	938 300 000	68 020 425	135 781 152	»	67 143 336	»
2 ^e section. - Equipement.....	42 480 663 000	1 121 000 000	18 500 000	5 809 345 330	»	187 171 242	»
Totaux pour la situation des dépenses	217 359 285 034	2 059 300 000	86 520 425	5 945 108 482	»	254 314 578	»

DES DEPENSES

(francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS des crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS reportés à 1985
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
9	10	11	12	13	14	15
1 589 386 513	1 546 746 811,09	22 421 348,02	1 524 325 463,07	2 456 229,71	44 814 512,64	22 702 767
67 648 500	150 119 487,05	»	150 119 487,05	116 556 308,90	0,85	34 085 321
1 657 035 013	1 695 866 298,14	22 421 348,02	1 674 444 950,12	119 012 538,61	44 814 513,49	56 778 088
434 770 368	444 415 508,97	17 412 040,58	427 003 468,39	182 322,56	7 949 222,17	»
18 815 037	24 236 125,20	»	24 236 125,20	6 668 715,78	0,58	1 247 627
453 585 405	468 651 634,17	17 412 040,58	451 239 593,59	6 851 038,34	7 949 222,75	1 247 627
88 600 753	86 738 265,69	51 570,70	86 686 694,99	14 500 525,24	16 414 583,25	»
53 351 118	42 876 778,60	»	42 876 778,60	»	0,40	10 474 339
141 951 871	129 615 044,29	51 570,70	129 563 473,59	14 500 525,24	16 414 583,65	10 474 339
659 272 129	799 039 815,91	172 941 946,35	626 097 869,56	1 033 889,72	16 350 279,16	17 857 870
23 007 160	42 646 765,51	10 154,65	42 636 610,86	35 870 482,25	0,39	16 241 031
682 279 289	841 686 581,42	172 952 101,00	668 734 480,42	36 904 371,97	16 350 279,55	34 098 901
3 511 421	3 511 421,00	»	3 511 421,00	737 107,28	737 107,28	»
114 393 305 763	113 841 635 020,54	343 012 103,82	113 498 622 916,72	881 958 754,34	1 636 957 079,62	139 682 521
49 453 857 757	43 920 057 842,50	172 599 536,45	43 747 458 306,05	1 301 556 884,15	97 000 013,10	6 910 956 322
163 847 163 520	157 761 692 863,04	515 611 640,27	157 246 081 222,77	2 183 513 638,49	1 733 957 092,72	7 050 638 843
58 919 000 600	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19	1 672 594 412,69	260 354 280,50	»
176 087 846 947	177 053 326 975,39	555 839 009,47	176 497 487 965,92	2 573 461 241,54	1 983 577 064,62	180 243 158
49 616 679 572	44 179 936 998,86	172 609 691,10	44 007 327 307,76	1 460 652 391,08	97 000 015,32	6 973 004 640
225 704 526 519	221 233 263 974,25	728 448 700,57	220 504 815 273,68	4 034 113 632,62	2 080 577 079,94	7 153 247 798

3^e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX DES RECETTES ET DES DEPENSES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES			REGLEMENT DES DEPENSES		
	Recettes résultants des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses)	Totaux pour les recettes	Dépenses résultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes)	Totaux des dépenses
1	2	3	4	5	6	7
<i>Imprimerie nationale</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 618 390 804,35	»	1 618 390 804,35	1 524 325 463,07	»	1 524 325 463,07
2 ^e section. - Equipement.....	56 054 145,77	»	56 054 145,77	(1) 150 119 487,05	»	150 119 487,05
Totaux.....	1 674 444 950,12	»	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12	»	1 674 444 950,12
<i>Journaux officiels</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	449 702 093,14	»	449 702 093,14	427 003 468,39	»	427 003 468,39
2 ^e section. - Equipement.....	1 537 500,45	»	1 537 500,45	(2) 24 236 125,20	»	24 236 125,20
Totaux.....	451 239 593,59	»	451 239 593,59	451 239 593,59	»	451 239 593,59
<i>Légion d'honneur</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	129 563 473,59	»	129 563 473,59	72 190 070,35	14 496 624,63	86 686 694,99
2 ^e section. - Equipement.....	»	»	»	42 876 778,60	»	42 876 778,60
Totaux.....	129 563 473,59	»	129 563 473,59	115 066 848,96	14 496 624,63	129 563 473,59
<i>Monnaies et médailles</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	651 333 883,18	»	651 333 883,18	626 097 869,56	»	626 097 869,56
2 ^e section. - Equipement.....	17 400 597,24	»	17 400 597,24	(3) 42 636 610,86	»	42 636 610,86
Totaux.....	668 734 480,42	»	668 734 480,42	668 734 480,42	»	668 734 480,42
<i>Ordre de la Libération</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	3 511 421,00	»	3 511 421,00	2 774 313,72	737 107,28	3 511 421,00
<i>Postes et télécommunications</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	137 218 967 012,31	»	137 218 967 012,31	113 498 622 916,72	»	113 498 622 916,72
2 ^e section. - Equipement.....	20 027 114 210,46	»	20 027 114 210,46	43 747 458 306,05	»	43 747 458 306,05
Totaux.....	157 246 081 222,77	»	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77	»	157 246 081 222,77
<i>Prestations sociales agricoles</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19
Totaux pour les résultats généraux.....	220 504 815 273,68	»	220 504 815 273,68	220 489 581 541,77	15 233 731,91	220 504 815 273,68

OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS

- (1) Y compris une dépense de 97 603 696,69 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(2) Y compris une dépense de 5 671 955,40 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(3) Y compris une dépense de 31 001 239,56 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 8 et le tableau G annexé.
(L'article 8 et le tableau G annexé sont adoptés.)

Article 9 et tableau H annexé

M. le président. - « Art. 9. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services militaires), rattachés pour ordre au budget général, sont arrêtés, pour 1984, en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées ci-après au tableau. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau H annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Service des essences.....	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41
Totaux.....	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41

Tableau H

Règlement définitif des budgets annexes (Services militaires) rattachés pour ordre au budget général de 1984 (Défense)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DÉPENSES
Service des essences.....	4 653 931 206,04	4 653 931 206,04
Totaux.....	4 653 931 206,04	4 653 931 206,04

1^{re} PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	DROITS RESTANT à recouvrer à la clôture de la gestion 1983	DROITS constatés pendant la gestion 1984	TOTAL des droits constatés de la gestion 1984	RECouvreMENTS définitifs de la gestion 1984	RESTES à recouvrer sur les droits constatés
<i>Services des essences</i>						
1 ^{re} section. - Recettes d'exploitation.....	4 878 506 000	72 002 480,04	4 310 502 539,95	4 382 505 019,99	4 308 151 505,49	74 353 514,50
2 ^e section. - Opérations en capital.....	30 350 000	»	343 428 666,09	343 428 666,09	343 428 666,09	»
Totaux pour la situation des recettes.....	4 908 856 000	72 002 480,04	4 653 931 206,04	4 725 933 686,08	4 651 580 171,58	74 353 514,50

2^e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES 1	CREDITS Initiaux 2	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Per suite de variations dans les prévisions de dépenses 3	En liaison avec la réalisation de certaines ressources 4	Au titre de mesure d'ordre			
				Reporte de la gestion précédente 5	Transferts et répartitions 6	Fonds de concours et dons et legs 7	Mesures diverses 8
<i>Service des essences</i>							
1 ^{re} section. - Dépenses d'exploitation	4 786 568 000	»	»	7 970 490	»	»	»
2 ^e section. - Opérations en capital.....	120 290 000	»	»	46 920 831	»	»	»
Totaux.....	4 906 856 000	»	»	54 891 321	»	»	»
Totaux pour la situation des dépenses.....	4 906 856 000	»	»	54 891 321	»	»	»

3^e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX

(En

BUDGETS ANNEXES 1	REGLEMENT DES RECETTES		
	Recettes résultent des opérations propres 2	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses) 3	Totaux pour les recettes 4
<i>Service des essences</i>			
1 ^{re} section. - Exploitation.....	4 310 502 539,95	»	4 310 502 539,95
2 ^e section. - Capital.....	(1) 343 428 666,09	»	343 428 666,09
Totaux.....	4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04
Totaux pour les résultats généraux.....	4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04

DES DEPENSES

(francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS de crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENTS DES CREDITS		CREDITS REPORTES à 1985
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
9	10	11	12	13	14	15
4 794 536 490	4 641 772 172,97	216 149 032,56	4 425 623 140,41	,	302 260 321,59	66 653 028
167 210 831	234 338 352,65	6 030 287,02	228 308 065,63	113 230 224,45	1,82	52 132 968
4 961 747 321	4 876 110 525,62	222 179 319,58	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41	118 786 016
4 961 747 321	4 876 110 525,62	222 179 319,58	4 653 931 206,04	113 320 224,45	302 260 323,41	118 786 016

DES RECETTES ET DES DEPENSES

(francs)

REGLEMENT DES DEPENSES			OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS
Dépenses resultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes)	Totaux des dépenses	
5	6	7	8
4 425 623 140,41	,	4 425 623 140,41	(1) Y compris un prélèvement sur le fonds de réserve de 206 064 104,52.
228 308 065,63	,	228 308 065,63	
4 653 931 206,04	,	4 653 931 206,04	
4 653 931 206,04	,	4 653 931 206,04	

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9 et le tableau H annexé.

(L'article 9 et le tableau H annexé sont adoptés.)

Article 10 et tableau I annexé

M. le président. - « Art. 10. - I. Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, pour 1984, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits et les autorisations de découverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits et ces autorisations de découverts sont répartis par catégorie de comptes et ministère gestionnaire, conformément au tableau I, annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale.....	8 881 361 157,09	10 238 800 936,70	38 378 737,53	553 279 052,44	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes d'affectation spéciale.....	237 379 248,44	111 744 258,82	0,44	12 425 000,00	»
Comptes de commerce.....	79 982 592 880,65	82 519 830 291,50	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	417 365 843,80	818 008 024,10	»	»	»
Comptes d'opérations monétaires.....	15 999 038 134,43	7 836 827 909,44	»	»	27 750 892 627,23
Comptes d'avances.....	146 392 248 367,01	138 827 152 269,70	13 513 128 108,06	491 879 741,04	»
Comptes de prêts.....	7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	74 370 000,00	808 282,87	»
Totaux pour le § 2.....	249 973 082 072,28	237 051 840 783,30	13 587 498 108,49	506 111 023,91	27 750 892 627,23
Totaux généraux.....	259 854 433 229,35	247 290 641 720,00	13 625 876 848,02	1 058 390 078,35	27 750 892 627,23

« II. 1° Les soldes, à la date du 31 décembre 1984, des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère définitif et à caractère temporaire.....	447 029,24	1 185 827 141,45
Comptes de commerce.....	819 118 725,55	7 257 107 342,24
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	2 979 918 886,85	40 311 452,88
Comptes d'opérations monétaires.....	34 859 718 636,68	9 776 857 364,53
Comptes d'avances.....	40 007 118 789,80	»
Comptes de prêts.....	88 554 459 322,17	»
Totaux.....	147 220 782 387,07	18 260 103 300,90

« Les soldes ainsi arrêtés sont reportés à la gestion 1985 à l'exception d'un solde débiteur de 121 908 171,87 F concernant les comptes de prêts et d'un solde débiteur de 7 108 827 008,43 F concernant les comptes d'opérations monétaires qui font l'objet d'une affectation par l'article 15.

« 2° La répartition, par ministère, des sommes fixées au 1° est donnée au tableau I annexé à la présente loi. »

TABLEAU I

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985.

Tableau I. - Règlement définitif des comptes spéciaux

Résultats

(En

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1 ^{er} JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
Agriculture.....	»	499 287 266,85
Culture.....	»	148 909 617,30
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	447 028,24	57 841 977,15
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	»	4 070 823,78
Temps libre, jeunesse et sports.....	»	283 361 868,50
Défense. - Section commune.....	»	22 540 778,10
Total des opérations à caractère définitif.....	447 028,24	1 014 012 351,68
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
<i>Comptes d'avances</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	33 542 022 692,29	»
Total catégorie.....	33 542 022 692,29	»
<i>Comptes de prêts</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	67 709 307 653,98	»
Total catégorie.....	67 709 307 653,98	»
<i>Comptes de commerce</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	»	768 265 207,87
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	»	58 457 978,80
Justice.....	»	13 486 684,97
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	5 403 340,05	»
Urbanisme et logement.....	840 817 494,43	»
Défense. - Section commune.....	81 212 682,94	3 987 994 551,82
Total catégorie.....	927 433 417,42	4 828 184 423,26
<i>Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	3 156 242 389,83	545 792,13
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	»	23 477 084,03
Défense. - Section commune.....	8 000 000,00	»
Total catégorie.....	3 184 242 389,83	24 022 676,16
<i>Comptes d'opérations monétaires (4)</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	25 890 452 335,55	8 970 798 289,41
Total catégorie.....	25 890 452 335,55	8 970 798 289,41
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit.....	101 251 330 348,27	»
Comptes à découvert.....	29 982 128 142,80	13 823 005 538,83
RECAPITULATION		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
<i>Comptes dotés de crédits de dépenses</i>		
Comptes d'affectation spéciale.....	447 028,24	1 014 012 351,68
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
<i>Comptes dotés de crédits de dépenses</i>		
Comptes d'avances.....	33 542 022 692,29	»
Comptes de prêts.....	67 709 307 653,98	»
Total des comptes dotés de crédits de dépenses.....	101 251 330 348,27	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

comptables

(francs)

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
1 447 174 390,80	1 628 293 583,43	»	680 406 459,48
744 806 160,71	718 604 857,48	»	120 708 294,07
7 046 864 748,71	7 033 866 191,23	447 026,24	44 843 419,67
313 601 895,88	310 712 217,53	»	1 181 345,41
406 669 065,00	395 736 796,21	»	272 429 619,71
219 614 322,43	263 331 547,44	»	88 258 003,11
10 176 730 403,53	10 350 545 193,32	447 026,24	1 186 827 141,45
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	(3) 88 432 551 150,30	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	68 432 551 150,30	»
17 137 244 390,96	19 595 791 030,80	»	3 226 811 847,31
5 236 071 942,06	5 332 653 376,57	»	155 039 413,31
159 122 693,47	158 689 873,22	»	11 033 864,72
67 274 812,50	66 785 759,14	5 689 393,41	»
111 162 642,26	178 732 681,98	773 247 454,71	»
57 271 716 199,40	57 189 174 569,99	39 981 877,43	3 864 222 216,90
79 982 592 680,65	82 519 830 291,50	619 118 725,55	7 257 107 342,24
65 868 746,80	250 061 470,19	2 971 918 885,85	415 011,54
157 095 022,56	173 514 379,67	»	39 896 441,14
194 432 174,24	194 432 174,24	8 000 000,00	»
417 395 943,60	618 008 024,10	2 979 918 885,85	40 311 452,68
15 999 036 134,43	7 835 827 909,44	27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
15 999 036 134,43	7 835 827 909,44	(5) 27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
153 276 678 067,14	145 966 430 301,64	108 439 669 939,90	»
96 399 024 758,68	90 973 686 225,04	31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
10 176 730 403,53	10 350 545 193,32	447 026,24	1 186 827 141,45
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	88 432 551 150,30	»
153 276 678 067,14	145 966 430 301,64	108 439 669 939,90	»

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1 ^{er} JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
<i>Comptes à découvert</i>		
Comptes de commerce	927 433 417,42	4 828 184 423,26
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	3 164 242 389,83	24 022 876,16
Comptes d'opérations monétaires	25 830 452 335,55	8 970 796 289,41
Comptes en liquidation	»	»
Total des comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
Total des opérations à caractère définitif (1)	447 028,24	1 014 012 351,66
Total des opérations à caractère temporaire (2) :		
Comptes à crédit	101 251 330 346,27	»
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
RECAPITULATION GENERALE		
i. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes à crédit	447 028,24	1 014 012 351,66
ii. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes à crédit (2)	101 251 330 346,27	»
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
Total général :		
Comptes à crédit	101 251 777 374,51	1 014 012 351,66
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

(2) Non compris les opérations mentionnées en (1).

(3) Voir compris une somme de 121 908 171,87 F transportée en augmentation des découverts du Trésor en application de l'article 16 de la loi portant

(4) Y compris le solde du compte « Opérations avec le F.N.I. » d'un montant de moins 1 860 440 291,68 F au titre de 1984.

(5) Non compris le solde débiteur des pertes et bénéfices de change d'un montant de 7 108 827 008,43 F transportée en augmentation des découverts du

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépense nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
79 982 592 680,65 417 395 943,60 15 999 036 134,43	82 519 830 291,50 818 008 024,10 7 835 827 909,44	819 118 725,55 2 979 918 885,85 27 750 892 827,23	7 257 107 342,24 40 311 452,68 9 778 857 364,53
96 399 024 758,68	90 973 666 225,04	31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
153 276 678 067,14 96 399 024 758,68	145 966 430 301,64 90 973 666 225,04	108 439 669 939,90 31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
153 276 678 067,14 96 399 024 758,68	145 966 430 301,64 90 973 666 225,04	108 439 669 939,90 31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
163 455 408 470,67 96 399 024 758,68	156 316 975 494,96 90 973 666 225,04	108 440 116 968,14 31 549 930 238,63	1 185 827 141,45 17 074 276 159,45

règlement définitif du budget de 1978 (n° 80-1095 du 30 décembre 1980).

Trésor.

Tableau I. - Règlement définitif des comptes spéciaux

(En

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
COMPTES A CREDIT		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
Agriculture.....	Crédits initiaux..... Variations prévisions dépenses..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	1 600 045 369 - 34 000 000 9 293 021 119 681 431
	Total net des crédits.....	1 695 019 821
Culture.....	Crédits initiaux..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	746 500 000 8 555 178 138 233 617
	Total net des crédits.....	893 288 795
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	7 444 477 000 67 339 377 76 225 008
	Total net des crédits.....	7 588 041 385
Industrie et recherche. II. - Industrie.....	Crédits initiaux..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	310 000 000 712 217 4 071 284
	Total net des crédits.....	314 783 501
Temps libre, jeunesse et sports.....	Crédits initiaux..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	366 500 000 24 736 794 190 219 698
	Total net des crédits.....	581 456 492
Défense. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	216 000 000
	Total net des crédits.....	216 000 000
Total des opérations à caractère définitif.....	Crédits initiaux..... Variations prévisions dépenses..... Réalizations ressources..... Reports gestion précédente.....	10 683 522 369 - 34 000 000 110 636 587 528 431 038
	Total net des crédits.....	11 288 589 994
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (1)		
COMPTES A CREDIT		
<i>Comptes d'avances</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	132 371 000 000
	Total net des crédits.....	132 371 000 000
Total pour la catégorie.....	Crédits initiaux.....	132 371 000 000
	Total net des crédits.....	132 371 000 000
<i>Comptes de prêts</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux..... Variations prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	7 638 000 000 454 000 000 3 072 869 974
	Total net des crédits.....	11 164 869 974
Total pour la catégorie.....	Crédits initiaux..... Variations prévisions dépenses..... Reports gestion précédente.....	7 638 000 000 454 000 000 3 072 869 974
	Total net des crédits.....	11 164 869 974

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

(francs)

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Natures	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 447 174 390,60			
Dépenses nettes.....	1 447 174 390,60	1 053 421,89	17 900 070,09	230 998 782
Ordonnances.....	744 806 180,71			
Dépenses nettes.....	744 806 180,71	14 497,71	36 484 921,00	112 032 191
Ordonnances.....	7 046 864 748,71			
Dépenses nettes.....	7 046 864 748,71	2 972 945,22	480 615 509,51	63 534 072
Ordonnances.....	313 601 695,88			
Dépenses nettes.....	313 601 695,88	0,88	»	1 181 806
Ordonnances.....	406 669 065,00			
Dépenses nettes.....	406 669 065,00	»	2,00	174 787 425
Ordonnances.....	219 614 322,43			
Dépenses nettes.....	219 614 322,43	34 337 872,27	30 723 549,84	»
Ordonnances.....	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes.....	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 278
Ordonnances.....	145 392 248 367,01			
Dépenses nettes.....	145 392 248 367,01	13 513 128 108,05	491 879 741,03	»
Ordonnances.....	145 392 248 367,01			
Dépenses nettes.....	145 392 248 367,01	13 513 128 108,05	491 879 741,04	»
Ordonnances.....	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes.....	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 991
Ordonnances.....	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes.....	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 991

DESIGNATION	DUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
COMPTES A DECOUVERT		
<i>Comptes de commerce</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Autorisations initiales	100 000 000
	Total des autorisations	100 000 000
Education nationale. - Enseignement scolaire	Autorisations initiales	130 000 000
	Total des autorisations	130 000 000
Justice.....	Autorisations initiales	4 000 000
	Total des autorisations	4 000 000
Services du Premier ministr. - Services généraux	Autorisations initiales	6 000 000
	Total des autorisations	6 000 000
Urbanisme et logement	Autorisations initiales	1 134 000 000
	Total des autorisations	1 134 000 000
Défense. - Section commune.....	Autorisations initiales	150 000 000
	Total des autorisations	150 000 000
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	1 524 000 000
	Total des autorisations	1 524 000 000
<i>Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Autorisations initiales	4 530 000 000
	Total des autorisations	4 530 000 000
<i>Relations extérieures</i>		
I. - Services diplomatiques		
Défense. - Section commune.....	Autorisations initiales	8 000 000
	Total des autorisations	8 000 000
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	4 538 000 000
	Total des autorisations	4 538 000 000
<i>Comptes d'opérations monétaires</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....		
Total pour la catégorie		
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit.....	Crédits initiaux.....	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 072 869 974
	Total net des crédits.....	143 535 869 974
Comptes à découvert	Autorisations initiales	6 082 000 000
	Total des autorisations	6 082 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	17 137 244 390,96			
Dépenses nettes.....	17 137 244 390,96	»	»	»
Ordonnances.....	5 236 071 942,06			
Dépenses nettes.....	5 236 071 942,06	»	»	»
Ordonnances.....	159 122 693,47			
Dépenses nettes.....	159 122 693,47	»	»	»
Ordonnances.....	67 274 812,50			
Dépenses nettes.....	67 274 812,56	»	»	»
Ordonnances.....	111 162 642,26			
Dépenses nettes.....	111 162 642,26	»	»	»
Ordonnances.....	57 271 716 199,40			
Dépenses nettes.....	57 271 716 199,40	»	»	»
Ordonnances.....	79 982 592 680,65			
Dépenses nettes.....	79 982 592 680,65	»	»	»
Ordonnances.....	85 868 748,80			
Dépenses nettes.....	85 868 748,80	»	»	»
Ordonnances.....	157 055 022,56			
Dépenses nettes.....	157 095 022,56	»	»	»
Ordonnances.....	194 432 174,24			
Dépenses nettes.....	194 432 174,24	»	»	»
Ordonnances.....	417 395 943,80			
Dépenses nettes.....	417 395 943,80	»	»	»
Ordonnances.....	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes.....	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnances.....	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes.....	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnances.....	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes.....	153 276 678 067,14	13 587 498 106,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnances.....	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes.....	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
RECAPITULATION		
Récapitulation pour les opérations à caractère définitif		
Comptes à crédit		
Comptes d'affectation spéciale.....	Crédits initiaux.....	10 683 522 369
	Variations prévisions dépenses.....	- 34 000 000
	Réalisations ressources.....	110 636 587
	Reports gestion précédente.....	528 431 038
	Total net des crédits.....	11 288 589 994
Totaux pour les opérations à caractère définitif.....	Crédits initiaux.....	10 683 522 369
	Variations prévisions dépenses.....	- 34 000 000
	Réalisations ressources.....	110 636 587
	Reports gestion précédente.....	528 431 038
	Total net des crédits.....	11 288 589 994
Récapitulation pour les opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit		
Comptes d'avances.....	Crédits initiaux.....	132 371 000 000
	Total net des crédits.....	132 371 000 000
Comptes de prêts.....	Crédits initiaux.....	7 638 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	454 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 072 869 974
	Total net des crédits.....	11 164 869 974
Comptes à découvert.....		
Comptes de commerce.....	Autorisations initiales.....	1 524 000 000
	Total des autorisations.....	1 524 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	Autorisations initiales.....	4 538 000 000
	Total des autorisations.....	4 538 000 000
Comptes d'opérations monétaires.....		
Totaux pour les opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit.....	Crédits initiaux.....	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	454 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 072 869 974
	Total net des crédits.....	143 535 869 974
Comptes à découvert.....	Autorisations initiales.....	6 062 000 000
	Total des autorisations.....	6 062 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif.....		
	Crédits initiaux.....	10 683 522 369
	Variation prévisions dépenses.....	- 34 000 000
	Réalisations ressources.....	110 636 587
	Reports gestion précédente.....	528 431 038
	Total net des crédits.....	11 288 589 994
II. - Opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit.....	Crédits initiaux.....	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	454 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 072 869 974
	Total net des crédits.....	143 535 869 974
Comptes à découvert.....	Autorisations initiales.....	6 062 000 000
	Total des autorisations.....	6 062 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes.....	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 278
Ordonnances.....	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes.....	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 278
Ordonnances.....	145 392 248 387,01			
Dépenses nettes.....	145 392 248 387,01	13 513 128 108,05	491 679 741,04	»
Ordonnances.....	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes.....	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 891
Ordonnances.....	79 982 592 680,65			
Dépenses nettes.....	79 982 592 680,65	»	»	»
Ordonnances.....	417 395 943,60			
Dépenses nettes.....	417 395 943,60	»	»	»
Ordonnances.....	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes.....	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnances.....	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes.....	153 276 678 067,14	13 587 498 108,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnances.....	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes.....	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnances.....	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes.....	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 278
Ordonnances.....	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes.....	153 276 678 067,14	13 587 498 108,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnances.....	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes.....	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

SIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
<i>Totaux généraux</i>		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	150 692 522 369
	Variations prévisions dépenses	420 000 000
	Réalisations ressources	110 036 587
	Reports gestion précédente	3 601 301 012
	Total net des crédits	154 824 459 968
Comptes à découverts	Autorisations initiales	6 062 000 000
	Total des autorisations	6 062 000 000

(1) Non compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

(En

DESIGNATION	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984	
	Dépenses nettes	Recouvrements effectués
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
<i>Pour mémoire. - Opérations propres à 1984 seulement</i>		
Agriculture	206 689 246,44	105 750 810,08
Culture	90 000 000,00	5 143 696,54
Economie, finances et budget. - Services financiers	s	s
Temps libre. - Jeunesse et sports	710 000,00	849 750,00
Total pour les opérations à caractère temporaire comprises dans les comptes d'affectation spéciale	297 379 246,44	111 744 256,62

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10 et le tableau I annexé.

(L'article 10 et le tableau I annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	163 455 408 470,67			
Dépenses nettes.....	163 455 408 470,67	13 625 876 846,02	1 058 390 076,35	3 936 538 287
Ordonnances.....	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes.....	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

(francs)

OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Origine	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Crédits initiaux.....	203 246 000			
Reports gestion précédente.....	46 979 650			
Total net des crédits.....	250 225 650	0,44	»	43 556 404
Crédits initiaux.....	92 425 000			
Réalisations ressources.....	»			
Reports gestion précédente.....	16 000 000			
Total net des crédits.....	108 425 000	»	12 425 000,00	6 000 000
Crédits initiaux.....	»			
Reports gestion précédente.....	1 728 000			
Total net des crédits.....	1 728 000	»	»	1 016 000
Crédits initiaux.....	295 671 000			
Réalisations ressources.....	»			
Reports gestion précédente.....	64 707 650			
Total net des crédits.....	360 378 650	0,44	12 425 000,00	50 574 404

Article 11 et tableau J annexé

M. le président. - « Art. 11. - I. Les résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984 sont arrêtés aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par catégorie de comptes et par ministère gestionnaire, conformément au tableau J annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisation de découvert complémentaire
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes de prêts :					
903.04 Prêts aux organismes d'H.L.M..	»	628 086 758,58	»	»	»
Comptes de commerce :					
904.18 Construction de casernements..	142 215 242,87	39 932 529,06	»	»	»
Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers :					
906.07 Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la C.E.E. et ce pays.....	»	25 041 997,89	»	»	»
Total	142 215 242,87	693 061 285,53	»	»	»

« II. Les soldes, à la date du 31 décembre 1984, des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984 sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes de prêts :		
903.04 Prêts aux organismes d'H.L.M.....	14 106 278 328,19	»
Comptes de commerce :		
904.18 Construction de casernements.....	»	»
Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers :		
906.07 Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la C.E.E. et ce pays.....	535 538 758,39	»
Total.....	14 641 817 086,58	»

Tableau J. - Règlement définitif des comptes spéciaux

(En

DESIGNATION DES COMPTES DEFINITIVEMENT CLOS et indication des textes prononçant leur clôture	SOLDE AU 1 ^{er} JANVIER 1984		OPERATIONS DE L'ANNEE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs	Dépenses	Recettes
1	2	3	4	5
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE				
<i>Compte de prêts (1)</i>				
903.04. - Prêt aux organismes d'H.L.	14 734 365 086,77	»	»	628 086 758,58
<i>Compte de commerce (2)</i>				
904.18. - Construction de casemements.....	»	102 282 713,81	142 215 242,87	39 832 529,06
<i>Compte de règlement avec les gouvernements étrangers (3)</i>				
905-07. - Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la Communauté économique européenne et ce pays.....	560 580 754,28	»	»	25 041 997,89
Totaux pour les comptes clos.....	15 294 945 841,05	102 282 713,81	142 215 242,87	693 061 285,53

(1) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 70 de la loi de finances initiale pour 1985.

(2) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 64 de la loi de finances initiale pour 1984.

(3) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 67 de la loi de finances initiale pour 1985.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11 et le tableau J annexé.

(L'article 11 et le tableau J annexé sont adoptés.)

TABLEAU J

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984

du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984
francs)

REGLEMENT					SOLDES A LA CLOTURE DES COMPTES	
Des crédits			Des découverts		Débiteurs 9	Créditeurs 10
Crédits accordés L.F.I. 6	Ouverture de crédits complémentaires 7	Annulations de crédits non consommés 8	Découverts autorisés 9	Autorisations complémentaires 10		
»	»	»	»	»	14 106 278 328,19	»
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	535 538 756,39	»
»	»	»	»	»	14 641 817 084,58	»

Articles 12 à 15

M. le président. - « Art. 12. - Le solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor, pour 1984, est arrêté, conformément au tableau ci-après, à la somme de 2 832 987 732,36 F :

OPERATIONS	DEPENSES	RECETTES
Annuités de subventions non supportées par le budget général ou un compte spécial du Trésor	3 478 624,38	»
Charges résultant du paiement des rentes viagères	1 714 428,24	»
Pertes et profits sur remboursements anticipés de titres	778 993 017,87	2 843 122,00
Différences de change	»	»
Charges résultant des primes de remboursement et des indexations	2 062 390 327,16	»
Pertes et profits divers	»	10 745 543,28
Totaux	2 846 576 307,64	13 588 066,28
Solde	2 832 987 732,36	

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

« Art. 13. - Sont reconnues d'utilité publique, pour un montant total de 6 720 F, les dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, jugée par la Cour des comptes dans ses arrêts des 22 septembre 1982 et 2 mai 1984, au titre du ministère des relations extérieures. » - (Adopté.)

« Art. 14. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget est autorisé à admettre en surséance les avances au Trésor d'un montant de 2 950 millions de francs, consenties de 1980 à 1983 au service des alcools et imputées au compte spécial du Trésor "Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics". - (Adopté.)

« Art. 15. - I. - Les sommes énumérées ci-après, mentionnées aux articles 7, 9, 10, 11, 12 et 14, sont transportées en augmentation des découverts du Trésor :

Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1984	147 311 685 704,99 F
Résultat net des comptes spéciaux du Trésor soldés en 1984	7 108 827 008,43 F
Solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt pour 1984	2 832 987 732,36 F
Résultat net des comptes spéciaux du Trésor clos au 31 décembre 1984	14 641 817 084,58 F
Admission en surséance d'avances irrécouvrables	2 950 000 000,00 F

Total 174 845 317 530,36 F

« II. - Conformément à l'article 16 de la loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 portant règlement définitif du budget de 1978, il est fait remise de dettes à certains pays appartenant à la catégorie des pays les moins avancés pour un montant de

121 908 171,87 F

« La somme précitée, correspondant au montant en capital des échéances, du 31 décembre 1984, est transportée en augmentation des découverts du Trésor.

« Montant à transporter en augmentation des découverts du Trésor (I + II)

174 967 225 702,23 F »

(Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi par le groupe Front national [R.N.] d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	308
Nombre de suffrages exprimés	272
Majorité absolue	137
Pour l'adoption	239
Contre	33

L'Assemblée nationale a adopté.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1985

M. le président. Nous en venons à l'examen des articles du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985.

Article 1^{er}

M. le président. « Art. 1^{er}. - Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1985 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

DESIGNATION	CHARGES		RESSOURCES
A. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF			
<i>Budget général et comptes d'affectation spéciale</i>			
Ressources :			
Budget général (1).....	1 003 066 480 401,79		
Comptes d'affectation spéciale.....	11 438 018 007,43		
Total			1 014 504 478 409,22
<i>Charges</i>			
Dépenses ordinaires civiles :			
Budget général.....	927 357 817 988,12		
Comptes d'affectation spéciale.....	9 646 018 158,58		
Total		937 003 836 144,68	
Dépenses civiles en capital :			
Budget général.....	84 605 838 166,87		
Comptes d'affectation spéciale.....	1 119 021 821,28		
Total		85 724 859 988,15	
Dépenses militaires :			
Budget général.....	145 606 585 249,72		
Comptes d'affectation spéciale.....	260 409 040,04		
Total		145 866 994 289,78	
Totaux (budget général et comptes d'affectation spéciale).....		1 168 595 690 422,59	1 014 504 478 409,22
<i>Budgets annexes</i>			
Imprimerie nationale.....	1 746 034 419,70		1 746 034 419,70
Journaux officiels.....	496 895 544,22		496 895 544,22
Légion d'honneur.....	130 736 458,04		130 736 458,04
Monnaies et médailles.....	591 949 223,85		591 949 223,85
Navigation aérienne.....	1 834 536 831,81		1 834 536 831,81
Ordre de la Libération.....	3 331 203,00		3 331 203,00
Postes et télécommunications.....	178 002 143 801,24		178 002 143 801,24
Prestations sociales agricoles.....	63 859 434 754,47		63 859 434 754,47
Essences.....	4 727 818 814,47		4 727 818 814,47
Totaux budgets annexes.....	249 392 878 050,60		249 392 878 050,60
Totaux (A).....	1 417 988 568 473,39		1 263 897 354 460,02
Excédent des charges définitives de l'Etat.....	154 091 214 013,37		
B. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE			
<i>Comptes spéciaux du Trésor</i>			
Comptes d'affectation spéciale.....		275 484 886,51	138 591 418,77
<i>Comptes de prêts :</i>			
	<i>Charges</i>	<i>Ressources</i>	
F.D.E.S.....	1 821 875 046,18	9 644 890 435,98	
Autres prêts.....	8 315 165 469,81	477 498 486,83	
Totaux (comptes de prêts).....	7 937 040 515,79		10 122 388 922,81
Comptes d'avances.....	162 494 199 776,50		158 686 129 218,89
Comptes de commerce (résultat net).....	1 807 848 764,54		
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (résultat net).....	(-) 159 387 289,25		
Comptes d'opérations monétaires, hors F.M.I. (résultat net).....	1 912 140 270,81		
Totaux (B).....	174 267 304 944,90		168 947 109 558,47
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B).....	5 320 195 386,43		
Excédent net des charges (hors F.M.I.).....	159 411 409 399,80		

(1) Après déduction des prélèvements sur les recettes de l'Etat (117 970 516 712,55 F) au profit des collectivités locales et des communautés européennes.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2 et tableau A annexé

M. le président. « Art. 2. - Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 1985 est arrêté à 1 003 066 460 401,79 F. La répartition de cette somme fait l'objet du tableau A annexé à la présente loi ».

TABLEAU A

Règlement définitif des recettes du budget général 1985



Tableau A. - Règlement définitif des

(En

DESIGNATION DES DROITS ET PRODUITS	EVALUATION des droits et produits	RESTES A RECOURRER au 1 ^{er} janvier	DROITS pris en charges
A. - Recettes fiscales :			
Produits des impôts directs et taxes assimilées	387 118 000 000	79 530 877 134,22	286 578 486 215,72
Produits de l'enregistrement.....	44 589 000 000	1 147 527 821,63	43 422 907 549,05
Produits du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse.....	8 578 000 000	183 288 950,25	7 982 600 238,18
Droits d'importation, taxes intérieures sur les produits pétroliers et divers produits des douanes.....	96 547 000 000	25 534 200,92	125 196 926,93
Produits de la taxe sur la valeur ajoutée.....	444 824 000 000	21 656 718 944,91	318 975 595 294,81
Produits des contributions indirectes.....	25 917 000 000	157 050 920,95	18 395 850 157,84
Produits des autres taxes indirectes.....	1 733 000 000	19 982 626,19	1 773 642 126,65
Total des recettes fiscales.....	1 009 104 000 000	102 720 980 599,07	675 254 278 507,18
B. - Recettes non fiscales :			
Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier.....	13 625 300 000	513 533,71	10 208 799 615,30
Produits et revenus du domaine de l'Etat.....	2 814 700 000	21 013 258,99	1 970 852 510,65
Taxes, redevances et recettes assimilées.....	10 282 290 000	3 598 930 728,72	11 753 116 099,80
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital.....	10 634 000 000	1 242 217 537,40	7 240 586 127,67
Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat.....	14 550 600 000	504 870 047,13	14 218 442 438,71
Recettes provenant de l'extérieur.....	2 838 000 000	132 594,11	2 745 384 857,26
Opérations entre administrations et services publics.....	1 108 433 000	156 841 575,32	1 370 881 410,57
Divers.....	4 821 700 000	2 347 305 602,49	8 763 435 057,29
Total des recettes non fiscales.....	60 475 023 000	7 871 624 877,87	56 271 498 117,25
C. - Fonds de concours et recettes assimilées.....	Mémoire	4 494 855 323,30	41 260 492 467,42
Total A à C.....	1 069 579 023 000	115 087 480 800,24	772 786 269 091,85
D. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales.....	- 81 509 000 000	»	»
E. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des commu- nautés européennes.....	- 33 775 000 000	»	»
Total des recettes du budget général.....	954 295 023 000	115 087 480 800,24	772 786 269 091,85

recettes du budget général de 1985

francs).

ANNULATIONS de prises en charge	TOTAL des droits constatés	RECOUVREMENTS sur prises en charges	RESTES A RECOUVRER au 31 décembre	RECETTES au comptant	TOTAL des recettes budgétaires
203 236 815,45	385 906 128 534,49	276 421 449 012,15	89 484 877 522,34	112 412 582 243,14	388 834 011 255,29
397 646 180,11	44 172 789 210,57	43 002 880 322,44	1 169 908 888,13	- 20 000 000,00	42 982 880 322,44
20 858 828,07	8 145 232 380,38	7 933 770 303,15	211 482 057,21	218 788 548,32	8 152 568 852,47
5 147 835,87	145 583 291,88	118 375 197,76	27 208 094,12	94 074 988 792,89	94 183 383 990,85
1 744 954 137,53	336 887 360 102,19	311 783 208 005,08	25 104 152 097,13	141 036 013 636,36	452 819 221 641,42
14 089 869,05	18 538 811 209,74	18 325 075 813,94	213 735 395,80	7 477 381 374,42	25 802 457 188,36
3 811 572,11	1 789 813 180,73	1 768 155 014,66	21 658 166,07	5 905 704,51	1 774 060 719,17
2 389 543 216,29	775 585 715 889,96	659 352 913 869,18	116 232 802 220,80	355 205 650 300,64	1 014 558 563 989,80
30 883 015,15	10 178 430 133,86	10 177 985 322,35	444 811,51	3 529 375 584,57	13 707 860 908,92
2 047 287,21	1 989 818 502,43	1 957 731 238,21	32 087 264,22	133 382 404,08	2 091 093 842,29
3 856 642 045,58	11 495 404 782,94	8 696 522 894,32	4 798 881 888,62	3 932 540 822,54	10 629 063 718,86
202 182 976,30	8 280 810 888,77	6 088 400 983,02	2 192 209 705,75	1 983 063 497,38	8 071 484 480,40
12 940 158,14	14 710 172 327,70	14 138 997 887,35	571 174 640,35	154 280 847,34	14 293 278 534,69
31 102 093,81	2 714 415 357,56	2 714 415 357,56	»	105 978 915,45	2 820 394 273,01
3 853 839,10	1 523 869 148,79	1 370 976 912,26	152 892 234,53	321 271 355,40	1 692 248 267,86
188 565 742,03	8 924 174 917,75	8 440 757 489,34	2 483 417 428,41	8 819 158 986,85	13 258 914 476,19
4 326 227 137,32	59 816 895 857,80	49 585 787 884,41	10 231 107 973,39	16 979 530 413,61	86 585 318 298,02
300 057 253,57	45 455 290 537,15	39 913 094 846,52	5 542 195 690,63	»	39 913 094 846,52
7 015 827 807,18	880 857 902 284,91	748 851 796 400,09	132 006 105 884,82	372 185 180 714,25	1 121 036 877 114,34
»	»	»	»	- 82 911 523 222,12	- 82 911 523 222,12
»	»	»	»	- 35 058 993 490,43	- 35 058 993 490,43
7 015 827 807,18	880 857 902 284,91	748 851 796 400,09	132 006 105 884,82	254 214 664 001,70	1 003 068 480 401,79

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2 et le tableau A annexé.

(L'article 2 et le tableau A annexé sont adoptés.)

Article 3 et tableau B annexé

M. le président. - « Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau B annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
I. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	197 170 611 069,51	8 414 211 854,70	1 995 438 750,19
II. Pouvoirs publics.....	2 587 152 000,00	»	»
III. Moyens des services.....	372 415 904 894,58	243 302 153,88	2 313 593 375,30
IV. Interventions publiques.....	356 184 260 032,03	755 276 610,30	3 375 283 740,27
Totaux.....	927 357 817 986,12	7 412 789 618,88	7 684 625 865,76

TABLEAU B
Dépenses ordinaires civiles

Tableau B. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section communs		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 099 297 021
	Variation prévisions dépenses	3 882 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 099 297 021
	Variation prévisions dépenses	3 882 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé. - Solidarité		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 835 374 800
	Variation prévisions dépenses	- 7 500 000
	Reports gestion précédente	1 308 553
	Transferts répartitions	8 824 830
	Fonds concours, dons, legs	1 912 087
	Total net des crédits	1 839 718 080
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	26 251 301 148
	Variation prévisions dépenses	- 2 218 220 000
	Reports gestion précédente	53 747 442
	Transferts répartitions	381 918 000
	Fonds concours, dons, legs	7 322 800
	Total net des crédits	24 478 087 190
Total pour le ministère	Crédits initiaux	28 086 975 948
	Variation prévisions dépenses	- 2 223 720 000
	Reports gestion précédente	55 063 885
	Transferts répartitions	380 540 630
	Fonds concours, dons, legs	9 234 897
	Total net des crédits	26 317 785 270
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail. Emploi		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 203 730 992
	Reports gestion précédente	5 353 429
	Transferts répartitions	4 031 272
	Total net des crédits	3 213 115 693
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	45 700 486 541
	Variation prévisions dépenses	- 14 850 000
	Reports gestion précédente	5 075 641 228
	Transferts répartitions	3 959 587 478
	Fonds concours, dons, legs	3 705 119 857
	Total net des crédits	58 425 984 904
Total pour le ministère	Crédits initiaux	48 904 217 533
	Variation prévisions dépenses	- 14 850 000
	Reports gestion précédente	5 080 994 657
	Transferts répartitions	3 963 818 750
	Fonds concours, dons, legs	3 705 119 857
	Total net des crédits	61 639 100 587

ordinaires civiles

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 123 836 889,73			
Rétablissements crédits.....	- 1 207 845,05			
Dépenses nettes.....	1 122 629 044,68	6 384 272,85	73 215 019,97	22 484 765
Ordonnances.....	1 123 836 889,73			
Rétablissements crédits.....	- 1 207 845,05			
Dépenses nettes.....	1 122 629 044,68	6 384 272,85	73 215 019,97	22 484 765
Ordonnances.....	1 723 012 018,37			
Rétablissements crédits.....	- 516 360,89			
Dépenses nettes.....	1 722 495 657,48		116 002 946,52	1 219 474
Ordonnances.....	24 264 960 758,50			
Rétablissements crédits.....	- 290 114,00			
Dépenses nettes.....	24 264 670 644,50	5 045 760,06	132 261 910,56	86 180 395
Ordonnances.....	25 987 972 776,87			
Rétablissements crédits.....	- 806 474,89			
Dépenses nettes.....	25 937 168 301,98	5 045 760,06	248 264 859,08	87 399 869
Ordonnances.....	3 139 689 542,62			
Rétablissements crédits.....	- 5 337 541,14			
Dépenses nettes.....	3 134 352 001,48		75 825 660,52	2 938 031
Ordonnances.....	56 221 796 329,51			
Rétablissements crédits.....	- 3 546 153,60			
Dépenses nettes.....	56 218 250 175,91		102 259 722,09	3 106 475 006
Ordonnances.....	58 361 485 872,13			
Rétablissements crédits.....	- 6 683 694,74			
Dépenses nettes.....	58 352 602 177,39		176 085 382,61	3 108 412 037

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Agriculture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits Initiaux.....	5 601 102 582
	Variation prévisions dépenses.....	31 241 636
	Reports gestion précédente.....	25 111 282
	Transferts répartitions.....	- 1 021 224 011
	Fonds concours, dons, legs.....	131 393 767
	Total net des crédits.....	4 787 625 206
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	25 143 658 519
	Variation prévisions dépenses.....	38 282 789
	Reports gestion précédente.....	1 871 094 147
	Transferts répartitions.....	93 218 547
	Fonds concours, dons, legs.....	707 056 317
	Total net des crédits.....	27 853 309 319
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	30 744 781 071
	Variation prévisions dépenses.....	69 524 425
	Reports gestion précédente.....	1 896 205 409
	Transferts répartitions.....	- 828 006 464
	Fonds concours, dons, legs.....	638 449 084
	Total net des crédits.....	32 620 934 525
Anciens combattants		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	1 013 738 043
	Variation prévisions dépenses.....	- 18 048 000
	Reports gestion précédente.....	50 011 253
	Transferts répartitions.....	- 288 421 995
	Fonds concours, dons, legs.....	59 387 256
	Total net des crédits.....	838 648 557
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	25 224 948 757
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 964 000
	Reports gestion précédente.....	5 743 339
	Transferts répartitions.....	200 000
	Fonds concours, dons, legs.....	83 903 810
	Total net des crédits.....	25 312 841 906
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	28 238 686 800
	Variation prévisions dépenses.....	- 18 000 000
	Reports gestion précédente.....	55 754 582
	Transferts répartitions.....	- 288 221 995
	Fonds concours, dons, legs.....	143 271 086
	Total net des crédits.....	28 151 490 483
Commerce, artisanat et tourisme		
Commerce et artisanat		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	38 949 481
	Reports gestion précédente.....	178 690
	Transferts répartitions.....	3 418 000
	Total net des crédits.....	42 547 171
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	470 224 201
	Variation prévisions dépenses.....	- 400 000
	Reports gestion précédente.....	8 451 200
	Transferts répartitions.....	44 858 582
	Total net des crédits.....	521 933 983
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	509 173 682
	Variation prévisions dépenses.....	400 000
	Reports gestion précédente.....	8 630 890
	Transferts répartitions.....	48 276 582
	Total net des crédits.....	564 481 184

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	4 661 334 517,13			
Rétablissements crédits.....	- 18 854 856,56			
Dépenses nettes.....	4 644 679 660,58		93 025 516,42	29 920 029
Ordonnances.....	26 104 929 774,44			
Rétablissements crédits.....	- 533 660,45			
Dépenses nettes.....	26 104 395 913,99	375 306 721,77	214 789,78	2 124 006 337
Ordonnances.....	30 766 264 291,57			
Rétablissements crédits.....	- 17 188 717,00			
Dépenses nettes.....	30 749 075 574,57	375 306 721,77	93 240 306,20	2 153 925 366
Ordonnances.....	787 006 629,47			
Rétablissements crédits.....	- 13 646 044,95			
Dépenses nettes.....	773 359 584,52	0,09	23 749 079,57	41 539 893
Ordonnances.....	25 479 627 349,97			
Rétablissements crédits.....	- 1 871 840,74			
Dépenses nettes.....	25 477 755 509,23	295 256 738,90	121 065 716,87	9 277 420
Ordonnances.....	26 266 632 979,44			
Rétablissements crédits.....	- 15 517 885,69			
Dépenses nettes.....	26 251 115 093,75	295 256 738,99	144 814 795,24	50 817 313
Ordonnances.....	39 765 485,84			
Rétablissements crédits.....	- 185 717,90			
Dépenses nettes.....	39 579 767,94		2 917 039,06	50 364
Ordonnances.....	518 593 481,73			
Rétablissements crédits.....	- 30 000,00			
Dépenses nettes.....	518 563 481,73	7 480 246,06	10 850 757,35	
Ordonnances.....	558 358 967,57			
Rétablissements crédits.....	- 215 717,90			
Dépenses nettes.....	558 143 249,67	7 480 246 06	13 767 796,41	50 364

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Commerce, artisanat et tourisme		
II. - Tourisme		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	189 412 864
	Variation prévisions dépenses.....	9 500 000
	Reports gestion précédente.....	225 087
	Transferts répartitions.....	605 298
	Total net des crédits.....	179 743 259
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	41 424 913
	Variation prévisions dépenses.....	5 000 000
	Reports gestion précédente.....	1 350 000
	Transferts répartitions.....	41 418 000
	Total net des crédits.....	89 192 913
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	210 837 777
	Variation prévisions dépenses.....	14 500 000
	Reports gestion précédente.....	1 575 097
	Transferts répartitions.....	42 023 298
	Total net des crédits.....	268 936 172
Culture		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	3 334 630 638
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 304 000
	Reports gestion précédente.....	50 814 698
	Transferts répartitions.....	- 126 250 818
	Fonds concours, dons, legs.....	58 275 756
	Total net des crédits.....	3 308 166 274
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	2 404 190 836
	Variation prévisions dépenses.....	23 854 000
	Reports gestion précédente.....	10 100 351
	Transferts répartitions.....	- 4 072 930
	Total net des crédits.....	2 434 072 257
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	5 738 821 474
	Variation prévisions dépenses.....	14 550 000
	Reports gestion précédente.....	60 915 049
	Transferts répartitions.....	- 130 323 748
	Fonds concours, dons, legs.....	58 275 756
	Total net des crédits.....	5 742 238 531
Départements territoriaux d'outre-mer		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	511 450 610
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 515 000
	Reports gestion précédente.....	1 781 436
	Transferts répartitions.....	2 856 391
	Total net des crédits.....	510 553 437
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	511 450 610
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 515 000
	Reports gestion précédente.....	1 781 436
	Transferts répartitions.....	2 856 391
	Total net des crédits.....	510 553 437
Départements d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	143 500 000
	Variation prévisions dépenses.....	1 040 000
	Reports gestion précédente.....	600 000
	Transferts répartitions.....	- 7 150 000
	Fonds concours, dons, legs.....	71 491 685
	Total net des crédits.....	209 481 685
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	143 500 000
	Variation prévisions dépenses.....	1 040 000
	Reports gestion précédente.....	600 000
	Transferts répartitions.....	- 7 150 000
	Fonds concours, dons, legs.....	71 491 685
	Total net des crédits.....	208 481 685

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	173 114 942,17			
Rétablissements crédits.....	- 621 979,84			
Dépenses nettes.....	172 492 962,53	0,04	6 697 668,51	562 428
Ordonnances.....	80 252 855,00			
Dépenses nettes.....	80 252 855,00	»	5 925 667,00	3 014 391
Ordonnances.....	253 367 797,17			
Rétablissements crédits.....	- 621 979,84			
Dépenses nettes.....	252 745 817,53	0,04	12 623 536,51	3 566 819
Ordonnances.....	3 148 916 536,91			
Rétablissements crédits.....	- 2 798 721,29			
Dépenses nettes.....	3 146 117 815,62	0,08	106 406 817,46	56 641 641
Ordonnances.....	2 472 176 241,06			
Rétablissements crédits.....	- 2 000,00			
Dépenses nettes.....	2 472 174 241,06	61 666 432,00	16 908 451,96	6 777 906
Ordonnances.....	5 621 082 777,96			
Rétablissements crédits.....	- 2 800 721,29			
Dépenses nettes.....	5 618 282 056,67	61 666 432,08	122 365 269,41	63 419 637
Ordonnances.....	488 227 156,50			
Rétablissements crédits.....	- 3 532 501,75			
Dépenses nettes.....	484 694 653,75	1 898 106,38	26 101 539,83	1 656 349
Ordonnances.....	488 227 156,50			
Rétablissements crédits.....	- 3 532 501,75			
Dépenses nettes.....	484 694 653,75	1 898 106,38	26 101 539,83	1 656 349
Ordonnances.....	183 507 003,40			
Dépenses nettes.....	183 507 003,40	»	256 907,90	26 717 754
Ordonnances.....	183 507 003,40			
Dépenses nettes.....	183 507 003,40	»	256 907,90	26 717 754

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sons
Territoires d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	172 043 441
	Variation prévisions dépenses.....	45 000 000
	Reports gestion précédente.....	2 080 000
	Transferts répartitions.....	29 671 000
	Total net des crédits.....	248 794 441
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	172 043 441
	Variation prévisions dépenses.....	45 000 000
	Reports gestion précédente.....	2 080 000
	Transferts répartitions.....	29 671 000
	Total net des crédits.....	248 794 441
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre I^{er}. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	Crédits initiaux.....	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses.....	10 270 283 000
	Transferts répartitions.....	- 32 800 000
	Total net des crédits.....	192 751 737 955
Titre II. - Pouvoirs publics.....	Crédits initiaux.....	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 42 177 000
	Total net des crédits.....	2 587 152 000
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	43 236 735 979
	Variation prévisions dépenses.....	584 000 000
	Transferts répartitions.....	69 280 307 583
	Fonds concours, dons, legs.....	11 178 611 510
	Total net des crédits.....	124 279 655 172
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	69 395 043 093
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 431 723 000
	Reports gestion précédente.....	13 286 595 780
	Transferts répartitions.....	12 024 533 000
	Fonds concours, dons, legs.....	4 028 850 068
	Total net des crédits.....	97 303 298 909
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	297 775 363 027
	Variation prévisions dépenses.....	9 380 383 000
	Reports gestion précédente.....	13 286 595 780
	Transferts répartitions.....	81 272 040 683
	Fonds concours, dons, legs.....	15 207 461 566
	Total net des crédits.....	416 921 844 036
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	30 075 147 620
	Variation prévisions dépenses.....	103 316 718
	Reports gestion précédente.....	157 564 134
	Transferts répartitions.....	- 5 443 407 090
	Fonds concours, dons, legs.....	5 063 835 316
	Total net des crédits.....	30 556 458 098
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	416 643 503
	Variation prévisions dépenses.....	66 590 000
	Reports gestion précédente.....	66 943 214
	Transferts répartitions.....	1 432 440
	Total net des crédits.....	553 609 157
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	30 491 791 123
	Variation prévisions dépenses.....	171 908 718
	Reports gestion précédente.....	224 507 348
	Transferts répartitions.....	- 5 441 875 250
	Fonds concours, dons, legs.....	5 063 835 316
	Total net des crédits.....	31 110 067 255

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	244 431 361,23			
Dépenses nettes.....	244 431 361,23	»	4 220 585,77	142 494
Ordonnances.....	244 431 361,23			
Dépenses nettes.....	244 431 361,23	»	4 220 585,77	142 494
Ordonnances.....	197 436 125 327,51			
Rétablisements crédits.....	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes.....	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnances.....	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes.....	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnances.....	124 121 970 001,35			
Rétablisements crédits.....	- 2 832 860,23			
Dépenses nettes.....	124 119 137 121,12	»	110 518 050,88	50 000 000
Ordonnances.....	93 300 334 850,67			
Dépenses nettes.....	93 300 334 850,67	5 416 574,40	2 827 118 662,73	1 181 263 970
Ordonnances.....	417 445 582 179,53			
Rétablisements crédits.....	- 268 447 148,23			
Dépenses nettes.....	417 177 135 031,30	6 419 628 429,10	4 933 073 463,80	1 231 263 970
Ordonnances.....	30 342 673 138,25			
Rétablisements crédits.....	- 192 288 552,64			
Dépenses nettes.....	30 150 384 585,61	7 510 096,38	201 771 515,77	211 812 093
Ordonnances.....	472 673 046,10			
Dépenses nettes.....	472 673 046,10	»	697 323,90	80 236 787
Ordonnances.....	30 816 346 184,35			
Rétablisements crédits.....	- 192 288 552,64			
Dépenses nettes.....	30 623 057 631,71	7 510 096,38	202 468 839,67	292 050 880

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	131 918 780 385
	Variation prévisions dépenses	580 878 050
	Reports gestion précédente	43 172 501
	Transferts répartitions	- 18 498 851 701
	Fonds concours, dons, legs	200 054 317
	Total net des crédits	114 242 013 622
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	23 032 123 822
	Variation prévisions dépenses	- 446 220 000
	Reports gestion précédente	177 821 019
	Transferts répartitions	128 521 907
	Fonds concours, dons, legs	30 000
	Total net des crédits	22 890 276 748
Total pour le ministère	Crédits initiaux	154 948 894 207
	Variation prévisions dépenses	134 858 050
	Reports gestion précédente	220 993 520
	Transferts répartitions	- 18 372 329 794
	Fonds concours, dons, legs	200 064 317
	Total net des crédits	137 132 290 300
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	16 065 075 798
	Variation prévisions dépenses	- 395 050
	Reports gestion précédente	2 653 022
	Transferts répartitions	215 893 189
	Fonds concours, dons, legs	5 469 770
	Total net des crédits	16 288 696 729
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	2 671 551 498
	Variation prévisions dépenses	- 31 000 000
	Reports gestion précédente	22 656 282
	Transferts répartitions	68 450 000
	Fonds concours, dons, legs	2 263 607
	Total net des crédits	2 733 911 387
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 736 627 296
	Variation prévisions dépenses	- 31 395 060
	Reports gestion précédente	25 309 304
	Transferts répartitions	284 343 189
	Fonds concours, dons, legs	7 723 377
	Total net des crédits	19 022 608 116
Environnement		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	283 386 297
	Variation prévisions dépenses	3 740 000
	Reports gestion précédente	3 012 955
	Transferts répartitions	- 99 651 431
	Fonds concours, dons, legs	5 482 498
	Total net des crédits	195 960 317
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	77 587 536
	Transferts répartitions	39 066 190
	Total net des crédits	116 653 726
Total pour le ministère	Crédits initiaux	360 973 833
	Variation prévisions dépenses	3 740 000
	Reports gestion précédente	3 012 955
	Transferts répartitions	- 60 585 241
	Fonds concours, dons, legs	5 482 498
	Total net des crédits	312 604 043

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	114 005 078 271,18			
Rétablissement crédits.....	- 15 045 710,40			
Dépenses nettes.....	113 990 030 560,78	1,23	187 870 691,45	64 112 101
Ordonnances.....	22 570 013 103,80			
Rétablissement crédits.....	- 1 581 443,53			
Dépenses nettes.....	22 568 451 660,27	0,06	2 379 716,79	319 445 371
Ordonnances.....	136 575 089 374,98			
Rétablissement crédits.....	- 18 607 153,93			
Dépenses nettes.....	136 558 482 221,05	1,29	190 250 608,24	383 557 472
Ordonnances.....	18 200 075 919,36			
Rétablissement crédits.....	- 8 173 888,06			
Dépenses nettes.....	16 191 902 031,30	0,38	89 975 746,06	6 818 962
Ordonnances.....	2 720 083 251,90			
Rétablissement crédits.....	- 8 085 480,00			
Dépenses nettes.....	2 711 997 791,90		47 360,10	21 886 236
Ordonnances.....	18 920 159 171,26			
Rétablissement crédits.....	- 18 259 348,06			
Dépenses nettes.....	18 903 899 823,20	0,38	90 023 106,18	28 685 187
Ordonnances.....	190 092 848,16			
Rétablissement crédits.....	- 593 621,49			
Dépenses nettes.....	189 499 226,67	141 581,80	3 973 784,13	2 618 888
Ordonnances.....	115 542 422,32			
Dépenses nettes.....	115 542 422,32		1 111 303,68	
Ordonnances.....	305 635 270,48			
Rétablissement crédits.....	- 593 621,49			
Dépenses nettes.....	305 041 648,99	141 581,80	5 085 087,81	2 618 888

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	27 800 644 805
	Variation prévisions dépenses	160 433 120
	Reporte gestion précédente	124 205 122
	Transferts répartitions	- 8 349 444 421
	Fonds concours, dons, legs	32 527 086
	Total net des crédits	21 768 365 712
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	12 073 144 927
	Variation prévisions dépenses	1 858 485 000
	Reporte gestion précédente	112 050 723
	Transferts répartitions	- 55 510 000
	Total net des crédits	13 988 150 650
Total pour le ministère	Crédits initiaux	39 873 789 732
	Variation prévisions dépenses	2 018 898 120
	Reporte gestion précédente	236 255 845
	Transferts répartitions	- 8 404 954 421
	Fonds concours, dons, legs	32 527 086
	Total net des crédits	35 756 516 362
Jeunesse et sports		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 301 856 527
	Variation prévisions dépenses	4 100 000
	Reporte gestion précédente	509
	Transferts répartitions	99 800
	Total net des crédits	1 305 856 836
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	611 733 436
	Variation prévisions dépenses	- 750 000
	Reporte gestion précédente	428 000
	Transferts répartitions	42 189 800
	Fonds concours, dons, legs	147 800
	Total net des crédits	653 746 636
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 913 389 963
	Variation prévisions dépenses	3 350 000
	Reporte gestion précédente	428 509
	Transferts répartitions	42 289 400
	Fonds concours, dons, legs	147 800
	Total net des crédits	1 959 803 472
Justice		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	9 661 968 521
	Variation prévisions dépenses	82 141 000
	Reporte gestion précédente	18 461 413
	Transferts répartitions	- 1 189 766 358
	Fonds concours, dons, legs	30 451 940
	Total net des crédits	8 603 256 516
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	687 140 356
	Reporte gestion précédente	281 769 298
	Total net des crédits	1 148 909 654
Total pour le ministère	Crédits initiaux	10 549 108 877
	Variation prévisions dépenses	82 141 000
	Reporte gestion précédente	280 230 711
	Transferts répartitions	- 1 189 766 358
	Fonds concours, dons, legs	30 451 940
	Total net des crédits	9 752 166 170
Mer		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	485 084 325
	Variation prévisions dépenses	20 700 000
	Reporte gestion précédente	834 302
	Transferts répartitions	- 10 591 510
	Fonds concours, dons, legs	17 114 006
	Total net des crédits	513 141 123

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	21 441 445 066,77			
Rétablissements crédits.....	- 14 520 814,53			
Dépenses nettes.....	21 426 924 452,24	21 686 342,50	269 806 105,26	93 152 497
Ordonnances.....	13 899 462 244,82			
Rétablissements crédits.....	- 1 899 813,00			
Dépenses nettes.....	13 897 562 431,82	4 884 664,20	9 646 530,38	86 626 352
Ordonnances.....	35 340 907 311,59			
Rétablissements crédits.....	- 16 420 427,53			
Dépenses nettes.....	35 324 486 884,06	28 561 006,70	279 631 635,64	178 978 849
Ordonnances.....	1 206 938 240,35			
Rétablissements crédits.....	- 194 290,53			
Dépenses nettes.....	1 206 743 949,82	2 715 212,10	100 968 778,28	868 320
Ordonnances.....	654 211 733,91			
Rétablissements crédits.....	- 1 837 378,00			
Dépenses nettes.....	652 374 355,91	»	1 372 280,09	»
Ordonnances.....	1 861 149 974,26			
Rétablissements crédits.....	- 2 031 668 53			
Dépenses nettes.....	1 859 118 305,73	2 715 212,10	102 341 058,37	868 320
Ordonnances.....	8 679 466 067,32			
Rétablissements crédits.....	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes.....	8 665 294 708,80	195 309 238,20	86 013 305,40	48 257 740
Ordonnances.....	904 697 112,45			
Dépenses nettes.....	904 697 112,45	»	144 358,55	244 068 183
Ordonnances.....	9 584 163 199,77			
Rétablissements crédits.....	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes.....	9 569 991 821,25	195 309 238,20	86 157 663,95	282 325 823
Ordonnances.....	500 071 860,32			
Rétablissements crédits.....	- 11 981 802,41			
Dépenses nettes.....	488 080 047,91	»	23 339 302,08	1 711 773

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	4 538 578 821
	Variation prévisions dépenses.....	- 365 785 753
	Reports gestion précédente.....	7 515 391
	Transferts répartitions.....	10 602 450
	Total net des crédits.....	4 188 910 909
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	5 021 663 146
	Variation prévisions dépenses.....	- 345 085 753
	Reports gestion précédente.....	8 349 693
	Transferts répartitions.....	10 940
	Fonds concours, dons, legs.....	17 114 006
	Total net des crédits.....	4 702 052 032
I. - Commissariat général du Plan		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	92 455 034
	Variation prévisions dépenses.....	2 100 000
	Reports gestion précédente.....	1 298 210
	Transferts répartitions.....	- 1 352 791
	Fonds concours, dons, legs.....	537 708
	Total net des crédits.....	95 038 161
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	43 395 411
	Variation prévisions dépenses.....	17 050 000
	Transferts répartitions.....	29 000 000
	Total net des crédits.....	89 445 411
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	135 850 445
	Variation prévisions dépenses.....	19 150 000
	Reports gestion précédente.....	1 298 210
	Transferts répartitions.....	27 647 209
	Fonds concours, dons, legs.....	537 708
	Total net des crédits.....	184 483 572
II. - Aménagement du territoire		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	46 443 874
	Variation prévisions dépenses.....	70 000
	Transferts répartitions.....	32 210
	Total net des crédits.....	46 546 084
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	55 066 738
	Reports gestion précédente.....	2 304 697
	Transferts répartitions.....	139 680 136
	Total net des crédits.....	197 051 571
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	101 510 812
	Variation prévisions dépenses.....	70 000
	Reports gestion précédente.....	2 304 697
	Transferts répartitions.....	139 712 346
	Total net des crédits.....	243 597 855
Recherche et technologie		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	15 427 651 363
	Variation prévisions dépenses.....	- 340 700 000
	Transferts répartitions.....	- 1 388 930
	Total net des crédits.....	15 085 562 433
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	505 627 276
	Reports gestion précédente.....	5 400 000
	Transferts répartitions.....	1 477 500
	Total net des crédits.....	612 504 776
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	16 033 278 639
	Variation prévisions dépenses.....	- 340 700 000
	Reports gestion précédente.....	5 400 000
	Transferts répartitions.....	88 570
	Total net des crédits.....	15 698 087 209

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	4 121 107 897,49			
Dépenses nettes.....	4 121 107 897,49	»	8 008 153,51	50 794 858
Ordonnances.....	4 621 179 547,81			
Rétablissements crédits.....	- 11 981 602,41			
Dépenses nettes.....	4 609 197 945,40	»	31 347 455,60	61 508 631
Ordonnances.....	78 979 060,24			
Rétablissements crédits.....	- 102 606,50			
Dépenses nettes.....	78 876 453,74	0,03	10 918 820,29	5 244 887
Ordonnances.....	89 318 973,96			
Dépenses nettes.....	89 318 973,96	»	128 437,04	»
Ordonnances.....	166 298 034,20			
Rétablissements crédits.....	- 102 606,50			
Dépenses nettes.....	166 195 427,70	0,03	11 043 257,33	5 244 887
Ordonnances.....	38 965 308,88			
Rétablissements crédits.....	- 588 313,31			
Dépenses nettes.....	38 386 995,57	»	7 103 205,43	1 076 883
Ordonnances.....	190 839 387,59			
Dépenses nettes.....	190 839 387,59	»	6 212 173,41	»
Ordonnances.....	229 804 706,47			
Rétablissements crédits.....	- 588 313,31			
Dépenses nettes.....	229 206 393,16	»	13 315 378,84	1 076 883
Ordonnances.....	15 087 858 879,00			
Dépenses nettes.....	15 087 858 879,00	»	11 528 870,00	8 178 884
Ordonnances.....	579 182 501,71			
Dépenses nettes.....	579 182 501,71	»	25 522 274,29	7 800 000
Ordonnances.....	15 647 038 180,71			
Dépenses nettes.....	15 647 038 180,71	»	37 051 144,29	13 978 884

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Redéploiement industriel		
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	8 411 070 545
	Variation prévisions dépenses.....	- 65 290 000
	Reports gestion précédente.....	400 418 101
	Transferts répartitions.....	20 669 882
	Fonds concours, dons, legs.....	81 014
	Total net des crédits	8 766 927 542
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	8 411 070 545
	Variation prévisions dépenses.....	- 65 290 000
	Reports gestion précédente.....	400 418 101
	Transferts répartitions.....	20 669 882
	Fonds concours, dons, legs.....	81 014
	Total net des crédits	8 766 927 542
Redéploiement industriel. - Recherche Services communs		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	1 230 383 390
	Variation prévisions dépenses.....	34 700 000
	Reports gestion précédente.....	28 133 209
	Transferts répartitions.....	- 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs.....	499 136 453
	Total net des crédits	1 679 078 918
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	1 230 383 390
	Variation prévisions dépenses.....	34 700 000
	Reports gestion précédente.....	28 133 209
	Transferts répartitions.....	- 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs.....	499 136 453
	Total net des crédits	1 679 078 918
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	4 793 816 746
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 869 345
	Reports gestion précédente.....	96 341 228
	Transferts répartitions.....	- 35 908 776
	Fonds concours, dons, legs.....	276 178
	Total net des crédits	4 850 656 029
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	4 284 489 391
	Variation prévisions dépenses.....	48 539 000
	Reports gestion précédente.....	55 429 847
	Transferts répartitions.....	4 583 060
	Fonds concours, dons, legs.....	59 315 537
	Total net des crédits	4 452 316 835
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	9 078 286 137
	Variation prévisions dépenses.....	44 669 655
	Reports gestion précédente.....	151 771 075
	Transferts répartitions.....	- 31 345 718
	Fonds concours, dons, legs.....	59 590 712
	Total net des crédits	9 302 971 663
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	182 375 976
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 000 000
	Transferts répartitions.....	1 38 875
	Total net des crédits	185 814 961
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	4 857 809 042
	Variation prévisions dépenses.....	155 865 000
	Reports gestion précédente.....	305 936 925
	Transferts répartitions.....	144 750 000
	Fonds concours, dons, legs.....	843 501 086
	Total net des crédits	8 307 952 052

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Duvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	8 387 894 817,27			
Rétablissements crédits.....	- 23 203,00			
Dépenses nettes.....	8 387 871 614,27	»	16 811 911,73	362 244 016
Ordonnances.....	8 387 894 817,27			
Rétablissements crédits.....	- 23 203,00			
Dépenses nettes.....	8 387 871 614,27	»	16 811 911,73	362 244 016
Ordonnances.....	1 589 132 567,76			
Rétablissements crédits.....	- 7 478 591,07			
Dépenses nettes.....	1 581 652 876,69	671 308,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnances.....	1 589 132 567,76			
Rétablissements crédits.....	- 7 478 591,07			
Dépenses nettes.....	1 581 652 876,69	571 308,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnances.....	4 689 482 470,41			
Rétablissements crédits.....	- 26 314 586,82			
Dépenses nettes.....	4 673 177 881,59	2 478 251,55	82 144 960,96	97 810 418
Ordonnances.....	4 291 933 829,31			
Rétablissements crédits.....	- 29 824 596,87			
Dépenses nettes.....	4 262 109 232,44	16 472,83	46 929 971,39	143 294,103
Ordonnances.....	8 991 426 298,72			
Rétablissements crédits.....	- 56 139 185,69			
Dépenses nettes.....	8 935 287 114,03	2 494 724,38	129 074 862,35	241 104 521
Ordonnances.....	170 653 558,90			
Rétablissements crédits.....	- 172 433,74			
Dépenses nettes.....	170 481 125,16	»	13 783 380,84	1 540 445
Ordonnances.....	6 985 657 706,75			
Rétablissements crédits.....	- 1 061 706,72			
Dépenses nettes.....	6 984 575 999,03	»	13 447 596,97	308 928 456

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits Initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	6 040 186 018 153 965 000 306 838 825 150 188 875 843 501 085
	Total net des crédits.....	8 493 767 003
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	1 978 331 383 20 478 832 16 909 325 - 187 445 428 31 284 765
	Total net des crédits.....	1 853 558 879
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	10 944 171 794 81 481 853 971 288 831 - 2 870 088 235 805 468 320
	Total net des crédits.....	9 912 310 563
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	12 920 503 177 87 960 685 988 198 156 - 3 067 543 681 636 751 085
	Total net des crédits.....	11 765 869 442
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	41 093 449 58 727 959 878
	Total net des crédits.....	42 112 054
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	41 093 449 58 727 959 878
	Total net des crédits.....	42 112 054
Conseil économique et social		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	125 078 290
	Total net des crédits.....	125 078 290
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	125 078 290
	Total net des crédits.....	125 078 290
Urbanisme, logement et transports		
Urbanisme et logement		
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	13 695 956 670 109 784 016 168 045 720 - 2 710 880 740 1 465 882 491
	Total net des crédits.....	12 728 988 157
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	13 228 118 140 1 249 985 000 9 051 118 63 707 580 550 386
	Total net des crédits.....	14 549 392 231

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	6 156 311 284,65			
Rétablissements crédits.....	- 1 254 140,46			
Dépenses nettes.....	6 156 067 124,19	»	27 240 977,81	311 468 901
Ordonnances.....	1 797 812 132,15			
Rétablissements crédits.....	- 26 182 367,24			
Dépenses nettes.....	1 771 749 764,91	113 824,81	51 715 852,70	30 208 886
Ordonnances.....	8 583 132 971,49			
Rétablissements crédits.....	- 25 508 000,00			
Dépenses nettes.....	6 557 624 971,49	»	1 517 380,51	1 353 168 211
Ordonnances.....	10 381 045 103,84			
Rétablissements crédits.....	- 51 670 367,24			
Dépenses nettes.....	10 329 374 736,40	113 824,81	53 233 233,21	1 383 375 097
Ordonnances.....	41 412 112,44			
Rétablissements crédits.....	- 732 256,41			
Dépenses nettes.....	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 508
Ordonnances.....	41 412 112,44			
Rétablissements crédits.....	- 732 256,41			
Dépenses nettes.....	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 509
Rétablissements crédits.....	120 831 290,00			
Dépenses nettes.....	120 831 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnances.....	120 831 290,00			
Dépenses nettes.....	120 831 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnances.....	12 367 080 997,31			
Rétablissements crédits.....	- 99 148 397,88			
Dépenses nettes.....	12 267 932 599,45	1 178 930,06	302 730 257,81	108 504 230
Ordonnances.....	14 641 587 587,47			
Rétablissements crédits.....	- 29 484,16			
Dépenses nettes.....	14 641 558 083,32	»	3 869 178,68	3 964 959

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	26 922 074 810
	Variation prévisions dépenses.....	1 359 749 018
	Reports gestion précédente.....	177 098 836
	Transferts répartitions.....	- 2 648 973 150
	Fonds concours, dons, legs.....	1 488 432 878
	Total net des crédits	27 278 380 388
Transports		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	731 783 653
	Reports gestion précédente.....	1 690 171
	Transferts répartitions.....	- 550 958 382
	Fonds concours, dons, legs.....	1 735 044
	Total net des crédits	184 150 486
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	689 850 000
	Reports gestion précédente.....	5 822 702
	Transferts répartitions.....	31 604 000
	Total net des crédits	727 276 702
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	1 421 633 653
	Reports gestion précédente.....	7 412 879
	Transferts répartitions.....	- 519 354 382
	Fonds concours, dons, legs.....	1 735 044
	Total net des crédits	911 427 188
Transports		
Aviation civile		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	2 157 937 256
	Variation prévisions dépenses.....	- 71 000 000
	Reports gestion précédente.....	8 831 615
	Transferts répartitions.....	- 207 155 602
	Fonds concours, dons, legs.....	173 529 382
	Total net des crédits	2 082 142 851
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	178 237 447
	Variation prévisions dépenses.....	- 79 100 000
	Transferts répartitions.....	- 16 800 000
	Total net des crédits	83 337 447
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	2 336 174 703
	Variation prévisions dépenses.....	- 150 100 000
	Reports gestion précédente.....	6 831 615
	Transferts répartitions.....	- 222 956 602
	Fonds concours, dons, legs.....	173 529 382
	Total net des crédits	2 145 480 098
Transports		
Transports intérieurs		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux.....	2 153 349 181
	Variation prévisions dépenses.....	85 178 000
	Reports gestion précédente.....	33 051 425
	Transferts répartitions.....	- 39 352 053
	Fonds concours, dons, legs.....	94 828 930
	Total net des crédits	2 327 153 493
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux.....	38 892 343 136
	Variation prévisions dépenses.....	- 379 959 444
	Reports gestion précédente.....	500 000
	Transferts répartitions.....	- 18 604 000
	Total net des crédits	38 496 279 692
Total pour le ministère	Crédits initiaux.....	41 045 692 327
	Variation prévisions dépenses.....	- 294 783 444
	Reports gestion précédente.....	33 551 425
	Transferts répartitions.....	- 55 956 053
	Fonds concours, dons, legs.....	94 828 930
	Total net des crédits	40 823 433 185

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	26 898 668 584,78			
Rétablissements crédits.....	- 88 177 882,01			
Dépenses nettes.....	21 789 490 682,77	1 178 930,06	308 599 436,29	173 488 189
Ordonnances.....	181 182 852,37			
Rétablissements crédits.....	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes.....	173 199 770,04	3 306 188,57	11 407 819,53	2 848 085
Ordonnances.....	720 435 322,42			
Dépenses nettes.....	720 435 322,42	»	436 000,58	6 406 379
Ordonnances.....	901 598 174,79			
Rétablissements crédits.....	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes.....	893 635 092,46	3 306 188,57	11 843 820,11	9 253 464
Ordonnances.....	1 996 556 081,31			
Rétablissements crédits.....	- 39 247 848,89			
Dépenses nettes.....	1 956 308 232,42	»	95 056 913,38	10 778 503
Ordonnances.....	83 338 647,00			
Dépenses nettes.....	83 338 647,00	»	800,00	»
Ordonnances.....	2 078 882 728,31			
Rétablissements crédits.....	- 39 247 848,89			
Dépenses nettes.....	2 039 634 881,42	»	95 056 713,38	10 778 503
Ordonnances.....	2 281 001 942,51			
Rétablissements crédits.....	- 31 247 828,97			
Dépenses nettes.....	2 249 754 113,54	»	41 452 251,46	35 946 826
Ordonnances.....	38 478 854 523,63			
Dépenses nettes.....	38 478 854 523,63	»	15 841 818,17	1 783 350
Ordonnances.....	40 759 856 486,34			
Rétablissements crédits.....	- 31 247 828,97			
Dépenses nettes.....	40 728 608 657,37	»	57 294 089,83	37 730 276

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports Météorologie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	555 473 824
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	9 182 483
	Transferts répartitions	2 899 184
	Fonds concours, dons, legs	22 893 598
	Total net des crédits	593 229 169
Total pour le ministère	Crédits initiaux	555 473 524
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	9 182 483
	Transferts répartitions	2 899 184
	Fonds concours, dons, legs	22 893 598
	Total net des crédits	593 229 169
RECAPITULATION		
Titre IV. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	- 32 800 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre I) ..	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	- 32 300 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Titre II. - Pouvoirs publics		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	- 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre II) ..	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	- 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune	Crédits initiaux	2 089 287 021
	Variation prévisions dépenses	3 862 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé - Solidarité	Crédits initiaux	1 835 374 800
	Variation prévisions dépenses	- 7 500 000
	Reports gestion précédente	1 306 553
	Transferts répartitions	8 624 630
	Fonds concours, dons, legs	1 912 097
	Total net des crédits	1 839 718 080
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail - Emploi	Crédits initiaux	3 203 730 992
	Reports gestion précédente	5 353 429
	Transferts répartitions	4 031 272
	Total net des crédits	3 213 115 693
Agriculture	Crédits initiaux	5 601 102 552
	Variation prévisions dépenses	31 241 636
	Reports gestion précédente	25 111 262
	Transferts répartitions	- 1 021 224 011
	Fonds concours, dons, legs	131 393 787
	Total net des crédits	4 767 625 208

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	576 043 478,72			
Rétablissement crédits.....	- 8 213 360,31			
Dépenses nettes.....	568 830 118,41	»	13 096 618,59	13 302 232
Ordonnances.....	576 043 478,72			
Rétablissement crédits.....	- 8 213 360,31			
Dépenses nettes.....	568 830 118,41	»	13 096 618,59	13 302 232
Ordonnances.....	197 436 125 327,51			
Rétablissement crédits.....	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes.....	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnances.....	197 436 125 327,51			
Rétablissement crédits.....	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes.....	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnances.....	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes.....	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnances.....	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes.....	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnances.....	1 123 838 889,73			
Rétablissement crédits.....	- 1 207 645,05			
Dépenses nettes.....	1 122 629 044,68	6 384 272,65	73 215 019,97	22 484 785
Ordonnances.....	1 723 012 016,37			
Rétablissement crédits.....	- 516 360,89			
Dépenses nettes.....	1 722 495 657,48	»	116 002 948,52	1 219 474
Ordonnances.....	3 139 689 542,62			
Rétablissement crédits.....	- 5 337 541,14			
Dépenses nettes.....	3 134 352 001,48	»	75 825 660,52	2 938 031
Ordonnances.....	4 661 334 517,13			
Rétablissement crédits.....	- 16 654 856,55			
Dépenses nettes.....	4 644 679 660,58	»	83 025 516,42	29 920 029

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Anciens combattants.....	Crédits initiaux.....	1 013 738 043
	Variation prévisions dépenses.....	- 18 048 000
	Reports gestion précédente.....	50 011 253
	Transferts répartitions.....	- 288 421 995
	Fonds concours, dons, legs.....	59 387 256
	Total net des crédits.....	838 648 557
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et artisanat.....	Crédits initiaux.....	38 949 481
	Reports gestion précédente.....	179 690
	Transferts répartitions.....	3 418 000
	Total net des crédits.....	42 547 171
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme.....	Crédits initiaux.....	169 412 884
	Variation prévisions dépenses.....	9 500 000
	Reports gestion précédente.....	225 097
	Transferts répartitions.....	605 298
	Total net des crédits.....	179 743 259
Culture.....	Crédits initiaux.....	3 334 630 638
	Variation prévisions dépenses.....	- 9 304 000
	Reports gestion précédente.....	50 814 698
	Transferts répartitions.....	- 126 250 816
	Fonds concours, dons, legs.....	58 275 756
	Total net des crédits.....	3 308 166 274
Départements et territoires d'outre-mer. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	511 450 610
	Variation prévisions dépenses.....	- 5 515 000
	Reports gestion précédente.....	1 781 436
	Transferts répartitions.....	2 856 391
	Total net des crédits.....	510 553 437
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux.....	43 236 735 979
	Variation prévisions dépenses.....	564 000 000
	Transferts répartitions.....	69 280 307 683
	Fonds concours, dons, legs.....	11 178 611 510
	Total net des crédits.....	124 279 655 172
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	30 075 147 620
	Variation prévisions dépenses.....	103 318 718
	Reports gestion précédente.....	157 564 134
	Transferts répartitions.....	- 5 443 407 690
	Fonds concours, dons, legs.....	5 663 835 316
	Total net des crédits.....	30 556 458 098
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	131 916 780 385
	Variation prévisions dépenses.....	580 878 050
	Reports gestion précédente.....	43 172 501
	Transferts répartitions.....	- 18 498 851 701
	Fonds concours, dons, legs.....	200 054 317
	Total net des crédits.....	114 242 013 552
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	16 065 075 798
	Variation prévisions dépenses.....	- 395 050
	Reports gestion précédente.....	2 653 022
	Transferts répartitions.....	215 893 189
	Fonds concours, dons, legs.....	6 469 770
	Total net des crédits.....	16 288 696 729
Environnement.....	Crédits initiaux.....	283 386 297
	Variation prévisions dépenses.....	3 740 000
	Reports gestion précédente.....	3 012 955
	Transferts répartitions.....	- 99 651 431
	Fonds concours, dons, legs.....	5 462 496
	Total net des crédits.....	195 950 317

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	787 005 629,47			
Rétablissements crédits.....	- 13 646 044,96			
Dépenses nettes.....	773 359 584,52	0,09	23 749 079,57	41 539 893
Ordonnances.....	39 765 485,84			
Rétablissements crédits.....	- 185 717,90			
Dépenses nettes.....	38 579 767,94	»	2 917 039,06	50 364
Ordonnances.....	173 114 942,17			
Rétablissements crédits.....	- 821 979,64			
Dépenses nettes.....	172 492 962,53	0,04	6 697 868,51	552 428
Ordonnances.....	3 148 916 536,91			
Rétablissements crédits.....	- 2 798 721,29			
Dépenses nettes.....	3 146 117 815,62	0,08	105 406 617,46	56 641 641
Ordonnances.....	488 227 155,50			
Rétablissements crédits.....	- 3 532 501,75			
Dépenses nettes.....	484 694 653,75	1 898 105,38	26 101 539,63	1 655 349
Ordonnances.....	124 121 970 001,36			
Rétablissements crédits.....	- 2 832 880,23			
Dépenses nettes.....	124 119 137 121,12	»	110 518 050,98	50 000 000
Ordonnances.....	30 342 673 138,25			
Rétablissements crédits.....	- 192 288 552,64			
Dépenses nettes.....	30 150 384 585,61	7 510 096,38	201 771 515,77	211 812 083
Ordonnances.....	114 006 078 271,16			
Rétablissements crédits.....	- 15 045 710,40			
Dépenses nettes.....	113 990 030 560,76	1,23	187 870 891,45	64 112 101
Ordonnances.....	16 200 075 919,36			
Rétablissements crédits.....	- 8 173 688,06			
Dépenses nettes.....	16 191 902 031,30	0,36	89 975 746,06	6 618 952
Ordonnances.....	190 082 848,16			
Rétablissements crédits.....	- 683 621,49			
Dépenses nettes.....	189 499 226,67	141 581,80	3 973 784,13	2 618 888

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	27 800 644 805
	Variation prévisions dépenses.....	160 433 120
	Reports gestion précédente.....	124 265 122
	Transferts répartitions.....	- 6 349 444 421
	Fonds concours, dons, legs.....	32 527 086
	Total net des crédits.....	21 768 365 712
Jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	1 301 656 527
	Variation prévisions dépenses.....	4 100 000
	Reports gestion précédente.....	509
	Transferts répartitions.....	99 600
	Total net des crédits.....	1 305 856 836
Justice.....	Crédits initiaux.....	9 661 968 521
	Variation prévisions dépenses.....	62 141 000
	Reports gestion précédente.....	19 481 413
	Transferts répartitions.....	- 1 169 766 358
	Fonds concours, dons, legs.....	30 451 940
	Total net des crédits.....	8 603 256 516
Mer.....	Crédits initiaux.....	485 084 325
	Variation prévisions dépenses.....	20 700 000
	Reports gestion précédente.....	834 302
	Transferts répartitions.....	- 10 591 510
	Fonds concours, dons, legs.....	17 114 008
	Total net des crédits.....	513 141 123
I. - Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux.....	92 455 034
	Variation prévisions dépenses.....	2 100 000
	Reports gestion précédente.....	1 298 210
	Transferts répartitions.....	- 1 352 791
	Fonds concours, dons, legs.....	537 708
	Total net des crédits.....	95 038 161
II. - Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	46 443 674
	Variation prévisions dépenses.....	70 000
	Transferts répartitions.....	32 210
	Total net des crédits.....	46 546 084
Recherche et technologie.....	Crédits initiaux.....	15 427 651 363
	Variation prévisions dépenses.....	- 340 700 000
	Transferts répartitions.....	- 1 388 930
	Total net des crédits.....	15 085 562 433
Redéploiement industriel. - Recherche, services communs.....	Crédits initiaux.....	1 230 363 360
	Variation prévisions dépenses.....	34 700 000
	Reports gestion précédente.....	28 133 209
	Transferts répartitions.....	- 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs.....	499 136 453
	Total net des crédits.....	1 679 078 918
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	4 792 116 746
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 669 345
	Reports gestion précédente.....	96 341 226
	Transferts répartitions.....	- 35 908 778
	Fonds concours, dons, legs.....	275 176
	Total net des crédits.....	4 850 656 029
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	182 375 976
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 000 000
	Transferts répartitions.....	5 436 976
	Total net des crédits.....	185 814 951
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	1 976 331 363
	Variation prévisions dépenses.....	26 478 832
	Reports gestion précédente.....	16 909 325
	Transferts répartitions.....	- 197 446 428
	Fonds concours, dons, legs.....	31 284 786
	Total net des crédits.....	1 853 558 879

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	21 441 445 066,77			
Rétablissements crédits.....	- 14 520 814,53			
Dépenses nettes.....	21 426 924 452,24	21 686 342,50	269 985 105,26	93 152 497
Ordonnances.....	1 206 938 240,35			
Rétablissements crédits.....	- 194 290,53			
Dépenses nettes.....	1 206 743 949,82	2 715 212,10	100 968 778,28	859 320
Ordonnances.....	8 679 466 087,32			
Rétablissements crédits.....	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes.....	8 665 294 708,80	195 309 238,20	85 013 305,40	48 257 740
Ordonnances.....	500 071 850,32			
Rétablissements crédits.....	- 11 981 602,41			
Dépenses nettes.....	488 090 047,91	»	23 339 302,09	1 711 773
Ordonnances.....	78 978 (sur) 24			
Rétablissements crédits.....	- 102 360,50			
Dépenses nettes.....	78 876 463,74	0,03	10 918 820,29	5 244 887
Ordonnances.....	38 985 308,88			
Rétablissements crédits.....	- 608 313,31			
Dépenses nettes.....	38 386 995,57	»	7 103 205,43	1 076 883
Ordonnances.....	15 087 868 679,00			
Dépenses nettes.....	15 087 868 679,00	»	11 528 870,00	8 176 884,00
Ordonnances.....	1 580 132 567,76			
Rétablissements crédits.....	- 7 479 591,07			
Dépenses nettes.....	1 581 852 978,89	571 303,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnances.....	4 988 482 470,41			
Rétablissements crédits.....	- 26 314 568,82			
Dépenses nettes.....	4 673 177 901,59	2 478 251,58	82 144 980,96	97 810 418
Ordonnances.....	170 853 558,90			
Rétablissements crédits.....	- 172 433,74			
Dépenses nettes.....	170 481 125,16	»	13 793 380,84	1 540 445
Ordonnances.....	1 787 812 132,15			
Rétablissements crédits.....	- 28 182 367,24			
Dépenses nettes.....	1 771 749 764,91	113 624,81	51 715 852,70	30 206 886

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Secrétariat général de la défense nationale.....	Crédits initiaux.....	41 093 448
	Reports gestion précédente.....	58 727
	Transferts répartitions.....	959 878
	Total net des crédits.....	42 112 054
Conseil économique et social.....	Crédits initiaux.....	125 078 290
	Total net des crédits.....	125 078 290
Urbanisme, logement et transports-urbanisme logement.....	Crédits initiaux.....	13 695 966 870
	Variation prévisions dépenses.....	109 784 018
	Reports gestion précédente.....	168 045 720
	Transferts répartitions.....	- 2 710 680 740
	Fonds concours, dons, legs.....	1 485 882 481
	Total net des crédits.....	12 728 988 157
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	731 783 653
	Reports gestion précédente.....	1 590 171
	Transferts répartitions.....	- 550 958 382
	Fonds concours, dons, legs.....	1 735 044
	Total net des crédits.....	184 150 486
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	2 157 937 258
	Variation prévisions dépenses.....	- 71 000 000
	Reports gestion précédente.....	8 831 815
	Transferts répartitions.....	- 207 155 602
	Fonds concours, dons, legs.....	173 529 382
	Total net des crédits.....	2 062 142 651
Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	2 153 349 191
	Variation prévisions dépenses.....	85 176 000
	Reports gestion précédente.....	33 051 425
	Transferts répartitions.....	- 39 352 053
	Fonds concours, dons, legs.....	94 928 930
	Total net des crédits.....	2 327 153 493
Météorologie.....	Crédits initiaux.....	555 473 924
	Variation prévisions dépenses.....	3 000 000
	Reports gestion précédente.....	9 162 463
	Transferts répartitions.....	2 699 184
	Fonds concours, dons, legs.....	22 893 598
	Total net des crédits.....	583 229 169
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre III)	Crédits initiaux.....	321 844 257 427
	Variation prévisions dépenses.....	1 388 894 207
	Reports gestion précédente.....	873 989 704
	Transferts répartitions.....	31 708 726 940
	Fonds concours, dons, legs.....	19 728 696 786
	Total net des crédits.....	375 524 565 044
Titre IV. - Interventions publiques		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé - Solidarité.....	Crédits initiaux.....	28 251 301 148
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 218 220 000
	Reports gestion précédente.....	53 747 442
	Transferts répartitions.....	381 916 000
	Fonds concours, dons, legs.....	7 322 600
	Total net des crédits.....	24 478 067 190
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail - Emploi.....	Crédits initiaux.....	45 700 486 541
	Variation prévisions dépenses.....	- 14 850 000
	Reports gestion précédente.....	5 075 841 228
	Transferts répartitions.....	3 968 587 478
	Fonds concours, dons, legs.....	3 705 119 057
	Total net des crédits.....	58 425 884 804
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	25 143 658 519
	Variation prévisions dépenses.....	38 282 789
	Reports gestion précédente.....	1 871 084 147
	Transferts répartitions.....	83 218 547
	Fonds concours, dons, legs.....	707 055 317
	Total net des crédits.....	27 853 309 319

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	41 412 112,44			
Rétablissements crédits.....	- 732 255,41			
Dépenses nettes.....	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 509
Ordonnances.....	120 631 290,00			
Dépenses nettes.....	120 631 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnances.....	12 357 080 997,31			
Rétablissements crédits.....	- 99 148 397,86			
Dépenses nettes.....	12 257 932 599,45	1 178 830,06	302 730 257,61	169 504 230
Ordonnances.....	181 162 852,37			
Rétablissements crédits.....	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes.....	173 199 770,04	3 305 188,57	11 407 819,53	2 848 085
Ordonnances.....	1 995 556 081,31			
Rétablissements crédits.....	- 39 247 846,69			
Dépenses nettes.....	1 956 308 234,62	»	95 055 913,38	10 778 503
Ordonnances.....	2 281 001 942,51			
Rétablissements crédits.....	- 31 247 626,97			
Dépenses nettes.....	2 249 754 315,54	»	41 452 251,46	35 946 926
Ordonnances.....	578 043 478,72			
Rétablissements crédits.....	- 9 213 360,31			
Dépenses nettes.....	568 830 118,41	»	13 086 818,59	13 302 232
Ordonnances.....	372 968 592 472,80			
Rétablissements crédits.....	- 552 687 578,22			
Dépenses nettes.....	372 415 904 894,58	243 302 153,88	2 313 903 375,30	1 038 058 928
Ordonnances.....	24 264 960 758,50			
Rétablissements crédits.....	- 290 114,00			
Dépenses nettes.....	24 264 670 644,50	5 045 760,06	132 261 810,56	86 180 395
Ordonnances.....	55 221 796 329,51			
Rétablissements crédits.....	- 3 546 153,60			
Dépenses nettes.....	55 218 250 175,91	»	102 259 722,08	3 105 475 006
Ordonnances.....	26 104 929 774,44			
Rétablissements crédits.....	- 533 860,45			
Dépenses nettes.....	26 104 395 913,99	375 306 721,77	214 789,78	2 124 005 337

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Anciens combattants.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	25 224 948 757 - 1 954 000 5 743 338 200 000 83 903 810
	Total net des crédits.....	25 312 841 908
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et arti- sanat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	470 224 201 400 000 6 451 200 44 858 592
	Total net des crédits.....	521 933 993
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	41 424 913 5 000 000 1 350 000 41 418 000
	Total net des crédits.....	89 192 913
Culture.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	2 404 190 836 23 854 000 10 100 361 - 4 072 930
	Total net des crédits.....	2 434 072 257
Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	143 600 000 1 040 000 600 000 - 7 150 000 71 491 665
	Total net des crédits.....	209 481 665
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	172 043 441 45 000 000 2 080 000 - 29 871 000
	Total net des crédits.....	248 794 441
Economie, finances et budget. - I. - Charges communes.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	89 396 043 093 - 1 431 723 000 13 286 586 780 12 024 533 000 4 028 850 058
	Total net des crédits.....	97 303 298 909
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	416 643 503 - 68 580 000 68 943 214 1 432 440
	Total net des crédits.....	553 809 157
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	23 052 123 822 - 448 220 000 177 821 019 126 521 907 30 000
	Total net des crédits.....	22 890 278 748
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	2 871 651 488 - 31 000 000 22 868 282 68 450 000 2 253 807
	Total net des crédits.....	2 733 911 387
Environnement.....	Crédits initiaux..... Transferts répartitions.....	77 587 538 39 088 190
	Total net des crédits.....	116 653 728

DEPENSES		MODIFICATIONS CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	25 479 627 349,87			
Rétablissements crédits.....	- 1 671 840,74			
Dépenses nettes.....	25 477 755 509,23	296 256 738,90	121 066 716,67	9 277 420
Ordonnances.....	516 593 481,73			
Rétablissements crédits.....	- 30 000,00			
Dépenses nettes.....	516 563 481,73	7 480 246,06	10 860 757,36	
Ordonnances.....	90 252 855 »			
Dépenses nettes.....	90 252 855,00	»	6 925 667,00	3 014 391
Ordonnances.....	2 472 176 241,06			
Rétablissements crédits.....	- 2 000,00			
Dépenses nettes.....	2 472 174 241,06	61 868 432,00	16 988 451,96	6 777 996
Ordonnances.....	183 507 003,40			
Dépenses nettes.....	183 507 003,40	»	256 807,80	25 717 754
Ordonnances.....	244 431 361,23			
Dépenses nettes.....	244 431 361,23	»	4 220 565,77	142 404
Ordonnances.....	83 300 334 850,67			
Dépenses nettes.....	83 300 334 850,67	5 416 574,40	2 827 116 862,73	1 181 283 970
Ordonnances.....	472 673 046,10			
Dépenses nettes.....	472 673 046,10	»	687 323,90	80 238 787
Ordonnances.....	22 570 013 103,00			
Rétablissements crédits.....	- 1 561 443,53			
Dépenses nettes.....	22 568 451 660,27	0,06	2 379 716,79	319 445 371
Ordonnances.....	2 720 083 251,90			
Rétablissements crédits.....	- 8 085 480,00			
Dépenses nettes.....	2 711 997 791,90	»	47 380,10	21 088 235
Ordonnances.....	116 542 422,32			
Dépenses nettes.....	116 542 422,32	»	1 111 303,68	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	12 073 144 927
	Variation prévisions dépenses.....	1 856 485 000
	Reporta gestion précédente.....	112 050 723
	Transferts répartitions.....	- 55 510 000
	Total net des crédits.....	13 988 150 650
Jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	611 733 436
	Variation prévisions dépenses.....	- 750 000
	Reporta gestion précédente.....	426 000
	Transferts répartitions.....	42 189 600
	Fonds concours, dons, legs.....	147 600
	Total net des crédits.....	653 746 636
Justice.....	Crédits initiaux.....	887 140 356
	Reporta gestion précédente.....	261 769 296
	Total net des crédits.....	1 148 909 654
Mer.....	Crédits initiaux.....	4 536 576 821
	Variation prévisions dépenses.....	- 365 785 753
	Reporta gestion précédente.....	7 515 391
	Transferts répartitions.....	10 602 450
	Total net des crédits.....	4 188 310 909
I. - Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux.....	43 395 411
	Variation prévisions dépenses.....	17 050 000
	Transferts répartitions.....	29 000 000
	Total net des crédits.....	89 445 411
II. - Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	55 068 738
	Reporta gestion précédente.....	2 304 697
	Transferts répartitions.....	139 680 136
	Total net des crédits.....	197 051 571
Recherche et technologie.....	Crédits initiaux.....	605 627 276
	Reporta gestion précédente.....	5 400 000
	Transferts répartitions.....	1 477 500
	Total net des crédits.....	612 504 776
Redéploiement industriel.....	Crédits initiaux.....	6 411 070 545
	Variation prévisions dépenses.....	- 65 290 000
	Reporta gestion précédente.....	400 418 101
	Transferts répartitions.....	20 683 882
	Fonds concours, dons, legs.....	61 014
	Total net des crédits.....	6 766 927 542
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	4 284 469 391
	Variation prévisions dépenses.....	48 539 000
	Reporta gestion précédente.....	55 429 847
	Transferts répartitions.....	4 563 080
	Fonds concours, dons, legs.....	59 315 536
	Total net des crédits.....	4 452 316 834
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	4 857 809 042
	Variation prévisions dépenses.....	155 965 000
	Reporta gestion précédente.....	305 836 825
	Transferts répartitions.....	144 760 000
	Fonds concours, dons, legs.....	843 501 086
	Total net des crédits.....	6 307 962 062
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	10 944 171 794
	Variation prévisions dépenses.....	61 481 863
	Reporta gestion précédente.....	971 288 831
	Transferts répartitions.....	- 2 870 098 236
	Fonds concours, dons, legs.....	806 486 320
	Total net des crédits.....	9 912 310 563

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	13 899 462 244,82			
Rétabissements crédits.....	- 1 899 813,00			
Dépenses nettes.....	13 897 562 431,82	4 884 664,20	9 646 530,38	85 826 352
Ordonnances.....	654 211 733,91			
Rétabissements crédits.....	- 1 837 378,00			
Dépenses nettes.....	652 374 355,91	»	1 372 280,09	»
Ordonnances.....	904 697 112,45			
Dépenses nettes.....	904 697 112,45	»	144 358,55	244 068 183
Ordonnances.....	4 121 107 897,49			
Dépenses nettes.....	4 121 107 897,49	»	8 006 153,51	69 794 858
Ordonnances.....	89 318 973,96			
Dépenses nettes.....	89 318 973,96	»	126 437,04	»
Ordonnances.....	190 839 397,59			
Dépenses nettes.....	190 839 397,59	»	6 212 173,41	»
Ordonnances.....	579 182 501,71			
Dépenses nettes.....	579 182 501,71	»	25 522 274,29	7 600 000
Ordonnances.....	8 387 894 817,27			
Rétabissements crédits.....	- 23 203,00			
Dépenses nettes.....	8 387 871 614,27	»	18 611 911,73	362 244 016
Ordonnances.....	4 291 933 829,31			
Rétabissements crédits.....	- 29 824 596,87			
Dépenses nettes.....	4 262 109 232,44	19 472,23	46 829 971,36	143 284 103
Ordonnances.....	5 986 657 705,76			
Rétabissements crédits.....	- 1 061 706,72			
Dépenses nettes.....	5 984 675 999,03	»	13 447 596,97	308 828 456
Ordonnances.....	8 583 132 971,49			
Rétabissements crédits.....	- 26 508 000,00			
Dépenses nettes.....	8 557 824 971,49	»	1 517 380,51	1 353 168 211

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisms, logement.	Crédits initiaux.....	13 226 118 140
	Variation prévisions dépenses.....	1 249 965 000
	Reports gestion précédente.....	9 061 116
	Transferts répartitions.....	63 707 690
	Fonds concours, dons, legs.....	660 386
	Total net des crédits.....	14 549 392 231
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	689 850 000
	Reports gestion précédente.....	5 822 702
	Transferts répartitions.....	31 604 000
	Total net des crédits.....	727 276 702
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	178 237 447
	Variation prévisions dépenses.....	- 79 100 000
	Transferts répartitions.....	- 15 800 000
	Total net des crédits.....	83 337 447
Transports. - Transports intérieure.....	Crédits initiaux.....	38 892 343 136
	Variation prévisions dépenses.....	- 379 969 444
	Reports gestion précédente.....	500 000
	Transferts répartitions.....	- 15 604 000
	Total net des crédits.....	38 496 279 692
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre IV).....	Crédits initiaux.....	321 441 484 268
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 459 229 566
	Reports gestion précédente.....	22 718 736 813
	Transferts répartitions.....	14 329 882 207
	Fonds concours, dons, legs.....	10 315 068 652
	Total net des crédits.....	367 345 941 185
RECAPITULATION GENERALE		
Titre I ^{er} . - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	Crédits initiaux.....	182 514 254 866
	Variation prévisions dépenses.....	10 270 283 000
	Transferts répartitions.....	- 32 800 000
	Total net des crédits.....	192 751 737 866
Titre II. - Pouvoirs publics.....	Crédits initiaux.....	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 42 177 000
	Total net des crédits.....	2 587 162 000
Titre III. - Moyens des services.....	Crédits initiaux.....	321 844 257 427
	Variation prévisions dépenses.....	1 368 864 207
	Reports gestion précédente.....	873 989 704
	Transferts répartitions.....	31 708 728 940
	Fonds concours, dons, legs.....	18 728 898 768
	Total net des crédits.....	375 524 566 044
Titre IV. - Interventions publiques.....	Crédits initiaux.....	321 441 484 268
	Variation prévisions dépenses.....	- 1 459 229 566
	Reports gestion précédente.....	22 718 736 813
	Transferts répartitions.....	14 329 882 207
	Fonds concours, dons, legs.....	10 315 068 652
	Total net des crédits.....	367 345 941 185
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titres I à IV).....	Crédits initiaux.....	828 429 325 650
	Variation prévisions dépenses.....	10 137 770 852
	Reports gestion précédente.....	23 582 726 317
	Transferts répartitions.....	48 006 809 147
	Fonds concours, dons, legs.....	30 043 785 418
	Total net des crédits.....	938 209 396 184

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	14 541 587 587,47			
Rétablissements crédits.....	- 29 484,15			
Dépenses nettes.....	14 541 558 093,32	•	3 869 178,68	3 984 959
Ordonnances.....	720 435 322,42			
Dépenses nettes.....	720 435 322,42	•	436 000,58	8 406 379
Ordonnances.....	83 336 847,00			
Dépenses nettes.....	83 336 847,00	•	800,00	•
Ordonnances.....	38 478 654 523,83			
Dépenses nettes.....	38 478 654 523,83	•	15 841 518,17	1 783 350
Ordonnances.....	355 280 375 086,09			
Rétablissements crédits.....	- 76 125 084,06			
Dépenses nettes.....	355 184 250 032,03	755 275 810,30	3 375 283 740,27	9 541 883 023
Ordonnances.....	197 438 125 327,51			
Rétablissements crédits.....	- 286 914 288,00			
Dépenses nettes.....	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 985 438 750,19	•
Ordonnances.....	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes.....	2 587 152 000,00			
Ordonnances.....	372 888 682 472,80			
Rétablissements crédits.....	- 552 887 578,22			
Dépenses nettes.....	372 415 804 894,58	243 302 153,88	2 313 903 375,30	1 038 058 828
Ordonnances.....	355 280 375 086,09			
Rétablissements crédits.....	- 76 125 084,06			
Dépenses nettes.....	355 184 250 032,03	755 275 810,30	3 375 283 740,27	9 541 883 023
Ordonnances.....	928 252 244 868,40			
Rétablissements crédits.....	- 884 428 910,28			
Dépenses nettes.....	927 367 817 958,12	7 412 789 618,88	7 684 625 865,78	10 579 741 951

Personne ne demande la parole ?..
 Je mets aux voix l'article 3 et le tableau B annexé.
 (L'article 3 et le tableau B sont adoptés.)

Article 4 et tableau C annexé

M. le président. « Art. 4. - Le montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau C annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	31 042 923 822,93	0,53	106,00
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	53 551 682 100,86	0,38	37,52
VII. - Réparations des dommages de guerre.....	11 232 734,08	0,08	»
Totaux.....	84 605 636 166,87	0,99	143,12

TABLEAU C
Dépenses civiles en capital

Tableau C. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et série
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	58 950 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 000 000
	Reports gestion précédente.....	81 376 290
	Transferts répartitions.....	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs.....	130 000
	Total net des crédits.....	141 114 990
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	58 950 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 000 000
	Reports gestion précédente.....	81 376 290
	Transferts répartitions.....	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs.....	130 000
	Total net des crédits.....	141 114 990
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé, solidarité		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	40 000 000
	Reports gestion précédente.....	45 397 769
	Transferts répartitions.....	1 692 261
	Total net des crédits.....	87 090 030
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 553 980 000
	Variation prévisions dépenses.....	28 500 000
	Reports gestion précédente.....	117 088 083
	Transferts répartitions.....	4 770 000
	Fonds concours, dons, legs.....	431 634 317
	Total net des crédits.....	2 135 953 400
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 593 980 000
	Variation prévisions dépenses.....	28 500 000
	Reports gestion précédente.....	182 486 852
	Transferts répartitions.....	6 482 261
	Fonds concours, dons, legs.....	431 634 317
	Total net des crédits.....	2 223 043 430
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail - Emploi		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	191 859 000
	Reports gestion précédente.....	28 358 009
	Transferts répartitions.....	4 949 000
	Total net des crédits.....	225 166 009
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	191 859 000
	Reports gestion précédente.....	28 358 009
	Transferts répartitions.....	4 949 000
	Total net des crédits.....	225 166 009
Agriculture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	228 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	4 500 000
	Reports gestion précédente.....	75 495 093
	Transferts répartitions.....	22 719 071
	Fonds concours, dons, legs.....	33 088 825
	Total net des crédits.....	364 602 990

civiles en capital
BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985
ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	64 536 566,79			
Dépenses nettes.....	64 536 566,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnances.....	64 536 566,79			
Dépenses nettes.....	64 536 566,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnances.....	27 500 737,52			
Dépenses nettes.....	27 500 737,52	»	0,48	59 589 232
Ordonnances.....	1 856 536 980,51			
Rétablissement crédits.....	- 3 001,21			
Dépenses nettes.....	1 856 533 989,30	»	0,70	279 419 410
Ordonnances.....	1 884 037 728,03			
Rétablissement crédits.....	- 3 001,21			
Dépenses nettes.....	1 884 034 726,82	»	1,15	338 007 702
Ordonnances.....	188 745 152,99			
Dépenses nettes.....	188 745 152,99	»	1,01	38 420 855
Ordonnances.....	188 745 152,99			
Dépenses nettes.....	188 745 152,99	»	1,01	38 420 855
Ordonnances.....	288 800 274,81			
Rétablissement crédits.....	- 182 752,25			
Dépenses nettes.....	288 617 522,56	»	2,41	97 985 485

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 467 490 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 12 372 516
	Reporta gestion précédente.....	245 684 236
	Transferts répartitions.....	202 329 410
	Fonds concours, dons, legs.....	39 423 782
	Total net des crédits.....	1 942 554 891
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 696 290 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 7 672 516
	Reporta gestion précédente.....	321 179 328
	Transferts répartitions.....	225 048 481
	Fonds concours, dons, legs.....	72 512 689
	Total net des crédits.....	2 307 157 891
Commerce, artisanat et tourisme		
Commerce et artisanat		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	75 420 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 057 377
	Reporta gestion précédente.....	79 614 180
	Transferts répartitions.....	- 26 692 000
	Total net des crédits.....	126 284 803
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	75 420 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 057 377
	Reporta gestion précédente.....	79 614 180
	Transferts répartitions.....	- 26 692 000
	Total net des crédits.....	126 284 803
Commerce, artisanat et tourisme		
ii. - Tourisme		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	16 500 000
	Reporta gestion précédents.....	4 677 699
	Transferts répartitions.....	- 11 195 400
	Fonds concours, dons, legs.....	442 542
	Total net des crédits.....	10 634 831
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	57 030 000
	Reporta gestion précédente.....	17 656 020
	Transferts répartitions.....	16 958 670
	Total net des crédits.....	91 673 690
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	73 530 000
	Reporta gestion précédente.....	22 562 708
	Transferts répartitions.....	5 773 270
	Fonds concours, dons, legs.....	442 542
	Total net des crédits.....	102 308 521
Culture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	996 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	14 481 195
	Reporta gestion précédents.....	236 452 122
	Transferts répartitions.....	15 780 728
	Fonds concours, dons, legs.....	220 388 717
	Total net des crédits.....	1 483 902 762
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 830 400 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 71 080 000
	Reporta gestion précédente.....	311 369 882
	Transferts répartitions.....	7 290 000
	Total net des crédits.....	2 077 979 882
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	2 827 200 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 56 598 805
	Reporta gestion précédente.....	547 821 814
	Transferts répartitions.....	23 070 728
	Fonds concours, dons, legs.....	220 388 717
	Total net des crédits.....	3 561 882 454

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CRÉDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sers	Duvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 736 230 118,45			
Rètablissements crédits.....	- 1 129 733,89			
Dépenses nettes.....	1 735 100 384,56	»	4,44	207 454 502
Ordonnances.....	2 003 030 393,29			
Rètablissements crédits.....	- 1 312 486,14			
Dépenses nettes.....	2 001 717 907,15	»	6,85	305 439 967
Ordonnances.....	56 955 254,45			
Rètablissements crédits.....	- 311 774,39			
Dépenses nettes.....	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnances.....	56 955 254,45			
Rètablissements crédits.....	- 311 774,39			
Dépenses nettes.....	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnances.....	2 347 545,43			
Dépenses nettes.....	2 347 545,43	»	0,57	8 287 285
Ordonnances.....	65 734 255,14			
Dépenses nettes.....	65 734 255,14	»	0,86	25 939 434
Ordonnances.....	68 081 800,57			
Dépenses nettes.....	68 081 800,57	»	1,43	34 226 719
Ordonnances.....	1 254 664 831,44			
Dépenses nettes.....	1 254 664 831,44	0,03	1,59	229 237 929
Ordonnances.....	1 702 156 431,28			
Dépenses nettes.....	1 702 156 431,28	0,01	1,73	375 823 259
Ordonnances.....	2 956 821 282,72			
Dépenses nettes.....	2 956 821 282,72	0,04	3,32	605 061 188

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Départements d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	32 000 000
	Reports gestion précédente.....	22 901 360
	Total net des crédits.....	54 901 360
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	329 760 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 665 771
	Reports gestion précédente.....	145 817 813
	Transferts répartitions.....	755 000
	Fonds concours, dons, legs.....	1 527 401
	Total net des crédits.....	477 194 243
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	361 760 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 665 771
	Reports gestion précédente.....	168 718 973
	Transferts répartitions.....	755 000
	Fonds concours, dons, legs.....	1 527 401
	Total net des crédits.....	532 095 603
Territoires d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	4 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	5 900 000
	Reports gestion précédente.....	14 291 271
	Transferts répartitions.....	1 388 311
	Total net des crédits.....	25 579 582
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	176 762 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 6 375 000
	Reports gestion précédente.....	75 000
	Total net des crédits.....	170 462 000
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	180 762 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 475 000
	Reports gestion précédente.....	14 366 271
	Transferts répartitions.....	1 388 311
	Total net des crédits.....	196 041 582
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	2 009 600 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 179 800 000
	Reports gestion précédente.....	1 063 064 819
	Transferts répartitions.....	217 280 000
	Total net des crédits.....	5 469 744 619
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	6 626 900 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 224 928 000
	Reports gestion précédente.....	2 304 637 759
	Transferts répartitions.....	- 184 280 000
	Total net des crédits.....	8 522 329 759
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	8 636 500 000
	Variation prévisions dépenses.....	1 954 872 000
	Reports gestion précédente.....	3 367 702 378
	Transferts répartitions.....	33 000 000
	Total net des crédits.....	13 992 074 378
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	388 870 000
	Variation prévisions dépenses.....	4 070 000
	Reports gestion précédente.....	422 686 135
	Transferts répartitions.....	- 56 471 038
	Fonds concours, dons, legs.....	413 450 901
	Total net des crédits.....	1 172 605 998

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants at sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées.....	45 488 071,04			
Dépenses nettes.....	45 488 071,04	0,04	»	9 413 289
Ordonnancées.....	256 007 369,86			
Dépenses nettes.....	256 007 369,86	»	3,14	221 186 670
Ordonnancées.....	301 495 440,90			
Dépenses nettes.....	301 495 440,90	0,04	3,14	230 600 159
Ordonnancées.....	12 398 159,61			
Dépenses nettes.....	12 398 159,61	»	0,39	13 181 422
Ordonnancées.....	168 249 300,00			
Dépenses nettes.....	168 249 300,00	»	»	2 212 700
Ordonnancées.....	180 647 459,61			
Dépenses nettes.....	180 647 459,61	»	0,39	15 394 122
Ordonnancées.....	4 323 721 014,59			
Rétablissements crédits.....	- 279 100,00			
Dépenses nettes.....	4 323 441 914,59	0,09	2,50	1 146 302 702
Ordonnancées.....	6 151 435 333,82			
Dépenses nettes.....	6 151 435 333,82	»	1,18	2 370 894 424
Ordonnancées.....	10 475 156 348,41			
Rétablissements crédits.....	- 279 100,00			
Dépenses nettes.....	10 474 877 248,41	0,09	3,68	3 517 197 126
Ordonnancées.....	632 497 430,05			
Rétablissements crédits.....	- 549 594,23			
Dépenses nettes.....	631 947 835,82	»	1,18	540 658 161

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	30 000
	Reports gestion précédente.....	31 000
	Total net des crédits.....	61 000
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	388 900 000
	Variation prévisions dépenses.....	4 070 000
	Reports gestion précédente.....	422 717 135
	Transferts répartitions.....	- 56 471 038
	Fonds concours, dons, legs.....	413 450 901
Total net des crédits.....	1 172 666 998	
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 950 855 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 34 009 200
	Reports gestion précédente.....	148 101 421
	Transferts répartitions.....	23 688 431
	Fonds concours, dons, legs.....	68 103 583
Total net des crédits.....	2 156 739 235	
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 502 595 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 49 902 235
	Reports gestion précédente.....	358 174 452
	Transferts répartitions.....	30 412 000
	Fonds concours, dons, legs.....	326 703 341
Total net des crédits.....	2 167 982 558	
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	3 453 450 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 83 911 435
	Reports gestion précédente.....	506 275 873
	Transferts répartitions.....	54 100 431
	Fonds concours, dons, legs.....	394 806 924
Total net des crédits.....	4 324 721 793	
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	299 210 000
	Variation prévisions dépenses.....	5 728 000
	Reports gestion précédente.....	126 109 373
	Transferts répartitions.....	31 664 972
	Fonds concours, dons, legs.....	83 512 500
Total net des crédits.....	546 224 845	
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 107 770 000
	Variation prévisions dépenses.....	355 800
	Reports gestion précédente.....	9 881 985
	Transferts répartitions.....	89 057 000
	Total net des crédits.....	1 187 064 785
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 406 980 000
	Variation prévisions dépenses.....	6 083 800
	Reports gestion précédente.....	135 991 358
	Transferts répartitions.....	100 721 972
	Fonds concours, dons, legs.....	83 512 500
Total net des crédits.....	1 733 289 630	
Environnement		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	62 875 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 140 000
	Reports gestion précédente.....	49 851 274
	Transferts répartitions.....	9 075 050
	Fonds concours, dons, legs.....	25 839 924
Total net des crédits.....	147 101 248	

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à déduire dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Dépenses nettes.....	»	»	»	81 000
Ordonnances.....	832 497 430,05			
Rétablissement crédits.....	- 549 594,23			
Dépenses nettes.....	631 947 835,82	»	1,18	540 719 161
Ordonnances.....	1 944 948 354,85			
Rétablissement crédits.....	- 15 000 000,00			
Dépenses nettes.....	1 929 948 354,85	0,12	1,27	226 790 879
Ordonnances.....	1 897 575 669,17			
Rétablissement crédits.....	- 487 948,07			
Dépenses nettes.....	1 897 087 721,10	0,04	0,94	270 894 836
Ordonnances.....	3 842 524 024,02			
Rétablissement crédits.....	- 15 487 948,37			
Dépenses nettes.....	3 827 036 075,95	0,18	2,21	497 685 715
Ordonnances.....	398 555 682,77			
Rétablissement crédits.....	- 58 907,00			
Dépenses nettes.....	398 498 775,77	»	1,23	147 726 068
Ordonnances.....	1 133 913 212,32			
Rétablissement crédits.....	- 25 500 000,00			
Dépenses nettes.....	1 108 413 212,32	»	0,68	78 651 572
Ordonnances.....	1 532 468 895,09			
Rétablissement crédits.....	- 25 558 907,00			
Dépenses nettes.....	1 506 911 988,09	»	1,91	226 377 640
Ordonnances.....	103 047 516,31			
Dépenses nettes.....	103 047 518,31	»	2,69	44 053 729

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et enulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	393 764 000
	Reports gestion précédente.....	62 420 741
	Transferts répartitions.....	- 62 480 250
	Total net des crédits.....	393 704 491
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	456 839 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 140 000
	Reports gestion précédente.....	112 072 015
	Transferts répartitions.....	- 53 405 200
	Fonds concours, dons, legs.....	25 839 924
	Total net des crédits.....	540 805 739
Intérieur et décentralisation		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	398 601 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 100 000
	Reports gestion précédente.....	158 108 110
	Transferts répartitions.....	- 17 541 414
	Fonds concours, dons, legs.....	4 962 278
	Total net des crédits.....	534 029 974
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	4 022 814 000
	Variation prévisions dépenses.....	13 345 000
	Reports gestion précédente.....	654 347 372
	Transferts répartitions.....	- 21 272 810
	Fonds concours, dons, legs.....	631 909
	Total net des crédits.....	4 669 865 671
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	4 421 415 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 245 000
	Reports gestion précédente.....	812 455 482
	Transferts répartitions.....	- 38 814 024
	Fonds concours, dons, legs.....	5 594 187
	Total net des crédits.....	5 203 895 645
Jeunesse et sports		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	95 922 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 284 918
	Reports gestion précédente.....	8 908 277
	Fonds concours, dons, legs.....	2 357 200
	Total net des crédits.....	101 922 561
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	214 240 000
	Variation prévisions dépenses.....	24 400 000
	Reports gestion précédente.....	6 172 804
	Transferts répartitions.....	16 231 000
	Total net des crédits.....	261 043 804
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	310 182 000
	Variation prévisions dépenses.....	21 135 084
	Reports gestion précédente.....	13 081 081
	Transferts répartitions.....	16 231 000
	Fonds concours, dons, legs.....	2 357 200
	Total net des crédits.....	362 966 365
Justice		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	526 045 000
	Variation prévisions dépenses.....	27 205 750
	Reports gestion précédente.....	153 757 420
	Transferts répartitions.....	12 913 175
	Fonds concours, dons, legs.....	6 367 755
	Total net des crédits.....	728 289 100
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	75 075 000
	Reports gestion précédente.....	25 767 864
	Total net des crédits.....	100 842 864

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	338 181 645,02			
Dépenses nettes.....	338 181 645,02	»	2,98	55 522 843
Ordonnances.....	441 229 161,33			
Dépenses nettes.....	441 229 161,33	»	5,67	99 576 572
Ordonnances.....	429 003 925,21			
Rétablissement crédits.....	- 19 115 311,64			
Dépenses nettes.....	409 888 613,57	»	1,43	124 141 359
Ordonnances.....	3 850 432 139,48			
Rétablissement crédits.....	- 628,00			
Dépenses nettes.....	3 850 431 511,48	0,07	3,59	819 434 156
Ordonnances.....	4 279 436 064,69			
Rétablissement crédits.....	- 19 115 939,64			
Dépenses nettes.....	4 260 320 125,05	0,07	5,02	943 575 515
Ordonnances.....	89 552 184,54			
Rétablissement crédits.....	- 24 342,00			
Dépenses nettes.....	89 527 842,54	»	0,46	12 394 718
Ordonnances.....	233 111 991,52			
Dépenses nettes.....	233 111 991,52	»	0,48	27 931 612
Ordonnances.....	322 664 176,08			
Rétablissement crédits.....	- 24 342,00			
Dépenses nettes.....	322 639 834,08	»	0,94	40 326 530
Ordonnances.....	454 843 179,89			
Rétablissement crédits.....	- 78 468,34			
Dépenses nettes.....	454 764 711,35	»	3,65	273 524 385
Ordonnances.....	59 899 649,97			
Dépenses nettes.....	59 899 649,97	»	1,03	41 143 213

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	605 120 000 27 205 750 179 525 284 12 913 175 8 367 755
	Total net des crédits.....	829 131 984
Mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	358 750 000 25 800 000 70 037 581 - 600 000 349 213 073
	Total net des crédits.....	803 200 654
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	284 470 000 17 800 000 72 366 021 - 14 096 474
	Total net des crédits.....	360 539 547
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	643 220 000 43 600 000 142 403 802 - 14 896 474 349 213 073
	Total net des crédits.....	1 163 740 201
I. - Commissariat général du Plan		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Rapports gestion précédente.....	11 000 000 2 194 875
	Total net des crédits.....	13 194 875
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Rapports gestion précédente.....	11 000 000 2 194 875
	Total net des crédits.....	13 194 875
II. - Aménagement du territoire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	78 500 000 49 507 364 - 81 937 800
	Total net des crédits.....	44 069 564
Titres VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	2 205 333 000 69 830 000 723 108 020 - 608 988 369 55 581 133
	Total net des crédits.....	2 444 863 784
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	2 281 833 000 69 830 000 772 815 384 - 690 926 189 55 581 133
	Total net des crédits.....	2 488 933 348
Recherche et technologie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Rapports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	13 980 000 - 2 000 000 8 919 240 - 220 000
	Total net des crédits.....	20 679 240

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants au sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	514 542 829,66			
Rétablissements crédits.....	- 78 488,34			
Dépenses nettes.....	514 464 381,32	»	4,68	314 687 598
Ordonnances.....	563 553 445,92			
Rétablissements crédits.....	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes.....	552 001 926,12	D,03	1,91	251 198 726
Ordonnances.....	314 325 852,78			
Dépenses nettes.....	314 325 852,78	0,04	0,26	46 213 694
Ordonnances.....	877 879 298,70			
Rétablissements crédits.....	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes.....	866 327 778,90	0,07	2,17	297 412 420
Ordonnances.....	10 877 280,38			
Dépenses nettes.....	10 877 280,38	»	0,62	2 317 594
Ordonnances.....	10 877 280,38			
Dépenses nettes.....	10 877 280,38	»	0,62	2 317 594
Ordonnances.....	3 136 688,63			
Dépenses nettes.....	3 136 688,63	»	0,37	40 932 875
Ordonnances.....	1 609 497 513,41			
Rétablissements crédits.....	- 24 805 298,37			
Dépenses nettes.....	1 584 692 217,04	0,04	2,00	859 971 565
Ordonnances.....	1 812 634 202,04			
Rétablissements crédits.....	- 24 805 298,37			
Dépenses nettes.....	1 588 028 905,67	0,04	2,37	900 904 440
Ordonnances.....	12 262 920,92			
Dépenses nettes.....	12 262 920,92	»	2,08	8 418 317

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.	Crédits initiaux.....	7 221 977 000
	Variation prévisions dépenses.....	11 160 000
	Reports gestion précédente.....	149 098 792
	Transferts répartitions.....	7 651 567 690
	Fonds concours, dons, legs.....	3 000 000
	Total net des crédits.....	15 036 793 482
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	7 235 957 000
	Variation prévisions dépenses.....	9 160 000
	Reports gestion précédente.....	156 018 032
	Transferts répartitions.....	7 651 337 690
	Fonds concours, dons, legs.....	3 000 000
	Total net des crédits.....	15 057 472 722
Redéploiement industriel		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	11 878 540 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 910 667 000
	Reports gestion précédente.....	217 237 135
	Transferts répartitions.....	- 238 370 000
	Total net des crédits.....	10 946 740 135
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	7 473 950 000
	Variation prévisions dépenses.....	675 356 000
	Reports gestion précédente.....	1 186 449 089
	Transferts répartitions.....	185 840 997
	Fonds concours, dons, legs.....	291 165 909
	Total net des crédits.....	9 812 761 995
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	19 352 490 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 235 311 000
	Reports gestion précédente.....	1 403 686 224
	Transferts répartitions.....	- 52 529 003
	Fonds concours, dons, legs.....	291 165 909
	Total net des crédits.....	20 759 502 130
Redéploiement industriel. - Recherche		
Services communs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	133 460 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 950 000
	Reports gestion précédente.....	52 741 852
	Transferts répartitions.....	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs.....	29 089 069
	Total net des crédits.....	219 429 921
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	133 460 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 950 000
	Reports gestion précédente.....	52 741 852
	Transferts répartitions.....	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs.....	29 089 069
	Total net des crédits.....	219 429 921
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	161 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	45 248 082
	Reports gestion précédente.....	192 026 188
	Transferts répartitions.....	72 440 154
	Fonds concours, dons, legs.....	66 011 900
	Total net des crédits.....	538 726 324
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	56 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	18 110 000
	Reports gestion précédente.....	60 114 619
	Total net des crédits.....	135 024 619

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants at sans	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	14 859 131 881,06			
Rétablissements crédits.....	- 42 000,00			
Dépenses nettes.....	14 859 089 881,06	»	1,94	177 703 599
Ordonnances.....	14 871 394 801,98			
Rétablissements crédits.....	- 42 000,00			
Dépenses nettes.....	14 871 352 801,98	»	4,02	186 119 916
Ordonnances.....	10 878 625 294,20			
Rétablissements crédits.....	- 3 513,00			
Dépenses nettes.....	10 878 621 781,20	»	1,80	68 118 352
Ordonnances.....	8 088 968 599,83			
Rétablissements crédits.....	- 2 889 913,00			
Dépenses nettes.....	8 086 076 686,83	»	2,17	1 726 685 306
Ordonnances.....	18 967 591 894,03			
Rétablissements crédits.....	- 2 893 426,00			
Dépenses nettes.....	18 964 698 468,03	»	3,97	1 794 803 658
Ordonnances.....	119 653 793,59			
Rétablissements crédits.....	- 175 000,00			
Dépenses nettes.....	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnances.....	119 653 793,59			
Rétablissements crédits.....	- 175 000,00			
Dépenses nettes.....	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnances.....	330 886 457,40			
Dépenses nettes.....	330 886 457,40	»	0,60	207 839 866
Ordonnances.....	82 502 712,94			
Dépenses nettes.....	82 502 712,94	»	0,06	72 521 906

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	217 800 000 63 358 082 252 140 807 72 440 154 68 011 900
	Total net des crédits.....	673 750 943
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	1 500 000 5 878 060 - 4 225 415 9 753 769
	Total net des crédits.....	12 906 414
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	1 160 370 000 - 268 065 000 161 809 887 16 560 000
	Total net des crédits.....	1 071 274 887
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	1 162 470 000 - 268 065 000 167 687 947 12 334 585 9 753 769
	Total net des crédits.....	1 084 181 301
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	9 500 000 4 621 535 1 200 000
	Total net des crédits.....	15 321 535
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	287 868 000 46 042 957 6 025 000
	Total net des crédits.....	339 935 957
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	297 368 000 50 664 492 7 225 000
	Total net des crédits.....	355 257 492
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	23 761 000 1 562 976 10 100 000
	Total net des crédits.....	35 423 976
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions.....	23 761 000 1 562 976 10 100 000
	Total net des crédits.....	35 423 976
Urbanisme, logement et transports		
Urbanisme, logement		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs.....	336 149 000 - 588 077 328 368 020 103 351 447 111 429 593
	Total net des crédits.....	878 709 983

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	393 389 170,34			
Dépenses nettes.....	393 389 170,34	»	0,68	280 361 772
Ordonnances.....	7 990 528,29			
Dépenses nettes.....	7 990 528,29	»	0,71	4 915 485
Ordonnances.....	1 008 381 822,19			
Dépenses nettes.....	1 008 381 822,19	»	0,81	62 913 264
Ordonnances.....	1 018 352 550,48			
Dépenses nettes.....	1 018 352 550,48	»	1,52	67 828 749
Ordonnances.....	10 798 955,20			
Rétablissements crédits.....	- 1 000 000,00			
Dépenses nettes.....	9 798 955,20	»	0,80	5 522 579
Ordonnances.....	307 112 180,39			
Dépenses nettes.....	307 112 180,39	»	0,61	32 823 776
Ordonnances.....	317 911 135,59			
Rétablissements crédits.....	- 1 000 000,00			
Dépenses nettes.....	316 911 135,59	»	1,41	38 346 355
Ordonnances.....	17 903 243,27			
Rétablissements crédits.....	- 294 792,39			
Dépenses nettes.....	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnances.....	17 903 243,27			
Rétablissements crédits.....	- 294 792,39			
Dépenses nettes.....	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnances.....	596 871 552,00			
Rétablissements crédits.....	- 1 308 518,74			
Dépenses nettes.....	596 363 035,26	0,06	5,80	281 346 942

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissements accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	17 047 538 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 72 642 000
	Reports gestion précédente.....	1 219 515 872
	Transferts répartitions.....	- 13 685 842 900
	Fonds concours, dons, legs.....	3 732 000 000
	Total net des crédits.....	8 240 588 972
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre.....	Crédits initiaux.....	15 877 000
	Reports gestion précédente.....	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs.....	106 877
	Total net des crédits.....	43 271 832
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	17 399 564 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 73 230 077
	Reports gestion précédente.....	1 573 172 047
	Transferts répartitions.....	- 13 582 491 453
	Fonds concours, dons, legs.....	3 843 536 270
	Total net des crédits.....	9 160 550 787
Transports		
Section communale		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	37 500 000
	Reports gestion précédente.....	19 031 447
	Transferts répartitions.....	- 18 500 000
	Total net des crédits.....	40 031 447
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	41 000 000
	Reports gestion précédente.....	11 203 027
	Transferts répartitions.....	- 3 350 000
	Total net des crédits.....	48 853 027
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	78 500 000
	Reports gestion précédente.....	30 234 474
	Transferts répartitions.....	- 19 850 000
	Total net des crédits.....	88 884 474
Transports		
Aviation civile		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	1 946 250 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 000 000
	Reports gestion précédente.....	64 622 296
	Transferts répartitions.....	- 1 806 229 819
	Fonds concours, dons, legs.....	1 238 655
	Total net des crédits.....	209 081 132
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	11 500 000
	Reports gestion précédente.....	12 577
	Transferts répartitions.....	- 7 200 000
	Total net des crédits.....	4 312 577
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 957 750 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 000 000
	Reports gestion précédente.....	64 834 873
	Transferts répartitions.....	- 1 813 429 819
	Fonds concours, dons, legs.....	1 238 655
	Total net des crédits.....	213 393 709
Transports		
Transports intérieurs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	4 471 298 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 155 179 918
	Reports gestion précédente.....	1 355 908 352
	Transferts répartitions.....	12 321 839
	Fonds concours, dons, legs.....	4 315 632 037
	Total net des crédits.....	9 999 979 310

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	8 750 565 640,52			
Rétablissement crédits	- 443 647,00			
Dépenses nettes	6 750 121 993,52	0,06	2,54	1 490 448 978
Ordonnances	11 232 234 08			
Dépenses nettes	11 232 234,08	0,08	,	32 039 598
Ordonnances	7 358 469 426,60			
Rétablissement crédits	- 1 752 183,74			
Dépenses nettes	7 356 717 262,86	0,20	8,34	1 803 833 516
Ordonnances	23 079 171,54			
Rétablissement crédits	- 114 224,52			
Dépenses nettes	22 964 947,02	,	0,98	17 066 499
Ordonnances	19 908 313,29			
Dépenses nettes	19 908 313,29	,	0,71	28 944 713
Ordonnances	42 987 484,83			
Rétablissement crédits	- 114 224,52			
Dépenses nettes	42 873 260,31	,	1,69	48 011 212
Ordonnances	188 796 255,87			
Rétablissement crédits	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes	146 209 015,22	0,12	1,90	62 872 115
Ordonnances	3 614 280,05			
Dépenses nettes	3 614 280,05	0,05	,	698 297
Ordonnances	192 410 535,92			
Rétablissement crédits	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes	149 823 295,27	0,17	1,90	63 570 412
Ordonnances	8 210 276 159,81			
Rétablissement crédits	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes	8 205 260 859,42	0,04	3,82	1 794 718 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants en aens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	909 230 000
	Variation prévisions dépenses.....	8 640 000
	Reports gestion précédente.....	60 223 278
	Transferts répartitions.....	- 29 700 000
	Fonds concours, dons, legs.....	134 999
	Total net des crédits.....	348 528 277
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	5 380 529 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 146 539 918
	Reports gestion précédente.....	1 418 129 830
	Transferts répartitions.....	- 17 378 161
	Fonds concours, dons, legs.....	4 315 767 036
	Total net des crédits.....	10 948 507 587
Transports		
Météorologie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	114 700 000
	Variation prévisions dépenses.....	8 000 000
	Reports gestion précédente.....	8 215 957
	Transferts répartitions.....	500 000
	Fonds concours, dons, legs.....	3 994 223
	Total net des crédits.....	135 410 180
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	114 700 000
	Variation prévisions dépenses.....	8 000 000
	Reports gestion précédente.....	8 215 957
	Transferts répartitions.....	500 000
	Fonds concours, dons, legs.....	3 994 223
	Total net des crédits.....	135 410 180
RECAPITULATION		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	58 950 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 000 000
	Reports gestion précédente.....	81 378 290
	Transferts répartitions.....	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs.....	130 000
	Total net des crédits.....	141 114 990
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité.....	Crédits initiaux.....	40 000 000
	Reports gestion précédente.....	45 397 769
	Transferts répartitions.....	1 692 261
	Total net des crédits.....	87 090 030
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	228 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	4 500 000
	Reports gestion précédente.....	75 495 093
	Transferts répartitions.....	22 719 071
	Fonds concours, dons, legs.....	33 088 826
	Total net des crédits.....	364 602 990
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme.....	Crédits initiaux.....	18 500 000
	Reports gestion précédente.....	4 877 689
	Transferts répartitions.....	- 11 185 400
	Fonds concours, dons, legs.....	442 542
	Total net des crédits.....	10 634 831
Culture.....	Crédits initiaux.....	996 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	14 481 195
	Reports gestion précédente.....	238 452 122
	Transferts répartitions.....	15 780 728
	Fonds concours, dons, legs.....	220 388 717
	Total net des crédits.....	1 483 902 762
Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	32 000 000
	Reports gestion précédente.....	22 901 360
	Total net des crédits.....	54 901 360

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Netura	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	877 287 660,97			
Dépenses nettes	877 287 660,97	0,07	2,70	71 280 614
Ordonnances	9 087 543 820,78			
Rétablissements crédits	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes	9 082 528 520,39	0,11	5,72	1 865 979 061
Ordonnances	127 357 888,98			
Rétablissements crédits	- 636 823,42			
Dépenses nettes	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnances	127 357 888,98			
Rétablissements crédits	- 636 823,42			
Dépenses nettes	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnances	64 535 585,79			
Dépenses nettes	64 535 585,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnances	27 500 737,52			
Dépenses nettes	27 500 737,52	»	0,48	59 589 292
Ordonnances	266 800 274,84			
Rétablissements crédits	- 182 752,25			
Dépenses nettes	266 617 522,59	»	2,41	97 985 465
Ordonnances	2 347 545,43			
Dépenses nettes	2 347 545,43	»	0,57	8 287 285
Ordonnances	1 254 664 831,44			
Dépenses nettes	1 254 664 831,44	0,03	1,59	229 237 929
Ordonnances	45 488 071,04			
Dépenses nettes	45 488 071,04	0,04	»	9 413 289

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux.....	4 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	5 900 000
	Reports gestion précédente.....	14 291 271
	Transferts répartitions.....	1 388 311
	Total net des crédits.....	25 579 582
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux.....	2 009 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	2 179 800 000
	Reports gestion précédente.....	1 063 064 619
	Transferts répartitions.....	217 280 000
	Total net des crédits.....	5 469 744 619
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	388 870 000
	Variation prévisions dépenses.....	4 070 000
	Reports gestion précédente.....	422 686 135
	Transferts répartitions.....	- 56 471 039
	Fonds concours, dons, legs.....	413 450 901
	Total net des crédits.....	1 172 605 998
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	1 950 855 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 34 009 200
	Reports gestion précédente.....	148 101 421
	Transferts répartitions.....	23 688 431
	Fonds concours, dons, legs.....	68 103 583
	Total net des crédits.....	2 156 739 235
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	299 210 000
	Variation prévisions dépenses.....	5 728 000
	Reports gestion précédente.....	126 109 373
	Transferts répartitions.....	31 664 972
	Fonds concours, dons, legs.....	83 512 500
	Total net des crédits.....	546 224 845
Environnement.....	Crédits initiaux.....	62 875 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 140 000
	Reports gestion précédente.....	49 651 274
	Transferts répartitions.....	9 075 050
	Fonds concours, dons, legs.....	25 639 924
	Total net des crédits.....	147 101 248
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	398 601 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 10 100 000
	Reports gestion précédente.....	158 108 110
	Transferts répartitions.....	- 17 541 414
	Fonds concours, dons, legs.....	4 962 278
	Total net des crédits.....	534 029 974
Jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	95 922 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 3 264 916
	Reports gestion précédente.....	6 908 277
	Fonds concours, dons, legs.....	2 357 200
	Total net des crédits.....	101 922 561
Justice.....	Crédits initiaux.....	528 045 000
	Variation prévisions dépenses.....	27 205 750
	Reports gestion précédente.....	153 757 420
	Transferts répartitions.....	12 913 175
	Fonds concours, dons, legs.....	6 367 755
	Total net des crédits.....	728 289 100
Mer.....	Crédits initiaux.....	358 750 000
	Variation prévisions dépenses.....	25 800 000
	Reports gestion précédente.....	70 037 581
	Transferts répartitions.....	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs.....	349 213 073
	Total net des crédits.....	803 200 654
II. - Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	76 500 000
	Reports gestion précédente.....	49 507 364
	Transferts répartitions.....	- 81 937 800
	Total net des crédits.....	44 069 564

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	12 398 159,61			
Dépenses nettes.....	12 398 159,61	,	0,39	13 181 422
Ordonnances.....	4 323 721 014,59			
Rétablissement crédits.....	- 279 100,00			
Dépenses nettes.....	4 323 441 914,59	0,09	2,50	1 146 302 702
Ordonnances.....	632 497 430,05			
Rétablissement crédits.....	- 549 594,23			
Dépenses nettes.....	631 947 835,82	,	1,18	540 658 161
Ordonnances.....	1 944 948 354,85			
Rétablissement crédits.....	- 15 000 000,00			
Dépenses nettes.....	1 929 948 354,85	0,12	1,27	226 790 879
Ordonnances.....	398 555 682,77			
Rétablissement crédits.....	- 56 907,00			
Dépenses nettes.....	398 498 775,77	,	1,23	147 726 068
Ordonnances.....	103 047 516,31			
Dépenses nettes.....	103 047 516,31	,	2,69	44 053 729
Ordonnances.....	429 003 925,21			
Rétablissement crédits.....	- 19 115 311,64			
Dépenses nettes.....	409 888 613,57	,	1,43	124 141 359
Ordonnances.....	89 552 184,54			
Rétablissement crédits.....	- 24 342,00			
Dépenses nettes.....	89 527 842,54	,	0,46	12 394 718
Ordonnances.....	454 843 179,69			
Rétablissement crédits.....	- 78 468,34			
Dépenses nettes.....	454 764 711,35	,	3,65	273 524 385
Ordonnances.....	563 553 445,92			
Rétablissement crédits.....	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes.....	552 001 926,12	0,03	1,91	251 198 726
Ordonnances.....	3 136 688,63			
Dépenses nettes.....	3 136 688,63	,	0,37	40 932 875

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Recherche et technologie.....	Crédits initiaux.....	13 980 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 2 000 000
	Reports gestion précédente.....	8 919 240
	Transferts répartitions.....	- 220 000
	Total net des crédits.....	20 679 240
Redéploiement industriel.....	Crédits initiaux.....	11 878 540 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 910 667 000
	Reports gestion précédente.....	217 237 135
	Transferts répartitions.....	- 238 370 000
	Total net des crédits.....	10 946 740 135
Redéploiement industriel. Recherche. - Services communs.....	Crédits initiaux.....	133 460 500
	Variation prévisions dépenses.....	2 950 000
	Reports gestion précédente.....	52 741 852
	Transferts répartitions.....	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs.....	29 089 069
	Total net des crédits.....	219 429 921
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	161 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	45 248 082
	Reports gestion précédente.....	192 026 188
	Transferts répartitions.....	72 440 154
	Fonds concours, dons, legs.....	68 011 900
	Total net des crédits.....	538 726 324
Relations extérieures. II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	1 500 000
	Reports gestion précédente.....	5 878 060
	Transferts répartitions.....	- 4 225 415
	Fonds concours, dons, legs.....	9 753 769
	Total net des crédits.....	12 906 414
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	9 500 000
	Reports gestion précédente.....	4 621 535
	Transferts répartitions.....	1 200 000
	Total net des crédits.....	15 321 535
Secrétariat général de la défense nationale.....	Crédits initiaux.....	23 761 000
	Reports gestion précédente.....	1 562 976
	Transferts répartitions.....	10 100 000
	Total net des crédits.....	35 423 976
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	336 149 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 588 077
	Reports gestion précédente.....	326 368 020
	Transferts répartitions.....	103 351 447
	Fonds concours, dons, legs.....	111 429 593
	Total net des crédits.....	876 709 983
Transport. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	37 500 000
	Reports gestion précédente.....	19 031 447
	Transferts répartitions.....	- 16 500 000
	Total net des crédits.....	40 031 447
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	1 946 250 000
	Variation prévisions dépenses.....	3 000 000
	Reports gestion précédente.....	64 822 296
	Transferts répartitions.....	- 1 806 229 819
	Fonds concours, dons, legs.....	1 238 655
	Total net des crédits.....	209 081 132
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	4 471 299 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 155 179 918
	Reports gestion précédente.....	1 355 906 352
	Transferts répartitions.....	12 321 839
	Fonds concours, dons, legs.....	4 315 632 037
	Total net des crédits.....	9 999 979 310

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	12 262 920,92			
Dépenses nettes.....	12 262 920,92	»	2,08	8 418 317
Ordonnances.....	10 878 625 294,20			
Rétablissement crédits.....	- 3 513,00			
Dépenses nettes.....	10 878 621 781,20	»	1,80	68 118 352
Ordonnances.....	119 653 793,59			
Rétablissement crédits.....	- 175 000,00			
Dépenses nettes.....	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnances.....	330 886 457,40			
Dépenses nettes.....	330 886 457,40	»	0,60	207 839 866
Ordonnances.....	7 990 928,29			
Dépenses nettes.....	7 990 928,29	»	0,71	4 915 485
Ordonnances.....	10 798 955,20			
Rétablissement crédits.....	- 1 000 000,00			
Dépenses nettes.....	9 798 955,20	»	0,80	5 522 579
Ordonnances.....	17 903 243,27			
Rétablissement crédits.....	- 294 792,39			
Dépenses nettes.....	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnances.....	596 671 552,00			
Rétablissement crédits.....	- 1 308 516,74			
Dépenses nettes.....	595 363 035,26	0,06	5,80	281 346 942
Ordonnances.....	23 079 171,54			
Rétablissement crédits.....	- 114 224,52			
Dépenses nettes.....	22 964 947,02	»	0,98	17 066 499
Ordonnances.....	188 796 255,87			
Rétablissement crédits.....	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes.....	146 209 015,22	0,12	1,90	62 872 115
Ordonnances.....	8 210 276 159,81			
Rétablissement crédits.....	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes.....	8 205 260 859,42	0,04	3,82	1 794 718 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports. - Météorologie.....	Crédits initiaux	114 700 000
	Variation prévisions dépenses	8 000 000
	Reports gestion précédente	8 215 957
	Transferts répartitions	500 000
	Fonds concours, dons, legs	3 994 223
	Total net des crédits	135 410 180
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre V)	Crédits initiaux	26 673 917 000
	Variation prévisions dépenses	1 212 733 916
	Reports gestion précédente	4 986 054 226
	Transferts répartitions	1 697 317 747
	Fonds concours, dons, legs	5 746 806 545
	Total net des crédits	36 922 193 940
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité.....	Crédits initiaux	1 553 980 000
	Variation prévisions dépenses	28 500 000
	Reports gestion précédente	117 069 083
	Transferts répartitions	4 770 000
	Fonds concours, dons, legs	431 634 317
	Total net des crédits	2 135 953 400
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail. Emploi.....	Crédits initiaux	191 859 000
	Reports gestion précédente	28 358 009
	Transferts répartitions	4 949 000
	Total net des crédits	225 166 009
Agriculture.....	Crédits initiaux	1 467 490 000
	Variation prévisions dépenses	- 12 372 516
	Reports gestion précédente	245 684 235
	Transferts répartitions	202 329 410
	Fonds concours, dons, legs	39 423 762
	Total net des crédits	1 942 554 891
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et arti- sanat.....	Crédits initiaux	75 420 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 057 377
	Reports gestion précédente	79 814 180
	Transferts répartitions	- 26 892 000
	Total net des crédits	126 284 803
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme.....	Crédits initiaux	57 030 000
	Reports gestion précédente	17 685 020
	Transferts répartitions	16 958 670
	Total net des crédits	91 673 690
Culture.....	Crédits initiaux	1 830 400 000
	Variation prévisions dépenses	- 71 080 000
	Reports gestion précédente	311 369 692
	Transferts répartitions	7 290 000
	Total net des crédits	2 077 979 692
Départements d'outre-mer.....	Crédits initiaux	329 760 000
	Variation prévisions dépenses	- 665 771
	Reports gestion précédente	145 817 613
	Transferts répartitions	755 000
	Fonds concours, dons, legs	1 527 401
	Total net des crédits	477 194 243
Territoires d'outre-mer.....	Crédits initiaux	176 762 000
	Variation prévisions dépenses	- 6 375 000
	Reports gestion précédente	75 000
	Total net des crédits	170 462 000
Economie, finances et budget. I. - Charges communes.....	Crédits initiaux	6 626 900 000
	Variation prévisions dépenses	- 224 928 000
	Reports gestion précédente	2 304 637 759
	Transferts répartitions	- 184 280 000
	Total net des crédits	8 522 329 759

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans la projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	127 357 888,98			
Rétablissements crédits.....	- 636 823,42			
Dépenses nettes.....	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnances.....	31 140 897 229,30			
Rétablissements crédits.....	- 97 973 406,37			
Dépenses nettes.....	31 042 823 822,93	0,53	105,60	5 879 270 012
Ordonnances.....	1 856 536 990,51			
Rétablissements crédits.....	- 3 001,21			
Dépenses nettes.....	1 856 533 989,30	»	0,70	279 419 410
Ordonnances.....	188 745 152,99			
Dépenses nettes.....	188 745 152,99	»	1,01	36 420 855
Ordonnances.....	1 736 230 116,45			
Rétablissements crédits.....	- 1 129 733,89			
Dépenses nettes.....	1 735 100 384,56	»	4,44	207 454 502
Ordonnances.....	56 955 254,45			
Rétablissements crédits.....	- 311 774,39			
Dépenses nettes.....	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnances.....	65 734 255,14			
Dépenses nettes.....	65 734 255,14	»	0,86	25 939 434
Ordonnances.....	1 702 156 431,28			
Dépenses nettes.....	1 702 156 431,28	0,01	1,73	375 823 259
Ordonnances.....	256 007 369,86			
Dépenses nettes.....	256 007 369,86	»	3,14	221 186 870
Ordonnances.....	168 249 300,00			
Dépenses nettes.....	168 249 300,00	»	»	2 212 700
Ordonnances.....	6 151 435 333,82			
Dépenses nettes.....	6 151 435 333,82	»	1,18	2 370 894 424

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sans
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	30 000
	Reports gestion précédente.....	31 000
	Total net des crédits.....	61 000
Education nationale. - Enseignement scolaire.....	Crédits initiaux.....	1 502 595 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 49 902 235
	Reports gestion précédente.....	358 174 452
	Transferts répartitions.....	30 412 000
	Fonds concours, dons, legs.....	326 703 341
	Total net des crédits.....	2 167 982 558
Education nationale. - Enseignement universitaire.....	Crédits initiaux.....	1 107 770 000
	Variation prévisions dépenses.....	355 800
	Reports gestion précédente.....	9 881 985
	Transferts répartitions.....	69 057 000 894
	Total net des crédits.....	1 187 064 785
Environnement.....	Crédits initiaux.....	393 784 000
	Reports gestion précédente.....	62 420 741
	Transferts répartitions.....	- 62 480 250
	Total net des crédits.....	393 704 491
Intérieur et décentralisation.....	Crédits initiaux.....	4 022 814 000
	Variation prévisions dépenses.....	13 345 000
	Reports gestion précédente.....	654 347 372
	Transferts répartitions.....	- 21 272 610
	Fonds concours, dons, legs.....	631 909
	Total net des crédits.....	4 669 865 671
Jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	214 240 000
	Variation prévisions dépenses.....	24 400 000
	Reports gestion précédente.....	6 172 804
	Transferts répartitions.....	16 231 000
	Total net des crédits.....	261 043 804
Justice.....	Crédits initiaux.....	75 075 000
	Reports gestion précédente.....	25 767 864
	Total net des crédits.....	100 842 864
Mer.....	Crédits initiaux.....	284 470 000
	Variation prévisions dépenses.....	17 800 000
	Reports gestion précédente.....	72 366 021
	Transferts répartitions.....	- 14 096 474
	Total net des crédits.....	360 539 547
I. - Commissariat général du Plan.....	Crédits initiaux.....	11 000 000
	Reports gestion précédente.....	2 194 875
	Total net des crédits.....	13 194 875
II. - Aménagement du territoire.....	Crédits initiaux.....	2 205 333 000
	Variation prévisions dépenses.....	69 830 000
	Reports gestion précédente.....	723 108 020
	Transferts répartitions.....	- 608 988 369
	Fonds concours, dons, legs.....	55 581 133
	Total net des crédits.....	2 444 863 784
Recherche et technologie.....	Crédits initiaux.....	7 221 977 000
	Variation prévisions dépenses.....	11 160 000
	Reports gestion précédente.....	149 098 792
	Transferts répartitions.....	7 651 557 690
	Fonds concours, dons, legs.....	3 000 000
	Total net des crédits.....	15 036 793 482
Redéploiement industriel.....	Crédits initiaux.....	7 473 950 000
	Variation prévisions dépenses.....	675 358 000
	Reports gestion précédente.....	1 186 449 089
	Transferts répartitions.....	185 840 997
	Fonds concours, dons, legs.....	291 165 909
	Total net des crédits.....	9 812 761 995

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Duvertures	Annulations	Montants
Dépenses nettes.....				61 000
Ordonnances.....	1 897 575 689,17			
Rétablissement crédits.....	- 487 948,07			
Dépenses nettes.....	1 897 087 721,10	0,04	0,94	270 694 836
Ordonnances.....	1 133 913 212,32			
Rétablissement crédits.....	- 25 500 000,00			
Dépenses nettes.....	1 108 413 212,32		0,68	78 651 572
Ordonnances.....	338 181 845,02			
Dépenses nettes.....	338 181 845,02		2,98	55 522 843
Ordonnances.....	3 850 432 139,48			
Rétablissement crédits.....	- 628,00			
Dépenses nettes.....	3 850 431 511,48	0,07	3,59	819 434 156
Ordonnances.....	233 111 991,52			
Dépenses nettes.....	233 111 991,52		0,48	27 931 812
Ordonnances.....	59 699 649,97			
Dépenses nettes.....	59 699 649,97		1,03	41 143 213
Ordonnances.....	314 325 852,78			
Dépenses nettes.....	314 325 852,78	0,04	0,26	46 213 694
Ordonnances.....	10 877 280,38			
Dépenses nettes.....	10 877 280,38		0,62	2 317 594
Ordonnances.....	1 609 497 513,41			
Rétablissement crédits.....	- 24 605 296,37			
Dépenses nettes.....	1 584 892 217,04	0,04	2,00	859 971 565
Ordonnances.....	14 859 131 881,06			
Rétablissement crédits.....	- 42 000,00			
Dépenses nettes.....	14 859 089 881,06		1,94	177 703 699
Ordonnances.....	8 088 966 599,83			
Rétablissement crédits.....	- 2 889 913,00			
Dépenses nettes.....	8 086 076 686,83		2,17	1 726 685 306

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques.....	Crédits initiaux.....	56 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	18 110 000
	Reports gestion précédente.....	60 114 619
	Total net des crédits.....	135 024 619
Relations extérieures. - II. - Coopération.....	Crédits initiaux.....	1 160 970 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 268 065 000
	Reports gestion précédente.....	161 809 887
	Transferts répartitions.....	16 560 000
	Total net des crédits.....	1 071 274 887
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Crédits initiaux.....	287 868 000
	Reports gestion précédente.....	46 042 957
	Transferts répartitions.....	6 025 000
	Total net des crédits.....	339 935 957
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	17 047 538 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 72 642 000
	Reports gestion précédente.....	1 219 515 872
	Transferts répartitions.....	- 13 685 842 900
	Fonds concours, dons, legs.....	3 732 000 000
	Total net des crédits.....	8 240 568 972
Transports. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	41 000 000
	Reports gestion précédente.....	11 203 027
	Transferts répartitions.....	- 3 350 000
	Total net des crédits.....	48 853 027
Transports. - Aviation civile.....	Crédits initiaux.....	11 500 000
	Reports gestion précédente.....	12 577
	Transferts répartitions.....	- 7 200 000
	Total net des crédits.....	4 312 577
Transports. - Transports intérieurs.....	Crédits initiaux.....	909 230 000
	Variation prévisions dépenses.....	8 640 000
	Reports gestion précédente.....	60 223 278
	Transferts répartitions.....	- 29 700 000
	Fonds concours, dons, legs.....	134 999
	Total net des crédits.....	948 528 277
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VI)	Crédits initiaux.....	56 337 525 000
	Variation prévisions dépenses.....	159 408 901
	Reports gestion précédente.....	8 059 445 823
	Transferts répartitions.....	- 6 431 366 836
	Fonds concours, dons, legs.....	4 881 802 771
	Total net des crédits.....	63 006 815 659
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre		
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement.....	Crédits initiaux.....	15 877 000
	Reports gestion précédente.....	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs.....	106 677
	Total net des crédits.....	43 271 832
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VII)	Crédits initiaux.....	15 877 000
	Reports gestion précédente.....	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs.....	106 677
	Total net des crédits.....	43 271 832
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	26 673 917 000
	Variation prévisions dépenses.....	1 212 733 916
	Reports gestion précédente.....	4 986 054 226
	Transferts répartitions.....	- 1 697 317 747
	Fonds concours, dons, legs.....	5 746 806 545
	Total net des crédits.....	36 922 193 940

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	82 502 712,94			
Dépenses nettes.....	82 502 712,94	»	0,06	72 521 906
Ordonnances.....	1 008 361 622,19			
Dépenses nettes.....	1 008 361 622,19	»	0,81	62 913 264
Ordonnances.....	307 112 180,39			
Dépenses nettes.....	307 112 180,39	»	0,61	32 823 776
Ordonnances.....	6 750 585 640,52			
Rétablissement crédits.....	- 443 647,00			
Dépenses nettes.....	6 750 121 993,52	0,06	2,54	1 490 446 976
Ordonnances.....	19 908 313,29			
Dépenses nettes.....	19 908 313,29	»	0,71	28 944 713
Ordonnances.....	3 614 280,05			
Dépenses nettes.....	3 014 280,05	0,05	»	698 297
Ordonnances.....	877 267 660,97			
Dépenses nettes.....	877 267 660 97	0,07	2,10	71 260,614
Ordonnances.....	53 607 096 051,79			
Rétablissement crédits.....	- 55 413 941,93			
Dépenses nettes.....	53 551 682 109,86	0,38	37,52	9 455 133 512
Ordonnances.....	11 232 234,08			
Dépenses nettes.....	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnances.....	11 232 234,08			
Dépenses nettes.....	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnances.....	31 140 897 223,30			
Rétablissement crédits.....	- 97 973 406,37			
Dépenses nettes.....	31 042 923 812,93	0,53	105,60	5 679 270 012

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux.....	56 337 525 000
	Variation prévisions dépenses.....	159 408 901
	Reports gestion précédente.....	8 059 445 823
	Transferts répartitions.....	- 6 431 388 836
	Fonds concours, dons, legs.....	4 881 802 771
	Total net des crédits.....	63 006 815 859
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre.....	Crédits initiaux.....	15 877 000
	Reports gestion précédente.....	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs.....	106 877
	Total net des crédits.....	43 271 832
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titres V à VII).....	Crédits initiaux.....	83 027 319 000
	Variation prévisions dépenses.....	1 372 142 817
	Reports gestion précédente.....	13 072 788 204
	Transferts répartitions.....	- 8 128 684 583
	Fonds concours, dons, legs.....	10 628 715 993
	Total net des crédits.....	99 972 281 431

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	53 607 096 051,79			
Retablisements crédits	- 55 413 941,93			
Dépenses nettes	53 551 682 109,86	0,38	37,52	9 455 133 512
Ordonnances	11 232 234,08			
Depenses nettes	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnances	84 759 225 515,17			
Retablisements crédits	- 153 387 348,30			
Depenses nettes	84 605 838 166,87	0,99	143,12	15 366 443 122

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4 et le tableau C annexé.

(L'article 4 et le tableau C annexé sont adoptés.)

Article 5 et tableau D annexé

M. le président. « Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section conformément au tableau D annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
III. - Moyens des armes et services	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41
Totaux	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41

TABLEAU D
Dépenses ordinaires militaires

Tableau D. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reports gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 697 383
Total pour le ministère	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reports gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 897 383
Défense		
Saction Air		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	13 878 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reports gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Total pour le ministère	Crédits initiaux	13 878 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reports gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reports gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	566 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Total pour le ministère	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reports gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	566 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Défense		
Section Marine		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 468 767 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reports gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 578
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 468 767 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reports gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 578
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595

ordinaires militaires
BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985
ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	25 118 386 895,22			
Rétablissements crédits.....	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes.....	15 380 676 558,63	65 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnances.....	25 118 386 895,22			
Rétablissements crédits.....	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes.....	15 380 676 558,63	85 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnances.....	14 592 756 991,90			
Rétablissements crédits.....	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes.....	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnances.....	14 592 756 991,90			
Rétablissements crédits.....	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes.....	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnances.....	24 347 706 071,17			
Rétablissements crédits.....	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes.....	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	46 030 963
Ordonnances.....	24 347 706 071,17			
Rétablissements crédits.....	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes.....	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	46 030 963
Ordonnances.....	13 420 107 501,48			
Rétablissements crédits.....	- 728 835 623,81			
Dépenses nettes.....	12 691 271 877,67	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642
Ordonnances.....	13 420 107 501,48			
Rétablissements crédits.....	- 728 835 623,81			
Dépenses nettes.....	12 691 271 877,67	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reporte gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 789
	Total net des crédits	13 141 513 898
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reporte gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 789
	Total net des crédits	13 141 513 898
RECAPITULATION		
Titre III. - Moyens des armes et services		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reporte gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 897 383
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	13 876 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reporte gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reporte gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	568 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Défense. - Section Marine	Crédits initiaux	12 468 787 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reporte gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 576
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reporte gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 789
	Total net des crédits	13 141 513 898
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titre III)	Crédits initiaux	110 322 361 000
	Variation prévisions dépenses	547 430 000
	Reporte gestion précédente	277 733 530
	Transferts répartitions	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs	160 092 668
	Total net des crédits	79 402 242 514
RECAPITULATION GENERALE		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	110 322 361 000
	Variation prévisions dépenses	547 430 000
	Reporte gestion précédente	277 733 530
	Transferts répartitions	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs	160 092 668
	Total net des crédits	79 402 242 514

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	13 232 254 622,38			
Rétablissement crédits.....	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes.....	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnances.....	13 232 254 622,38			
Rétablissement crédits.....	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes.....	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnances.....	25 386 895,22			
Rétablissement crédits.....	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes.....	15 380 676 558,63	65 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnances.....	14 592 756 991,90			
Rétablissement crédits.....	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes.....	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnances.....	24 347 706 071,17			
Rétablissement crédits.....	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes.....	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	48 030 963
Ordonnances.....	13 420 107 501,48			
Rétablissement crédits.....	- 728 835 823,81			
Dépenses nettes.....	12 691 271 677,67	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642
Ordonnances.....	13 232 254 822,38			
Rétablissement crédits.....	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes.....	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnances.....	90 711 212 082,15			
Rétablissement crédits.....	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes.....	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338
Ordonnances.....	90 711 212 082,15			
Rétablissement crédits.....	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes.....	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sans
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titres III et IV).....	Crédits initiaux.....	110 322 361 060
	Variation prévisions dépenses.....	547 430 000
	Reports gestion précédente.....	277 733 530
	Transferts répertitions.....	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs.....	160 092 688
	Total net des crédits.....	79 402 242 514

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	90 711 212 082,15			
Rétablissement crédits.....	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes.....	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'article 5 et le tableau D annexé.

(L'article 5 et le tableau D annexé sont adoptés.)

Article 6 et tableau E annexé

M. le président. « Art. 6. - Le montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section, conformément au tableau E annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	OEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Equipement	66 209 727 318,08	0,25	8,17
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	220 505 198,83	»	1,17
Totaux	66 430 232 516,91	0,25	9,34

TABLEAU E
Dépenses militaires en capital

Tableau E. - Dépenses
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES
Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	20 053 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 191 250 000
	Reports gestion précédente	1 738 737 653
	Transferts répartitions	- 8 181 694 001
	Fonds concours, dons, legs	400 114 115
	Total net des crédits	13 819 607 767
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	224 200 000
	Reports gestion précédente	80 851 462
	Transferts répartitions	13 700 000
	Total net des crédits	318 751 462
Total pour le ministère	Crédits initiaux	20 277 900 000
	Variation prévisions dépenses	- 191 250 000
	Reports gestion précédente	1 819 589 115
	Transferts répartitions	- 8 167 994 001
	Fonds concours, dons, legs	400 114 115
	Total net des crédits	14 138 359 229
Défense		
Section Air		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	17 734 900 000
	Reports gestion précédente	1 031 126 785
	Transferts répartitions	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs	352 706 270
	Total net des crédits	20 939 002 874
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 734 900 000
	Reports gestion précédente	1 031 126 785
	Transferts répartitions	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs	352 706 270
	Total net des crédits	20 939 002 874
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses	183 250 000
	Reports gestion précédente	780 538 809
	Transferts répartitions	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs	172 283 830
	Total net des crédits	18 930 001 939
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses	183 250 000
	Reports gestion précédente	780 538 809
	Transferts répartitions	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs	172 283 830
	Total net des crédits	18 930 001 939
Défense		
Section Marine		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	15 203 700 000
	Reports gestion précédente	711 875 373
	Transferts répartitions	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs	9 286 953
	Total net des crédits	15 696 407 326

militaires en capital
 BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985
 ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	12 351 685 994,49			
Rétablissement crédits.....	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes.....	11 932 306 411,65	s	3,35	1 887 301 352
Ordonnances.....	220 505 198,83			
Dépenses nettes.....	220 505 198,83	s	1,17	98 248 262
Ordonnances.....	12 572 191 193,32			
Rétablissement crédits.....	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes.....	12 152 811 610,48	s	4,52	1 985 547 614
Ordonnances.....	20 773 803 286,44			
Rétablissement crédits.....	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes.....	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnances.....	20 773 803 286,44			
Rétablissement crédits.....	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes.....	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnances.....	18 175 405 927,18			
Rétablissement crédits.....	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes.....	17 928 204 253,33	s	0,67	1 001 797 685
Ordonnances.....	18 175 405 927,18			
Rétablissement crédits.....	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes.....	17 928 204 253,33	s	0,67	1 001 797,685
Ordonnances.....	15 240 598 654,06			
Rétablissement crédits.....	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes.....	14 759 597 809,23	s	1,77	936 808 515

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	15 203 700 000
	Reports gestion précédente.....	711 875 373
	Transferts répartitions.....	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs.....	9 286 953
	Total net des crédits.....	15 696 407 326
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre V. - Equipement.....	Crédits initiaux.....	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	15 750 000
	Reports gestion précédente.....	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs.....	140 000
	Total net des crédits.....	1 476 785 810
Total pour le ministère.....	Crédits initiaux.....	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	15 750 000
	Reports gestion précédente.....	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs.....	140 000
	Total net des crédits.....	1 476 785 810
RECAPITULATION		
Titre V. - Equipement		
Défense. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	20 053 700 000
	Variation prévisions dépenses.....	- 151 250 000
	Reports gestion précédente.....	1 738 737 653
	Transferts répartitions.....	- 8 181 694 001
	Fonds concours, dons, legs.....	400 114 115
	Total net des crédits.....	13 819 607 767
Défense. - Section Air.....	Crédits initiaux.....	17 734 900 000
	Reports gestion précédente.....	1 031 126 785
	Transferts répartitions.....	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs.....	352 706 270
	Total net des crédits.....	20 939 002 874
Défense. - Section Forces terrestres.....	Crédits initiaux.....	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses.....	183 250 000
	Reports gestion précédente.....	780 538 809
	Transferts répartitions.....	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs.....	172 283 830
	Total net des crédits.....	18 930 001 939
Défense. - Section Marins.....	Crédits initiaux.....	15 203 700 000
	Reports gestion précédente.....	711 875 373
	Transferts répartitions.....	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs.....	9 286 953
	Total net des crédits.....	15 696 407 326
Défense. - Section Gendarmerie.....	Crédits initiaux.....	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses.....	15 750 000
	Reports gestion précédente.....	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs.....	140 000
	Total net des crédits.....	1 476 785 810
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre V).....	Crédits initiaux.....	71 475 800 000
	Variation prévisions dépenses.....	7 750 000
	Reports gestion précédente.....	4 429 174 430
	Transferts répartitions.....	- 5 985 449 882
	Fonds concours, dons, legs.....	934 531 168
	Total net des crédits.....	70 861 805 716
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Défense. - Section commune.....	Crédits initiaux.....	224 200 000
	Reports gestion précédente.....	80 851 462
	Transferts répartitions.....	13 700 000
	Total net des crédits.....	318 751 462

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Natura	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances	15 240 598 654,06			
Rétablissements crédits	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes	14 759 597 809,23	»	1,77	936 809 515
Ordonnances	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnances	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnances	12 351 685 994,49			
Rétablissements crédits	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes	11 932 306 411,65	»	3,35	1 887 301 352
Ordonnances	20 773 803 286,44			
Rétablissements crédits	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnances	18 175 405 927,18			
Rétablissements crédits	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes	17 928 204 253,33	»	0,67	1 001 797 685
Ordonnances	15 240 598 654,06			
Rétablissements crédits	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes	14 759 597 809,23	»	1,77	936 809 515
Ordonnances	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnances	67 780 785 939,68			
Rétablissements crédits	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes	66 209 747 318,08	0,25	8,17	4 652 078 390
Ordonnances	220 505 198,83			
Dépenses nettes	220 505 198,83	»	1,17	98 246 262

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre VI).....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	224 200 000 80 851 462 13 700 000 318 751 462
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Equipement.....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	71 475 800 000 7 750 000 4 429 174 430 - 5 985 449 882 934 531 168 70 861 805 716
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	Crédits initiaux..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Total net des crédits.....	224 200 000 80 851 462 13 700 000 318 751 462
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titres V et VI).....	Crédits initiaux..... Variation prévisions dépenses..... Reports gestion précédente..... Transferts répartitions..... Fonds concours, dons, legs..... Total net des crédits.....	71 700 000 000 7 750 000 4 510 025 892 - 5 971 749 882 934 531 168 71 180 557 178

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 et le tableau E annexé.

(L'article 6 et le tableau E annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans la projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	220 505 198,83			
Dépenses nettes.....	220 505 198,83	s	1,17	98 246 262
Ordonnances.....	67 780 765 939,68			
Rétablissement crédits.....	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes.....	66 209 727 318,08	0,25	8,17	4 652 078 390
Ordonnances.....	220 505 198,83			
Dépenses nettes.....	220 505 198,83	s	1,17	98 246 262
Ordonnances.....	68 001 271 136,51			
Rétablissement crédits.....	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes.....	66 430 232 516,91	0,25	9,34	4 750 324 652

Article 7 et tableau F annexé

M. le président. « Art. 7. - Le résultat du budget général de 1985 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes.....	1 003 066 460 401,79 F
Dépenses.....	1 157 570 241 402,71 F
Excédent des dépenses sur les recettes	154 503 781 000,92 F

La répartition de ces sommes fait l'objet du tableau F, annexé à la présente loi.

Tableau F

Résultat définitif du budget général de 1985

(En francs)

GRANDES CATEGORIES DE RECETTES	MONTANT DEFINITIF des recettes du budget général de l'année 1985
RECETTES	
A. - Recettes fiscales.....	1 014 558 563 969,80
B. - Recettes non fiscales.....	86 565 318 298,02
C. - Fonds de concours et recettes assimilées.....	39 913 094 846,52
D. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales.....	- 82 911 523 222,12
E. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes.....	- 35 058 993 490,43
Total général des recettes.....	1 003 066 460 401,79
GRANDES CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT DEFINITIF des dépenses et des recettes du budget général de l'année 1985
DEPENSES	
<i>Dépenses ordinaires civiles</i>	
Titre I ^{er} . - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.....	197 170 511 059,51
Titre II. - Pouvoirs publics.....	2 587 152 000,00
Titre III. - Moyens des services.....	372 415 904 894,58
Titre IV. - Interventions publiques.....	355 184 250 032,03
	927 357 817 986,12
<i>Dépenses civiles en capital</i>	
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat.....	31 042 923 822,93
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat.....	53 551 682 109,86
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre.....	11 232 234,08
	84 605 838 166,87
<i>Dépenses ordinaires militaires</i>	
Titre III. - Moyens des armes et services.....	79 176 352 732,81
<i>Dépenses militaires en capital</i>	
Titre V. - Equipement.....	66 209 727 318,08
Titre VI. - Subvention d'investissement accordées par l'Etat.....	220 505 198,83
	66 430 232 518,91
Total général des dépenses.....	1 157 570 241 402,71
Report du total général des recettes.....	1 003 066 460 401,79
Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1985.....	154 503 781 000,92

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 7 et le tableau F annexé.

(L'article 7 et le tableau F sont adoptés.)

Article 8 et tableau G annexé

M. le président. « Art. 8. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services civils) sont arrêtés pour 1985 en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau G annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Imprimerie nationale.....	1 746 034 419,70	80 731 213,40	30 418 522,70
Journaux officiels.....	496 895 544,22	5 527 741,98	4 594 454,78
Légion d'honneur.....	130 736 458,04	21 013 248,87	16 945 458,83
Monnaies et médailles.....	591 949 223,85	68 058 056,56	55 938 825,71
Navigation aérienne.....	1 834 535 831,81	103 805 338,85	32 750 867,08
Ordre de la Libération.....	3 331 203,00	478 221,03	478 221,03
Postes et télécommunications.....	176 002 143 801,24	10 296 396 946,27	3 227 868 407,03
Prestations sociales agricoles.....	63 859 434 754,47	2 787 711 018,74	1 077 278 284,27
Totaux.....	244 665 061 236,33	13 363 721 783,74	4 446 269 021,41

Tableau G

Règlement définitif des budgets annexes de 1985 (services civils)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Imprimerie nationale.....	1 746 034 419,70	1 746 034 419,70
Journaux officiels.....	496 895 544,22	496 895 544,22
Légion d'honneur.....	130 736 458,04	130 736 458,04
Monnaies et médailles.....	591 949 223,85	591 949 223,85
Navigation aérienne.....	1 834 535 831,81	1 834 535 831,81
Ordre de la Libération.....	3 331 203,00	3 331 203,00
Postes et télécommunications.....	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24
Prestations sociales agricoles.....	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47
Totaux.....	244 665 061 236,33	244 665 061 236,33

1^{re} PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1985	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1985	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés
1	2	3	4	5
<i>Imprimerie nationale</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 707 386 171	1 745 407 085,89	1 745 407 085,89	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	627 333,81	627 333,81	»
Totaux.....	1 707 386 171	1 746 034 419,70	1 746 034 419,70	»
<i>Journaux officiels</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	495 966 878	489 292 509,46	489 292 509,46	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	7 603 034,76	7 603 034,78	»
Totaux.....	495 966 878	496 895 544,22	496 895 544,22	»
<i>Légion d'honneur</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	130 402 529	130 736 458,04	130 736 458,04	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	»	»	»
Totaux.....	130 402 529	130 736 458,04	130 736 458,04	»

BUDGETS ANNEXES 1	EVALUATION des produits 2	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1985 3	RECouvreMENTS définitifs de l'année 1985 4	RESTES A RECOURVRE sur les droits constatés 5
<i>Monnaies et médailles</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	566 851 366	525 400 836,40	525 400 836,40	»
2 ^e section. - Equipement.....	»	66 548 387,45	66 548 387,45	»
Totaux.....	566 851 366	591 949 223,85	591 949 223,85	»
<i>Navigation aérienne</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 521 817 000	1 577 073 395,00	1 577 073 395,00	»
2 ^e section. - Equipement.....	251 000 000	247 482 436,81	257 482 436,81	»
Totaux.....	1 772 817 000	1 834 535 831,81	1 834 535 831,81	»
<i>Ordre de la Libération</i>				
1 ^{re} section. - Recettes ordinaires.....	3 331 203	3 331 203,00	3 331 203,00	»
<i>Postes et télécommunications</i>				
1 ^{re} section. - Exploitation.....	151 261 239 813	151 572 244 092,28	151 572 244 092,28	»
2 ^e section. - Equipement.....	17 747 847 000	24 429 899 708,96	24 429 899 708,96	»
Totaux.....	169 009 086 813	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24	»
<i>Prestations sociales agricoles</i>				
1 ^{re} section. - Recettes ordinaires.....	82 149 000 000	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47	»
Totaux pour la situation des recettes.....	235 834 841 960	244 665 081 236,33	244 665 061 236,33	»

2^e PARTIE

Situation des dépenses

2^e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES	CREDITS initiaux	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses	En liaison avec la réalisation de certaines ressources	Au titre de mesures d'ordre réglementaire			
				Reports de la gestion précédente	Transferts et répartitions	Fonds de concours et dons et legs	Mesures diverses
1	2	3	4	5	6	7	8
<i>Imprimerie nationale</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 552 483 000	»	102 886 171	22 702 767	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	52 037 000	»	»	34 085 321	»	»	»
Total.....	1 604 500 000	»	102 886 171	56 786 088	»	»	»
<i>Journaux officiels</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	426 015 756	»	53 931 122	»	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	15 050 000	»	970 000	1 247 827	»	»	»
Total.....	441 065 756	»	54 901 122	1 247 627	»	»	»
<i>Légion d'honneur</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	90 513 927	»	43 602	»	»	5 334 025	»
2 ^e section. - Equipement.....	39 845 000	»	»	10 474 339	»	»	»
Total.....	130 358 927	»	43 602	10 474 339	»	5 334 025	»
<i>Monnaies et médailles</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	546 016 080	»	3 188 679	17 857 870	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	17 686 807	»	»	16 241 031	»	»	»
Total.....	563 682 687	»	3 188 679	34 098 901	»	»	»
<i>Navigation aérienne</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 308 517 000	»	34 300 000	»	»	»	»
2 ^e section. - Equipement.....	432 000 000	»	»	»	»	6 264 774	»
Total.....	1 738 517 000	»	34 300 000	»	»	6 264 774	»
<i>Ordre de la Libération</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	3 331 203	»	»	»	»	»	»
<i>Postes et télécommunications</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	119 708 318 813	»	666 000	139 682 521	»	127 934 029	»
2 ^e section. - Equipement.....	49 258 574 000	1 770 000 000	41 530 000	6 812 163 817	»	281 555 410	»
Total.....	168 696 890 813	1 770 000 000	42 196 000	7 051 846 338	»	409 489 439	»
<i>Prestations sociales agricoles</i>							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	82 149 000 000	»	»	»	»	»	»
RECAPITULATION							
1 ^{re} section. - Exploitation.....	185 782 173 779	»	194 995 574	180 243 158	»	133 268 054	»
2 ^e section. - Equipement.....	49 815 172 607	1 770 000 000	42 500 000	8 974 212 135	»	287 820 184	»
Totaux pour la situation des dépenses.....	235 597 3-8 386	1 770 000 000	237 495 574	7 154 455 293	»	421 088 238	»

DES DEPENSES

(francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS des crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS reportés à 1988
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
9	10	11	12	13	14	15
1 678 051 938	1 622 831 453,99	3 412 793,73	1 619 418 660,26	779 582,90	30 416 522,64	28 996 338
86 122 321	126 615 759,44	»	126 615 759,44	79 951 630,50	0,00	39 458 192
1 764 174 259	1 749 447 213,43	3 412 793,73	1 746 034 419,70	80 731 213,40	30 416 522,70	68 454 530
479 946 678	490 159 488,82	14 201 111,96	475 958 376,86	605 952,72	4 594 453,86	»
17 267 627	20 937 167,36	»	20 937 167,36	4 921 789,26	0,90	1 252 248
497 214 505	511 096 656,18	14 201 111,96	496 895 544,22	5 527 741,98	4 594 454,76	1 252 248
95 891 554	93 308 997,57	85 760,52	93 223 237,05	19 611 166,87	16 945 458,82	5 334 025
50 319 339	37 513 220,99	»	37 513 220,99	1 402 080,00	0,01	14 208 198
146 210 893	130 822 218,56	85 760,52	130 736 458,04	21 013 246,87	16 945 458,83	19 542 223
567 042 629	552 440 619,47	46 601 240,45	506 839 379,02	1 322 154,58	55 938 825,56	6 586 579
33 907 638	86 261 002,15	151 157,32	86 109 844,83	66 735 901,98	0,15	14 533 695
600 950 267	638 701 621,62	46 752 397,77	591 949 223,85	68 058 056,56	55 938 825,71	21 120 274
1 340 817 000	1 404 205 781,63	8 132 386,63	1 396 073 395,00	89 390 811,43	32 750 866,43	1 383 550
438 264 774	446 091 485,00	7 629 048,19	438 462 436,81	14 414 527,46	0,65	14 216 864
1 779 081 774	1 850 297 266,63	15 761 434,82	1 834 535 831,81	103 805 338,89	32 750 867,08	15 600 414
3 331 203	3 333 330,62	2 127,62	3 331 203,00	478 221,03	478 221,03	»
119 976 599 363	118 514 941 526,51	164 195 043,41	118 350 746 483,10	1 770 937 463,02	3 227 868 394,92	168 921 948
58 263 823 227	57 807 975 370,12	156 578 051,98	57 651 397 318,14	8 525 459 483,25	12,11	9 137 885 380
178 240 422 590	176 322 916 896,63	320 773 095,39	176 002 143 801,24	10 296 396 946,27	3 227 868 407,03	9 306 807 328
62 149 000 000	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47	2 787 711 018,74	1 077 276 264,27	»
186 290 680 585	186 540 655 953,08	236 630 464,32	186 304 025 488,76	4 670 836 371,29	4 446 269 007,53	211 222 440
58 889 704 926	58 525 394 005,06	164 358 257,49	58 361 035 747,57	8 692 885 412,45	13,88	9 221 554 577
245 180 385 491	245 066 049 958,14	400 988 721,81	244 665 061 236,33	13 363 721 783,74	4 446 269 021,41	9 432 777 017

3^e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX DES RECETTES ET DES DEPENSES

(En francs) *

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES			REGLEMENT DES DEPENSES		
	Recettes resultants des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédants de dépenses)	Totaux pour les recettes	Dépenses résultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédants de recettes)	Totaux des dépenses
1	2	3	4	5	6	7
<i>Imprimerie nationale</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 745 407 085,89	»	1 745 407 085,89	1 619 418 660,26	»	1 619 418 660,26
2 ^e section. - Equipement.....	627 333,81	»	627 333,81	126 615 759,44	»	126 615 759,44
Totaux.....	1 746 034 419,70	»	1 746 034 419,70	(1) 1 746 034 419,70	»	1 746 034 419,70
<i>Journaux officiels</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	489 292 509,46	»	489 292 509,46	475 958 376,86	»	475 958 376,86
2 ^e section. - Equipement.....	7 603 034,76	»	7 603 034,76	20 937 167,36	»	20 937 167,36
Totaux.....	496 895 544,22	»	496 895 544,22	(2) 496 895 544,22	»	496 895 544,22
<i>Légion d'honneur</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	130 736 458,04	»	130 736 458,04	73 625 914,34	19 597 322,71	93 223 237,05
2 ^e section. - Equipement.....	»	»	»	37 513 220,99	»	37 513 220,99
Totaux.....	130 736 458,04	»	130 736 458,04	(3) 111 139 135,33	19 597 322,71	130 736 458,04
<i>Monnaies et médailles</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	525 400 836,40	»	525 400 836,40	505 839 379,02	»	505 839 379,02
2 ^e section. - Equipement.....	66 548 387,45	»	66 548 387,45	86 109 844,83	»	86 109 844,83
Totaux.....	591 949 223,85	»	591 949 223,85	(4) 591 949 223,85	»	591 949 223,85
<i>Navigation aérienne</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	1 577 073 395,00	»	1 577 073 395,00	1 396 073 395,00	»	1 396 073 395,00
2 ^e section. - Equipement.....	257 462 436,81	»	257 462 436,81	438 462 436,81	»	438 462 436,81
Totaux.....	1 834 535 831,81	»	1 834 535 831,81	(5) 1 834 535 831,81	»	1 834 535 831,81
<i>Ordre de la Libération</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	3 331 203,00	»	3 331 203,00	2 852 981,97	478 221,03	3 331 203,00
<i>Postes et télécommunications</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	151 572 244 092,28	»	151 572 244 092,28	118 350 746 483,10	»	118 350 746 483,10
2 ^e section. - Equipement.....	24 429 899 708,96	»	24 429 899 708,96	(6) 57 651 397 318,14	»	57 651 397 318,14
Totaux.....	176 002 143 801,24	»	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24	»	176 002 143 801,24
<i>Prestations sociales agricoles</i>						
1 ^{re} section. - Exploitation.....	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47
Totaux pour les résultats généraux.....	244 665 061 236,33	»	244 665 061 236,33	244 644 985 692,59	20 075 543,74	244 665 061 236,24

OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS

- (1) Y compris une dépense de 78 576 559,80 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(2) Y compris une dépense de 4 404 914,21 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(3) Y compris une dépense de 1 402 080,00 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(4) Y compris une dépense de 22 111 681,52 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(5) Y compris une dépense de 103 805 338,89 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(6) Y compris une dépense de 1 862 349 352,13 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix l'article 8 et le tableau G annexé.
 (L'article 8 et le tableau G annexé sont adoptés.)

Article 9 et tableau H annexé

M. le président. « Art. 9. - Les résultats définitifs du budget annexe du service des essences sont arrêtés pour 1985 en recettes et en dépenses aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis conformément au tableau H annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Service des essences.....	4 727 816 814,47	183 066 368,81	415 559 374,14
Totaux.....	4 727 816 814,47	183 066 368,81	415 559 374,14

Tableau H

Règlement définitif du budget annexe du service des essences de 1985 (Défense)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Service des essences.....	4 727 816 814,47	4 727 816 814,47
Totaux.....	4 727 816 814,47	4 727 816 814,47

1^{re} PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	DROITS RESTANT à recouvrer à la clôture de la gestion 1984	DROITS constatés pendant la gestion 1985	TOTAL des droits constatés de la gestion 1985	RECouvreMENTS définitifs de la gestion 1985	RESTES à recouvrer sur les droits constatés
<i>Service des essences</i>						
1 ^{re} section. - Recettes d'exploitation.....	4 857 771 000	74 353 514,50	4 556 273 728,97	4 630 627 243,47	4 183 071 611,97	447 555 631,50
2 ^e section. - Opérations en capital.....	31 700 000	»	171 543 085,50	171 543 085,50	171 543 085,50	»
Totaux pour la situation des recettes.....	4 889 471 000	74 353 514,50	4 727 816 814,47	4 802 170 328,97	4 354 514 697,47	447 555 631,50

2^e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES 1	CREDITS initiaux 2	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Per suite de variations dans les prévisions de dépenses 3	En liaison avec la réalisation de certaines ressources 4	Au titre de mesures d'ordre			
				Reports de la gestion précédente 5	Transferts et répartitions 6	Fonds de concours et dons et legs 7	Mesures diverses 8
<i>Service des essences</i>							
1 ^{re} section. - Dépenses d'exploitation	4 759 321 000	,	,	66 653 028	,	,	,
2 ^e section. - Opérations en capital.....	130 150 000	,	,	52 132 988	,	,	,
Totaux.....	4 889 471 000	,	,	118 786 016	,	,	,
Totaux pour la situation des dépenses.....	4 889 471 000	,	,	118 786 016	,	,	,

3^e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX

(En

BUDGETS ANNEXES 1	REGLEMENT DES RECETTES		
	Recettes résultant des opérations propres 2	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses) 3	Totaux pour les recettes 4
<i>Service des essences</i>			
1 ^{re} section. - Exploitation.....	4 556 273 728,97	,	4 556 273 728,97
2 ^e section. - Capital.....	(A) 171 543 085,50	,	171 543 085,50
Totaux.....	4 727 816 814,47	,	4 727 816 814,47
Totaux pour les résultats généraux.....	4 727 816 814,47	,	4 727 816 814,47

DES DEPENSES

(francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS de crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS REPORTEES à 1988
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
8	10	11	12	13	14	15
4 825 974 028	4 861 024 792,41	404 913 229,28	4 456 111 563,13	45 696 909,04	415 559 373,91	»
182 282 968	280 143 032,65	8 437 781,31	271 705 251,34	137 369 459,57	0,23	47 947 196
5 008 257 016	5 141 167 825,06	413 351 010,59	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14	47 947 196
5 008 257 016	5 141 167 825,06	413 351 010,59	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14	47 947 196

DES RECETTES ET DES DEPENSES

(francs)

REGLEMENT DES DEPENSES			OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS
Dépenses résultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes)	Totaux des dépenses	
6	8	7	9
4 456 111 563,13	»	4 456 111 563,13	(A) Y compris un prélèvement sur le fonds de réserve de 91 672 550,36 F.
271 705 251,34	»	271 705 251,34	
4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47	
4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47	

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 9 et le tableau H annexé.

(L'article 9 et le tableau H annexé sont adoptés.)

Article 10 et tableau I annexé

M. le président. « Art. 10. - I. - Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, pour 1985, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits et les autorisations de découverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits et ces autorisations de découverts sont répartis par catégorie de comptes et ministère gestionnaire, conformément au tableau I, annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale.....	10 765 039 979,84	11 208 262 285,07	6 935 756,60	482 453 445,76	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes d'affectation spéciale.....	275 464 886,51	138 591 416,77	0,51	»	»
Comptes de commerce.....	82 384 465 502,37	80 360 169 734,34	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	334 638 943,07	494 026 212,32	»	»	»
Comptes d'opérations monétaires.....	15 875 469 698,49	11 353 629 627,68	»	»	30 360 592 627,23
Comptes d'avances.....	162 494 199 776,50	158 688 129 218,89	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Comptes de prêts.....	7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	0,61	0,82	»
Totaux pour le § 2.....	289 301 279 522,73	261 154 935 132,81	6 800 521 941,75	186 822 164,95	30 360 592 627,23
Totaux généraux.....	280 066 319 502,57	272 363 197 417,88	6 807 457 698,35	669 275 610,71	30 360 592 627,23

« II. - 1^o Les soldes, à la date du 31 décembre 1985, des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère définitif et à caractère temporaire.....	447 028,24	1 425 917 973,83
Comptes de commerce.....	684 905 852,14	4 943 559 287,49
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	3 199 273 628,03	61 887 798,56
Comptes d'opérations monétaires.....	32 789 552 034,62	10 293 676 501,11
Comptes d'avances.....	43 815 189 347,21	»
Comptes de prêts.....	66 247 202 743,28	»
Totaux.....	146 736 570 633,52	16 725 041 560,99

« Les soldes ainsi arrêtés sont reportés à la gestion 1986 à l'exception d'un solde débiteur de 51 881 607,53 F concernant les comptes de prêts et d'un solde débiteur de 2 428 959 407,39 F concernant les comptes d'opérations monétaires qui font l'objet d'une affectation par l'article 17.

« 2^o La répartition, par ministère, des sommes fixées au 1^o est donnée au tableau I annexé à la présente loi. »

TABLEAU I

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

Tableau I. - Règlement définitif des comptes spéciaux

Résultats

(En

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1 ^{er} JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
Agriculture.....	»	680 406 459,48
Culture.....	»	120 708 294,07
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	447 028,24	44 843 419,67
Jeunesse et sports.....	»	272 429 619,71
Redéploiement industriel.....	»	1 181 345,41
Total des opérations à caractère définitif.....	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
<i>Comptes d'avances</i>		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	40 007 118 789,60	»
Total catégorie.....	40 007 118 789,60	»
<i>Comptes de prêts</i>		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	68 432 551 150,30	»
Total catégorie.....	68 432 551 150,30	»
<i>Comptes de commerce</i>		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	»	3 226 811 847,31
Justice.....	»	11 033 884,72
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	5 889 393,41	»
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement.....	773 247 454,71	»
Défense. - Section commune.....	39 961 877,43	3 864 222 218,90
Total catégorie.....	819 118 725,55	7 102 067 928,93
<i>Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers</i>		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	2 971 918 885,85	415 011,54
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques.....	»	39 896 441,14
Total catégorie.....	2 971 918 885,85	40 311 452,68
<i>Comptes d'opérations monétaires (3)</i>		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	27 750 892 827,23	9 776 857 364,53
Total catégorie.....	27 750 892 827,23	9 776 857 364,53
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit.....	108 439 669 939,90	»
Comptes à découvert.....	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
RECAPITULATION		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
<i>Comptes dotés de crédits de dépenses</i>		
Comptes d'affectation spéciale.....	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
<i>Comptes dotés de crédits de dépenses</i>		
Comptes d'avances.....	40 007 118 789,60	»
Comptes de prêts.....	68 432 551 150,30	»
Total des comptes dotés de crédits de dépenses.....	108 439 669 939,90	»
<i>Comptes à découvert</i>		
Comptes de commerce.....	819 118 725,55	7 102 067 928,93
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	2 971 918 885,85	40 311 452,68
Comptes d'opérations monétaires.....	27 750 892 827,23	9 776 857 364,53
Total des comptes à découvert.....	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

comptables

(francs)

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
1 432 273 239,87 758 190 298,15 1 053 399 709,71 473 950 521,82 322 691 099,00	1 843 825 189,83 758 005 418,78 8 032 686 971,81 588 082 247,33 324 473 894,09	» » 447 028,24 » »	891 758 389,64 120 523 418,70 24 110 681,77 386 561 345,22 2 964 140,50
11 040 504 866,35	11 348 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	43 815 189 347,21	»
162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	43 815 189 347,21	»
7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	(4) 66 195 321 135,75	»
7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	66 195 321 135,75	»
19 825 838 795,10 155 913 582,96 71 489 236 84 91 249 901,17 62 240 053 986 30	17 824 482 739,87 170 232 928,89 71 299 185,72 207 607 894,57 62 266 547 005,49	» » 5 999 464,53 656 889 481,31 22 018 926,30	1 025 455 791 88 25 353 210,65 » » 3 892 750 284,96
82 384 465 502,37	80 360 169 734,34	684 905 852,14	4 943 559 287,49
169 870 955,30 164 787 987,77	307 681 878,67 166 344 333,65	(5) 3 199 273 828,03 »	415 011,54 61 472 787,02
334 638 943,07	494 026 212,32	3 199 273 828,03	61 887 798,56
15 875 469 898,49	11 353 629 827,68	30 360 592 827,23	10 293 676 501,11
15 875 469 898,49	11 353 629 827,68	(6) 30 360 592 827,23	10 293 676 501,11
170 431 248 292,29	168 808 518 141,70	110 810 510 482,96	»
98 594 574 343,93	92 207 825 574,34	34 244 772 107,40	15 299 123 587,16
11 840 504 866,35	11 348 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
162 494 199 776,50 7 937 040 515,79	158 686 129 218,89 10 122 388 922,81	43 815 189 347,21 66 195 321 135,75	» »
170 431 240 292,29	168 808 518 141,70	110 010 510 482,96	»
82 384 465 502,37 334 638 943,07 15 875 469 898,49	80 360 169 734,34 494 026 212,32 11 353 629 827,68	(5) 684 905 852,14 3 199 273 828,03 30 360 592 827,23	4 943 559 287,49 61 887 798,56 10 293 676 501,11
98 594 574 343,93	92 207 825 574,34	34 244 772 107,40	15 299 123 587,16

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1 ^{er} JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
Total des opérations à caractère définitif (1).....	447 028,24	1 119 569 138,34
Total des opérations à caractère temporaire (2) :		
Comptes à crédit.....	108 439 669 939,90	5
Comptes à découvert.....	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes à crédit.....	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes à crédit.....	108 439 669 939,90	5
Comptes à découvert.....	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
Total général :		
Comptes à crédit.....	108 440 118 968,14	1 119 569 138,34
Comptes à découvert.....	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

(2) Non compris les opérations mentionnées en (1).

(3) Y compris le solde du compte « Opérations avec le F.M.I. » au titre de 1985 (- 2 609 700 000 F).

(4) Non compris une somme de 51 881 607,53 F transportée en augmentation des découverts du Trésor en application de l'article 16 de la loi portant

(5) Y compris une somme de 365 165 665,55 F au titre de la dette commerciale du Zaïre.

(6) Non compris le solde du compte « Pertes et bénéfices de change » (- 2 428 959 407,39 F) transporté en augmentation des découverts du Trésor.

Tableau I. - Règlement définitif des comptes spéciaux

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
COMPTES A CREDIT		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
Agriculture.....	Crédits initiaux.....	1 533 068 019
	Réalisations ressources.....	79 652 490
	Reports gestion précédente.....	230 998 782
	Total net des crédits.....	1 843 719 291
Culture.....	Crédits initiaux.....	778 000 000
	Réalisations ressources.....	5 755 790
	Reports gestion précédente.....	112 032 191
	Total net des crédits.....	895 787 981
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	8 382 812 000
	Réalisations ressources.....	52 450 168
	Reports gestion précédente.....	63 534 072
	Total net des crédits.....	8 498 796 240
Jeunesse et sports.....	Crédits initiaux.....	398 000 000
	Réalisations ressources.....	193 176 108
	Reports gestion précédente.....	174 787 425
	Total net des crédits.....	783 983 533

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
11 040 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
170 431 241 292,29 98 594 574 343,93	168 808 518 141,70 92 207 825 574,34	110 010 510 482,96 34 244 772 107,40	15 299 123 587,16
11 040 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
170 431 240 292,29 98 594 574 343,93	168 808 518 141,70 92 207 825 574,34	110 010 510 482,96 34 244 772 107,40	15 299 123 587,16
181 471 745 158,64 98 594 574 343,93	180 155 371 843,54 92 207 825 574,34	110 010 957 511,20 34 244 772 107,40	1 425 917 973,83 15 299 123 587,16

règlement définitif du budget de 1978 n° 80-1095 du 30 décembre 1980.

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	1 432 273 239,67			
Dépenses nettes.....	1 432 273 239,67	4 137,86	51 497 265,19	359 952 924
Ordonnances.....	758 190 296,15			
Dépenses nettes.....	758 190 296,15	14 526,15	25 764 900,00	111 847 311
Ordonnances.....	8 053 399 709,71			
Dépenses nettes.....	8 053 399 709,71	6 915 522,28	404 095 846,57	48 216 206
Ordonnances.....	473 950 521,82			
Dépenses nettes.....	473 950 521,82	1 570,82	1 095 434,00	288 919 148

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
Redéploiement industriel.....	Crédits initiaux.....	323 000 000
	Réalisations ressources.....	1 473 893
	Reportis gestion précédente.....	1 181 806
	Total net des crédits.....	325 655 699
Total des opérations à caractère délimitif.....	Crédits initiaux.....	11 412 890 019
	Réalisations ressources.....	332 508 449
	Reportis gestion précédente.....	582 534 276
	Total net des crédits.....	12 327 922 744
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
COMPTES A CREDIT		
<i>Comptes d'avances</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	155 880 500 000
	Total net des crédits.....	155 880 500 000
Total pour la catégorie.....	Crédits initiaux.....	155 880 500 000
	Total net des crédits.....	155 880 500 000
<i>Comptes de prêts</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Crédits initiaux.....	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	- 836 000 000
	Reportis gestion précédente.....	3 354 003 991
	Total net des crédits.....	9 963 003 991
Total pour la catégorie.....	Crédits initiaux.....	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	- 836 000 000
	Reportis gestion précédente.....	3 354 003 991
	Total net des crédits.....	9 963 003 991
COMPTES A DECOUVERT		
<i>Comptes de commerce</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Autorisations initiales.....	100 000 000
	Total des autorisations.....	100 000 000
Justice.....	Autorisations initiales.....	4 000 000
	Total des autorisations.....	4 000 000
Services du Premier ministre. - Services généraux.....	Autorisations initiales.....	6 000 000
	Total des autorisations.....	6 000 000
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement.....	Autorisations initiales.....	900 000 000
	Total des autorisations.....	900 000 000
Défense. - Section commune.....	Autorisations initiales.....	150 000 000
	Total des autorisations.....	150 000 000
Total pour la catégorie.....	Autorisations initiales.....	1 160 000 000
	Total des autorisations.....	1 160 000 000
<i>Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....	Autorisations initiales.....	4 530 000 000
	Total des autorisations.....	4 530 000 000
<i>Relations extérieures</i>		
I. - Services diplomatiques		
Total pour la catégorie.....	Autorisations initiales.....	4 530 000 000
	Total des autorisations.....	4 530 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	322 691 099,00			
Dépenses nettes.....	322 691 099,00			2 964 600
Ordonnances.....	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes.....	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnances.....	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes.....	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	
Ordonnances.....	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes.....	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	
Ordonnances.....	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes.....	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnances.....	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes.....	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnances.....	19 825 838 795,10			
Dépenses nettes.....	19 825 838 795,10			
Ordonnances.....	155 913 582,96			
Dépenses nettes.....	155 913 582,96			
Ordonnances.....	71 409 236,84			
Dépenses nettes.....	71 409 236,84			
Ordonnances.....	91 249 901,17			
Dépenses nettes.....	91 249 901,17			
Ordonnances.....	62 240 053 986,30			
Dépenses nettes.....	62 240 053 986,30			
Ordonnances.....	82 384 465 502,37			
Dépenses nettes.....	82 384 465 502,37			
Ordonnances.....	169 870 955,30			
Dépenses nettes.....	169 870 955,30			
Ordonnances.....	164 787 987,77			
Dépenses nettes.....	164 787 987,77			
Ordonnances.....	334 638 943,07			
Dépenses nettes.....	334 638 943,07			

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sans
<i>Comptes d'opérations monétaires</i>		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers.....		
Total pour la catégorie.....		
Total des opérations à caractère temporaire.		
Comptes à crédit.....	Crédits initiaux.....	163 325 500 000
	Variations prévisions dépenses.....	- 836 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 354 003 991
	Total net des crédits.....	165 843 503 991
Comptes à découvert.....	Autorisations initiales.....	5 690 000 000
	Total des autorisations.....	5 690 000 000
RECAPITULATION		
Récapitulation pour les opérations à caractère définitif		
Comptes à crédit		
Comptes d'affectation spéciale.....	Crédits initiaux.....	11 412 880 019
	Réalisations ressources.....	332 508 449
	Reports gestion précédente.....	582 534 276
	Total net des crédits.....	12 327 922 744
Totaux pour les opérations à caractère définitif.....	Crédits initiaux.....	11 412 880 019
	Réalisations ressources.....	332 508 449
	Reports gestion précédente.....	582 534 276
	Total net des crédits.....	12 327 922 744
Récapitulation pour les opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit		
Comptes d'avances.....	Crédits initiaux.....	155 880 500 000
	Total net des crédits.....	155 880 500 000
Comptes de prêts.....	Crédits initiaux.....	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses.....	- 836 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 354 003 991
	Total net des crédits.....	9 963 003 991
Comptes à découvert.....		
Comptes de commerce.....	Autorisations initiales.....	1 160 000 000
	Total des autorisations.....	1 160 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.....	Autorisations initiales.....	4 530 000 000
	Total des autorisations.....	4 530 000 000
Comptes d'opérations monétaires.....		
Totaux pour les opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit.....	Crédits initiaux.....	163 325 500 000
	Variations prévisions dépenses.....	- 836 000 000
	Reports gestion précédente.....	3 354 003 991
	Total net des crédits.....	165 843 503 991
Comptes à découvert.....	Autorisations initiales.....	5 690 000 000
	Total des autorisations.....	5 690 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif.....	Crédits initiaux.....	11 412 880 019
	Réalisations ressources.....	332 508 449
	Reports gestion précédente.....	582 534 276
	Total net des crédits.....	12 327 922 744

DEPENSES		MODIFICATIONS A PPREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Neture	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes.....	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes.....	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes.....	170 431 240 292,29	6 800 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnances.....	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes.....	98 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes.....	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnances.....	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes.....	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnances.....	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes.....	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Ordonnances.....	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes.....	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnances.....	82 384 485 502,37			
Dépenses nettes.....	82 384 485 502,37	»	»	»
Ordonnances.....	334 638 943,07			
Dépenses nettes.....	334 638 943,07	»	»	»
Ordonnances.....	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes.....	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes.....	170 431 240 292,29	6 800 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnances.....	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes.....	98 594 374 543,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes.....	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
II. - Opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	183 325 500 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	185 843 503 991
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000
<i>Totaux généraux</i>		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	174 738 300 019
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	3 936 538 287
	Total net des crédits	178 171 426 735
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

(2) Non compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

Tableau I. - Règlement définitif des comptes spéciaux

DESIGNATION	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985	
	Dépenses nettes	Recouvrements effectués
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
<i>Comptes d'affectation spéciale</i>		
<i>Pour mémoire. - Opérations propres à 1985 seulement</i>		
Agriculture	188 464 886,51	132 646 111,67
Culture	86 000 000,00	5 658 305,10
Jeunesse et sports	1 000 000,00	287 000,00
Total pour les opérations à caractère temporaire comprises dans les comptes d'affectation spéciale	275 464 886,51	138 591 416,77

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnances.....	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes.....	170 431 240 292,29	6 600 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnances.....	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes.....	93 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnances.....	181 471 745 158,64			
Dépenses nettes.....	181 471 745 158,64	6 607 457 698,35	669 275 610,71	2 837 863 664
Ordonnances.....	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes.....	98 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Origine	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Crédits initiaux.....	186 000 000			
Réalisation ressources.....	28 000 000			
Reports gestion précédente.....	43 556 404			
Total net des crédits.....	257 556 404	0,51	»	69 091 518
Crédits initiaux.....	90 000 000			
Reports gestion précédente.....	6 000 000			
Total net des crédits.....	96 000 000	»	»	10 000 000
Crédits initiaux.....	500 000			
Reports gestion précédente.....	1 018 000			
Total net des crédits.....	1 518 000	»	»	518 000
Crédits initiaux.....	276 500 000			
Réalisation ressources.....	28 000 000			
Reports gestion précédente.....	50 574 404			
Total net des crédits.....	355 074 404	0,51	»	79 609 518

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10 et le tableau 1 annexé.

(L'article 10 et le tableau 1 annexé sont adoptés.)

Article 11 et tableau J annexé

M. le président. « Art. 11. - I. - Les résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985 sont arrêtés aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par catégories de comptes et par ministère gestionnaire, conformément au tableau J annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale :					
902.03 Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
	»	»	»	»	»
Total du § 1.....	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes de commerce :					
904.16 Union des groupements d'achats publics.....	6 698 029 467,95	6 914 478 471,44	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouver- nements étrangers :					
905.00 Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	188 947 083,44	188 947 083,44	»	»	»
Total du § II.....	6 886 976 551,35	7 103 425 554,88	»	»	»
Total du § I.....	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
Total général.....	7 147 385 591,43	7 333 179 277,24	29 992 627,86	33 583 587,82	»

« II. - Les soldes avant affectation des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985 sont arrêtés à la date du 31 décembre 1985 aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs
OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF		
Comptes d'affectation spéciale :		
902.03 Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	»	35 602 685,43
Total pour les opérations à caractère définitif.....	»	35 602 685,43
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes de commerce :		
904.16 Union des groupements d'achats publics.....	»	371 488 416,80
Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers.....	»	»
905.00 Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	8 000 000,00	»
Total pour les opérations à caractère temporaire.....	8 000 000,00	371 488 416,80
Total général.....	8 000 000,00	407 091 102,23

« Ils font l'objet d'une affectation par l'article 17, à l'exception d'une somme de 552 648,36 F pour les comptes d'affectation spéciale et de 371 488 416,80 F pour les comptes de commerce, reprises à divers comptes. »

TABLEAU J

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985

Tableau J. - Règlement définitif des comptes spéciaux

DESIGNATION DES COMPTES SPECIAUX DEFINITIVEMENT CLOS par catégorie et par ministère	SOLDES AU 1 ^{er} JANVIER 1985		OPERATIONS DE L'ANNEE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs	Dépenses	Recettes
1	2	3	4	5
OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF				
<i>Compte d'affectation spéciale (A)</i>				
Défense				
903.03. - Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	»	66 258 003,11	260 409 040,04	229 753 722,36
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE				
<i>Compte de commerce (B)</i>				
Education nationale				
904.16. - Union des groupements d'achats publics.....	»	155 039 413,31	6 698 029 467,95	6 914 478 471,44
<i>Compte de règlement avec les gouvernements étrangers (C)</i>				
Défense				
905-00. - Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.....	8 000 000,00	»	188 947 083,44	188 947 083,44
Toteux pour les comptes clos.....	8 000 000,00	221 297 416,42	7 147 385 591,43	7 333 179 277,24

- (1) Y compris les opérations à caractère temporaire exceptionnellement réalisées sur ressources affectées et rappelées pour mémoire au paragraphe II
(2) Non compris les opérations à caractère temporaire exceptionnellement réalisées sur ressources affectées et rappelées pour mémoire au paragraphe I
(A) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 71 de la loi de finances initiale pour 1985.
(B) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 51 de la loi de finances initiale pour 1986.
(C) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 71 de la loi de finances initiale pour 1985.
(D) Soldes portés au compte des découverts du Trésor à l'exception d'une somme de 552 648,36 F pour le compte 902-03 et une somme de

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11 et le tableau J annexé.

(L'article 11 et le tableau J annexé sont adoptés.)

du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985

REGLEMENT					SOLDES A LA CLOTURE DES COMPTES (D)	
Des crédits			Des découverts		Débiteurs 9	Créditeurs 10
Crédits accordés L.F.I. 6	Ouverture de crédits complémentaires 7	Annulations de crédits non consommés 8	Découverts autorisés 9	Autorisations complémentaires 10		
264 000 000,00	29 992 827,86	33 583 587,82	»	»	»	35 602 685,43
»	»	»	130 000 000,00	»	»	371 488 416,80
»	»	»	8 000 000,00	»	8 000 000,00	»
264 000 000,00	29 992 827,86	33 583 587,82	138 000 000,00	»	8 000 000,00	407 091 102,23

et analysées à l'annexe V (cf. p. 317).
et analysées à l'annexe V (cf. p. 317).

371 488 416,80 F pour le compte 904-16, reprises à divers comptes.

Articles 12 à 14

M. le président. « Art. 12. - Le solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor, pour 1985, est arrêté, conformément au tableau ci-après, à la somme de 3 228 129 619,77 F :

OPERATIONS	DEPENSES	RECETTES
Annuités de subventions non supportées par le budget général ou un compte spécial du Trésor.....	662 709 134,53	»
Charges résultant du paiement des rentes viagères.....	1 466 556,29	»
Pertes et profits sur remboursements anticipés de titres.....	643 615 793,77	6 866 344,00
Différences de change.....	»	»
Charges résultant des primes de remboursement et des indexations.....	1 946 305 988,37	»
Pertes et profits divers.....	»	19 101 517,19
Totaux.....	3 254 097 470,96	25 967 851,19
Solde.....	3 228 129 619,77	

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

« Art. 13. - Le solde débiteur, s'élevant à 2 367 323,53 francs du compte n° 438-05 « Compte de liquidation de l'actif et du passif des anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion », subsistant dans les écritures du Trésor français et se rapportant à des opérations effectuées avant la transformation en départements d'outre-mer, en 1947, des quatre anciennes colonies, est définitivement apuré. - (Adopté.)

« Art. 14. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation est autorisé à admettre en surséance les avances du Trésor d'un montant de 850 millions de francs consenties en 1984 au service des alcools et imputées au compte spécial du Trésor « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». - (Adopté.)

Article 15

M. le président. « Art. 15. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation est autorisé à abandonner la créance que l'Etat détient à l'encontre de la société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris - La Villette (S.E.M.V.I.) pour un montant de 196 590 620 francs résultant de prêts

accordés à cette société et imputés sur le compte spécial du Trésor n° 903-05 « Prêts du fonds de développement économique et social ».

La parole est à M. Bruno Gollnisch, inscrit sur l'article.

M. Bruno Gollnisch. Le groupe Front national estime que cet article couvre comme tous les autres un certain nombre de malversations. Je lance donc à nouveau un solennel appel à mes collègues de la majorité pour qu'ils refusent de donner quitus de leur gestion aux socialistes.

M. Raymond Douyère. Vous voulez parler du passeport donné par M. Pasqua ?

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15.

(L'article 15 est adopté.)

Articles 16 et 17

M. le président. « Art. 16. - Sont reconnues d'utilité publique, pour un montant total de 275 007,76 francs les dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, jugée par la Cour des comptes dans ses arrêts des 1^{er} juin 1984 et 10 octobre 1985, au titre du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports entre 1970 et 1975. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16 est adopté.)

« Art. 17. - I. - Les sommes énumérées ci-après, mentionnées aux articles 7, 10, 12, 13, 14 et 15, sont transportées en augmentation des découverts du Trésor :

« Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1985.....	154 503 781 000,92 F
« Résultat net des comptes spéciaux du Trésor soldés en 1985.....	2 428 959 407,39 F
« Solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts pour 1985.....	3 228 129 619,77 F
« Solde débiteur résultant de la liquidation de l'actif et du passif des anciennes colonies.....	2 367 323,53 F
« Admission en surséance d'avances du Trésor irrecevables.....	850 000 000,00 F
« Abandon d'une créance à l'encontre de la S.E.M.V.I.....	196 590 620,00 F
Total.....	<u>161 209 827 971,61 F</u>

« II. - La somme mentionnée à l'article 11 est transportée en atténuation des découverts du Trésor :

« Résultat net des comptes spéciaux du Trésor clos au 31 décembre 1985.....	27 050 037,07 F
« 111. - Conformément à l'article 16 de la loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 et à l'article 15 de la loi n° 84-386 du 24 mai 1984, il est fait remise de dettes à certains pays appartenant à la catégorie des pays les moins avancés pour un montant de.....	51 881 607,53 F
« La somme précitée, correspondant au montant en capital des échéances au 31 décembre 1985, est transportée en augmentation des découverts du Trésor.	

« Net à transporter en augmentation des découverts du Trésor (I - II + 111).....

161 234 659 542,07 F »

(Adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi par le groupe Front national (R.N.) d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	326
Nombre de suffrages exprimés	326
Majorité absolue	164

Pour l'adoption	258
Contre	68

L'Assemblée nationale a adopté.

6

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente. deuxième séance publique :

Suite de la discussion du projet de loi n° 694, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (rapport n° 783 de M. Dominique Perben, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures quarante.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL

de la 1^{re} séance

du mercredi 17 juin 1987

SCRUTIN (N° 677)

sur l'ensemble du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (première lecture).

Nombre de votants	308
Nombre des suffrages exprimés	272
Majorité absolue	137
Pour l'adoption	239
Contre	33

L'Assemblée nationale a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupes socialistes (214) :

Pour : 212.

Non-votants : 2. - MM. Georges Le Bail et Gilbert Mitterrand.

Groupes R.P.R. (158) :

Pour : 1. - M. Robert-André Vivien.

Non-votants : 157.

Groupes U.D.F. (130) :

Pour : 25. - MM. Edmond Alphandéry, Raymond Barre, Pierre Baudis, Pierre Bernard-Reymond, Jacques Blanc, Loïc Bouvard, Albert Brochard, Jean-Marie Caro, Jean-Marie Daillet, Charles Ehrmann, Jean-Paul Fuchs, Gilbert Gantier, Jean-Claude Gaudin, Alain Griotteray, Michel Hamaide, Robert Hersant, Emile Kœhl, Philippe Mestre, Michel d'Ornano, Arthur Paecht, Jean Proriol, Jean Seittinger, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi et Pierre-André Wiltzer.

Abstention volontaire : 1. - Mme Monique Papon.

Non-votants : 104.

Groupes communistes (35) :

Abstentions volontaires : 35.

Groupes Front national (R.N.) (33) :

Contre : 33.

Non-inscrits (7) :

Pour : 1. - M. Robert Borrel.

Non-votants : 6. - MM. Daniel Bernardet, Yvon Briant, Bruno Chauvierre, Jean Royer, André Thien Ah Koon et Philippe de Villiers, membre du Gouvernement.

Ont voté pour

MM.

Adevah-Pœuf (Maurice)
 Alfonsi (Nicolas)
 Alphandéry (Edmond)
 Anciant (Jean)
 Auroux (Jean)
 Mme Avice (Edwige)
 Ayrault (Jean-Marie)
 Badet (Jacques)
 Balligand (Jean-Pierre)
 Bapt (Gérard)
 Barailla (Régis)
 Bardio (Bernard)
 Barrau (Alain)

Barre (Raymond)
 Bartolone (Claude)
 Bassinet (Philippe)
 Baudis (Pierre)
 Beaufrils (Jean)
 Bêche (Guy)
 Bellon (André)
 Belorgey (Jean-Michel)
 Bérégovoy (Pierre)
 Bernard (Pierre)
 Bernard-Reymond (Pierre)
 Berson (Michel)
 Besson (Louis)
 Billardon (André)

Billon (Alain)
 Blanc (Jacques)
 Bockel (Jean-Marie)
 Bonnemaison (Gilbert)
 Bonnet (Alain)
 Bonrepaux (Augustin)
 Borel (André)
 Borrel (Robert)
 Mme Bouchardeau (Huguette)
 Boucheron (Jean-Michel) (Charente)
 Boucheron (Jean-Michel)
 (Ille-et-Vilaine)

Bourguignon (Pierre)
 Bouvard (Loïc)
 Brochard (Albert)
 Brune (Alain)
 Mme Cacheux (Denise)
 Calmat (Alain)
 Cambolive (Jacques)
 Caro (Jean-Marie)
 Carraz (Roland)
 Carletel (Michel)
 Cassaing (Jean-Claude)
 Castor (Elie)
 Cathala (Laurent)
 Césaire (Aimé)
 Chanfrault (Guy)
 Chapuis (Robert)
 Charzat (Michel)
 Chauveau (Guy-Michel)
 Chénard (Alain)
 Chevallier (Daniel)
 Chevènement (Jean-Pierre)
 Chouat (Didier)
 Chupin (Jean-Claude)
 Clerf (André)
 Coffineau (Michel)
 Colin (Georges)
 Collomb (Gérard)
 Colonna (Jean-Hugues)
 Crépeau (Michel)
 Mme Cresson (Edith)
 Daillet (Jean-Marie)
 Darinot (Louis)
 Dehoux (Marcel)
 Delebarre (Michel)
 Delehedde (André)
 Derosier (Bernard)
 Deschaux-Beaume (Freddy)
 Dessen (Jean-Claude)
 Destrade (Jean-Pierre)
 Dhaille (Paul)
 Douyère (Raymond)
 Drouin (René)
 Mme Dufoix (Georgina)
 Dumas (Roland)
 Dumont (Jean-Louis)
 Durieux (Jean-Paul)
 Durupt (Job)
 Ehrmann (Charles)
 Emanoelli (Henri)
 Évin (Claude)
 Fabius (Laurent)
 Faugaret (Alain)
 Fizbin (Henri)
 Fleury (Jacques)
 Florian (Roland)
 Forgues (Pierre)
 Fourré (Jean-Pierre)
 Mme Frachon (Martine)
 Franceschi (Joseph)
 Frêche (Georges)
 Fuchs (Gérard)
 Fuchs (Jean-Paul)
 Gantier (Gilbert)
 Garmendia (Pierre)
 Mme Gaspard (Françoise)
 Gaudin (Jean-Claude)

Germon (Claude)
 Giovannelli (Jean)
 Gourmelon (Joseph)
 Goux (Christian)
 Gouze (Hubert)
 Grimont (Jean)
 Griotteray (Alain)
 Guyard (Jacques)
 Hamaide (Michel)
 Hernu (Charles)
 Hersant (Robert)
 Hervé (Edmond)
 Hervé (Michel)
 Huguet (Roland)
 Mme Jacq (Marie)
 Jalton (Frédéric)
 Janetti (Maurice)
 Jospin (Lionel)
 Josselin (Charles)
 Journet (Alain)
 Joxe (Pierre)
 Kœhl (Emile)
 Kucheida (Jean-Pierre)
 Labarrère (André)
 Laborde (Jean)
 Lacombe (Jean)
 Laignel (André)
 Mme Lalumière (Catherine)
 Lambert (Jérôme)
 Lambert (Michel)
 Lang (Jack)
 Laurain (Jean)
 Laurissergues (Christian)
 Lavédrine (Jacques)
 Mme Lecuir (Marie-France)
 Le Déaut (Jean-Yves)
 Ledran (André)
 Le Drian (Jean-Yves)
 Le Foll (Robert)
 Lefranc (Bernard)
 Le Garrec (Jean)
 Lejeune (André)
 Lemoine (Georges)
 Lengagne (Guy)
 Leonetti (Jean-Jacques)
 Le Pensec (Louis)
 Mme Leroux (Ginette)
 Loncle (François)
 Louis-Joseph-Dogué (Maurice)
 Mahéas (Jacques)
 Malandain (Guy)
 Malvy (Martin)
 Marchand (Philippe)
 Marges (Michel)
 Mas (Roger)
 Mauroy (Pierre)
 Mellick (Jacques)
 Menga (Joseph)
 Mernaz (Louis)
 Mestre (Philippe)
 Métais (Pierre)
 Metzinger (Charles)
 Mexandeau (Louis)
 Michel (Claude)
 Michel (Henri)
 Michel (Jean-Pierre)
 Mme Mora (Christiane)

Moulinet (Louis)
 Nallet (Henri)
 Natiez (Jean)
 Mme Neiertz (Véronique)
 Mme Nevoux (Paulette)
 Nucci (Christian)
 Oehler (Jean)
 Ornano (Michel d')
 Ortel (Pierre)
 Mme Osselin (Jacqueline)
 Paecht (Arthur)
 Patriat (François)
 Pénicaud (Jean-Pierre)
 Pesce (Rodolphe)
 Peuziat (Jean)
 Pezet (Michel)
 Pierret (Christian)
 Pinçon (André)
 Pistre (Charles)
 Poperen (Jean)
 Porthault (Jean-Claude)
 Pourchon (Maurice)
 Prat (Henri)
 Proriol (Jean)
 Proveux (Jean)
 Puaud (Philippe)
 Queyranne (Jean-Jack)
 Quilès (Paul)
 Ravassard (Noël)
 Richard (Alain)
 Rigal (Jean)
 Rocard (Michel)
 Rodet (Alain)
 Roger-Machart (Jacques)
 Mme Roudy (Yvette)
 Saint-Pierre (Dominique)
 Sainte-Marie (Michel)
 Sanmarco (Philippe)
 Santrot (Jacques)
 Sapin (Michel)
 Sarre (Georges)
 Schreiner (Bernard)
 Schwartzberg (Roger-Gérard)
 Seittinger (Jean)
 Mme Sicard (Odile)
 Siffre (Jacques)
 Soisson (Jean-Pierre)
 Souchon (René)
 Mme Soum (Renée)
 Stasi (Bernard)
 Mme Stievenard (Gisèle)
 Stirn (Olivier)
 Strauss-Kahn (Dominique)
 Mme Sublet (Marie-Joséphe)
 Sueur (Jean-Pierre)
 Tavernier (Yves)
 Théauvin (Clément)
 Mme Toutain (Ghislainne)
 Mme Trautmann (Catherine)
 Vadepied (Guy)

Vauzelle (Michel)
Vivien (Alain)
Vivien (Robert-André)

Wacheux (Marcel)
Welzer (Gérard)
Wiltzer (Pierre-André)

Worms (Jean-Pierre)
Zuccarelli (Émile)

Fèvre (Charles)
Fillon (François)
Fossé (Roger)
Foyer (Jean)
Fréville (Yves)
Fritch (Edouard)
Galley (Robert)
Gastines (Henn de)
Gaulle (Jean de)
Geng (François)
Gengenwin (Germain)
Ghysel (Michel)
Giscard d'Estaing (Valéry)
Goasduff (Jean-Louis)
Godefroy (Pierre)
Godfrain (Jacques)
Gonelle (Michel)
Gorse (Georges)
Gougy (Jean)
Goulé (Daniel)
Grignon (Gérard)
Grussenmeyer (François)
Guéna (Yves)
Guichard (Olivier)
Guichon (Lucien)
Haby (René)
Hannoun (Michel)
Mme d'Harcourt (Florence)
Hardy (Francis)
Hart (Jés)
Hersant (Jacques)
Houssin (Pierre-Rémy)
Mme Hubert (Elisabeth)
Hunault (Xavier)
Hyst (Jean-Jacques)
Jacob (Lucien)
Jacquat (Denis)
Jacquemin (Michel)
Jacquot (Alain)
Jean-Baptiste (Henry)
Jeandon (Maurice)
Jegou (Jean-Jacques)
Julia (Didier)
Kasperet (Gabriel)
Kerguéris (Aimé)
Kiffer (Jean)
Klifa (Joseph)
Kuster (Gérard)
Labbé (Claude)
Lacarrin (Jacques)
Lachenaud (Jean-Philippe)

Lafleur (Jacques)
Lamant (Jean-Claude)
Lamessoure (Alain)
Lauga (Louis)
Le Baill (Georges)
Legendre (Jacques)
Legras (Philippe)
Léonard (Gérard)
Léontieff (Alexandre)
Lepereq (Arnaud)
Ligot (Maurice)
Limouzy (Jacques)
Lipkowski (Jean de)
Lorenzini (Claude)
Lory (Raymond)
Louet (Henri)
Mamy (Albert)
Mancel (Jean-François)
Maran (Jean)
Marcellin (Raymond)
Marcus (Claude-Gérard)
Marlière (Olivier)
Marty (Elie)
Masson (Jean-Louis)
Mathieu (Gilbert)
Mauger (Pierre)
Maujolan du Gasset (Joseph-Henri)
Mayoud (Alain)
Mazeaud (Pierre)
Médecin (Jacques)
Mesmin (Georges)
Messmer (Pierre)
Micaux (Pierre)
Michel (Jean-François)
Millon (Charles)
Miossec (Charles)
Mitterrand (Gilbert)
Montastruc (Pierre)
Montesquiou (Ayméri de)
Mme Moreau (Louise)
Mouton (Jean)
Moyné-Bressand (Alain)
Narquin (Jean)
Nenou-Pwataho (Maurice)
Nungesser (Roland)
Oudot (Jacques)
Paccou (Charles)
Mme de Panafieu (Françoise)
Mme Papon (Christiane)
Parent (Régis)

Pascallon (Pierre)
Pasquini (Pierre)
Pelchat (Michel)
Perben (Dominique)
Perbet (Régis)
Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de)
Péricard (Michel)
Peyrefitte (Alain)
Pinte (Etienne)
Poniatowski (Ladislas)
Poujade (Robert)
Préaumont (Jean de)
Raoult (Eric)
Raynal (Pierre)
Renard (Michel)
Revet (Charles)
Reyman (Marc)
Richard (Lucien)
Rigaud (Jean)
Roatta (Jean)
Robien (Gilles de)
Rocca Serra (Jean-Paul de)
Rolland (Hector)
Rossi (André)
Roux (Jean-Pierre)
Royer (Jean)
Rufenacht (Antoine)
Saint-Ellier (Francis)
Salles (Jean-Jack)
Savy (Bernard-Claude)
Séguela (Jean-Paul)
Sourdille (Jacques)
Taugourdeau (Martial)
Tenailon (Paul-Louis)
Tertot (Michel)
Thien Ah Koon (André)
Tiben (Jean)
Toga (Maurice)
Toubon (Jacques)
Tranchant (Georges)
Trémège (Gérard)
Ueberschlag (Jean)
Valleix (Jean)
Vasseur (Philippe)
Virapoullé (Jean-Paul)
Vuibert (Michel)
Vuillaume (Roland)
Wagner (Robert)
Weisenhorn (Pierre)

Ont voté contre

MM.
Arrighi (Pascal)
Bachelot (François)
Baekeroot (Christian)
Bompard (Jacques)
Ceyrac (Pierre)
Chaboche (Dominique)
Chambrun (Charles de)
Descaves (Pierre)
Domenech (Gabriel)
Frédéric-Dupont (Edouard)
Freulet (Gérard)

Gollnisch (Bruno)
Herlory (Guy)
Holeindre (Roger)
Jalkh (Jean-François)
Le Jaouen (Guy)
Le Pen (Jean-Marie)
Martinez (Jean-Claude)
Mégret (Bruno)
Perdomo (Ronald)
Peyrat (Jacques)
Peyron (Albert)
Mme Piat (Yann)

Poncu de la Moran-dièrre (François)
Reveau (Jean-Pierre)
Rostolan (Michel de)
Roussel (Jean)
Schenardi (Jean-Pierre)
Sergent (Pierre)
Sirgue (Pierre)
Spieler (Robert)
Stirbois (Jean-Pierre)
Wagner (Georges-Paul)

Se sont abstenus volontairement

MM.
Ansart (Gustave)
Asceni (François)
Auchède (Rémy)
Barthe (Jean-Jacques)
Bocquet (Alain)
Bordu (Gérard)
Chomat (Paul)
Combrisson (Roger)
Deschamps (Bernard)
Ducoloné (Guy)
Fiterman (Charles)
Gaysot (Jean-Claude)
Giard (Jean)

Mme Goeuriot (Colette)
Gremetz (Maxime)
Hage (Georges)
Hermier (Guy)
Hoarau (Elie)
Mme Hoffmann (Jacqueline)
Mme Jacquaint (Muguette)
Jarosz (Jean)
Lajoinie (André)
Le Meur (Daniel)

Leroy (Roland)
Marchais (Georges)
Mercieca (Paul)
Montdargent (Robert)
Moutoussamy (Ernest)
Mme Papon (Monique)
Peyret (Michel)
Porelli (Vincent)
Reyssier (Jean)
Rigout (Marcel)
Rimbault (Jacques)
Roux (Jacques)
Verjés (Paul)

N'ont pas pris part au vote

D'une part :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

D'autre part :

MM.
Abelin (Jean-Pierre)
Allard (Jean)
André (René)
Auberger (Philippe)
Aubert (Emmanuel)
Aubert (François d')
Audinot (Gautier)
Bachelet (Pierre)
Barate (Claude)
Barbier (Gilbert)
Bardet (Jean)
Barnier (Michel)
Barrot (Jacques)
Baumel (Jacques)
Bayard (Henri)
Bayrou (François)
Beaujean (Henri)
Beaumont (René)
Bécam (Marc)
Bechter (Jean-Pierre)
Bégault (Jean)
Béguet (René)
Benoît (René)
Benouville (Pierre de)
Bernard (Michel)
Bernardet (Daniel)
Besson (Jean)
Bichet (Jacques)
Bigéard (Marcel)
Birraux (Claude)
Bleuler (Pierre)
Blot (Yvan)
Blum (Roland)
Mme Boisseau (Marie-Thérèse)
Bollengier-Stragier (Georges)
Bonhomme (Jean)
Borotra (François)
Bourg-Broc (Bruno)
Bousquet (Jean)

Mme Boutin (Christine)
Bouvet (Henri)
Branger (Jean-Guy)
Brial (Benjamin)
Briane (Jean)
Briant (Yvon)
Brocard (Jean)
Bruné (Paulin)
Bussereau (Dominique)
Cabal (Christian)
Carré (Antoine)
Cassabel (Jean-Pierre)
Cavaillé (Jean-Charles)
Cazalet (Roëort)
César (Gérard)
Chammougon (Edouard)
Chantelat (Pierre)
Charbonnel (Jean)
Charé (Jean-Paul)
Charles (Serge)
Charroppin (Jean)
Chartron (Jacques)
Chasseguet (Gérard)
Chastagnol (Alain)
Chauvierre (Bruno)
Chollet (Paul)
Chometon (Georges)
Claisse (Pierre)
Clément (Pascal)
Cointat (Michel)
Colin (Daniel)
Colombier (Georges)
Corrèze (Roger)
Couanau (René)
Couepel (Sébastien)
Cousin (Bertrand)
Couturier (Roger)
Couve (Jean-Michel)
Couveihes (René)

Cozan (Jean-Yves)
Cuq (Henri)
Dalbos (Jean-Claude)
Debré (Bernard)
Debré (Jean-Louis)
Debré (Michel)
Dehaine (Arthur)
Delalande (Jean-Pierre)
Delatre (Georges)
Delattre (Francis)
Delevoeye (Jean-Paul)
Delfosse (Georges)
Delmar (Pierre)
Demange (Jean-Marie)
Demuyne (Christian)
Deniau (Jean-François)
Deniau (Xavier)
Deprez (Charles)
Deprez (Léonce)
Dermaux (Stéphane)
Desanlis (Jean)
Devedjian (Patrick)
Dhinnin (Claude)
Diebold (Jean)
Diméglio (Willy)
Dominati (Jacques)
Dousset (Maurice)
Drut (Guy)
Dubernard (Jean-Michel)
Dugoin (Xavier)
Durand (Adrien)
Durieux (Bruno)
Durr (André)
Falala (Jean)
Fanton (André)
Farran (Bertrand)
Féron (Jacques)
Ferrand (Jean-Michel)
Ferrari (Gratien)

En application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 :

M. Philippe de Villiers.

Mises au point au sujet du présent scrutin

MM. Georges Le Baill et Gilbert Mitterrand, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter « pour ».

SCRUTIN (N° 678)

sur l'ensemble du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (première lecture).

Nombre de votants	326
Nombre des suffrages exprimés	326
Majorité absolue	164
Pour l'adoption	258
Contre	68

L'Assemblée nationale a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe socialiste (214) :

Pour : 214.

Groupe R.P.R. (168) :

Four : 1. - M. Robert-André Vivien.

Non-votants : 157.

Groupe U.D.F. (130) :

Pour : 42. - MM. Jean-Pierre Abelin, Edmond Alphandéry, Raymond Barre, Pierre Baudis, Henri Bayard, Jean Bégault, Jacques Blanc, Jean Bousquet, Mme Christine Boutin, MM. Loïc Bouvard, Jean-Guy Branger, Jean Brocard, Jean-Marie Caro, Pascal Clément, Sébastien Couepel, Jean-Marie Daillet, Jacques Dominati, Maurice Dousset, Bruno Durieux, Charles Fèvre, Jean-Paul Fuchs, Gilbert Gantier, Jean-Claude Gaudin, Francis Geng, Valéry Giscard d'Estaing, Robert Hersant, Jean-Jacques Hyst, Henry Jean-Baptiste, Aimé Kerguéris, Emile Kœl, Alain Mayoud, Georges Mesmin, Philippe Mestre, Pierre Montastruc, Michel d'Ornano, Jean Proriot, Jean Rigaud, André Rossi, Jean Seitlinger, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi et Pierre-André Wiltzer.

Non-votants : 88.

Groupe Front national (R.N.) (33) :

Contre : 33.

Groupe communiste (35) :

Contre : 35.

Non-inscrits (7) :

Pour : 1. - M. Robert Borrel.

Non-votants : 6. - MM. Daniel Bernardet, Yvon Briant, Bruno Chauvierre, Jean Royer, André Thien Ah Koon et Philippe de Villiers, membre du Gouvernement.

Ont voté pour**MM.**

Abelin (Jean-Pierre)
Adevah-Péuf
(Maurice)
Alfonsi (Nicolas)
Alphandéry (Edmond)
Anciant (Jean)
Aroux (Jean)
Mme Avice (Edwige)
Ayraut (Jean-Marie)
Badet (Jacques)
Balligand
(Jean-Pierre)
Bapt (Gérard)
Barailla (Kégis)
Bardin (Bernard)
Barrau (Alain)
Barre (Raymond)
Bartolone (Claude)
Bassinnet (Philippe)
Baudis (Pierre)
Bayard (Henri)
Beaufils (Jean)
Bèche (Guy)
Bégault (Jean)
Bellon (André)
Belorgey (Jean-Michel)
Bérégovoy (Pierre)
Bernard (Pierre)
Berson (Michel)
Besson (Louis)
Billardon (André)
Billon (Alain)
Blanc (Jacques)
Bockel (Jean-Marie)
Bonnemaison (Gilbert)
Bonnet (Alain)
Bonrepaux (Augustin)
Borel (André)
Borrel (Robert)
Mme Bouchardeau
(Huguette)
Boucheron (Jean-
Michel) (Charente)
Boucheron (Jean-
Michel)
(Ille-et-Vilaine)
Bourguignon (Pierre)
Bousquet (Jean)

Mme Boutin
(Christine)
Bouvard (Loïc)
Branger (Jean-Guy)
Brocard (Jean)
Brune (Alain)
Mme Cacheux
(Denise)
Calmat (Alain)
Cambolive (Jacques)
Caro (Jean-Marie)
Carraz (Roland)
Canelet (Michel)
Cassaing (Jean-Claude)
Castor (Elie)
Cathala (Laurent)
Césaire (Aimé)
Chanfrault (Guy)
Chapuis (Robert)
Charzat (Michel)
Chauveau
(Guy-Michel)
Chénard (Alain)
Chevallier (Daniel)
Chevènement (Jean-
Pierre)
Chouat (Didier)
Chupin (Jean-Claude)
Clément (Pascal)
Clert (André)
Coffineau (Michel)
Collin (Georges)
Collomb (Gérard)
Colonna (Jean-Hugues)
Couepel (Sébastien)
Crépeau (Michel)
Mme Cresson (Edith)
Daillet (Jean-Marie)
Darinot (Louis)
Dehoux (Marcel)
Delebarre (Michel)
Delehedde (André)
Derosier (Bernard)
Deschaux-Beaume
(Freddy)
Dessein (Jean-Claude)
Destrade (Jean-Pierre)
Dhaille (Paul)

Dominati (Jacques)
Dousset (Maurice)
Douyère (Raymond)
Drouin (René)
Mme Dufoix
(Georgina)
Dumas (Roland)
Dumont (Jean-Louis)
Durieux (Bruno)
Durieux (Jean-Paul)
Durupt (Job)
Emmanueli (Henri)
Évin (Claude)
Fabius (Laurent)
Faugaret (Alain)
Fèvre (Charles)
Fizbin (Henri)
Fleury (Jacques)
Florian (Roland)
Forgues (Pierre)
Fourré (Jean-Pierre)
Mme Frachon
(Martine)
Franceschi (Joseph)
Frèche (Georges)
Fuchs (Gérard)
Fuchs (Jean-Paul)
Gantier (Gilbert)
Garmendia (Pierre)
Mme Gaspard
(Françoise)
Gaudin (Jean-Claude)
Geng (Francis)
Germon (Claude)
Giovannelli (Jean)
Giscard d'Estaing
(Valéry)
Gourmelon (Joseph)
Goux (Christian)
Gouze (Hubert)
Grimont (Jean)
Guyard (Jacques)
Hernu (Charles)
Hersant (Robert)
Hervé (Edmond)
Hervé (Michel)
Hugot (Roland)
Hyst (Jean-Jacques)

Mme Jacq (Marie)
Jalton (Frédéric)
Janetti (Maurice)
Jean-Baptiste (Henry)
Jospin (Lionel)
Josselin (Charles)
Journet (Alain)
Joxe (Pierre)
Kerguéris (Aimé)
Koehl (Emile)
Kucheida (Jean-Pierre)
Labarrère (André)
Laborde (Jean)
Lacombe (Jean)
Laignel (André)
Mme Lalumière
(Catherine)
Lambert (Jérôme)
Lambert (Michel)
Lang (Jack)
Laurain (Jean)
Laurissegues
(Christian)
Lavédrine (Jacques)
Le Baill (Georges)
Mme Lecuir (Marie-
France)
Le Déaut (Jean-Yves)
Ledran (André)
Le Drian (Jean-Yves)
Le Foll (Robert)
Lefranc (Bernard)
Le Garrec (Jean)
Lejeune (André)
Lemoine (Georges)
Lengagne (Guy)
Leonetti (Jean-
Jacques)
Le Pensec (Louis)
Mme Leroux (Ginette)
Loncle (François)
Louis-Joseph-Dogué
(Maurice)
Mahéas (Jacques)
Malandain (Guy)
Malvy (Martin)
Marchand (Philippe)
Margnes (Michel)
Mas (Roger)

MM.

Ansant (Gustave)
Arrighi (Pascal)
Asensi (François)
Auchède (Rémy)
Bachelot (François)
Baekeroot (Christian)
Barthe (Jean-Jacques)
Bocquet (Alain)
Bompard (Jacques)
Bordu (Gérard)
Ceyrac (Pierre)
Chaboche (Dominique)
Chambrun (Charles de)
Chomat (Paul)
Combrisson (Roger)
Descaves (Pierre)
Deschamps (Bernard)
Domenech (Gabriel)
Ducoloné (Guy)
Fiterman (Charles)
Frédéric-Dupont
(Edouard)
Freulet (Gérard)
Gaysot (Jean-Claude)

Mauroy (Pierre)
Mayoud (Alain)
Mellick (Jacques)
Menga (Joseph)
Mermaz (Louis)
Mesmin (Georges)
Mestre (Philippe)
Métais (Pierre)
Metzinger (Charles)
Mexandeau (Louis)
Michel (Claude)
Michel (Henri)
Michel (Jean-Pierre)
Mitterrand (Gilbert)
Montastruc (Pierre)
Mme Mora
(Christiane)
Moulinet (Louis)
Nallet (Henri)
Natiez (Jean)
Mme Neiertz
(Véronique)
Mme Nevoux
(Paulette)
Nucci (Christian)
Oehler (Jean)
Ornano (Michel d')
Ortel (Pierre)
Mme Osselin
(Jacqueline)
Patriat (François)
Pénicaut
(Jean-Pierre)
Pesce (Rodolphe)
Peuziat (Jean)
Pezet (Michel)
Pierret (Christian)
Pinçon (André)
Pistre (Charles)
Poperen (Jean)
Portheault
(Jean-Claude)
Pourehon (Maurice)
Prat (Henri)
Proriot (Jean)
Proveux (Jean)
Puaud (Philippe)
Queyranne (Jean-Jack)
Quilès (Paul)

Ont voté contre

Giard (Jean)
Mme Goeuriot
(Colette)
Gollnisch (Bruno)
Gremetz (Maxime)
Hage (Georges)
Herlory (Guy)
Hermier (Guy)
Hoarau (Elie)
Mme Hoffmann
(Jacqueline)
Holeindre (Roger)
Mme Jaquaint
(Muguette)
Jalkh (Jean-François)
Jarosz (Jean)
Lajoinie (André)
Le Jaouen (Guy)
Le Meur (Daniel)
Le Pen (Jean-Marie)
Leroy (Roland)
Marchais (Georges)
Martinez (Jean-Claude)
Mégret (Bruno)

Ravassard (Noël)
Richard (Alain)
Rigal (Jean)
Rigaud (Jean)
Rocard (Michel)
Rodet (Alain)
Roger-Machart
(Jacques)
Rossi (André)
Mme Roudy (Yvette)
Saint-Pierre
(Dominique)
Sainte-Marie (Michel)
Sanmarco (Philippe)
Santrot (Jacques)
Sapin (Michel)
Sarre (Georges)
Schreiner (Bernard)
Schwartzberg
(Roger-Gérard)
Seitlinger (Jean)
Mme Sicard (Odile)
Siffre (Jacques)
Soisson (Jean-Pierre)
Souchon (René)
Mme Soum (Renée)
Stasi (Bernard)
Mme Stiévenard
(Gisèle)
Stim (Olivier)
Strauss-Kahn
(Dominique)
Mme Sublet
(Marie-Joséphine)
Sueur (Jean-Pierre)
Tavernier (Yves)
Théaudin (Clément)
Mme Toutain
(Ghislainne)
Mme Trautmann
(Catherine)
Vadepied (Guy)
Yauzelle (Michel)
Vivien (Alain)
Vivien (Robert-André)
Wacheux (Marcel)
Welzer (Gérard)
Wiltzer (Pierre-André)
Worms (Jean-Pierre)
Zuccarelli (Émile)

Mercieca (Paul)
Mondargent (Robert)
Moutoussamy (Ernest)
Perdomo (Ronald)
Peyrat (Jacques)
Peyret (Michel)
Peyron (Albert)
Mme Piat (Yann)
Porelli (Vincent)
Porteu de la Moran-
dière (François)
Reveau (Jean-Pierre)
Reyssier (Jean)
Rigout (Marcel)
Rimbault (Jacques)
Rostolan (Michel de)
Roussel (Jean)
Roux (Jacques)
Schenardi
(Jean-Pierre)
Sergent (Pierre)
Sirgue (Pierre)
Spieler (Robert)
Sturbois (Jean-Pierre)
Vergès (Paul)
Wagner (Georges-Paul)

N'ont pas pris part au vote

D'une part :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

D'autre part :

MM.

Allard (Jean)
André (René)
Auberger (Philippe)
Aubert (Emmanuel)
Aubert (François d')
Audiot (Gautier)
Bachelet (Pierre)
Barat (Claude)
Barbier (Gilbert)
Bardet (Jean)
Barnier (Michel)
Barrot (Jacques)
Baumel (Jacques)
Bayrou (François)
Beaujean (Henri)
Beaumont (René)
Bécam (Marc)
Bechter (Jean-Pierre)
Béquet (René)
Benoit (René)
Benouville (Pierre de)
Bernard (Michel)
Bernardet (Daniel)
Bernard-Reymond (Pierre)
Beson (Jean)
Bichet (Jacques)
Bigéard (Marcel)
Birraux (Claude)
Bleuler (Pierre)
Blot (Yvan)
Blum (Roland)
Mme Boisseau (Maire-Thérèse)
Bollengier-Stragier (Georges)
Bonhomme (Jean)
Borotra (François)
Bourg-Broc (Bruno)
Bouvet (Henri)
Brial (Benjamin)
Briane (Jean)
Briant (Yvon)
Brochard (Albert)
Bruné (Paulin)
Bussereau (Dominique)
Cabal (Christian)
Carré (Antoine)
Cassabel (Jean-Pierre)
Cavallé (Jean-Charles)
Cazalet (Robert)
César (Gérard)
Chammougon (Edouard)
Chantelat (Pierre)
Charbonnel (Jean)

Charlé (Jean-Paul)
Charles (Serge)
Charroppin (Jean)
Chartron (Jacques)
Chasseguet (Gérard)
Chastagnol (Alain)
Chauvière (Bruno)
Chollet (Paul)
Chometon (Georges)
Claisse (Pierre)
Cointat (Michel)
Colin (Daniel)
Colombier (Georges)
Corrèze (Roger)
Couanau (René)
Cousin (Bertrand)
Couturier (Roger)
Couve (Jean-Michel)
Couveinhes (René)
Cozan (Jean-Yves)
Cuq (Henn)
Dalbos (Jean-Claude)
Debré (Bernard)
Debré (Jean-Louis)
Debré (Michel)
Dehaine (Arthur)
Delalande (Jean-Pierre)
Delatre (Georges)
Delattre (Francis)
Delevoeye (Jean-Paul)
Delfosse (Georges)
Delmar (Pierre)
Demange (Jean-Marie)
Demuyneck (Christian)
Deniau (Jean-François)
Deniau (Xavier)
Deprez (Charles)
Deprez (Léonce)
Dermaux (Stéphane)
Desantis (Jean)
Devedjian (Patrick)
Dhinnin (Claude)
Diebold (Jean)
Diméglio (Willy)
Dru (Guy)
Dubermard (Jean-Michel)
Dugoin (Xavier)
Durand (Adrien)
Durr (André)
Ehrmann (Charles)
Falala (Jean)
Fanton (André)
Farran (Jacques)
Féron (Jacques)

Ferrand (Jean-Michel)
Ferrari (Gratien)
Fillon (François)
Fossé (Roger)
Foyer (Jean)
Fréville (Yves)
Fritch (Edouard)
Galley (Robert)
Gastines (Henri de)
Gaulle (Jean de)
Gengenwin (Germain)
Ghysel (Michel)
Goasduff (Jean-Louis)
Godefroy (Pierre)
Godfrain (Jacques)
Gonelle (Michel)
Gorse (Georges)
Gougy (Jean)
Goulet (Daniel)
Grignon (Gérard)
Grotteray (Alain)
Grussenmeyer (François)
Guéna (Yves)
Guichard (Olivier)
Guichon (Lucien)
Haby (René)
Hamaide (Michel)
Hannoun (Michel)
Mme d'Harcourt (Florence)
Hardy (Francis)
Hart (Joël)
Hersant (Jacques)
Houssin (Pierre-Rémy)
Mme Hubert (Elisabeth)
Hunault (Xavier)
Jacob (Lucien)
Jacquat (Denis)
Jacquemin (Michel)
Jacquot (Alain)
Jeandon (Maurice)
Jegou (Jean-Jacques)
Julia (Didier)
Kaspereit (Gabriel)
Kiffer (Jean)
Klifa (Joseph)
Kuster (Gérard)
Labbé (Claude)
Lacarrin (Jacques)
Lachenaud (Jean-Philippe)
Lafleur (Jacques)
Lamant (Jean-Claude)
Lamassoure (Alain)

Lauga (Louis)
Legendre (Jacques)
Legras (Philippe)
Léonard (Gérard)
Léontieff (Alexandre)
Lepercq (Arnaud)
Ligot (Maurice)
Limouzy (Jacques)
Lipkowski (Jean de)
Lorenzini (Claude)
Lory (Raymond)
Louet (Henri)
Mamé (Albert)
Mancel (Jean-François)
Maran (Jean)
Marcellin (Raymond)
Marcus (Claude-Gérard)
Marlière (Olivier)
Mary (Elie)
Masson (Jean-Louis)
Mathieu (Gilbert)
Mauger (Pierre)
Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri)
Mazeaud (Pierre)
Médecin (Jacques)
Messmer (Pierre)
Micaux (Pierre)
Michel (Jean-François)
Millon (Charles)
Miossec (Charles)
Montesquiou (Aymen de)

Mme Moreau (Louise)
Mouton (Jean)
Moyné-Bressand (Alain)
Narquin (Jean)
Nenou-Pwataho (Maurice)
Nungesser (Roland)
Oudot (Jacques)
Paccou (Charles)
Paecht (Arthur)
Mme de Panafieu (Françoise)
Mme Papon (Christiane)
Mme Papon (Monique)
Parent (Régis)
Pascallon (Pierre)
Pasquini (Pierre)
Pelchat (Michel)
Perben (Dominique)
Perbet (Régis)
Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de)
Péricard (Michel)
Peyrefitte (Alain)
Pinte (Etienne)
Poniatowski (Ladislav)
Poujade (Robert)
Préamont (Jean de)
Raoult (Eric)
Raynal (Pierre)
Renard (Michel)
Revet (Charles)

Reymann (Marc)
Richard (Lucien)
Roatta (Jean)
Robien (Gilles de)
Rocca Serra (Jean-Paul de)
Rolland (Hector)
Roux (Jean-Pierre)
Royer (Jean)
Rufenacht (Antoine)
Saint-Ellier (Francis)
Salles (Jean-Jack)
Savy (Bernard-Claude)
Séguéla (Jean-Paul)
Sourdille (Jacques)
Taugourdeau (Martial)
Tenailon (Paul-Louis)
Terrot (Michel)
Thien Ah Koon (André)
Tiberi (Jean)
Toga (Maurice)
Toubon (Jacques)
Trochant (Georges)
Trémège (Gérard)
Ueberschlag (Jean)
Valleix (Jean)
Vasseur (Philippe)
Virapoullé (Jean-Paul)
Vuibert (Michel)
Vuillaume (Roland)
Wagner (Robert)
Weisenhorn (Pierre)

En application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 :

M. Philippe de Villiers.

Mises au point au sujet de précédents scrutins

A la suite du scrutin n° 671 sur le sous-amendement n° 342 du Gouvernement à l'amendement n° 74, 2^e rectification, de M. Jacques Barrot après l'article 51 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (limitation à la télévision et à la presse destinée à la jeunesse de l'interdiction absolue de publicité en faveur des boissons alcoolisées) (*Journal officiel*, Débats A.N., du 13 juin 1987, p. 2356) M. Jean Diebold, porté comme ayant voté « pour », a fait savoir qu'il avait voulu « s'abstenir volontairement ».

A la suite du scrutin n° 672 sur le sous-amendement n° 340 de M. Roger-Gérard Schwartzberg à l'amendement n° 74, 2^e rectification, de M. Jacques Barrot, après l'article 51 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (exclusion de toute indemnisation à laquelle pourrait donner lieu l'interdiction de la publicité pour les boissons alcooliques) (*Journal officiel*, Débats A.N., du 13 juin 1987, p. 2358) M. Jean Diebold, porté comme ayant voté « contre », a fait savoir qu'il avait voulu « s'abstenir volontairement ».

A la suite du scrutin n° 673 sur l'amendement n° 74, 2^e rectification, sous-amendé, après l'article 51 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (réglementation de la publicité en faveur des boissons alcooliques) (*Journal officiel*, Débats A.N., du 13 juin 1987, p. 2360) M. Jean Diebold, porté comme ayant voté « pour », a fait savoir qu'il avait voulu « s'abstenir volontairement ».

